

En Jeu

HISTOIRE ET MÉMOIRES VIVANTES

**XX^e SIÈCLE :
D'UNE GUERRE À L'AUTRE ?**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Marie José CHOMBART DE LAUWE

RÉDACTEURS EN CHEF

Yves LESCURE, Frédéric ROUSSEAU

RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS

Jacques ARON, Charles HEIMBERG, Yannis THANASSEKOS

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Caroline LANGLOIS

COMITÉ DE RÉDACTION

**Jean-Michel ANDRÉ - Corinne BENESTROFF - Arnaud BOULLIGNY - Roger BORDAGE
Vanina BRIÈRE - Laurence DE COCK - Latefa FAÏZ - Thomas FONTAINE - Benjamin GILLES
Bertrand HAMELIN - Valérie IGOUNET - Peter KUON - Charlotte LACOSTE - Sébastien LEDOUX
Carole LEMÉE - Cyrille LE QUELLEC - Julien MARY - Jacques MOALIC - Albert MINGELGRÜN
Christophe PÉCOUT - Michel PIERRE - François RASTIER - Serge RAYMOND - Tristan STORME
Geneviève VAN CAUWENBERGE - Bruno VÉDRINES**

CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION

PRÉSIDENT

Serge WOLIKOW

MEMBRES DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

**Jean Michel ANDRÉ - Jacques ARON - Arnaud BOULLIGNY - Aleth BRIAT
Claudine CARDON-HAMET - Marie José CHOMBART de LAUWE - Joëlle DUSSEAU
Gaël EISMANN - Michel FABRÉGUET - Thomas FONTAINE - Bernard GARNIER - Jean GAVARD
Patricia GILLET - Charles HEIMBERG - Peter KUON - Carole LEMÉE - Cyrille LE QUELLEC
Christine LEVISSE-TOUZÉ - Bruno LEROUX - Yves LESCURE - Agnès MAGNIEN
François MARCOT - Michel PIERRE - Jean QUELLIEN - Serge RAYMOND - François ROUQUET
Frédéric ROUSSEAU - Robert STEEGMANN - Rita THALMANN - Yannis THANASSEKOS
Laurent VEYSSIÈRE - Barbara VORMEIER - Jean VIGREUX**

En Jeu

HISTOIRE ET MÉMOIRES VIVANTES

XX^e SIÈCLE : D'UNE GUERRE À L'AUTRE ?



SOMMAIRE

XX^e SIÈCLE :

D'UNE GUERRE À L'AUTRE ? PAGE 7

Dossier coordonné par Julien Mary et Yannis Thanassekos

D'une guerre à l'autre ? Séquençages chronologiques, constructions
causales et liens téléologiques : Les périodisations et les aspects matriciels
du XX^e siècle guerrier en question 9

Julien MARY et Yannis THANASSEKOS

D'une historiographie à l'autre. 14-18/39-45 : jeux de miroir
et perspectives croisées. Entretien avec André Loez et Nicolas Mariot 21

Entretien réalisé par Julien MARY et Yannis THANASSEKOS

1914-1945 : La Grande Guerre est-elle la matrice du XX^e siècle monstrueux ?
Arrêt sur une vulgate du troisième millénaire 47

Frédéric ROUSSEAU

Penser les guerres dans l' « Autre Europe » : la séquence 1914-1945
en République tchèque et en France 65

Helena TRNKOVA

La Première Guerre mondiale à la veille de la Seconde.
Novembre 1918 de Döblin, *Le Monde réel* d'Aragon : leçon de contre-histoire
par le roman engagé des années 1930 77

Aurore PEYROLES

La guerre de Corée, ou comment périodiser une guerre civile inter-étatique 89

Laurent QUISEFIT

Réfugiés, rébellions et enchaînement de conflits dans l'Afrique
des Grands Lacs entre 1986 et 2000 103

Agathe PLAUCHUT

L'expulsion des Allemands des Sudètes : quel défi pour les historiens tchèques
de la Seconde Guerre mondiale à nos jours ? 115

Françoise MAYER

CHRONIQUE DES ENJEUX D'HISTOIRE SCOLAIRE

La confusion des guerres mondiales comme obstacle
à l'intelligibilité du XX^e siècle 129

Laurence DE COCK et Charles HEIMBERG

POINT DE VUE

Les carences de l'histoire cléricale de l'Église romaine :
l'exemple de la Deuxième Guerre mondiale 141

Annie LACROIX-RIZ

COMPTES RENDUS 151

VIE ASSOCIATIVE 181

Nouvelles du monde associatif de la déportation

Rubrique coordonnée par Yves LESCURE

Comment se procurer la revue 195

Contribuer à la revue 196

XX^e SIÈCLE :
D'UNE GUERRE À L'AUTRE ?

Dossier coordonné par Julien Mary et Yannis Thanassekos

*D'une guerre à l'autre ?
Séquençages chronologiques, constructions causales
et liens téléologiques : les périodisations et les aspects
matriciels du XX^e siècle guerrier en question*

Julien MARY - Doctorant en histoire. Chargé de cours à l'université Montpellier III. Collaborateur scientifique au Musée de l'histoire de la France et de l'Algérie de Montpellier. Membre du CRID 14-18*.

Yannis THANASSEKOS - Ancien directeur de la Fondation Auschwitz (1983-2010). Rédacteur en chef adjoint de la revue « En Jeu ». Collaborateur scientifique à l'université Libre de Bruxelles et à l'université de Liège.

Le rôle de l'historien est réputé consister, pour partie essentielle, à établir les faits historiques, à élaborer des réseaux de causalité entre les événements, à démêler les parts de contingence et de nécessité, à construire des temps courts et des temps longs, oscillant entre les fameuses « ruptures » et les non moins notoires « continuités » de l'histoire. Pour des raisons de méthode ou de facilité, les questions essentielles liées à la périodisation des phénomènes étudiés se réduisent souvent à l'isolement de « séquences historiques », dont la construction est précisément l'un des enjeux les plus sensibles du métier contemporain d'historien. Le problème est que, quittant le champ de l'histoire empirique, construite par croisement analytique d'archives et autres traces du passé, pour celui d'une pensée conceptuelle en surplomb, à la fois plus globale et sélective, la mise en rapport des séquences ainsi isolées opère nécessairement une montée en généralité tendant à masquer la complexité des phénomènes étudiés. Donnant fréquemment l'illusion de « blocs », ces choix présidant

aux séquençages et autres constructions causales de l'histoire sont singulièrement contestables du point de vue épistémologique. Du point de vue de la morale politique et des usages publics de l'histoire, ils véhiculent et alimentent également des représentations sociales, politiques, économiques, symboliques et culturelles, difficilement déchiffrables par les lecteurs, et qui s'inscrivent souvent dans des aires du temps, des effets de mode et des contextes idéologiques plus larges – y compris sur le plan historiographique –, dont l'historien ne peut se défaire complètement.

Ces opérations de séquençage paraissent cependant nécessaires pour pouvoir saisir, par « petits bouts », les *rythmes* du temps et les *reliefs* de l'espace historique : c'est bien là toute la difficulté de l'exercice du métier d'historien. Le problème est autrement plus sensible quand ces constructions deviennent des obstacles à l'exercice de la pensée critique et autocritique, quand elles privilégient certains faits immédiatement exploitables, en minorent d'autres récusés comme moins utiles à la démonstration,

* CRID 14-18 : Collectif de recherche international et de débat sur la Guerre de 1914-1918 (www.crid1418.org).

voire occultent ou disqualifient d'autorité les éléments allant à l'encontre de la thèse soutenue. Consciente ou pas, une telle démarche constitue alors un abus caractérisé de l'autorité dont se drape l'historien ; un abus d'autant plus ravageur pour la conscience historique que les espaces de débat, de confrontation critique, de conflits d'interprétation, semblent de moins en moins présents dans l'espace social et scientifique.

Il est ainsi des séquences historiques dont la fortune scientifique et publique, et la complexité des enjeux qu'elles engagent dans la construction d'un *sens de l'histoire*, dépassent de loin la simple corporation historienne et les débats pouvant parfois l'agiter. Tel est le cas de la séquence 1914-1945 qui, depuis des décennies, tend à occuper une place de choix dans la recherche historique contemporaine et les rayonnages de librairie¹, mais aussi dans les programmes scolaires et les musées, et plus largement dans l'espace social et politique. Les enjeux d'un tel cadrage sont loin d'être anodins. Quelles sont les conditions de possibilité et les logiques d'un tel recoupement chronologique, non seulement en termes scientifiques, mais aussi en termes d'effets de mode, de résonance médiatique, de projets

pédagogiques, de coups éditoriaux et de logiques politico-mémorielles ? En raison de la concomitance, en 2014, de commémorations liées aux deux guerres mondiales, interprétations et comparaisons ne manqueront pas d'être à l'ordre du jour, aussi bien dans l'espace éditorial que médiatique et commémoratif : il y a là incontestablement une fenêtre d'opportunité à saisir pour s'interroger sur les questions matricielles.

Quels sont les *moules* de compréhension et d'interprétation aujourd'hui proposés aux publics de ces deux grands événements du « court XX^e siècle », souvent considérés comme *sur-signifiants* ? La Grande Guerre : une guerre moderne et totale entre nations rivales, fruit de l'irruption de nationalismes agressifs et de patriotismes exacerbés ? Une guerre proclamée « juste » par chacune des parties belligérantes ? Une guerre « absurde » si l'on en juge aujourd'hui par son coup en vies humaines ? La Seconde Guerre mondiale : une guerre tout aussi totale, mais mettant aux prises cette fois des conceptions du monde et des idéologies irréductibles ? Une guerre d'anéantissement où se joua le sort même de la « civilisation » ? Selon une thèse très en vue, la Grande Guerre serait au fondement d'une

1. Quelques exemples les plus significatifs : Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne 1917-1945 : national-socialisme et bolchevisme*, Paris, Ed. des Syrthes, 2000 (1987) ; George L. Mosse, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, New-York, Oxford University Press, 1990 (traduit en français sous le titre : *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, 1999) ; Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe/Le Monde diplomatique, 1999 ; Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la Guerre*, Paris, Gallimard, 2000 ; Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales : Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil, 2001 ; Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Christian Ingrao et Henry Rousso (dir.), *La Violence de guerre, 1914-1945*, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, « Histoire du temps présent », 2002 ; Bruno Thöf et Hans-Erich Volkmann (éds), *Erster Weltkrieg – Zweiter Weltkrieg: Ein Vergleich. Krieg, Kriegserlebnis, Kriegserfahrung in Deutschland*, Paderborn, Schöningh, 2002 ; Anne Duménil, Nicolas Beaupré et Christian Ingrao, *1914-1945 : l'ère de la guerre*, t. 1. *1914-1918, Violence, mobilisations, deuils*, t. 2. *1939-1945, Nazisme, occupations, pratiques génocides*, Paris, Agnès Viénot, 2004 ; Enzo Traverso, *À feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007 ; Nicolas Beaupré, *Les Grandes Guerres (1914-1945)*, Paris, Belin, « Histoire de France », 2012.

lecture matricielle tout à la fois de la révolution bolchevique, de la montée des périls de l'entre-deux-guerres, de la Seconde Guerre mondiale, de la Guerre froide, voire même des guerres de libération nationale. Pour faire bref, Hitler serait déjà en germe dans le petit caporal de 14-18, et son régiment d'alors prêt à découdre avec la République de Weimar pour un Reich de mille ans. Si l'hypothèse peut paraître séduisante, elle n'en est pas moins problématique, entachée d'anachronisme et singulièrement réductrice des complexités historiques. Toute une série de notions et de catégories sont produites à l'appui de cette hypothèse : « culture de guerre », « brutalisation », « déshumanisation de l'adversaire », « criminalisation de l'ennemi », etc. –, des concepts dont on voit par ailleurs la portée actuelle. Or, si les concepts sont nécessaires à la recherche historique, ils ne sont utiles que dans la mesure où ils sont mis en discussion critique. Chacune des contributions présentées dans ce dossier apporte ainsi, à sa façon, des éclairages critiques sur ces notions qui ont déjà fait l'objet de discussions stimulantes².

L'historiographie contemporaine a particulièrement insisté ces dernières années, tout particulièrement depuis la fin de la Guerre froide, sur la dimension idéologique de la Première Guerre mondiale, « croisade » du bien contre le mal (entrant notamment en résonance, dans les années 2000, avec les discours néo-conservateurs américains), de la civilisation contre la barbarie, en un appel du pied tout à la fois aux champs de la Deuxième Guerre mondiale et de la Guerre froide. Depuis les années 1990 en effet, la (re)naissance de l'idée de Première Guerre mondiale comme *matrice* du XX^e siècle – rappelant en creux celle de l'entre-deux-guerres, d'un conflit achevant le XIX^e siècle du triomphe européen – est à replacer dans son contexte. C'est d'abord l'heure de la disparition des derniers grands continents de témoins et celle où l'histoire, la mémoire et les questions de patrimoine prennent une importance nouvelle, éclairées par une lecture souvent traumatique des passés douloureux de l'humanité sur le mode paradigmatique des crimes et génocides nazis³. C'est aussi celle, en Europe occidentale

2. Pour une approche globale, voir notamment Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, « Points histoire », 2004. Quelques exemples, côté français : Rémy Cazals, *Les Mots de 14-18*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2003 ; André Loez (avec la collaboration de Nicolas Offenstadt), *Petit répertoire critique des concepts de la Grande Guerre*, CRID 14-18, [En ligne], URL : crid1418.org/espace_scientifique/textes/conceptsgg_01.ht, mis en ligne en décembre 2005 ; Christophe Prochasson, *1914-1918, Retours d'expériences*, Paris, Tallandier, « Texto », 2008, pp. 123-159 ; CRID 14-18, « Les Français dans la Grande Guerre : nouvelles approches, nouvelles questions », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 91, juillet-septembre 2008 ; François Buton, André Loez, Nicolas Mariot et Philippe Olivera, « 14-18 : retrouver la controverse », *La Vie des idées*, [En ligne], URL : <http://www.laviedesidees.fr/1914-1918-retrouver-la-controverse.html> ; etc. Côté allemand : Richard Bessel, *Violence and the Rise of Nazism, The Storm Troopers in Eastern Germany, 1925-1934*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1984 ; Andreas Wirsching, *Vom Weltkrieg zum Bürgerkrieg? Politischer Extremismus in Deutschland und Frankreich, 1918-1933/39*, Munich, Oldenbourg, 1999 ; Dirk Schumann, *Politische Gewalt in der Weimarer Republik, 1918-1933, Kampf um die Strasse und Furcht vor dem Bürgerkrieg*, Essen, Klartext, 2001 ; Andreas Wirsching et Dirk Schumann (éds), *Violence and Society after the First World War, Journal of Modern European History*, vol. 1, 2003/1 ; Arndt Weinrich, *Der Weltkrieg als Erzieher. Jugend zwischen Weimarer Republik und Nationalsozialismus*, Essen, Klartext, 2012 ; etc.

3. Voir Didier Fassin et Richard Rechtman, *L'Empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, « Champs essais », 2011 [2007].

et tout particulièrement en France, d'une soi-disant crise du national, sous les effets conjugués de la décentralisation et de l'« approfondissement » de la construction européenne. C'est enfin celle de la chute du mur de Berlin et de l'URSS, de la fin de la Guerre froide et de la « réunification » européenne consacrant en apparence la victoire du modèle de la démocratie libérale, et l'illusion d'une certaine « fin de l'histoire »⁴ éclairée par une « paix démocratique » se voulant pérenne. Dans cette lecture très marquée par la Guerre froide, 1914-1918 annoncerait ainsi tout à la fois une première victoire des démocraties occidentales, en l'occurrence sur l'ancien régime, et la génération de ses nouveaux ennemis au travers de la révolution bolchevique et du nazisme déjà en germe dans l'expérience et la défaite allemande de 1914-1918. Ainsi la Première Guerre mondiale formerait-elle la situation initiale du roman de ce XX^e siècle d'horreurs⁵.

Personne ne conteste bien évidemment que la Grande Guerre ait généré de profondes mutations dans tous les secteurs : économie, rapports sociaux, structures politiques, droit, mentalités, rapports à la guerre et à la paix, etc. Toutefois, pour n'évoquer ici que quelques réductions notoires, la révolution russe, par exemple, ne peut être expliquée uniquement par son contexte immédiat, la Grande Guerre ; ce serait faire abstraction de toutes les épaisseurs historiques

de la société russe dans le temps long, des spécificités de ses structures sociales et politiques, des nombreuses vagues insurrectionnelles l'ayant traversée au cours des siècles, sans parler des graves tensions que traverse le régime tsariste au tournant du siècle. De même, présenter les années 1920 comme « plombées » par la violence et la brutalité de la Grande Guerre ne peut être que foncièrement réducteur. C'est oublier que ces années sont aussi marquées par la chute des empires européens, par la libération de forces nouvelles, libérales et démocratiques, par un réel apaisement des tensions européennes, par l'amorce d'un droit international, ainsi que par une notable reprise de la croissance économique (avant qu'elle ne se brise sur les ondes de choc de la crise de 1929). L'on ne peut enfin étudier l'avènement du nazisme au seul prisme de la théorie du « coup de poignard dans le dos » et des sanctions très dures imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles, etc. D'autres facteurs, infiniment plus complexes, qui trouvent leurs racines dans le long terme de l'histoire, allemande en particulier, doivent entrer en ligne de compte pour comprendre le fascisme et le nazisme comme phénomènes inédits.

Au final, les années 1918-1939 ne sont-elles qu'un *entre-deux-guerres* ? Se résument-elles à ce seul et anachronique métonyme ? La notion de Première Guerre mondiale « matrice »

4. Pour reprendre les termes du célèbre ouvrage de Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

5. Une position parfois disputée par certains spécialistes du champ colonial voyant dans les idéologies colonialistes et les guerres de conquête et de pacification coloniales d'autres matrices du racisme contemporain, jusqu'à son expression la plus radicale dans le nazisme.

de la Seconde opère en effet une montée en généralité qui tend d'autant plus à obturer la complexité des situations historiques et à oblitérer les chances de leur compréhension que sa capacité d'attraction est forte (elle permet notamment de passer outre le problème du « jaillissement » et de la spécificité de la criminalité nazie), sa doxa institutionnellement bien relayée (à l'université, mais aussi dans le système éducatif, la presse, etc.) et son contexte global de production éminemment favorable à son plus large épanouissement (importance des paradigmes de la Shoah et du goulag, etc.).

Doit-on pour autant déplacer le curseur en amont, et chercher la matrice des déchaînements de violence de 1939-1945 dans les guerres coloniales, comme le suggèrent un certain nombre d'études⁶ ? Ou bien dans la crise économique de 1929, aujourd'hui à nouveau convoquée, soit pour dénoncer les graves dérives d'un libéralisme non contenu, soit au contraire pour disqualifier les mesures keynésiennes prises dans les années 1930 pour juguler la crise et qui auraient accéléré – sinon provoqué – l'avènement des fascismes et du nazisme ? Ou bien encore dans la « répétition générale »⁷ de la guerre d'Espagne ?

Isolées, ces questions ont peu de sens, aussi le présent dossier s'efforce-t-il de se pencher sur leurs conditions d'émergence et les grandes logiques et strates organisant leur production et leur diffusion. L'idée de Première Guerre mondiale *matrice* de la Seconde n'est en effet pas neuve : elle est déjà en germe dans certains milieux pacifistes de l'entre-deux-guerres appelant au « *plus jamais ça* » ; on la retrouve à nouveau après la Seconde Guerre mondiale, par exemple dans le discours du général de Gaulle, à Bar-le-Duc le 28 juillet 1946, pour lequel le séquençage 1914-1945 permet d'établir tangiblement la France dans les rangs des vainqueurs d'une guerre... de « *trente ans* »⁸. On la retrouve à nouveau depuis la fin des années 1980, revêtue d'autres sens, sous la plume de certains historiens qui, dans le contexte de la fin de la Guerre froide, de la diffusion du paradigme de la Shoah, etc., tendent à chercher dans 1914-1918 l'une des matrices – sinon la principale – non seulement de 1939-1945, mais aussi, paradoxalement, de la *pax europæana* post-1945 et -1989. En France notamment, les usages politiques de la Grande Guerre permettent en effet, dès l'immédiat après-guerre, l'élaboration d'une mémoire positive servant tout à la fois d'assise au pacte

6. Pour un exemple radical, voir l'ouvrage d'Olivier Le Cour Grandmaison, *Coloniser, exterminer : sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard, 2005, et les débats autour de sa réception.

7. Voir par exemple le témoignage de Léo Palacio, 1936, *La Maldonne espagnole, ou la guerre d'Espagne comme répétition générale du deuxième conflit mondial*, Paris, Privat, 1986, etc. Pour une vision critique, voir François Godicheau, « "Guerre civile", "révolution", "répétition générale" : les aspects de la guerre d'Espagne », in Roger Bourderon (dir.), *La Guerre d'Espagne : l'histoire, les lendemains, la mémoire*, Paris, Tallandier, 2007, pp. 89-105 ; Maud Joly, « L'Espagne franquiste et ses voisins européens : des représentations entre héritages de la guerre d'Espagne et enjeux de la construction nationale, 1939-1957 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2010/1-2, n° 97-98, pp. 11-16.

8. Extrait du discours du général de Gaulle, à Bar-le-Duc, le 28 juillet 1946 : « *Le drame de la guerre de trente ans, que nous venons de gagner, a comporté maintes péripéties et vu entrer et sortir maints acteurs. Nous autres, Français, sommes de ceux qui restèrent toujours sur la scène et ne changèrent jamais de camp.* »

national français – la grande communauté nationale renouvelée dans le sacrifice des tranchées – et, depuis la chute du mur de Berlin, à la construction politique d'une Europe désormais élargie aux pays de l'ex-bloc soviétique. Dans les mémoires politiques françaises (et déjà dans le briandisme de l'entre-deux-guerres), l'Union européenne s'inscrit en effet comme la (seule) conséquence « positive » du « *plus jamais ça* », tout à la fois de la Première Guerre mondiale, du nazisme, des génocides perpétrés durant la Seconde Guerre mondiale et plus récemment du soviétisme. L'« avantage » de la Première Guerre mondiale est qu'elle offre une matrice politico-mémorielle de l'Union européenne nettement moins clivante que les deux grands conflits lui ayant succédé, 1939-1945 et la Guerre froide. « Délestée » de ses derniers témoins, désormais conçue comme *absurde, fratricide et suicidaire*, lue au prisme d'une histoire toujours plus sociale et culturelle (et de moins en moins politique et diplomatique), la Première Guerre mondiale semble désormais n'avoir d'autre responsable, d'autre cause, que la folie nationale européenne. En partie prise dans cet air du temps, l'historiographie actuelle semble avoir délaissé les questions des causes profondes de la guerre et les buts de guerre économiques des belligérants, pourtant labourées dès la fin du conflit et dans les années 1960-1970.

On le voit, l'idée de *matrice* peut conduire à gommer la complexité des situations historiques ; elle est aussi porteuse d'une multitude d'enjeux

épistémologiques, sociopolitiques (criminalisation du soviétisme à parité avec le nazisme, constructions nationales et européenne, promotion d'un modèle socio-économique, etc.), voire économiques (édition, « tourisme de mémoire », etc.). C'est ainsi toute la question des usages publics, scolaires, politiques... des *matrices* du XX^e siècle guerrier, de la Première Guerre mondiale à nos jours, voire en amont, en Europe et ailleurs, que nous souhaitons voir mise à l'étude dans ce numéro de la revue *En Jeu*, à travers une série d'éclairages proposés dans divers espaces, diverses temporalités, et au travers de diverses disciplines.

En France, une part importante des ambitions des équipes chargées d'organiser les commémorations du centenaire de 1914-1918 est ainsi de faire de cette guerre la source d'une mémoire « partagée »⁹, positive et *solidarisante*, aussi bien à la micro-échelle départementale et communale qu'à la macro-échelle européenne. « *À l'heure où des tensions pèsent sur l'Union européenne qui se cherche un nouveau projet politique commun* », dit la mission interministérielle française du centenaire, « *où la France se cherche un nouveau pacte social et politique face aux transformations du monde qui l'affecte, se souvenir de la Grande Guerre ne peut se déconnecter des préoccupations actuelles. Il s'agit de mettre l'accent sur la notion d'histoire dramatique partagée.* » En 2014, on célébrera ainsi, dans la commémoration du grand brassage des tranchées, tout autant le sacrifice et la ténacité de la nation française solidaire, que l'acte

de naissance de l'Europe sociale et politique du « *plus jamais ça* ». Le problème est que l'Europe portée par ce projet demeure essentiellement franco-allemande. Quid des mémoires de la guerre dans les Balkans, à feu et à sang dès avant 1914 et jusqu'à hier encore ? Quid des mémoires de la guerre dans les pays d'Europe de l'Est, nés de la guerre elle-même ? Les mémoires nationales tchèques ou polonaises de 14-18 sont bien moins liées à l'idée d'Europe qu'à celle d'un nationalisme finissant par triompher de l'impérialisme des puissances centrales, nationalisme à nouveau mis à mal par la Guerre froide. Quant à l'Allemagne elle-même, la mémoire de 1914-1918 y est largement recouverte par celle de 1939-1945 : les commémorations de 2014 auront certainement moins d'écho qu'en France¹⁰. Nul doute en revanche qu'en Angleterre et dans le Commonwealth, 2014 sera commémoré en grandes pompes et que cette commémoration constituera un enjeu touristique important pour la France qui attend nombre de visiteurs anglo-saxons ; mais l'une des questions qui se posent est de savoir si les Anglais s'associeront à cette célébration de la Première Guerre mondiale comme acte de naissance de l'Europe sociale et politique qu'ils refusent ou s'ils l'utiliseront pour souder l'unité nationale autour du précieux sacrifice de leurs combattants. En définitive, avec qui partager cette mémoire européenne de la

guerre ? Pour l'essentiel, tout laisse à penser que, comme le suggère l'entretien que nous ont accordé André Loez et Nicolas Mariot, ou la contribution d'Helena Trnkova pour le cas tchèque, cette célébration se fera dans l'entre-soi des communautés nationales.

En filigrane, c'est aussi la question de la circulation, d'un espace à l'autre, d'une guerre à l'autre, des catégories, termes de l'analyse et autres paradigmes interprétatifs – le « génocide », la « brutalisation », les « victimes »... –, ainsi que celle des affinités historiographiques et des rapprochements institutionnels d'un champ à l'autre que nous avons voulu soulever à l'aide de la série de contributions présentes dans ce dossier. Peut-on par exemple tisser des ponts intellectuels, institutionnels, etc., entre les débats historiographiques sur la Première Guerre mondiale – « école de la contrainte » *versus* « école du consentement » pour reprendre la fausse alternative souvent énoncée – et ceux qui agitent l'historiographie de la Seconde, entre fonctionnalistes et intentionnalistes ? L'effet « bloc » de la séquence historique 1914-1945 réside-t-il finalement d'abord dans une simple affinité d'approche entre spécialistes des deux champs ? Tire-t-il sa source de l'air du temps et des contextes d'énonciation¹¹ ? Faut-il avoir été *brutalisé* (Première Guerre mondiale) ou avoir *brutalisé* (guerres coloniales) pour infliger

9. Charte de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale 1914-2014.

10. « Le paradoxe de l'attention légitime [envers le III^e Reich et ses crimes] a abouti à ce que les citoyens de cette république soient séparés de leurs précédentes périodes historiques, les bonnes comme les mauvaises. » C'est par cet argument que le journaliste Thomas Schmid, dans le journal *Die Welt*, répondait récemment à la question : « Pourquoi l'Allemagne a oublié la Première Guerre mondiale », Thomas Schmid, « Warum Deutschland den Ersten Weltkrieg vergass », *Die Welt*, 8 janvier 2013.

11. Ainsi, dans les années 1920, la Première Guerre mondiale était-elle naturellement rattachée à la guerre de 1870, couronnant la fin du XIX^e siècle « national ».

à nouveau la violence ? Autre question d'importance, au cœur des contributions dépayçant notre problématique vers d'autres terrains que la séquence européenne 1914-1945 : pourquoi est-il si difficile de faire valoir, face à une situation historique déterminée, une multiplicité de facteurs causaux ? Pourquoi les explications monocausales occupent-elles souvent le haut du pavé ? Bref, comment naissent ces séquençages et découpages causaux de l'histoire du XX^e siècle guerrier ? Quelles en sont les logiques ? Les strates d'édification ?

Ainsi, si la focale de ce volume – commémorations de 2014 obligent – est centrée sur la séquence 1914-1945, certaines contributions offrent un éclairage différent, proposant une réflexion sur les enjeux du séquençage chronologique de la guerre de Corée, sur les constructions causales des conflits à l'œuvre dans la région des Grands Lacs, en Afrique, de 1986 à 2000, sur les aspects téléologiques au cœur de la question de l'expulsion des Allemands, après 1945, en République tchèque. Nous voulions en effet inciter les contributeurs à prendre en considération les temps longs de l'histoire et de l'historiographie, mais aussi des mémoires sociales et politiques, et ainsi favoriser l'émergence d'une sociohistoire de ces questions, véritable chantier pour l'avenir de ces passés douloureux.

Une première partie de ce numéro est ainsi consacrée à la séquence européenne 1914-1945. Donnant un cadre à l'étude de la mise en histoire et en mémoire du « premier XX^e siècle » guerrier européen, l'entretien croisé accordé à la

revue par André Loez et Nicolas Mariot revient sur le mouvement social et politique, particulièrement sensible dans le contexte actuel du centenaire, de retour sur les expériences de guerre en 1914-1918 ; un mouvement qui est aussi historiographique, en atteste notamment l'accroissement sensible des publications ayant recours aux témoignages – et les débats suscités par la question dans la « communauté historienne » – dans l'écriture de l'histoire des deux guerres mondiales. En creux, la concentration du champ 14-18 contemporain sur une histoire essentiellement sociale *ou* culturelle de la guerre invite à poser la question du déficit historiographique actuel sur les causes de la Première Guerre mondiale, et celle de la polarisation de ses conséquences autour d'une lecture du conflit en termes matriciels. C'est ainsi tout un ensemble de questions sur les liens des histoires et mémoires de la Grande Guerre avec les téléologies politiques européennes, leurs rapports avec la nation, mais aussi avec l'Union européenne, sur lesquelles André Loez et Nicolas Mariot proposent quelques éclairages ; réflexions tout particulièrement focalisées sur les multiples problèmes épistémologiques et enjeux sociopolitiques que posent les grandes clés d'interprétation du conflit aujourd'hui proposées aux sociétés européennes pour comprendre la Grande Guerre.

Donner à comprendre le passé, tel est bien l'un des objectifs principaux assignés à l'histoire-discipline, dont Frédéric Rousseau montre ici que, s'agissant de la Première Guerre mondiale, elle semble aujourd'hui devenue le vecteur d'une sorte de « vulgate du troisième

millénaire » particulièrement problématique. Proposant une approche sociohistorique de la configuration des champs 14-18 et 39-45 et de leurs liens, l'auteur insiste sur l'importance du contexte, celui notamment de la fin de la Guerre froide et de la construction européenne : l'historiographie contemporaine de la Grande Guerre est en effet loin d'être atemporelle et désidéologisée. Elle est également lourde de *sens* ; Frédéric Rousseau montre ainsi comment cette lecture matricielle de la Grande Guerre tend téléologiquement à réduire l'espace des possibles de l'entre-deux-guerres au seul avènement des idéologies et régimes « totalitaires » ; ce faisant, il montre combien l'insistance sur la violence exercée *sur* et *par* les peuples, pendant la Grande Guerre, concourt de fait à masquer, sur le temps long, les processus de politisation des sociétés, dont on ne parle ainsi après-guerre qu'à leurs marges les plus extrêmes (soviétisme, fascismes, nazisme). Dans un mouvement identique à celui aujourd'hui repérable dans l'histoire de la Résistance, ce prisme contribue ainsi à confisquer, à disqualifier, voire à criminaliser l'action politique dans tout l'entre-deux-guerres, voire à nier même l'existence d'un entre-deux-guerres. Plus encore, la chaîne de raisonnement causal sur laquelle repose la notion de Première Guerre mondiale matrice de la Seconde est sans pitié pour les combattants : leur « consentement » à la guerre de 14-18 les rend en effet partiellement *responsables* de la Première Guerre mondiale ; leur « brutalisation » contribue par la suite à les rendre en partie *coupables* des horreurs

de la Deuxième. Au total, l'on mesure à quel point cette vulgate nous conduit à nous *méprendre* sur les passés donnés à *comprendre*, et à *s'éprendre* d'un présent élitiste et libéral, déserté par la pensée sociale.

Pour élargir cette première partie du numéro consacrée aux mises en séquence de la Première Guerre mondiale, Helena Trnkova nous propose d'examiner la question à l'aune d'un terrain souvent négligé par l'historiographie occidentale de la Grande Guerre : l'est de l'Europe, en l'occurrence la République tchèque. Sont ainsi bouleversées nos chronologies « classiques » de la Grande Guerre, que cette dernière soit reliée à la guerre de 1870 ou à celle de 1939-1945 ; en République tchèque en effet, les mémoires et l'historiographie de la Première Guerre mondiale rattachent cette dernière, en amont, à l'histoire beaucoup plus longue de la construction de l'État-nation tchèque. En France aussi la Grande Guerre achève la construction de l'État-nation républicain ; mais ce que l'on en retient pour l'avenir est foncièrement différent. En Europe occidentale, la Grande Guerre est aujourd'hui bien souvent perçue, *négativement*, comme une sorte de suicide collectif, celui de l'Europe des nationalismes, absurde et fratricide – avec l'anachronisme consistant à voir dans cette Europe à feu et à sang la préfiguration d'une Union européenne du *plus jamais ça* – ; à l'est et au centre de l'Europe au contraire, la Grande Guerre correspond au glorieux acte de naissance d'États-nations jusque-là étouffés par les empires centraux, et bientôt à nouveau bâillonnés

par l'URSS. Autrement dit, à l'ouest, la Grande Guerre correspondrait au moment où l'Europe des nations puissantes et industrielles perd prise sur son destin ; à l'est, au moment où elle prendrait, sur le mode national, son destin collectif en mains. Ce qui est également intéressant, dans l'analyse proposée par Helena Trnkova au regard des autres éléments du dossier, c'est que la jeune démocratie tchèque a *tenu* durant tout l'entre-deux-guerres, alors que l'interprétation historiographique dominante en Occident prétend au contraire que la démocratie ne se serait maintenue que dans les États où elle était solidement installée depuis des décennies. Une invitation là encore à prendre en compte le temps long : la société tchèque aurait-elle développé, en amont, des caractéristiques propres à adopter un « régime démocratique », et surtout à en pérenniser l'existence ?

Pour finir cette première partie, à l'heure où le débat entre « histoire » et « littérature », entre « vérité historique » et « vérité romanesque », bat à nouveau son plein – et où l'on trouve le meilleur et le pire –, la contribution d'Aurore Peyroles vient déplacer le centre de gravité de notre dossier de l'historiographie vers la littérature, opérant ainsi une intéressante ouverture disciplinaire. Au-delà de l'analyse approfondie des œuvres d'Aragon et de Döblin qu'elle nous propose – et qui nous donne envie de lire ou de relire ces œuvres mémorables –, l'auteure nous donne aussi à saisir la portée substantielle du roman engagé, et singulièrement du *roman historique engagé*, portée non seulement sur le plan

politique (la politique face à la guerre) et *éthique* (l'éthique face à la guerre), mais aussi sur le plan proprement historiographique : sorte de sentinelle pour les historiens, les invitant à œuvrer pour une historiographie résolument critique. *Aux armes, historiens*, tel est le titre de l'ouvrage que le regretté Eric J. Hobsbawm¹² consacra au démontage ravageur des dérives interprétatives de deux siècles d'histoire de la Révolution française – notamment sous la plume de François Furet. Pour Aurore Peyroles, les romans historiques engagés, comme ceux d'Aragon et de Döblin, peuvent précisément jouer ce rôle « d'appel ».

Avec la contribution de Laurent Quisefit, nous ouvrons l'espace géopolitique des périodisations « canoniques » (1914-1918/1940-1945) du « XX^e siècle guerrier » par une analyse séquentielle serrée de la guerre de Corée. L'auteur montre comment la périodisation conventionnelle du conflit sous le seul prisme de son internationalisation, à savoir une guerre censée commencer en 1950 pour se clore en 1953, occulte en fait, et de façon radicale, les enjeux fondamentaux sur le plan domestique : ceux précisément d'une guerre civile et interétatique, dont les racines se situent en amont et les conséquences bien au-delà des dates « officielles » imposées par l'internationalisation du conflit. Par là même se trouve élargie et affinée notre compréhension de la guerre de Corée, ce « conflit chaud » de la « guerre froide ».

Cet élargissement de l'ère géopolitique et chronologique des périodisations conventionnelles du « XX^e siècle

guerrier », nous le poursuivons, bien qu'à une tout autre échelle, avec la contribution d'Agathe Plauchut, qui nous propose une analyse des conflits des Grands Lacs qui ont secoué le continent africain de 1986 à 2000. Souvent traités séparément, ces conflits sont rarement abordés dans leur ensemble afin d'en saisir leurs logiques internes, leurs liens et leurs réseaux inextricables de causalités. Agathe Plauchut nous en propose ici une approche holistique éclairante, à partir du séquençage, de l'empilement et de l'étoilement d'une longue conflictualité qui a fini par revêtir, de nos jours, les traits d'un « véritable système régional de guerre »¹³.

Revenant en Europe et au cas tchèque, Françoise Mayer montre combien le transfert des Allemands, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, est encore une question sensible dans l'historiographie et les mémoires nationales, ô combien liée à l'identité démocratique même des Tchèques. Désenclavant la séquence 1945-1948, reliant la guerre, la troisième République et la période communiste, cette expérience remet en effet en cause les cadres nationaux et temporels dans lesquels est traditionnellement pensée l'histoire tchèque après-guerre. Elle déstabilise l'image de la victoire et des vainqueurs, brouille les frontières entre bourreaux et victimes ; bref, elle perturbe le roman national tchèque lui-même. Pour autant, des historiens tchèques ont relevé le

défi de cette mise en histoire, dont l'auteure nous propose ici une véritable archéologie des contextes, des pratiques et des enjeux.

Comme lors de notre précédent dossier sur les « Erreurs historiographiques », la revue *En Jeu* témoigne enfin de son souci d'aborder avec rigueur les questions pédagogiques et didactiques que soulèvent l'histoire et la mémoire des grands conflits contemporains, notamment la question des conditions de transformation des savoirs scientifiques en des savoirs à enseigner¹⁴. Dans cette deuxième livraison de leur « Chronique des enjeux d'histoire scolaire », Laurence de Cock et Charles Heimberg s'attachent à analyser la confusion des deux guerres mondiales comme obstacle à l'intelligibilité de XX^e siècle. Ils démontrent comment, faisant fi de la fécondité des débats historiographiques sur les causes et conséquences des grands conflits du XX^e siècle, certains courants interprétatifs (ceux de l'histoire culturelle qui érige la Grande Guerre en matrice du XX^e siècle, ceux aussi de la vulgate « totalitaire ») parviennent non seulement à dominer l'espace public et médiatique, mais à s'installer durablement comme des évidences dans l'enseignement et les outils pédagogiques. Caractéristique est à cet égard l'absence de tout débat au sein des commissions d'experts chargées de l'établissement des programmes scolaires.

12. Eric J. Hobsbawm, *Aux armes, historiens. Deux siècles d'histoire de la Révolution française*, Paris, La Découverte, 2007.

13. Roland Pourtier, « L'Afrique centrale dans la tourmente. Les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour », *Hérodote*, n° 111, 2003/4, p. 13.

14. Laurence de Cock et Charles Heimberg, « Chronique des enjeux d'histoire scolaire : à propos des erreurs historiographiques », in Thomas Fontaine, Bertrand Hamelin et Yannis Thanassekos (dir.), « Des erreurs historiographiques », *En Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, n° 2, décembre 2013, pp. 116-123.

EJ D'une historiographie à l'autre 14-18/39-45 : jeux de miroir et perspectives croisées Entretien avec André Loez et Nicolas Mariot¹

André LOEZ - Historien. Enseignant en classes préparatoires littéraires. Membre du CRID 14-18.

Nicolas MARIOT - Chercheur au CNRS (Centre européen de sociologie et de science politique, UMR 8602).

Entretien réalisé par Julien MARY et Yannis THANASSEKOS.

Indépendamment des commémorations du centenaire de la Grande Guerre dont le programme accaparera, 25 ans après le bicentenaire de 1789, la scène médiatique tout au long de l'année 2014, l'on constate depuis quelques années déjà un retour en force de la Première Guerre mondiale, aussi bien sur le plan historiographique qu'au niveau de la mémoire collective. Jusqu'ici, on aurait dit que se vérifiait le dicton d'après lequel toute histoire contemporaine commence par la « dernière catastrophe », en l'occurrence la Seconde Guerre mondiale. Observant ce retour en force de la Grande Guerre, on serait tenté de dire que cette sentence s'inverse, opérant d'ailleurs un certain retour à la première formulation d'un « plus jamais ça » après la Grande Guerre, et que l'histoire contemporaine commencerait désormais avec « la première catastrophe » de 1914-1918. Un tel diagnostic vous semble-t-il pertinent ? À quoi attribuez-vous ce mouvement de retour, antérieur aux « mobilisations commémoratives » en cours ?

Nicolas Mariot (N. M.) : Vous parlez d'« un retour en force de la Première Guerre mondiale aussi bien sur le plan historiographique qu'au niveau de la mémoire collective ». Personnellement, je pense que ce « retour » est beaucoup plus marqué au niveau de la mémoire collective que sur le plan historiographique : l'historiographie de la Première Guerre mondiale représente en effet un tout petit nombre de gens ; même si l'on compte l'étranger – les chercheurs américains, australiens, britanniques, allemands, etc. –, c'est un milieu historiographique assez restreint. Nous avons pu commencer à mesurer un peu la chose, avec André Loez, au sein du séminaire dont nous nous occupons, « L'ordinaire de la guerre » (ENS Lyon, avec Sylvain Bertschy, François Buton, Boris Gobille, Philippe Olivera et Emmanuelle Picard²), en regardant systématiquement les publications liées au centenaire. De juin à décembre 2013, on s'aperçoit que, finalement, il y a assez peu de travaux neufs historiographiquement parlant

1. L'interview a eu lieu le 14 mars 2014 à la Fondation pour la mémoire de la déportation, Paris.

2. Voir François Buton, André Loez, Nicolas Mariot et Philippe Olivera, « L'ordinaire de la guerre », Marseille, Agone, n° 53, 2014.

– et la situation n’a pas significativement changé depuis décembre. Il y a énormément de rééditions, beaucoup d’éditions de beaux livres, de rééditions de témoignages. Nous avons aussi des synthèses générales, mais qui n’apportent pas grand-chose de neuf ou, en tout cas, simplement à la marge pourrait-on dire. En revanche, du point de vue des enquêtes historiques neuves et originales, il y a peu de livres marquants. Bref, je ne pense pas qu’on puisse parler d’un « retour en force » de la Grande Guerre sur le plan proprement historiographique ; cela viendra peut-être.

André Loez (A. L.) : La situation s’est quand même modifiée par rapport aux années 1980, où le champ était très restreint, avec moins d’une dizaine d’historiens qui travaillaient à l’université sur la question. Depuis, il y a quand même eu des recrutements, des lieux où l’histoire de la Première Guerre se discute et s’élabore de façon plus intense. Mais c’est vrai : le phénomène demeure moins important que dans le champ la Seconde Guerre mondiale. En France, il y a à la fois l’histoire de la Résistance, l’histoire de l’Occupation, l’histoire de la Shoah et l’histoire militaire proprement dite ; donc il y a quatre champs à part entière qui constituent un champ plus large. Ce n’est pas encore vrai pour la Première Guerre.

N. M. : Si on vient à comparer avec la seule historiographie de la Shoah, la comparaison est tout simplement impossible. La masse des publications sur l’historiographie de la Shoah est sans commune mesure avec ce qui peut paraître sur la

Grande Guerre ; c’est vrai également si l’on compare avec le bicentenaire de 1789, étudié sous ce regard par Steven Kaplan (*Adieu 89*, Fayard, 1993). Peut-être les choses vont-elles changer ; mais, pour le moment, il y a relativement peu de discussions historiographiques de fond, exception faite des débats autour du livre de Christopher Clark, *Les Somnambules. Été 1914 : comment l’Europe a marché vers la guerre* (Flammarion, 2013).

A. L. : On commence à avoir des éléments pour comprendre ce retour de 14-18 depuis la fin des années 1980-début des années 1990. Jusqu’aux années 1980, la Seconde Guerre mondiale avait contribué à éloigner le souvenir de la Grande Guerre : la deuxième écrasait la première. C’est moins vrai depuis les années 1990, en tout cas en France. Tous les indicateurs le montrent : le nombre des publications s’est considérablement accru et les commémorations prennent de plus en plus d’importance, tout particulièrement depuis celle du 80^e anniversaire de 1998. Celle-ci a vraiment été un moment intense, marqué par des discours politiques importants, dont celui de Lionel Jospin, à Craonne, sur la question des fusillés. Plus largement, l’intérêt social pour la Grande Guerre est de plus en plus fort. Nicolas Offenstadt montre dans son ouvrage *14-18 aujourd’hui* (Odile Jacob, 2010) que les chanteurs de rock, les auteurs de BD, etc., s’emparent de 14-18 de manière plus forte qu’auparavant. Il y a là l’expression d’un intérêt mémoriel incontestable. Plusieurs raisons y ont sans doute contribué, qu’on peut essayer de résumer, sans qu’on

dispose encore de véritables enquêtes sur la question.

Cela tient d’abord au contexte général : une perte des horizons collectifs avec la chute du mur de Berlin, l’absence de projet mobilisateur en dehors du projet européen, lequel, avant de s’essouffler, a été dans les années 1980-1990 une occasion de se pencher sur ce « suicide de l’Europe » qu’aurait été la Grande Guerre, cette catastrophe inaugurale du XX^e siècle. Travailler sur 14-18 était une manière de se raccrocher à ce questionnement sur une Europe en voie d’intégration, dépassant les anciennes rivalités. Dans ces mêmes années 1990, il n’y a pas que la construction européenne qui favorise un regard rétrospectif sur 14-18, il y a aussi la guerre en Yougoslavie, qui a remis Sarajevo et la question des nationalismes au cœur de l’actualité. Dans certains cas, ce regain d’intérêt pour 14-18 s’explique aussi par des éléments plus singuliers, se rapportant à des questions mémorielles spécifiques. On peut penser aux pays de l’Est par exemple : dans ces pays, se tourner vers la mémoire de la Grande Guerre, c’était aussi une façon de se détourner de la mémoire communiste, de mettre en valeur d’autres éléments et d’autres événements du passé. On pense à la Pologne, à la République tchèque : des éléments qu’aussi bien l’occupation nazie que l’expérience soviétique avaient refoulés, voire écrasés ; or, c’était bien là des éléments très importants dans la constitution même de ces États-nations.

Et puis il y a un élément supplémentaire, que l’on voit bien en France, qui ressortit d’une forme de patrimonialisation de l’histoire : on se projette vers le passé

parce qu’il peut avoir quelque chose de rassurant, quelque chose d’édifiant, au moment même où les projets collectifs, les projets d’avenir, sont de plus en plus incertains, difficilement pensables. Se rapporter au passé permet de se retrouver dans une communauté enfin « unie », « comme en 14 », veut-on croire.

J’ajouterais quelque chose qui me semble très important : la différence sur ce plan entre les deux mémoires, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et la mémoire de la Grande Guerre. La mémoire familiale de la Seconde Guerre mondiale n’est pas facile à porter, car lorsqu’on se rapporte à ses ascendances familiales, il arrive d’y trouver quelques résistants, mais on peut aussi trouver des gens qui ont été des collaborateurs, des attentistes, des compromis par manque de courage et d’autres comportements peu avouables. Avec la mémoire de la Grande Guerre, c’est tout l’opposé : tout le monde peut s’y projeter, tout le monde peut trouver un ancêtre poilu, et donc un héros ou une victime suivant le point de vue adopté, mais en tout cas un ancêtre valorisé.

La scolarisation obligatoire a également eu un effet particulièrement sensible sur la formation de la mémoire de la Grande Guerre. Comme tout le monde, ou presque, savait écrire et lire, les familles disposent aujourd’hui souvent de quelques documents, d’objets et de traces multiples laissés par un grand-parent. Avec la diffusion des nouvelles technologies et la numérisation des documents, les descendants peuvent reconstituer de véritables parcours ; il y en a même qui vont créer des sites internet sur leurs aïeux.

N. M. : Oui, l'infrastructure technologique joue un rôle fondamental. Internet a révolutionné les choses. Avant, évidemment, il y avait déjà des collectionneurs, notamment d'objets de la Grande Guerre ; ça existait, simplement les gens gardaient ça chez eux, dans leur grenier, ou leur réservaient éventuellement une salle spéciale. Là, la différence avec internet est fondamentale : aujourd'hui, n'importe qui, sans beaucoup de moyens, peut mettre sur pied son site avec ses données ; il y a beaucoup de passionnés qui font des choses absolument incroyables. Internet est parfaitement adapté au côté sériel des sources de la Grande Guerre, ce qui est moins évident en ce qui concerne les sources de la Seconde Guerre mondiale.

A. L. : Sans oublier, pour expliquer ce développement mémoriel, un effet centenaire indéniable dans tous les pays concernés, avec tout ce que cela implique aussi en termes d'enjeux économiques : le tourisme de mémoire est très important pour les régions de l'ancien front, qui toutes rénovent leurs musées, modernisent leur parc hôtelier, créent des monuments, etc. Cela représente des retombées matérielles et économiques loin d'être négligeables.

N. M. : Notons aussi la disparition du service militaire : je pense qu'elle a pu jouer un rôle important chez certains hommes qui ont connu le service militaire, qui peuvent en avoir une forme de nostalgie, la camaraderie des chambrées,

etc. En faisant l'histoire du régiment du grand-père, de l'arrière-grand-père, il se joue peut-être aussi quelque chose de cet ordre, me semble-t-il.

Sur le plan proprement historiographique, peut-on parler de nouvelles approches et/ou d'un renouveau significatif de la recherche historique sur des thématiques classiques, notamment en ce qui concerne les « causes » de la Grande Guerre, les buts de guerre des puissances impliquées, de l'Allemagne impériale en particulier (on songe ici à l'« Affaire Fritz Fischer » au début des années 1960), l'impérialisme comme cadre conceptuel de cette première conflagration européenne et internationale, etc. ? De l'extérieur tout au moins, on a l'impression que depuis de nombreuses années déjà l'historiographie a, en quelque sorte, déserté ce type de questions (explication et compréhension des causes des événements et de leur contexte) au cœur de la première historiographie de la Grande Guerre dans les années 1920 et 1930 (Pierre Renouvin, Jules Isaac), puis reformulées dans les années 1960-1970 (Fritz Fischer, Jacques Droz) et 1980 (Gerd Krumeich, Georges-Henri Soutou³), au profit de l'étude des représentations, des expériences, et des traces que le passé a léguées au présent et des usages multiples qu'en font nos contemporains – dans une sorte de « présentisme » enflé – en ce sens que le présent génère, hier comme aujourd'hui, le passé qui lui convient le mieux. Cette tendance se confirme-t-elle dans l'historiographie récente de la Grande Guerre ?

A. L. : Il faut nuancer un tout petit peu. Ce délaisement des recherches et des discussions sur les causes de la Grande Guerre, notamment sur le plan de l'histoire diplomatique, a été très vrai dans l'historiographie française ; il l'est moins dans le monde anglo-saxon : dans les années 1990-2000, à l'étranger, on s'intéresse à nouveau fortement à toutes ces questions liées aux causes du conflit, comme le montrent les nombreuses études biographiques sur des acteurs majeurs de la crise en 1914, comme les généraux von Moltke et von Hötendorf. Cela dit, c'est vrai, le questionnement est peut-être moins fort que dans les années 1960, à l'époque de la controverse Fischer, puisque ce dernier, en insistant sur les tensions propres à la société allemande avant la guerre, remettait frontalement en cause les habitudes de l'histoire diplomatique et le traditionnel « primat de la politique extérieure » (Primat der Außenpolitik) dans ses analyses⁴.

Cela s'explique partiellement par le relatif consensus établi entre-temps parmi les historiens, à la fois sur le mécanisme global qui avait provoqué la guerre et sur la responsabilité plus forte, à l'intérieur de ce mécanisme global, de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Aujourd'hui, ce consensus est remis en cause par quelques travaux récents qui opèrent un retour aux problématiques des origines, des causes et des buts de la Grande Guerre : des travaux qui suscitent de nouveaux débats et controverses. Signalons en ce sens trois ouvrages : Gerd Krumeich, *Le Feu*

aux poudres. Qui a déclenché la guerre en 1914 ? (à paraître chez Belin), sur l'été 1914 ; Margaret MacMillan, *Vers la Grande Guerre : comment l'Europe a renoncé à la paix* (Autrement, 2014) ; et enfin Christopher Clark, *Les Somnambules*, que nous venons d'évoquer et qui fait tout particulièrement débat. Il a été vendu à 200 000 exemplaires en Allemagne et à plus de 20 000 en France : un vrai succès éditorial ! Le trait commun aux ouvrages de MacMillan et de Clark, c'est leur *présentisme*, c'est-à-dire qu'ils offrent une relecture des causes de la guerre à travers le prisme des préoccupations contemporaines. MacMillan, par exemple, a publié récemment dans le *New York Times* un article où elle compare directement la situation de 1914 avec le contexte actuel, celui de 2014. Comme en 1914, on se trouverait aujourd'hui à la veille d'une grande déflagration en raison de l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles puissances, face à un vieux monde taraudé par des querelles internes : c'est assez peu convaincant, mais les parallèles hier-aujourd'hui sont tracés. Clark adopte aussi une perspective *présentiste*. Selon lui, le « terrorisme politique » demeure notre horizon, comme en 1914 avec l'attentat de Sarajevo. Cela lui permet de recentrer l'analyse sur la Serbie, en disant que les événements des années 1990, en Serbie et dans l'ex-Yougoslavie, nous obligent à regarder à nouveaux frais le rôle et la responsabilité de la Serbie dans le déclenchement de la Grande Guerre. Au total, toutes

3. Voir notamment Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, « Points histoire », 2004.

4. Pour une évocation détaillée de cette controverse, lire Annika Mombauer, *The Origins of the First World War: Controversies and Consensus*, Londres, Longman, 2002.

ces analyses ne me semblent pas complètement abouties : ces histoires, très événementielles et narratives, ne prennent en effet pas en charge les questions fondamentales de l'historiographie classique, celles des structures sociales, des structures politiques, des forces économiques, de l'impérialisme comme cause ou non de la guerre, etc.

Avec une exception toutefois : les travaux de Christophe Charle, notamment son livre *La Crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée* (Seuil, 2001). Il consacre deux chapitres aux causes de la guerre, où il réexamine notamment la pertinence de la thèse de Lénine, souvent décriée, sur l'impérialisme comme cause de la guerre ; il la discute et insiste surtout sur les facteurs sociaux pouvant conduire à la guerre. C'est bien là que réside l'intérêt de ce type d'historiographie ; elle ne s'enferme pas dans une simple discussion sur les enjeux diplomatiques, mais tente précisément d'en réexaminer et approfondir le périmètre en y intégrant un questionnement sur les positions sociales des acteurs – être un diplomate, être un homme d'État, etc. – ainsi que sur les éléments culturels. Je pense ici aux travaux d'une historienne allemande, Ute Frevert, qui a travaillé sur la masculinité militaire en Allemagne (*L'armée, école de la masculinité. Le cas de l'Allemagne au XIX^e siècle*, L'Harmattan, 2000). Elle montre l'importance et la complexité de ce qu'était à l'époque l'*ethos militaire*, fondant en partie, on le sait, la cohésion des groupes sociaux militaires, mais représentant également, plus largement, un élément culturel impliquant

certaines attitudes autoritaires, un rapport particulier au commandement, à la hiérarchie et à l'honneur, toutes choses qui ont une importance cruciale lors des crises diplomatiques.

Au bilan, si l'historiographie actuelle tend à nouveau à s'emparer de la question des causes de la Grande Guerre, elle ne le fait pas toujours avec la profondeur nécessaire ; les contributions interrogeant les structures sociales produisant les décisions, et autres logiques politiques, économiques et culturelles qui ont engendré la Grande Guerre, demeurent marginales.

Quelles sont les « responsabilités » en la matière de l'histoire culturelle et de l'histoire sociale, dominant le champ 1914-1918 depuis les années 1990 ? Depuis les années 1990, les controverses entre historiens de 1914-1918 notamment, en focalisant les débats sur la confrontation expériences/représentations, et sur l'entre-deux-guerres (totalitarismes/pacifisme), n'ont-elles pas eu pour effet d'éclipser la question des causes de la guerre d'un point de vue politique ?

N. M. : Si, à coup sûr, très clairement. Mais il n'y a pas à s'en offusquer. Cela tient simplement aux questions de recherche qui sont soulevées. De façon générale, l'historiographie de la Grande Guerre en France a été dominée, depuis 25 ans, par l'impulsion donnée par les historiens regroupés autour de l'Histoire de Péronne. Si l'on pense aux travaux de Stéphane Audoin-Rouzeau par exemple, il le dit lui-même, son objectif est de faire une anthropologie historique de la violence de guerre ; c'est ce qui l'intéresse fondamentalement, la

manière dont les corps sont mus, transformés, bouleversés par la violence. Il est du coup loin des questions sur les origines politiques de la Grande Guerre, mais on ne peut pas le lui reprocher. En France, le débat s'est tout particulièrement focalisé sur les questions liées à la ténacité des soldats, à la place de la violence, notamment la violence au corps à corps, etc. Dans ces conditions, bien évidemment, les questions des origines, des causes et des buts de guerre sont logiquement délaissées.

A. L. : On retrouve néanmoins ces questions en filigrane au cœur du thème de la « brutalisation », qui est très fort chez les historiens français qui ont repris à leur compte cette notion, au départ élaborée, de façon encore assez prudente, par George L. Mosse (*Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, New York et Oxford, Oxford University Press, 1990⁵). Ce terme leur sert avant tout à expliquer les violences de l'entre-deux-guerres, qui auraient été commises par d'anciens combattants devenus « brutaux » et accoutumés à la violence en 14-18. Mais pour le conflit lui-même, cela revient à suggérer que les combattants ont été les véritables responsables de la violence et de la brutalité de la guerre, position qui, finalement, aboutit à exonérer les dirigeants de leurs responsabilités, dédouanant ainsi ceux qui ont contribué au déclenchement et à la poursuite de la guerre. On évacue par là même toute

la chaîne hiérarchique du commandement, c'est-à-dire la structure politique qui, précisément, permet le déploiement de cette violence. En faisant de la violence interpersonnelle et collective la clé de l'explication de la guerre, on finit par dépolitiser les origines et les causes de la guerre elle-même.

Cela ne veut pas dire qu'il faille « repolitiser » l'étude de la guerre au sens ancien, celui de l'histoire parlementaire de la III^e République par exemple, ou encore du questionnement sur la « trahison » de l'Internationale socialiste. Évidemment, c'est une question qui a taraudé tout le mouvement ouvrier, socialiste et communiste, toute la gauche au lendemain de 1914 et bien après : comment expliquer le ralliement massif des partis et mouvements ouvriers aux Unions sacrées ? Pourquoi les minorités dissidentes ont-elles été si faibles, et si facilement réduites au silence, au début de la guerre du moins ? Ce questionnement, qui jusqu'aux années 1960 et 1970 avait une résonance politique directe et immédiate, peut sans doute aujourd'hui être relié à des interrogations plus larges, au-delà de l'histoire propre du mouvement ouvrier.

Selon moi, s'il doit y avoir un renouveau de l'histoire politique de la Grande Guerre, c'est dans le sens d'une histoire de la forme État, de l'État-nation à l'ouest à l'État multinational à l'est. C'est au nom de ces États qu'ont été commises les violences de guerre, et ces violences ont été possibles parce que, précisément, les populations ont

5. Traduit en français sous le titre : *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.

été au cœur d'un processus de nationalisation et d'étatisation des sociétés. Le renouveau pourrait venir du croisement des travaux des historiens de la guerre avec ceux des historiens de l'État, comme Gérard Noiriel, des chercheurs qui travaillent sur l'identification des populations et sur l'État comme forme historique de structuration des sociétés. Il y a des travaux dans cette direction, mais cela reste encore embryonnaire.

N. M. : Pour revenir à la question de la « brutalisation », on peut dire que cette focalisation exclusive sur la violence de guerre va de pair avec l'effacement du rôle et de la place de l'État dans la compréhension de la guerre. Non seulement on refoule la question des origines et des causes de la guerre, mais on brouille aussi la réponse à la question de savoir qui est responsable de la violence de guerre, aussi bien pendant la guerre que dans l'après-guerre. En évacuant le rôle de l'État en tant qu'instance organisatrice de la société, on dilue les responsabilités et on les renvoie finalement à ceux du front.

Y aurait-il de nouveaux travaux qui testerait de ce renouveau de l'histoire politique de la guerre, travaux qui auraient comme focale l'État, sa place et son rôle dans le phénomène guerrier ?

A. L. : Ce n'est pas un hasard si j'ai évoqué cela. Le CRID 14-18 organise en effet fin octobre 2014 un colloque dont le thème est précisément « La mise en guerre de l'État en 14-18 ». Nous essaierons de comprendre de quelle

manière, pour l'État, la guerre est à la fois un moment d'affirmation et la manifestation d'une crise. Il y a des États qui ne parviennent pas à faire la guerre ou à la mener victorieusement et qui sont de ce fait même profondément délégitimés. Cette délégitimation de l'instance étatique par la guerre laisse libre cours, dans l'après-guerre justement, au déploiement d'un esprit belliqueux et à toutes sortes de violences. Ce n'est pas un hasard si c'est en Italie, en Allemagne et en Russie que se déploient les violences que l'on sait dans l'entre-deux-guerres. Ces violences ne s'expliquent pas uniquement par la fameuse « brutalisation » des rapports sociaux dans le creuset de la guerre ; elles s'expliquent également par la mise en échec de l'État par la guerre elle-même. L'État délégitimé, dessaisi de son monopole sur la violence, certains groupes sociaux peuvent se la réapproprier et la réinvestir ailleurs. Certes, c'est une lecture très rapide que je propose ici, mais je pense que c'est une piste que l'on doit creuser ; peut-être que le colloque n'ira pas jusque-là, mais l'on doit quoi qu'il en soit remettre cette question au centre de nos travaux. On ne peut plus faire l'histoire de la guerre comme si celle-ci était le fait des individus, le fait de leur volonté, suspendus à leurs idéaux et à leurs convictions. Cette histoire – l'histoire de la guerre –, c'est avant tout l'histoire d'États qui s'opposent et d'États qui mobilisent et organisent des hommes pour la faire.

Pour prolonger sur cette question de l'État, il me semble que la notion de « guerre juste » est aujourd'hui plus que

jamais d'actualité⁶. Il s'agit là d'une question à l'interface entre l'histoire, les sciences politiques et le droit, notamment le droit des gens.

N. M. : C'est un thème effectivement très important, central en science politique mais qui n'a, on peut le dire, qu'une existence très marginale dans le champ historiographique. Pourquoi ? Pour une raison assez simple : la littérature, contemporaine de 14-18, sur la « guerre juste » relève de la littérature de propagande et doit être traitée, analysée en tant que telle. Il est étonnant de voir à quel point ces thématiques de la « guerre juste », de la « guerre pour le droit » et de la « guerre pour la civilisation » ont été portées par les plus grands universitaires du moment, par des sommités du Collège de France, par des gens comme le mathématicien Jacques Hadamard, le sociologue Émile Durkheim, l'historien Ernest Lavisse, le philosophe Henri Bergson, pour ne citer que ceux-là. C'est une question fondamentale qui, je pense, mériterait d'être retravaillée en profondeur. D'un certain point de vue, on sait énormément de choses sur l'engagement guerrier de ceux qui sont restés à l'arrière, les artistes, les intellectuels, les universitaires, etc., et sous un autre point de vue, il me semble qu'on est loin d'avoir tiré toutes les conséquences de cet engagement qui, je trouve, est tout à fait fascinant. Je voudrais personnellement travailler et avancer sur cette piste-là. Il faut s'interroger sur ce

qui a été fondamentalement le travail de propagande de ces grands intellectuels, sur le sens qu'ils ont donné à leur « jusqu'au-boutisme » en faveur de la « guerre juste », de la « guerre pour le droit », etc. Si ce travail a été en partie négligé, c'est aussi parce qu'il est très difficile, je crois, à des universitaires en place de se dire : ce sont finalement mes collègues de l'époque qui se sont lancés dans un travail aussi approfondi, et tard dans la guerre, pour justifier celle-ci en quelque sorte envers et contre tout... À cet égard, le cas de Durkheim est très intéressant. À la mort de son élève Robert Hertz, la femme de celui-ci l'invite à venir lire les lettres du front de son mari. Le professeur de sociologie s'étonne alors de ce qu'elles « sentent le Barrès ». Il est en quelque sorte choqué que son élève puisse parler en bons termes de l'ennemi politique d'hier. En un sens pourtant, c'est là la conséquence logique, et en partie inévitable, de son engagement plein et entier dans la guerre, tel qu'il est justifié par le maître dans ses *Lettres à tous les Français*. Vivre l'élan d'août 1914, c'est accepter d'être aux côtés de Barrès et, sauf à renier ses propres motivations, partager avec lui la plupart des « bonnes raisons » de faire la guerre. En ce sens, il est surprenant de constater à quel point Durkheim semble rester aveugle aux conséquences de sa mobilisation de papier sur les soldats qui, comme Robert Hertz et bien d'autres jeunes lettrés de l'époque, partent avec au cœur l'idée que la guerre est, bien plus qu'une obligation

⁶ Voir par exemple Céline Jouin, *Le Retour de la guerre juste. Droit international, épistémologie et idéologie chez Carl Schmitt*, Paris, Vrin/EHESS, 2013.

défensive, une mission pour faire triompher les valeurs de la mère patrie.

A. L. : Et il est frappant de constater que certains prolongements de cette rhétorique de la « guerre juste » sont encore actifs, outre-Manche en particulier. Là-bas, l'approche du centenaire a suscité une polémique sur la manière de commémorer la Grande Guerre, parce qu'il y a un certain nombre de dirigeants politiques et d'historiens qui considèrent que cette guerre doit être commémorée, non pas comme une tragédie universelle ou une absurdité, mais bien comme une « guerre juste », une guerre qu'il fallait faire. Il faudrait par conséquent rendre hommage aux morts d'abord parce qu'ils sont tombés au nom d'une cause légitime. Cette position est défendue par des historiens conservateurs, comme Gary Sheffield, pour qui la guerre était juste parce qu'il s'agissait de se défendre contre le militarisme allemand, et sa brutalité en Europe occupée⁷. Même si les « atrocités allemandes » de 1914 sont désormais bien documentées (John Horne, Alan Kramer, 1914. *Les Atrocités allemandes*, Tallandier, 2011), une telle lecture de la Grande Guerre comme affrontement moralement justifié pour l'un des deux camps en présence me semble personnellement très difficile à tenir : tous les belligérants ont transgressé le droit international, ne serait-ce que par l'usage des gaz ou le mauvais traitement des prisonniers⁸, par exemple. Plutôt que

de s'accrocher à la conception de tel ou tel État dans son « bon droit » en 14-18, il est plus intéressant à mes yeux de chercher à comprendre pourquoi la période de l'après-guerre est une occasion manquée pour apporter des réponses juridiques à la violence de guerre, avec les procès des criminels de guerre allemands qui tournent à la farce à Leipzig en 1921.

En scrutant les diverses manifestations à l'occasion du centenaire de la Grande Guerre, y compris sur le plan historiographique, on a l'impression qu'elles nous apprennent davantage sur les inquiétudes du présent et sur les recompositions idéologiques qui taraudent nos sociétés que sur la guerre elle-même. Tout donne à penser que le souvenir de celle-ci est désormais instrumentalisé afin de porter secours, à la fois, à l'affirmation des identités nationales souffrantes – chaque nation s'efforçant de tirer la couverture à soi en faisant valoir la prégnance d'un « Pro Patria Mori » généralisé dans toutes les sociétés impliquées dans le conflit – et à la construction sociopolitique d'une Europe sur le modèle paradigmatique de la réconciliation franco-allemande. Comme si les métadiscours historiques sur la Grande Guerre, notamment ceux qui ont trait aux représentations mémorielles, prenaient le pas sur le discours historique pour culminer dans une sorte de théologie politique tendant précisément à évacuer la Première Guerre mondiale comme fait politique. Qu'en pensez-vous ?

A. L. : Je ne partage pas entièrement cette analyse, car le champ historiographique est à mon avis suffisamment diversifié pour échapper en grande partie à cette tendance réductrice, qu'on voit bien dans le champ politique français. Il suffit de regarder le livre que Jean-François Copé, très investi sur ce plan depuis la réalisation du gros musée de Meaux, a publié sur la bataille de la Marne (*La Bataille de la Marne*, Tallandier, 2013, en collaboration avec Frédéric Guelton). Son message est clair : un sursaut français est toujours possible, il suffit d'expliquer au peuple les difficultés qu'il aura à affronter, comme en 14... Je ne suis pas sûr que ce genre d'instrumentalisation puisse réussir parce que, après tout, ce qui est frappant avec la mémoire de la Grande Guerre, c'est qu'elle appartient à tout le monde et qu'elle ne peut de ce fait être dictée d'en haut. On le voit bien d'ailleurs avec les actions prévues pour le centenaire : il n'y a pas de pilotage global et directif des commémorations. Certes, l'État organisera des actions, mais il y a surtout des choses qui viennent des régions, des départements, des enseignants qui montent des expositions, des artistes, etc. Autrement dit, je pense que personne ne peut s'approprier la mémoire de cette guerre de façon exclusive, dans un sens purement patriotique par exemple. Bien sûr, de tels discours ne manqueront pas, comme celui de François Hollande, le 7 novembre dernier lorsqu'il a donné le départ des commémorations du centenaire : ce fut un discours patriotique très classique, promouvant la nation comme ce qui rassemble et permet de défendre des valeurs, appelant à une mobilisation

générale dans des batailles désormais économiques, en n'oubliant pas de mentionner la paix et la réconciliation. Tout cela est connu et banal, même si on aurait pu attendre d'un président issu du PS une attention bien plus forte à Jaurès, par exemple. Le risque, bien évidemment, c'est d'effacer l'une des principales dimensions de 14-18, à savoir le déchaînement du nationalisme : aujourd'hui, l'on passe ainsi généralement sur les outrances et les violences du nationalisme de guerre pour conserver une version « soft » du patriotisme, doublée d'appels lénifiants à la réconciliation. Le nationalisme et ses excès représentent ainsi de véritables angles morts de la réflexion.

N. M. : Il y a aussi une autre chose que je trouve frappante pour ce qui est des commémorations du centenaire de 14-18 : l'emprise des États et l'absence d'un véritable projet commémoratif transnational. C'est un phénomène tout à fait majeur. Je pensais, sans doute un peu naïvement, que la Commission européenne, par exemple, trouverait là une occasion rare et un peu extraordinaire pour mettre en place un véritable dispositif symbolique à même de faire valoir la légitimité politique du projet européen, précisément en tant que dépassement des nationalismes. Finalement, il n'y a rien, ou très peu de chose. C'est étonnant. Même le projet de la grande collecte Europeana, qui a conduit à numériser des documents pour une bibliothèque virtuelle européenne, est, de mon point de vue, décevant : mal préparé, il sera difficilement utilisable, je crois, par les historiens. Il me semble que c'est là une triste occasion manquée, pour

7. Lire sa prise de position en ligne sur le site historique de la BBC : <http://www.historyextra.com/feature/gary-sheffield-first-world-war-debate-german-victory-would-have-been-disaster-britain>.

8. Heather Jones, *Violence Against Prisoners of War in the First World War: Britain, France and Germany, 1914-1920*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

la politique scientifique européenne, de donner à voir son potentiel transnational. Je ne sais pas ce que cela va donner à terme ; peut-être le projet peut-il encore s'améliorer, nous ne sommes tout compte fait qu'au début du centenaire de 14-18. Ceci étant, je reste quand même extrêmement frappé par la pauvreté, voire l'absence de discours commémoratif européen en la matière.

Ce « *Pro Patria Mori* » – pour reprendre le fameux titre du texte d'E. Kantorowicz –, correspondait-il, en 14-18, à un état d'esprit collectif ou ne concernait-il que les mentalités et les convictions de certaines catégories seulement de combattants et de civils ? Surtout peut-être, si « la Grande Guerre demeure une ressource du présent »⁹, que nous dit cette mise en avant du « consentement » à la guerre sur notre société actuelle¹⁰ ? Au bilan, la notion de « consentement » semble en effet inaugurer les lectures idéologiques du XX^e siècle guerrier en termes d'adhésion des peuples. Cela ne revient-il pas à rendre les peuples responsables – coupables ? – des grandes catastrophes du XX^e siècle, se demande Frédéric Rousseau dans le présent volume ?

N. M. : Le simple fait que la formule « *Pro Patria Mori* » soit en latin, langue étrangère à l'écrasante majorité de la population française et européenne, témoigne de l'inadéquation de ce type d'explications. André, moi-même et

bien d'autres l'avons montré : pour beaucoup de soldats, pour ne pas dire pour la quasi-totalité d'entre eux, la guerre n'est pas un engagement, c'est une chose obligatoire qui ne se discute pas. On est convoqué dans le régiment où on a fait son service militaire, puis on est mobilisé, on reçoit sa feuille de route et puis l'on part combattre : la guerre est là, et c'est tout. La question : « Est-ce que je pars ? / Est-ce que je ne pars pas ? » n'a aucun sens en 14-18 face à la pression sociale à laquelle sont soumis les soldats, en France et en Allemagne tout au moins.

A. L. : Ce qui n'empêche pas qu'il ait existé des individus enthousiastes à l'idée de partir, et qui se seraient engagés si le service n'avait pas été obligatoire. C'est d'ailleurs le cas en Grande Bretagne, en 1914, où les engagements volontaires ont été nombreux. Mais cette question du consentement dépasse de loin la simple question historiographique : elle est aussi anthropologique. Dans quelle mesure les actes humains sont-ils motivés sur le plan individuel, décidés en conscience de leurs implications ? À quel point sont-ils conditionnés collectivement, déterminés par l'environnement social ? Il y a des chercheurs qui disent qu'il y a « consentement » à la guerre ; au sein du CRID 14-18, nous sommes particulièrement critiques par rapport à cette notion. Est-ce que l'on considère qu'on agit parce que l'on est conscient des enjeux

de ses actes ou bien qu'on agit aussi par routine, par habitude, parce qu'on y est poussé par toute une série de déterminations sociales ? Personnellement, la dernière proposition correspond assez nettement avec ma vision du monde, avec ma manière de penser l'histoire et les actes sociaux. Mais il y a aussi la vision inverse, qui consiste à penser l'histoire comme un enchaînement d'actions motivées de manière rationnelle. C'est la vision du monde de certains économistes par exemple, ainsi que celle d'historiens culturalistes qui pensent que les actions humaines sont déterminées par les identités et la culture. À mon sens, ces façons de penser l'histoire produisent des fictions, en tout cas des choses qui ne tiennent pas lorsqu'on les confronte à la complexité des contextes des époques considérées.

Ce même débat ne pourrait-il pas se transposer dans d'autres types de conflits armés où l'on trouve des lectures similaires ? Je pense par exemple à la guerre française d'Indochine. Là aussi on cherche à comprendre la combativité, la ténacité des combattants vietnamiens en mettant en avant leur fanatisme, leurs convictions, leurs croyances, etc., et l'échec du corps expéditionnaire français en soulignant son manque de motivation. Cette lecture anthropologique et idéologique du « consentement » à la guerre dépasse ainsi largement le champ de la Grande Guerre.

A. L. : C'est possible, mais c'est une historiographie que je ne connais pas. En tout cas, pour sortir du cadre de ce débat qui est essentiellement franco-français, il est nécessaire de confronter

le cas français avec d'autres expériences de guerre. Le rapport de la France avec la Grande Guerre est marqué par la prégnance du modèle de l'État-nation et d'un patriotisme défensif profondément enraciné par l'école de la III^e République. Mais il y a toutes sortes d'autres nations impliquées dans le conflit. Il y a, entres autres, la nation italienne, beaucoup plus récente, où la plupart des conscrits sont encore des paysans, peu voire jamais scolarisés, pour lesquels les enjeux nationaux – l'historiographie italienne l'a bien montré – sont des enjeux totalement abstraits, qui n'évoquent rien. Et que dire de l'Empire austro-hongrois ? C'est une armée composée de treize ou quatorze nationalités, ce qui n'implique pas pour autant une absence de loyauté vis-à-vis de l'empire. La loyauté envers l'État est un ressort important, mais elle n'est pas forcément pensée sur un mode conscient, certainement pas, de manière systématique, sur un mode national. Cela veut dire qu'il y a de multiples ressorts derrière la mobilisation, l'adhésion et la ténacité des combattants, des ressorts qu'il convient de penser hors des catégories traditionnelles du national, de l'État-nation à la française, du combattant volontaire ou de l'involontaire.

N. M. : Concernant ce type de problèmes de causalité historique, j'aime bien mentionner l'enquête menée par Omer Bartov dans son livre, *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre* (Hachette, 1999). Il montre, de façon très convaincante, me semble-t-il, que la perception qu'ont pu avoir les soldats de la Wehrmacht de leurs ennemis sur le front de l'Est durant la Deuxième

9. Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, Odile Jacob, 2010, p. 154.

10. Sur France Inter, par exemple, la célébration du centenaire de la Grande Guerre s'est récemment accompagnée d'un appel à réfléchir sur ce que signifie « s'engager aujourd'hui ».

Guerre mondiale, notamment des juifs, mais aussi des combattants de l'armée rouge et des partisans soviétiques, devait finalement moins à leurs souvenirs ou à ce qu'on avait pu leur transmettre de l'expérience 14-18 qu'au décalage qu'ils ont pu constater sur le terrain entre, d'une part, ce que proclamait la propagande antisémite de l'entre-deux-guerres et notamment le journal *Stürmer*, et, de l'autre, leur propre découverte des conditions d'existence de ces populations. Ce que montre très bien Bartov, c'est que le caractère absolument inouï, terrible, des politiques guerrières menées sur le front de l'Est, tant par l'armée allemande que par l'armée soviétique, c'est-à-dire une politique de la terre brûlée, laissait derrière elle des populations civiles dans un état de dénuement total, réduites à la famine pure et simple, fait que de nombreux soldats allemands vont écrire à leur famille, qu'en réalité ces populations sont dans un état d'« animalisation » pire que ce que raconte la propagande nazie. Je pense que ce genre d'enquête nous aide beaucoup mieux à comprendre les comportements de la Wehrmacht à l'Est, notamment le processus d'animalisation de l'ennemi et l'extrême violence appliquée au traitement des civils, à commencer bien sûr par les populations juives, que le postulat d'une prétendue réactivation des souvenirs de la Grande Guerre dans l'esprit de l'armée hitlérienne. La démarche me paraît convaincante parce que l'historien montre comment la réalité du terrain sur le front à l'Est, au sens très concret du terme, conduit à une sorte de confirmation improbable des thèmes de la propagande nazie. Ce

sont les politiques militaires de « terre brûlée » chez les deux belligérants qui conduisent à donner corps aux représentations lues ou vues dans la presse. Celles-ci n'agissent pas par elles-mêmes, « toutes seules », mais sont en quelque sorte tragiquement « validées » *in situ*. Il me semble que cette manière de « faire jouer » l'hypothèse du rôle de la propagande antérieure est une manière éclairante et heuristique d'aborder le problème de la causalité entre « avant et après », si l'on veut résumer ainsi le lien.

A. L. : Je complèterais la réponse de Nicolas Mariot sur deux points. D'abord, le terme « comparaison » me paraît compliqué : la démarche consistant à comparer deux événements consécutifs est en effet difficilement tenable en cela précisément que le rapport de causalité entre les deux événements bloque quelque part la démarche comparative. Ceci dit, deux domaines pourraient s'avérer assez féconds en termes d'approches croisées. Le premier porte sur la mémoire de la Première Guerre mondiale durant la Seconde et sur la trajectoire des acteurs de la Grande Guerre dans la Deuxième Guerre mondiale. Ces trajectoires sont très diverses : d'anciens généraux, comme Pétain, deviennent des « sauveurs », des figures d'autorité en raison du capital symbolique amassé pendant la Grande Guerre ; certains anciens combattants deviennent des résistants, comme Marc Bloch, etc. ; d'autres au contraire rejoignent les rangs des miliciens et des fascistes, comme Joseph Darnand et bien d'autres, pour rester dans le seul cas français. De fait, chacun investit de façon différente son expérience

de la Grande Guerre. Ce qui est intéressant, c'est la manière dont la mémoire de la Première Guerre mondiale sature les comportements et les pensées des acteurs de la Seconde Guerre mondiale. On le voit, par exemple, avec Hitler qui insiste pour que l'armistice du 22 juin 1940 soit signé dans le même wagon que celui employé en 1918. Il y a aussi toute la politique des autorités allemandes d'occupation, encore très peu étudiée, qui d'un côté interdit que l'on touche aux monuments aux morts français de 14-18 et de l'autre tente de contrôler les mémoires de la Grande Guerre qui pouvaient leur poser problème. La gestion mémorielle de la Grande Guerre est en effet au cœur même de la Seconde Guerre mondiale ; significatif à cet égard est l'épisode du défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax : la mémoire de la Grande Guerre est réinvestie par les résistants pour légitimer leur combat. Il me semble que toutes ces correspondances pratiques entre les deux guerres mériteraient d'être davantage étudiées de façon systématique.

Le deuxième lieu où l'approche croisée des deux guerres me paraît particulièrement pertinente est le terrain colonial. Ces deux guerres mettent en effet aux prises des métropoles européennes – plus le Japon et les États-Unis évidemment – disposant de colonies sur lesquelles les effets de la guerre sont également importants, à la fois en termes de mobilisation et de déstabilisation, de délégitimation de la domination coloniale. Ces effets sont largement comparables, mais ils sont généralement étudiés de manière séparée alors qu'ils mériteraient un traitement global. La Grande Guerre fragiliserait les empires

coloniaux et la Seconde Guerre mondiale sonnerait le glas du colonialisme et préparerait la décolonisation ; mais nous manquons d'enquêtes englobant, sur un même territoire colonial, 1914-1918 et 1939-1945, afin de pouvoir considérer, ensemble, les effets des deux conflits. Pour l'Algérie, nous avons la grande thèse de Gilbert Meynier (*L'Algérie ré-vélée. La Première Guerre mondiale et le premier quart du XX^e siècle*, Droz, 1981, bientôt rééditée) et il est à espérer que d'autres enquêtes verront le jour afin de compléter le tableau, et ainsi pouvoir disposer d'une vue globale sur les effets et logiques des deux guerres dans les espaces coloniaux.

En définitive, quelles sont les différences, sur plan idéologique, entre les deux conflits mondiaux ?

A. L. : Là encore, il n'y a pas de réponse simple. D'abord, la Grande Guerre a opposé aussi bien des États-nations que des États multinationaux ; à la fin de la guerre, elle a même vu apparaître un État d'un genre nouveau, révolutionnaire, la Russie bolchevique qui s'est retirée du jeu mais qui a continué de peser sur la situation. Autrement dit, la fin de la Grande Guerre introduit une dimension idéologique extrêmement forte, avec la révolution russe qui exerce d'emblée une puissante attraction/répulsion, et qui nourrit nombre d'espoirs et d'attentes en Europe et à travers le monde. Et puis, vous avez de l'autre côté le wilsonisme, entendu comme une autre manière de penser la fin de la guerre, de penser l'espoir d'un monde meilleur avec notamment l'autodétermination des peuples.

Vous avez enfin l'émergence des nationalismes, avec des objectifs d'annexion de territoires, etc. Des nationalismes à l'internationalisme, de la révolution à la contre-révolution, les dimensions idéologiques sont donc déjà très présentes dans et à la suite de la Grande Guerre. Avec la Seconde Guerre mondiale, nous avons bien évidemment une dimension idéologique supplémentaire, avec le fascisme, le nazisme, l'antifascisme et la Résistance.

À ce propos, il est intéressant de souligner les différences dans les manières de commémorer les deux guerres. On voit bien comment, en France, le centenaire de 1914 se conjugue assez difficilement avec le 70^e anniversaire de 1944 parce que, d'un côté, le centenaire de 1914 conduit à une réconciliation avec l'ennemi allemand d'hier, tandis que le 70^e anniversaire de 1944 interdit évidemment de se réconcilier avec l'ennemi nazi du temps passé. Là, ce n'est pas tellement sur le plan de l'histoire que les choses sont difficiles à penser, c'est plutôt sur le plan de la coordination des politiques mémorielles.

N. M. : Idéologiquement, ce qui sépare profondément les deux guerres, c'est incontestablement la spécificité du nazisme. La *Weltanschauung*, la vision nazie du monde, complètement racialisée, est tout de même une spécificité très forte, sans même évoquer le génocide qui lui est intimement lié. Je crois qu'il faut

maintenir solidement cette distinction, quoi qu'on puisse penser du militarisme allemand durant la Grande Guerre. Il faut maintenir fortement cette distinction, cette spécificité du nazisme.

L'historiographie contemporaine a particulièrement insisté ces dernières années sur la dimension idéologique de la Première Guerre mondiale, « croisade » de la civilisation contre la barbarie, en un appel du pied, tout à la fois, aux champs de la Deuxième Guerre mondiale et de la guerre froide. Dans le monde de l'après-guerre froide, 1914-1918 annoncerait tout à la fois une première victoire des démocraties occidentales, en l'occurrence sur l'ancien régime (Francis Fukuyama), et la génération de ses nouveaux ennemis au travers de la révolution bolchevique et du nazisme déjà en germe dans l'expérience et la défaite allemande de 1914-1918. Ainsi la Première Guerre mondiale composerait-elle la situation initiale du roman de ce XX^e siècle d'horreurs ; position « disputée » par certains spécialistes du champ colonial voyant dans les idéologies colonialistes et les guerres de conquête et de pacification coloniales d'autres matrices du racisme contemporain, jusqu'à son expression la plus radicale dans le nazisme¹¹. Qu'ont selon vous à « gagner » les différentes historiographies à ce genre de rapprochements ? Ces confrontations sont-elles par essence condamnées à animer des espaces de controverses n'apportant finalement rien de plus à la connaissance historique¹² ?

11. Voir par exemple les controverses autour de l'ouvrage d'Olivier Le Cour Grandmaison, *Coloniser, exterminer : sur la guerre et l'État colonial*, Paris, Fayard, 2005.

12. Comme l'a bien montré Romain Bertrand à propos de la controverse autour de la question coloniale dans les années 2000. Voir Romain Bertrand, *Mémoires d'empire. La controverse autour du « fait colonial »*, Bellecombe-en-Bauges, Croquant, « Savoir/Agir », 2006.

A. L. : Une remarque générale : ce type de grandes comparaisons, à l'échelle du XX^e siècle et même plus, sont sans doute intéressantes, mais très problématiques aussi. C'est la démarche d'Enzo Traverso dans certains de ses travaux (*La Violence nazie. Une généalogie européenne*, La Fabrique, 2002 ; *À feu et à sang. De la guerre civile européenne*, Stock, 2007 ; *L'Histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du XX^e siècle*, La Découverte, 2011). On y trouve certes des éléments stimulants, on apprend plein des choses, notamment sur une bibliographie qu'on connaît souvent mal ; mais c'est en même temps tellement surplombant, tellement loin du terrain et des sources que ça reste à mon sens peu probant. C'est suggestif mais pas démonstratif : Traverso ne démontre ainsi rien sur l'origine des violences et leur processus. Afin de rendre fécond ce genre de grand questionnement, je plaiderais donc plutôt pour l'articulation du *macro* et du *micro*, avec des enquêtes de terrain extrêmement serrées et documentées. Il nous faut des études locales, sur des territoires précis d'expérience de violences intenses ou d'occupations, comme à Lemberg/Lvów/Lviv en Galicie (Christoph Mick, *Kriegserfahrungen in einer multiethnischen Stadt. Lemberg 1914-1947*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2010), par exemple : cela me semble plus opératoire. Au-dessus, le niveau le plus pertinent est celui des études régionales, comme celle (contestable sur bien des points) de Timothy Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline* (Gallimard, 2012), ou l'ouvrage collectif dirigé par Omer Bartov et Eric D. Weitz, *Shatterzone of Empires : Coexistence and Violence in the German, Habsburg,*

Russian, and Ottoman Borderlands (Indiana University Press, 2013). L'idée centrale de ces ouvrages, c'est qu'il y a une logique globale au premier XX^e siècle qui est l'effondrement des confins impériaux, de l'Autriche-Hongrie à l'Empire ottoman, de l'Empire russe à celui de l'Allemagne. Ces zones de confins sont des zones de violences extrêmes parce que c'est précisément là que les empires se désagrégent dans la première moitié du XX^e siècle. C'est là, me semble-t-il, une perspective de recherche très stimulante, qui demande à être explorée sérieusement, une fois encore avec des enquêtes de terrain concrètes, afin de rendre possible des démonstrations. Sinon, le prisme global qui consisterait à dire qu'il y a des violences coloniales, que ces violences coloniales peuvent être comparées aux violences de la Grande Guerre, qu'elles-mêmes peuvent être comparées avec celles de la Seconde Guerre mondiale et avec celles du génocide, ne nous fait guère avancer.

Il y a quand même quelques enquêtes de terrain sur les conquêtes coloniales...

A. L. : Oui, mais la question c'est comment on les relie. Là, le travail d'Isabel Hull sur le comportement de l'armée allemande dans sa conquête coloniale de l'Afrique (*Absolute Destruction, Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany*, Cornell, 2004) est intéressant. C'est une des rares enquêtes démontrant que c'est le type même d'enseignement des écoles militaires allemandes qui prépare à la fois aux massacres coloniaux et aux combats dans la Grande Guerre. Toute la difficulté consiste précisément à faire ce type de liens ; pour ma part,

je ne pense pas qu'on puisse séparer la Grande Guerre de l'avant-guerre de la conquête coloniale. À mon avis, un des éléments explicatifs des causes de la Grande Guerre et des guerres de l'avant-guerre, les conflits balkaniques notamment, c'est qu'il y a une forme d'épuisement de la conquête coloniale. Le jeu du partage colonial est quasiment achevé et il n'y a plus beaucoup d'espaces à coloniser. La dynamique impérialiste ne disparaît pas pour autant, mais son enjeu se recentre sur l'Europe elle-même.

Durant les trois dernières décennies, les recherches historiques sur la Seconde Guerre mondiale ont connu des développements extraordinaires, accompagnés de débats riches et féconds, aussi bien sur le plan archivistique et empirique que sur le plan de l'interprétation. Certes, très souvent, l'étude et l'interprétation des crimes nazis – crimes politiques, génocides, crimes de guerre, etc. – occupent une place centrale au sein de ces développements ; il n'empêche qu'à travers l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale, c'est une relecture de fond de l'ensemble de l'histoire du XX^e siècle qui est mise en œuvre, voire même, une relecture de fond en comble de la modernité elle-même – notamment en raison des moyens scientifiques et technologiques que mobilisa cette guerre d'anéantissement. Dans ce cadre général, il y a eu un moment où tout donnait à penser que cet impact massif de la Seconde Guerre mondiale avait fini par rejeter la Grande Guerre dans l'ombre, à

la fois sur plan historiographique et sur celui de la mémoire collective. Toutefois, eu égard aux grandes discussions des dernières décennies sur 14-18, cette impression s'est avérée plutôt erronée. Pensez-vous cependant que les avancées de la recherche sur la Seconde Guerre mondiale ont été de nature à influencer et à redynamiser les recherches sur la Grande Guerre, voire à réorienter leurs questionnements ? L'étude de la Seconde Guerre mondiale a en outre magistralement brisé les clivages disciplinaires par l'intervention de la plupart des sciences humaines et sociales (sociologie, sciences politiques, anthropologie, etc.). Observe-t-on un mouvement similaire sur le terrain des études de la Grande Guerre ?

A. L. : À mon sens, dans le débat historiographique, pas tellement. D'ailleurs, il est frappant de voir qu'il y a des controverses qui pourraient être pensées dans les mêmes termes, dans le champ de la Première Guerre mondiale et dans celui de la Seconde, mais qui ne le sont pas. Notamment tout le travail qui a été fait sur l'Occupation entre 1940 et 1944, toute la question de l'accommodement, de la résistance, des attitudes face à l'occupation : toute cette série de questions aurait pu être réinvestie par l'historiographie de la Grande Guerre sur la ténacité des combattants, de même que la réflexion autour des attitudes face au nazisme, la distinction entre « Widerstand » et « Resistenz » proposée par Martin Broszat, par exemple¹³. Accommodement à la guerre, adhésion,

13. Pour une présentation de ces catégories et les débats qu'elles soulèvent, voir Michael Kissener, « les formes d'opposition et de résistance au national-socialisme en Allemagne », in François Marcot et Didier Musiedlak (dir.), *Les Résistances, miroirs des régimes d'oppression. Allemagne, Italie, France*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006, pp. 19-30.

opposition, résistance, enthousiasme, etc. : toutes ces catégories sont assez peu mobilisées de manière comparative par l'historiographie des deux guerres, exception faite des travaux de Frédéric Rousseau. En dehors de cette dimension, on ne peut pas dire qu'il y ait eu d'importation de concepts, de manières d'approcher la guerre, d'un champ vers l'autre. Personnellement, je ne vois pas tellement de liens entre les débats sur la Seconde Guerre mondiale et les débats sur la Grande Guerre, même si, intellectuellement, leurs différents enjeux mériteraient certainement d'être posés ensemble.

N. M. : Une toute petite illustration sur ce point. Philippe Salson a soutenu une thèse, il y a peu, sur l'occupation allemande de l'Aisne pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918 : les années grises. *L'expérience des civils dans l'Aisne occupée*, 2013). Il y avait dans son jury de thèse Laurent Douzou, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et particulièrement de la Résistance. Il était tout à fait frappé de voir à quel point les liens entre les deux historiographies étaient peu développés, alors qu'il y aurait un grand intérêt à ce que les chercheurs travaillant sur l'occupation allemande pendant la Première Guerre mondiale lisent les travaux de leurs collègues travaillant sur la Seconde, et réciproquement. On comprend ainsi pourquoi Laurent Douzou, lors de cette soutenance, a pu parfois avoir l'impression que l'on réinventait l'eau chaude à propos de l'occupation

allemande durant la Grande Guerre, alors que certaines de ces questions étaient déjà fort bien balisées et labourées pour la Seconde Guerre mondiale, dans des termes parfois très proches ou, au contraire, relativement éloignés.

Depuis les travaux de George L. Mosse et de façon indirecte depuis la périodisation du XX^e siècle proposée par Eric J. Hobsbawm – sans parler des travaux d'Ernst Nolte –, la Première Guerre mondiale est souvent perçue et posée comme la « matrice » du XX^e siècle. Toute une série de concepts ont été avancés, comme par exemple la « brutalisation » des rapports sociopolitiques, la « culture de guerre »¹⁴, etc., afin d'expliquer le processus de radicalisation de la violence dans l'entre-deux-guerres, processus qui culmina dans le paroxysme de la Seconde Guerre mondiale avec comme point d'acmé les crimes nazis. La Grande Guerre aurait ainsi créé, par elle-même, toutes les conditions nécessaires et suffisantes d'une guerre civile généralisée dont l'aboutissement final serait le nazisme. Les récents travaux de l'historien britannique Thomas Weber (*La Première Guerre d'Hitler*, Perrin, 2010) s'inscrivent tout à fait en porte-à-faux par rapport à cette perspective. Comment vous situez-vous personnellement dans ce qui apparaît être désormais l'épicentre de grands conflits d'interprétation de la Grande Guerre ? La guerre détermine-t-elle les lignes de force des développements à venir ? Le petit caporal était-il déjà, dans le creuset de la Grande Guerre,

14. Voir André Loez (avec la collaboration de Nicolas Offenstadt), *Petit répertoire critique des concepts de la Grande Guerre*, CRID 14-18. [En ligne], URL : crid1418.org/espace_scientifique/textes/conceptsgg_01.ht, mis en ligne en décembre 2005.

un Hitler en puissance ? Et si l'on récuse cette interprétation qui fait valoir sous le signe de la catastrophe annoncée plutôt les continuités que les discontinuités entre les deux guerres, quelle autre approche faut-il privilégier pour mieux comprendre les spécificités de l'entre-deux-guerres allemand ?

A. L. : C'est la grande question de la « matrice » : continuité, discontinuité ? J'aurais deux éléments de réponse. Le premier, c'est que ce questionnement est relativement récent, l'idée que la Grande Guerre est la matrice du XX^e siècle date en fait des années 1980-1990 et de l'effondrement de l'Union soviétique. Se découpe ainsi une séquence 1914-1989/91 qui paraît cohérente en elle-même. C'est la périodisation d'Eric J. Hobsbawm que vous évoquez dans votre question (*L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe/Le Monde diplomatique, 1999). C'est aussi le livre d'Arno Mayer sur *La « Solution finale » dans l'histoire* (La Découverte, 1990), qui parle de la guerre de trente ans du XX^e siècle. Bref, c'est dans les années 1980 que commence à s'inscrire cette réflexion-là ; elle n'a ainsi pas toujours été évidente. La périodisation qui a longtemps prévalu, plus évidente, est celle de 1870-1918, parce que 1918, en France en particulier, c'est le retour de l'Alsace-Lorraine, c'est la clôture d'un cycle historique, celui de l'ère des nationalismes, et le passage à l'ère des fascismes. Cette historicité-là demande aujourd'hui à être travaillée, à être repensée. Aujourd'hui le découpage qui prévaut, c'est : 1914 inaugure un siècle d'horreurs, de catastrophes. Mais est-

ce aussi simple et évident ? Une chose me paraît claire, c'est que, du point de vue de l'expérience des Occidentaux, disons des Européens, en 1914-1918, la confrontation avec la guerre change radicalement d'ampleur. Ce n'est pas forcément la violence de la guerre qui change de nature, les guerres coloniales étaient très violentes de même que celles de Napoléon I^{er}, mais bien l'ampleur de la confrontation, celle de millions de gens avec la guerre. Mais cette confrontation de masse ne produit pas à mon sens d'effets automatiques. Sous ce rapport, c'est ce que la guerre laisse en héritage qui est important ; comme tout héritage, celui-ci est inventorié, approprié, valorisé, de différentes manières par les acteurs et les groupes sociaux. Pour moi, la Grande Guerre lègue un champ de forces, autour de la question de la guerre et de la paix. Il y a des gens qui vont valoriser des éléments du côté de la guerre : ils seront bellicistes en connaissance de cause. Or, c'est très différent d'être belliciste en 1920 et en 1910. En 1910, on trouve encore des gens pour dire naïvement que la guerre est belle ; ils imaginent des charges à la baïonnette en rase campagne, etc. Ceux qui le sont en 1920, le sont en connaissance de cause : ils ont compris que la violence de guerre pouvait être un élément de grande efficacité, qu'elle pouvait être une incroyable technique de mobilisation pour atteindre un certain nombre d'objectifs. Les fascistes, les nazis, les bolcheviques, sont des groupes qui ont tiré ces leçons-là de la guerre et qui ont valorisé cet héritage. Et puis, à côté, il y a des gens qui ont fait un inventaire différent de ce

même héritage de la Grande Guerre : ce sont les pacifistes. Pour les pacifistes, la guerre devient le mal absolu, le mal radical à combattre, à éliminer. Autrement dit, la Grande Guerre lègue un lourd héritage, un champ de forces qui mêle les registres belliciste et pacifiste, et à travers eux deux principaux enjeux : la guerre et la révolution. Les deux sont en effet à penser ensemble, de manière très forte. Les mouvements fascistes et nazis sont contre-révolutionnaires, ils tournent leurs armes contre le danger révolutionnaire ; c'est d'ailleurs l'un des principaux éléments présidant à leur naissance et leur développement. Évidemment, c'est l'inverse du côté des bolcheviques. Ils utilisent la violence révolutionnaire à la fois pour se défendre et pour réduire leurs ennemis. À mon sens, ce que lègue la guerre, c'est une forme de centralité de la violence, non pas pour chaque individu, mais comme répertoire des possibles dans lequel on vient puiser des éléments soit pour s'approprier la violence, soit pour la rejeter.

N. M. : On peut avancer aussi une autre idée : la possibilité de la guerre, l'horizon d'une guerre comme potentialité demeure présente, du moins dans les pays d'Europe occidentale, jusqu'à la guerre d'Algérie, y compris donc pour la génération née en 1940, celle de mon père parti dans le cadre de son service militaire. En Europe occidentale, je pense que cette possibilité de la guerre n'est plus dans l'horizon des générations d'après 1940. Pour moi, l'idée de devoir partir un jour à la guerre est de l'ordre de l'impossible ; la chose était naturellement différente

pour les générations précédentes de l'après-Grande Guerre.

A. L. : Il y a un livre qui montre bien cette démilitarisation de l'Europe après 1945, notamment du fait du parapluie nucléaire américain qui a permis la démilitarisation des esprits et des sociétés, les deux allant de pair. C'est celui d'un historien américain, James J. Sheehan, (*Where Have All the Soldiers Gone ? The Transformation of Modern Europe*, Houghton Mifflin Company, 2008). Avant 1914, il montre bien que la société, y compris la société politique, se représentait comme une société militaire : les dirigeants posaient en uniforme, les revues militaires et paramilitaires étaient de grands moments de sociabilité. Aujourd'hui, même s'il attire encore du monde, le 14 Juillet n'a plus la même ampleur qu'à l'époque. Dans une bourgade de province, le passage de la troupe était un moment intense où la société se donnait elle-même à voir comme une société militaire ; cela a effectivement disparu après la démobilisation, cette fois réussie en 1945, alors qu'elle avait été en partie ratée après 1918.

Les recherches sur la Seconde Guerre mondiale ont remis en discussion, souvent à nouveaux frais, l'antique question du « témoignage » comme source, comme document historique. Controverses et polémiques se sont multipliées jusqu'à saturation – d'autant plus que derrière cette question se profilait aussi celle des rapports entre « histoire » et « mémoire ». Or, cette question du témoin et du témoignage a été au centre des préoccupations des historiens de la

*Grande Guerre, au moins depuis les travaux exemplaires de Jean Norton Cru*¹⁵. Peut-on attendre de cette percolation des deux conflits mondiaux sur la question du « statut » du témoignage quelques avancées significatives sur le plan de la recherche historique ?

A. L. : Là encore, c'est une question compliquée, comme toutes les bonnes questions. Les témoignages de la Grande Guerre et les témoignages de la Seconde Guerre mondiale ne sont pas tout à fait de même nature. Pour la Seconde Guerre mondiale nous avons, d'une part, des témoignages écrits et rédigés sur le moment même et, d'autre part, une masse de matériaux testimoniaux rédigés ex-post, récits, souvenirs, etc. Pour la Grande Guerre, ce sont les nombreux témoignages, lettres et journaux rédigés au moment même qui tiennent une place privilégiée ; nous avons en revanche peu de témoignages oraux ou filmés, comme pour la Seconde Guerre mondiale avec le travail de la Fondation dite « Spielberg ». Non seulement ils sont de nature différente, mais nous leur posons également des questions différentes. Pour la Seconde Guerre mondiale, il s'agit, pour la majeure partie, de témoignages de victimes – de la déportation, de la répression politique, du génocide, etc. Pour la Grande Guerre, nous avons certes des témoignages de victimes, des victimes civiles des occupations ou des bombardements, mais l'essentiel du corpus est constitué de témoignages de combattants.

N. M. : Au Mémorial de Caen, ou plutôt au centre d'histoire associé au Mémorial, a été mis en place, il y a trois ou quatre ans, un projet visant à constituer une énorme banque de données de témoignages de la Seconde Guerre mondiale, tous types de témoins confondus – déportés politiques, déportés raciaux, résistants, mais aussi civils ayant produit des témoignages sur Vichy et l'Occupation. Ils ont accompli d'importants efforts afin d'aller chercher des témoignages rares, édités à compte d'auteur, recueillis par les associations de rescapés, etc., et établi des fiches biographiques aussi détaillées que possible. Tout cela constituera évidemment une masse énorme de données ; ils annoncent pouvoir saisir, d'ici fin 2014, les dix premières années, de 1943 à 1953, si je ne me trompe pas. Du coup, ils se sont intéressés à ce qui se faisait en matière de témoignages dans le champ 14-18, autour notamment du véritable « monument » que représente le travail de Jean Norton Cru. Je pense qu'il y a là matière à établir une collaboration plus étroite entre spécialistes des deux guerres car, à partir d'une telle banque de données sur la Seconde Guerre mondiale, notamment, l'on pourra opérer d'utiles rapprochements avec les témoignages de la Grande Guerre.

A. L. : Il y a une conséquence importante à tout cela, c'est qu'en raison même de cette massification des corpus documentaires, il n'est plus possible d'écrire l'histoire de la même

manière qu'on le faisait il y a une ou deux décennies à peine, c'est-à-dire en travaillant seul sur son bureau, avec une bonne centaine de livres et de documents. Cela ne sera plus faisable ; il va falloir procéder à de larges enquêtes collectives, menées par des équipes qui travailleront sur de vastes corpus et, parallèlement, développer des projets plus individuels fondés sur des corpus très ciblés, établis sur des critères précis et rigoureusement indexés. Dans un cas comme dans l'autre, on ne peut plus considérer les témoignages comme des matériaux dans lesquels on viendrait piocher et que l'on échantillonnerait afin de construire nos histoires de la guerre. Ces méthodologies ne sont plus tenables ; autrement dit, cette massification des corpus de témoignages, impliquant un renouvellement des outils de traitement, change radicalement la manière de « faire » l'histoire. On ne peut plus continuer à appliquer la méthode du « ciseau et de la colle », construisant plus ou moins adroitement nos raisonnements en mettant bout à bout des extraits de témoignages ; les outils dont nous disposons désormais permettent de travailler à une autre échelle. Pour la Grande Guerre, il y a par exemple le site du CRID, qui pilote et héberge depuis quelques années un dictionnaire collectif des témoins (www.crid1418.org/temoins/), devenu un livre (Rémy Cazals (dir.), *500 témoins de la Grande Guerre*, Éd. Midi-pyrénéennes/EDHISTO, 2013), et appelé encore à prendre de l'ampleur. Ces nouveaux outils permettent un traitement plus systématique et un usage mieux raisonné des témoignages, ce qui n'était pas forcément possible il y a à

peine cinq ans ou dix ans. Ce genre de travail, particulièrement difficile à mener, représente un défi majeur ; mais c'est aujourd'hui devenu une véritable obligation.

Pour ce qui est des témoignages de la Seconde Guerre mondiale, et singulièrement des témoignages de résistants et de déportés, la majeure partie des historiens s'est montrée assez, voire fermement hostile à leur prise en compte dans l'écriture de l'histoire. Ils ont même dénoncé, à plusieurs reprises, « la dictature du témoignage », la « tyrannie de la mémoire ». Est-ce aussi le cas dans le champ historiographique de la Grande Guerre ?

A. L. : Il y a eu un débat, notamment autour du livre de Stéphane Audoin-Rouzeau et d'Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre* (Gallimard, 2000). Ces derniers ont, à un moment donné de leurs travaux, également dénoncé cette « dictature du témoignage » dans le champ de la Grande Guerre. Selon eux, les témoins chercheraient à imposer à l'historien leur vision de l'histoire, qui est une vision erronée parce qu'ils ont pu gommer un certain nombre d'éléments de leur expérience, notamment ceux qui ont trait à la violence de guerre. Cela ne tient vraiment pas la route. On ne peut postuler a priori, surtout pour les témoignages rédigés sur le moment même et qui n'étaient pas destinés à être publiés, cette volonté délibérée d'éluder, d'occulter les violences commises. Et puis, ce serait absolument absurde, pour l'historien, de se priver de cet extraordinaire gisement documentaire. Il suffit de lui appliquer les règles habituelles de

15. Jean Norton Cru, *Témoins*, préface et postface de Frédéric Rousseau, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2006 [1929].

la critique historique : la critique interne et la critique externe. En fait, le refus de prendre en compte les témoignages procède en partie d'un soupçon à l'encontre du témoin : on a observé cela de manière très forte dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, avec les multiples remises en cause de l'histoire de la Résistance. Le fait, par exemple, que les témoignages des époux Aubrac aient été à ce point passés au crible afin de pointer la moindre contradiction, et de voir derrière eux de possibles traîtres, pour Raymond Aubrac et Jean Moulin des agents communistes, etc., est particulièrement significatif. Personnellement, c'est un type d'approche dans lequel je ne me reconnais pas ; je pense qu'il ne faut pas opposer les « témoignages » et les « archives », les deux s'éclairent mutuellement et il n'y a pas de vérité supérieure de l'archive par rapport au témoignage. Aujourd'hui, cependant, assez peu de gens défendraient l'idée qu'il faille se passer des témoignages pour écrire l'histoire ; même ceux qui parlent de « dictature du témoignage » ont travaillé sur des témoignages, ils en ont même préfacé quelques-uns !

N. M. : Le grand paradoxe avec la Seconde Guerre mondiale, c'est que cette critique du témoignage comme source non fiable a été portée, en partie tout au moins, par Daniel Cordier qui est lui-même un témoin. Au début des années 1980, dans un colloque devenu célèbre, il avait déclaré que les témoins se trompaient, qu'il fallait arrêter de s'intéresser à leur parole, et que la seule manière d'écrire sérieusement l'histoire de la Résistance, et

plus largement de la Seconde Guerre mondiale, c'était de faire une histoire à partir d'archives. Cette position-là, heureusement, est désormais minée.

A. L. : Récemment, on a pu retrouver ce questionnement à propos du livre de Claude Barbier sur le maquis des Glières (*Le Maquis de Glières. Mythe et réalité*, Perrin/Ministère de la Défense, 2014). C'est un livre qui met complètement à l'écart la parole des témoins, des maquisards. Il raconte ce qui s'est passé aux Glières, en mars 1943, sans donner la parole aux témoins alors même que des témoignages sur ces événements ont été portés et publiés immédiatement après la guerre. La justification, qui n'est pas explicite dans le livre, paraît néanmoins claire : les témoins peuvent se tromper, la mémoire est faillible alors que les archives, elles, nous donnent des informations justes et précises. Mais comment, dans ces conditions, écrire l'histoire d'un maquis qui, par définition, ne produit pas d'archives ? Les seules archives dont l'historien peut disposer sont des archives allemandes, qui apportent beaucoup d'informations utiles sur les effectifs des miliciens français et des soldats de la Wehrmacht, l'horaire de l'attaque, le plan de bataille, etc., mais qui donnent d'abord le point de vue des assaillants ! Ces archives ne nous disent rien des maquisards et de leur expérience, des bombardements de l'aviation, de l'artillerie, etc. ; or ils ont témoigné et publié leur témoignages juste après la guerre (*Glières*, « *Vivre ou mourir* », consultable sur www.70ansliberationhautesavoie.fr, préfacé par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, correspondant de l'Institut). Si on ne restitue pas cette dimension, celle de l'expérience,

on passe à côté de ce qu'a été le maquis de Glières.

C'est également le cas pour l'expérience concentrationnaire. L'histoire de cette expérience serait impossible sans les témoignages.

A. L. : Absolument. Le livre de Christopher R. Browning, notamment, *À l'intérieur d'un camp de travail nazi. Récits des survivants : mémoire et histoire* (Les Belles Lettres, 2010), serait impossible, impensable.

N. M. : C'était même tout le sens de la démarche de Browning : écrire l'histoire d'un camp pour lequel il n'existe aucune archive, mais même pas deux feuilles de papier ! Tout le livre repose donc sur le recoupement critique des points de vue des 292 témoins disponibles, recueillis en plusieurs strates chronologiques et contextuelles : de l'immédiat après-guerre aux années récentes, en passant par les témoignages recueillis au début des années 1970 lors du procès de Walter Becker à Hambourg. À la différence du travail d'un Saul Friedländer, qui ne mobilise des témoignages de victimes et de témoins (correspondances, journaux intimes, etc.) que s'ils sont contemporains des événements (*L'Allemagne nazie et les Juifs*, t. 2, *Les années d'extermination, 1939-1945*, Seuil, 2008),

l'histoire du camp de Starachowice comme les nombreux travaux menés à partir de ce type de sources reposent sur des récits qui sont essentiellement ceux, livrés après coup, de survivants. Cette spécificité, résultante mécanique, faut-il le rappeler, du caractère meurtrier de l'événement, n'est pas sans conséquences pour l'analyse. Comme le montre avec force le travail mené par Michael Pollak récemment réédité en poche (*L'Expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Seuil, « Points essais », 2014), les témoignages des victimes de la Shoah donnent d'abord à voir et à penser, bien plus que les trajectoires de la persécution, les modes et les caractéristiques de la survie. Il est en effet difficile sinon impossible pour l'analyste, comme pour le témoin, de se déprendre de la « fin de l'histoire » dans des récits qui se construisent nécessairement comme des représentations des « bons » ou des « mauvais » choix, de la naïveté des uns face à la lucidité des autres, ou encore de la chance, arguments qui sont autant de questions qui taraudent les survivants. Pour autant, malgré ces traits particuliers, problématiques parce qu'ils tendent à individualiser et à « désocialiser » les histoires des internés, les témoignages des survivants restent évidemment tout à fait indispensables à notre connaissance des « expériences concentrationnaires ».

EJ 1914-1945 : La Grande Guerre est-elle la matrice du XX^e siècle monstrueux ? Arrêt sur une vulgate du troisième millénaire¹

Frédéric ROUSSEAU - Professeur d'histoire contemporaine contemporaine à l'université Montpellier III. Chercheur attaché au Centre de recherches interdisciplinaires en sciences humaines et sociales de Montpellier (CRISES). Membre du CRID 14-18.

Résumé : Depuis une vingtaine d'années, en France, une nouvelle figure historique, « La Grande Guerre matrice du XX^e siècle », s'est imposée à la fois dans l'espace savant et dans l'espace public. Cet article retrace tout d'abord la généalogie intellectuelle de cette idée avant d'en questionner sa validité. Enfin, il interroge quelques-unes des implications les plus immédiates de l'imposition de ce paradigme matriciel.

Summary: Since about twenty years, a new historical notion, « The Great War as the matrix of the Twentieth Century », has appeared in France both in public and academic fields. Firstly, this article tries to rebuild the intellectual genealogy of this idea which deeply breaks off with the traditional historical account. Then, it questions the validity of this new paradigm and some of its more immediate consequences for our understanding of the twentieth century.

Mots-clés : Grande Guerre, historiographie, événement.

1. Ce texte constitue une seconde version remaniée et actualisée de mon article : « "1914-1918, matrice du XX^e siècle" : une nouvelle figure historique ou un prêt à ne plus penser ? », in Frédéric Rousseau, Jean-François Thomas (dir.), *La Fabrique de l'événement*, Paris, Michel Houdiard, 2009, pp. 295-310.

Avant d'aborder la question posée dans le titre, indiquons d'emblée que personne ne conteste évidemment le fait que la Première Guerre mondiale entraîna de profonds bouleversements – géopolitiques, politiques, sociaux, économiques, culturels – tant en Europe que dans le reste du monde, et que son empreinte marqua non moins profondément la suite du XX^e siècle ; il suffira de rappeler les 13 millions de morts générés par ce conflit, le deuil interminable de leurs veuves, de leurs orphelins et de leurs descendants jusqu'à aujourd'hui ; le fait aussi que 72 États, répartis sur toute la planète, se préoccupent des commémorations du centenaire de cette guerre témoigne encore de ce que, dans nombre de sociétés, l'histoire et les mémoires de cette guerre tiennent aujourd'hui une place centrale. Pour autant, que dit-on exactement quand on soutient que la Grande Guerre fut la matrice du XX^e siècle monstrueux, quand on affirme qu'elle fut la matrice des totalitarismes, du communisme, du nazisme, du système concentrationnaire, et de la destruction des Juifs d'Europe ? Et plus encore, que ne dit-on pas ?

Les historiens les plus en vue et, à leur suite, la plupart des médias diffusent avec tant d'insistance cette interprétation du passé qu'elle finit par prendre les apparences de l'évidence, de la révélation – au sens quasi-religieux

du terme –, bref, de la vérité incontestable ; en tout état de cause, ce qui caractérise celle-ci, c'est qu'elle s'insinue sur tous les supports, dans tous les espaces – savant, scolaire et public – et ne souffre aucune discussion. En ce sens, on peut soutenir qu'elle est devenue la vulgate de la fin du XX^e siècle et du nouveau millénaire. J'ajouterai enfin que, comme toute interprétation du passé, elle s'inscrit dans un présent chargé d'une certaine conception de l'histoire et de l'homme ainsi que d'une vision du futur ; bref, d'une certaine idéologie.

Recenser toutes les manifestations de ce phénomène est impossible tant elles sont nombreuses et récurrentes². Aussi n'en relèverai-je que quelques-unes parmi les plus récentes en France et en Belgique. L'une des plus significatives figure sur la toile. En l'occurrence, il s'agit d'un cours de faculté mis en ligne sur le site de Fun³ intitulé « La Première Guerre mondiale *étudiée* à travers ses archives » et dispensé en partenariat avec la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (la BDIC) ; Annette Becker, professeure d'histoire contemporaine à l'université Paris X-Nanterre⁴ anime en personne la vidéo d'introduction : sur des images de guerre et une musique de circonstance, les premiers mots donnent immédiatement le ton :

2. Pour des exemples relevés entre 1998 et 2008 dans la presse, *Ibid.*, p. 296, note 4.

3. Fun (www.france-universite-numerique.fr) est une plateforme de MOOCs (Massive Open Online Courses : cours en ligne ouverts à tous) ouverte par le ministère français de l'Enseignement supérieur et de la recherche en octobre 2013.

4. Annette Becker est aussi vice-présidente du Centre international de recherche rattaché à l'Historial de Péronne.

« La Grande Guerre est une tragédie dont est sorti le XX^e siècle tout entier... »

Le site précise que le cours de l'historienne liera les deux génocides du XX^e siècle : celui des Arméniens et celui des Juifs⁵. Sans préjuger outre mesure du contenu effectif du cours, clairement, 1914-1945 forme une séquence distincte centrée sur les violences génocidaires.

Dans l'avant-propos d'un dossier spécial intitulé « 14-18, la catastrophe » proposé à l'automne 2013 par le magazine *L'Histoire*, on peut lire :

« [...] les cérémonies du centenaire [...] redonnent à l'événement son ampleur. **Car ce conflit fut bien** un ébranlement du monde, entraînant les empires coloniaux, bouleversant les hiérarchies, précipitant la naissance des totalitarismes... »⁶

Dans le même temps, le Musée royal de l'armée et d'histoire militaire belge, à Bruxelles, propose aux visiteurs une exposition intitulée « Belgique 1914-1945, parcours de témoins au cœur de la tourmente ». Le panneau introductif précise :

« [...] L'histoire en est le fonds auquel elle a été alimentée pour, à grands traits, reconstituer cette scène qui, de 1914 à 1945, fait subir à l'Europe **deux**

guerres totales et, sous le signe de la terreur nazie, la **destruction des Juifs d'Europe** »⁷.

Une nouvelle fois, les deux guerres sont nouées et forment une « scène », une même séquence de guerre. S'agissant de « l'internement des populations pendant la Grande Guerre », une phrase établit implicitement un lien généalogique entre les violences exercées à l'encontre des populations civiles durant les deux guerres mondiales :

« Déportations, camps et travail forcé : les camps d'internement de civils, nommés "camps de concentration", les barbelés, parfois électrifiés, les miradors, appartiennent au paysage de la Grande Guerre ».

Ne quittons pas la Belgique. Deux ans plus tôt, voici ce qu'une historienne belge écrivait dans une tribune publiée dans un grand quotidien du royaume :

« [...] les historiens de la Grande Guerre ne cessent de souligner le caractère inaugural de ce conflit, véritable matrice du XX^e siècle et de ses violences extrêmes. [...] Le prix attaché à la vie humaine s'est effondré au sein de toutes les sociétés engagées dans le conflit, entraînant un processus de "brutalisation" auquel même les civils n'échapperont pas

5. https://www.france-universite-numerique-mooc.fr/courses/Paris10/10001/Trimestre_1_2014/about, consulté le 18 janvier 2014.

6. *Les Collections de l'Histoire*, « 14-18, la catastrophe », n° 61, octobre 2013, p. 3. Dossier coordonné par l'historien Bruno Cabanes, membre du comité scientifique de Péronne. C'est moi qui souligne.

7. Mots soulignés par les auteurs de l'exposition dont le commissaire n'est autre que Philippe Mesnard, actuel directeur de la Fondation Auschwitz de Bruxelles. Annette Becker et Laurence Van Ypersele, toutes deux membres par ailleurs du comité directeur du Centre de recherche de l'Historial sont membres du comité scientifique de l'exposition.

et dont les conséquences ont largement dépassé la fin du conflit... »⁸

Précisons tout de suite que le mot « brutalisation » doit s'entendre au sens de « rendre brutal », « ensauvagé », violent. Preuve de son installation durable dans le paysage intellectuel et médiatique, on retrouve ce terme dans le numéro spécial du *Nouvel Observateur* surfant sur la vague commémorative présente : l'hebdomadaire titre l'interview d'un historien spécialiste de la Grande Guerre : « La brutalisation du monde »⁹. Le terme de « brutalisation » est en effet très important, il est même au cœur de la vulgate consacrant la Grande Guerre « laboratoire du XX^e siècle » monstrueux. C'est ce que dévoile la généalogie de cette figure matricielle que l'on peut essayer de reconstituer à partir des ouvrages qui ont marqué les deux dernières décennies et qui forment une communauté interprétative hégémonique.

QUELQUES JALONS POUR UNE GÉNÉALOGIE FRANÇAISE D'UNE VULGATE OCCIDENTALE

Partons à rebours et ouvrons tout d'abord le très emblématique *Manuel d'histoire franco-allemand* publié en 2008, ce manuel qui fut salué en grande

pompe par les plus hautes autorités politiques des républiques française et allemande comme le symbole éclatant de l'achèvement de la réconciliation¹⁰. Au chapitre 11 de ce manuel (intitulé : « 1914-1918 : de la guerre européenne à la guerre mondiale »), une courte introduction mettait en exergue l'idée structurante de ce chapitre et des suivants :

« [...] le conflit est alors nommé "la Grande Guerre". **Sa violence inouïe est pourtant acceptée par les sociétés en guerre** et intégrée dans l'expérience individuelle. **Événement fondateur du XX^e siècle, la Première Guerre mondiale ouvre ainsi une ère marquée par la radicalisation des nationalismes et des idéologies et le temps des massacres de masse.** »¹¹

Ainsi, les « sociétés en guerre » auraient « accepté » sa « violence inouïe ». Bien qu'il ne soit aucunement justifié, le raisonnement est le suivant : par leur acceptation, ce sont les sociétés qui sont comptables de l'ouverture de cette « ère »... En fait, on retrouve ici une autre formulation du prétendu « consentement » des populations à la guerre et à sa violence.

Poursuivons. La deuxième leçon du chapitre 12 (intitulé « Sortir de la

8. Laurence Van Ypersele, « La Grande Guerre, laboratoire du XX^e siècle », *La Libre Belgique*, 10 novembre 2011 ; consultable en ligne.

9. *Le Nouvel Observateur*, « 1914, l'année où tout a basculé », spécial 52 pages, 19 décembre 2013-1^{er} janvier 2014, p. 132. Tous mes remerciements à Roger Bordage qui m'a signalé ce numéro.

10. Voir l'article de Pierre Monnet, l'un des artisans de cet ouvrage, « Un manuel d'histoire à deux voix. France-Allemagne : un passé enfin passé ? », in *Le Nouvel Observateur*, hors-série, octobre-novembre 2008, pp. 26-29.

11. Peter Geiss, Daniel Henri et Guillaume Le Quintrec (dir.), *Manuel d'histoire franco-allemand. Premières L/ES/S, L'Europe et le monde du Congrès de Vienne à 1945*, Klettle/Nathan, 2008, p. 188. C'est moi qui souligne.

guerre »), qui a pour titre « 1917 : les révolutions russes », est abordée par la phrase introductive suivante :

« Pourquoi la Grande Guerre a-t-elle été le creuset des deux révolutions russes de 1917 et de la guerre civile qui s'ensuit ? »¹²

Notons ici l'artifice rhétorique : en dépit de sa forme interrogative, cette phrase impose clairement aux élèves un cadre interprétatif. Pourquoi en effet ne pas demander aux élèves si la Grande Guerre a été (et si oui, dans quelle mesure) le « creuset des deux révolutions russes et de la guerre civile qui s'ensuit » ? Ouvrons maintenant l'ouvrage *Europe, Une passion génocidaire*, publié en 2006 par l'historien Georges Bensoussan¹³ ; dans le chapitre intitulé « La Grande Guerre et la mort de masse »¹⁴, on peut y lire ce qui suit :

« La place de la Shoah dans l'histoire ne peut s'entendre qu'à la condition de souligner l'impact de la Première Guerre mondiale sur deux générations

d'Européens au moins, la génération du feu et celle de ses enfants. La Grande Guerre, dit-on, aurait ouvert le chemin du meurtre de masse, voire de la "tuerie industrielle". "Auschwitz était-il pensable sans Verdun ?" s'interrogeaient dans un livre récent Antoine Prost et Jay Winter¹⁵. Réfléchir à la matrice intellectuelle du crime de masse, c'est questionner un conflit dont l'importance a longtemps été recouverte rétrospectivement par l'ombre portée de la Seconde Guerre mondiale. »¹⁶

Dans un essai à peine plus ancien, *La Violence nazie. Une généalogie européenne* d'Enzo Traverso, publié en 2002, le lecteur retrouve, à quelques nuances près, le même discours :

« Première véritable "guerre totale" de l'âge démocratique et de la société de masse, dans laquelle trouvèrent la mort treize millions d'hommes, la Grande Guerre fut l'acte fondateur du XX^e siècle. [...] La Première Guerre mondiale apparaît donc rétrospectivement comme le laboratoire des

12. Peter Geiss, Daniel Henri et Guillaume Le Quintrec (dir.), *Manuel d'histoire franco-allemand*, op. cit., p. 214. C'est moi qui souligne.

13. Cet historien est par ailleurs rédacteur en chef de la *Revue d'histoire de la Shoah* et responsable des Éditions du Mémorial de la Shoah.

14. Georges Bensoussan, *Europe, Une passion génocidaire. Essai d'histoire culturelle*, Paris, Mille et Une Nuits, 2006, Chapitre 2 : « La Grande Guerre et la mort de masse », p. 45 et ss. Font aujourd'hui partie de cette « communauté interprétative » les auteurs rassemblés dans la *Revue d'histoire de la Shoah. Violences. Violences de guerre, violences coloniales, violences extrêmes avant la Shoah*, n° 189, juillet-décembre 2008. Sur la quatrième de couverture de cet ouvrage collectif, on peut notamment lire ceci : « [...] Ainsi, c'est dans la guerre de 1914-1918 (en particulier sur le front oriental) comme dans les déportations de civils que se sont préparées les déportations des années quarante. De même que les pogromes de 1918-1921 avaient une allure pré-génocidaire qui annonçait Babi Yar »...

15. Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, « Points histoire », 2004, pp. 285-286 particulièrement. Ce qui est remarquable, c'est que là où Georges Bensoussan s'approprie la formule, les deux historiens se contentaient de relever en tant qu'observateurs l'une des caractéristiques de la troisième configuration historiographique repérée.

16. Georges Bensoussan, *Europe, une passion génocidaire*, op.cit., p. 46. C'est moi qui souligne.

violences totalitaires... [...] La Première Guerre mondiale fut donc une étape décisive dans l'accouchement du fascisme. [...] Essayons de résumer. Tournant historique majeur qui marque l'avènement du XX^e siècle, la Grande Guerre a été à la fois un moment de condensation des métamorphoses de la violence du siècle précédent et une ouverture cataclysmique de l'"âge des extrêmes"¹⁷, avec ses nouvelles pratiques exterminatrices. »¹⁸

Ainsi, l'affaire semble désormais entendue. Si l'on cherche à identifier les principaux initiateurs et promoteurs de cette thèse en France, il apparaît nettement au travers de leurs références bibliographiques que Traverso et Bensoussan se sont très largement inspirés des travaux des deux historiens culturalistes et spécialistes de la Grande Guerre que sont Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker¹⁹ ; tous deux reprennent, sans aucune discussion ni prise de distance, les thèses notamment développées dans leur ouvrage *14-18, retrouver la guerre*²⁰. Enfin, signe d'une large et durable influence exercée par ces deux historiens dans le champ académique et scolaire, une

remarque identique peut être formulée à l'endroit d'Anne Duménil²¹, l'auteure des chapitres cités du manuel franco-allemand (chapitres 11 et 12) ainsi que de plusieurs dossiers attachés à ces derniers. La confrontation des textes est tout à fait éclairante, particulièrement pour ce qui concerne la violence de guerre et l'idée qu'un seuil décisif aurait été franchi en cette matière durant la Grande Guerre²².

Au total, ces quelques exemples emblématiques témoignent tous de la très large domination exercée par ce courant historiographique et donc, fort logiquement, c'est de ce côté-là qu'il faut aller voir afin de découvrir le moment et le lieu de cristallisation de ce qui est peu à peu devenu, au sens historiographique du terme, le « champ 1914-1945 ». Alors, reprenons *14-18, retrouver la guerre* en commençant par retourner le livre, car la quatrième de couverture présente non seulement son objet mais annonce aussi comme une... filiation :

« Tandis que disparaissent les derniers combattants, la Grande Guerre nous revient, dans une tout autre lumière,

17. Allusion au titre du livre d'Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe/Le Monde diplomatique, 1999 [1994].

18. Enzo Traverso, *La Violence nazie. Une généalogie européenne*, Paris, La Fabrique, 2002, pp. 87, 102, 108, et 111. C'est moi qui souligne.

19. Annette Becker appartient aussi au comité scientifique du Mémorial de la Shoah.

20. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000. Chez E. Traverso, S. Audoin-Rouzeau est cité à 3 reprises et A. Becker à 8 reprises. Chez G. Bensoussan, S. Audoin-Rouzeau est cité à 5 reprises, A. Becker à 22 reprises, notamment pour son ouvrage *Oubliés de la Grande Guerre*, Paris, Noésis, 1998.

21. Anne Duménil a soutenu à l'université d'Amiens un doctorat d'histoire préparé sous la direction de Stéphane Audoin-Rouzeau.

22. Peter Geiss, Daniel Henri et Guillaume Le Quintrec (dir.), *Manuel d'histoire franco-allemand*, op. cit., p. 198.

comme la matrice d'où sont sortis tous les désastres du XX^e siècle.

[...] Il s'opère aujourd'hui sur la guerre de 14 le même type de subversion du regard que sur la Révolution française dix ans plus tôt. Le phénomène mérite attention : en peu d'années, deux des plus gros massifs de l'histoire nationale auront connu ainsi un basculement comparable et, dans des conditions différentes, un renouvellement du même ordre. »²³

Comme on va le voir ci-dessous, l'allusion transparente aux travaux de François Furet – l'un des historiens les plus renommés de la Révolution française – n'a rien d'accidentelle. Mais auparavant, entrons au cœur du livre pour y retrouver ce que les auteurs énoncent comme la nouveauté radicale de la Grande Guerre, à savoir : un franchissement de seuil inédit en matière de violence, de combattants à combattants, et plus encore de combattants à civils. Selon les deux auteurs :

« [...] jusqu'aux "batailles" de la Grande Guerre, la déshumanisation de l'affrontement n'avait jamais été totale »²⁴.

« [...] une longue tradition de "guerre réglée" reste encore bien vivante lors de la guerre franco-prussienne de 1870-1871. De même, plusieurs limitations de la violence sont restées opérantes pendant la guerre de Sécession... [...] C'est précisément cette tradition d'"autocontention" de

la violence de guerre qui s'effondre d'un coup, et définitivement, en 1914-1918 »²⁵.

Et encore,
« [...] un très ancien système de limitation des violences guerrières s'est effondré d'un coup »²⁶.

Discutable à bien des égards, cette affirmation semble conduire (inéluçablement ?) à la conclusion suivante, amorcée – encore ! – par une fausse question immédiatement et irrémédiablement refermée, tout en ouvrant cependant, sur une perspective complémentaire : l'interprétation de la révolution russe et des violences de la guerre civile :

« Il faut ici poser clairement la question : l'expérience de la Première Guerre mondiale a-t-elle été la matrice des totalitarismes du XX^e siècle ?

Cette violence de la Grande Guerre, c'est en Russie qu'elle fut captée tout d'abord, tant il est vrai que les atrocités de la révolution et de la guerre civile ne peuvent être comprises sans référence à elle : la brutalité du conflit ouvert en 1914 s'est ensuite "réfractée" – plus : démultipliée – dans une expérience radicale de guerre civile et d'oppression politique ; l'historiographie a trop souvent relié 1905 à 1917 en oubliant ce legs des années de guerre. Pourtant, la désagrégation accélérée d'une immense armée de paysans brutalisés par trois années de conflit et désertant en masse vers

23. C'est moi qui souligne.

24. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, op. cit., p. 38.

25. *Ibid.*, p. 42.

26. *Ibid.*, p. 44.

l'arrière est une des clés de compréhension de la révolution de 1917 et de ce que fut l'État bolchevique qui en procéda.

Pour les nazis, dans une moindre mesure pour les fascistes italiens, la violence politique s'inscrit comme la condition préalable d'une nouvelle violence de guerre, plus systématique, plus efficace que celle du conflit précédent. De tout ce qui pouvait faire obstacle à la surrection de l'énergie guerrière, il fallut tout d'abord épurer la nation. Dès lors, dans cette escalade vertigineuse, quelle part ont joué les arguments biologiques cristallisés pendant la Première Guerre mondiale ? Comment s'est fait le passage d'une violence ouverte, centrée d'abord sur les champs de bataille, à la violence cachée, "administrative" celle-ci, des fichiers d'assassinables... »²⁷

Passons outre le fait que ces historiens paraissent supposer que les soldats-déserteurs de 1917 seraient ceux partis en 1914. Le chiffre effroyable des pertes enregistrées par l'armée tsariste dément catégoriquement cette assertion. Visiblement, ce n'est pas l'exactitude qui importe, mais l'image... Quant au nazisme, déjà dans un livre précédent consacré aux populations occupées, aux civils déportés et aux prisonniers de guerre, Annette Becker avait ouvert la voie ; dans son introduction tout d'abord :

« [...] Au cœur de ce livre se trouve la "victimisation" des prisonniers de

guerre et des habitants des territoires occupés entre 1914 et 1918. L'ensemble de leurs drames permet de placer ces groupes dans le **premier cercle de ce siècle d'assassinats** »²⁸.

La conclusion sous-titrée « [...] Vers le système de mise à mort nazi... »²⁹ établissait quant à elle un lien causal direct entre la Grande Guerre et le judéocide, un lien réaffirmé, on l'a vu, dans *14-18, retrouver la guerre*. Entre ces deux publications, s'est aussi insérée l'édition française d'un ouvrage de George L. Mosse préfacé par Stéphane Audoin-Rouzeau, dont le titre original *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars* fut fallacieusement traduit, pour les besoins de la cause, en *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes...* Au passage, relevons le fait que cette terminologie non seulement disqualifie la parole politique des anciens combattants mais attribue la responsabilité de la guerre de 14 et de ses suites totalitaires aux sociétés censées y avoir « consenti » ! Toutefois – si l'on reste dans le cadre français –, il semble que l'on puisse attribuer sinon la paternité, au moins l'antériorité de l'invention de cette figure matricielle à l'historien, auquel, on l'a vu, les deux spécialistes de la Grande Guerre se comparent et s'identifient volontiers : François Furet. Celui-ci dans son dernier ouvrage écrivait en effet :

« La guerre de 1914 a pour l'histoire du XX^e siècle le même caractère matriciel que la Révolution française

27. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, op. cit., p. 269.

28. Annette Becker, *Oubliés de la Grande Guerre*, op. cit., p. 11.

29. *Ibid.*, p. 377.

pour le XIX^e siècle. D'elle sont directement sortis les événements et les mouvements qui sont à l'origine des trois "tyrannies" dont parle en 1936 Élie Halévy. La chronologie le dit à sa manière, puisque Lénine prend le pouvoir en 1917, Mussolini en 1922, et que Hitler échoue en 1923 pour réussir dix ans plus tard. [...] Par là s'ouvre à l'historien un autre chemin vers la comparaison des dictatures du XX^e siècle... »³⁰

Événement fondateur du XX^e siècle ? Matrice intellectuelle du crime de masse ? Laboratoire des violences totalitaires ? Premier cercle d'un siècle d'assassinats ? Matrice des totalitarismes ? Sans doute cette généalogie souffre-t-elle d'être encore trop rapide, mais elle situe le contexte intellectuel actuellement dominant en

France ; progressivement, d'ouvrage en ouvrage, de glissement en dérapage, la figure de la Grande Guerre en tant qu'événement matriciel est devenue omniprésente et le fait qu'elle soit dorénavant reprise sans examen par de nombreux historiens³¹, chercheurs, enseignants, et de plus en plus de journalistes, contribue à asseoir son apparence autorité.

LES PRINCIPAUX PROBLÈMES POSÉS PAR LA VULGATE

Ils sont nombreux, on va le voir. Mais avant de les énumérer, il convient de noter combien cette présentation est neuve et intervient en totale rupture avec les récits historiques antérieurs³². C'est ce que veut d'ailleurs signifier le titre « retrouver la guerre ». À sa manière, cette interprétation signe même

30. François Furet, *Le Passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995, p. 194. On notera que Stéphane Courtois n'adhère pas totalement à cet enchaînement causal pour la Russie, Voir S. Courtois, « La guerre et la pensée de Lénine », in S. Courtois (dir.), *Quand la nuit tombe. Origines et émergence des régimes totalitaires en Europe*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2001, pp. 89-90 : « Il est vrai que ces dernières années, plusieurs ouvrages d'auteurs reconnus, depuis Mosse jusqu'au *Passé d'une illusion* de François Furet ont souligné l'impact fondamental de la guerre sur l'évolution des mentalités et sur la brutalisation des sociétés après 1914. Le constat est incontestable, mais il ne doit à aucun moment occulter ce fait décisif : la guerre nationale et la guerre civile sont deux phénomènes de nature différente, voire opposée, répondant à des objectifs et des modes de fonctionnement distincts, et reposant sur des types d'hommes contraires ». Courtois renverse aussi le raisonnement tenu par S. Audoin-Rouzeau et A. Becker : « Il est d'ailleurs important de souligner que, à la différence des mouvements fasciste et nazi postérieurs à l'avènement du bolchevisme, celui-ci a été porté par des chefs dont aucun n'a combattu au front, n'a connu les réalités concrètes de la guerre, et dont la perception de la violence n'est pas issue d'une expérience directe mais demeure théorique. Ce qui explique sans doute en partie leur caractère impitoyable. Car si la guerre a contribué à une brutalisation générale, elle a aussi été chez ceux qui l'ont expérimentée un puissant facteur de prise de conscience de la valeur de la vie humaine. Réaction psychologique que les bolcheviks ne connaissaient pas, eux qui étaient animés par la haine de classe et le ressentiment social. »

31. Par exemple, Joël Kotek, Pierre Rigoulot, *Le Siècle des camps. Détenation, concentration, extermination. Cent ans de mal radical*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2000, pp. 31-33. Cependant, dans le chapitre consacré au génocide des Hereros, ils nuancent quelque peu leur propos en rappelant : « La brousse annonce les horreurs de la guerre de 14-18 et du génocide nazi. Hannah Arendt tient "les massacres terribles" et "les meurtres sauvages" des puissances impérialistes européennes pour responsable de l'introduction triomphante de moyens de pacification menant au totalitarisme et au génocide... », in *Ibid.*, p. 91.

32. Voir Lucien Genet, René Rémond, Pierre Chaunu, Alice Marcet, *Le Monde contemporain. Classes terminales*, Programme août 1965, Paris, Hatier, 1966. Jacques Aldebert, Charles Olivier Carbonell, Bernard Phan, Jean Rives, *Histoire. Première. 1880-1945, naissance du monde contemporain*, Paris, Delagrave, 1988. Collection GREGH, *Histoire de 1890 à 1945. Classes de Premières*, Paris, Hachette, 1988. Ou encore le livre de Jean-Baptiste Duroselle, *Europe : histoire de ses peuples*, Paris, Librairie académique Perrin, 1990. La version allemande, *Europa : Eine Geschichte seiner Völker*, est parue la même année chez Bertelsmann Lexikon Verlag.

le retour au récit des origines, à « l'ob-
session embryogénique » dont se mo-
quait à juste titre le regretté Marc Bloch,
fusillé pour faits de Résistance³³. Ajou-
tons que le récit « nouveau » émerge
et s'impose, en France et au-delà, dans
un double contexte bien spécifique :
politique tout d'abord, celui de la fin
de la Guerre froide marquée à la fois
par l'implosion de l'Empire soviétique
et ce qui apparaît – à tort ? – comme
la conclusion d'une longue lutte idéo-
logique « remportée » par le modèle
libéral et capitaliste ; historiogra-
phique d'autre part, avec le renouvel-
lement des études portant sur 14-18
sous l'impulsion décisive du Centre
international de recherche rattaché à
l'Historial de Péronne qui, ainsi qu'on
l'a vu, a su tisser un réseau intellectuel
aux multiples ramifications tant acadé-
miques que médiatiques, assurant au-
jourd'hui le succès de la vulgate.

Ceci étant rappelé, voyons quels sont
les principaux problèmes posés par ce
prêt à (ne plus) penser.

Matrice ? Bien sûr, tout historien
cherche à comprendre, et donc à établir
des liens de causalité, à dévoiler des dy-
namiques parmi des successions d'évé-
nements. Le problème, c'est que, dans
la vulgate, le mot matrice ne renvoie
nullement aux origines comme un com-
mencement qui explique, mais devient

l'explication elle-même. D'ailleurs, les
historiens culturalistes sont coutumiers
de cette pratique puisque, pour eux, la
« culture de guerre » explique et la du-
rée et la violence du conflit, alors qu'il
conviendrait d'expliquer cette culture
censée jaillir et se cristalliser durant
les premières semaines de la guerre³⁴.

Franchissement de seuil en matière
de violence ? Evidemment, il serait ri-
dicule de nier qu'à la guerre, il arrive
que des soldats tuent leur vis-à-vis en
ayant pleinement conscience de leur
geste. Et même si l'on sait que l'artil-
lerie est responsable de près de huit
tués sur dix, il arrive qu'effectivement
les soldats soient des acteurs directs et
actifs au sein de la tuerie globale³⁵ ; ils
ne sont donc pas tous, ni tout le temps,
de pures et simples victimes, c'est une
évidence, et personne ne prétend le
contraire. Mais, à l'inverse, rappelons
tout de même que cette guerre pro-
duisit environ neuf millions de prison-
niers qui ne furent donc pas... assas-
sinés. Faire cette remarque ne revient
pas à nier l'existence des nettoyeurs de
tranchée mais à souligner qu'au cours
de leur mission principale consistant
à sécuriser les arrières des troupes
d'assaut, elles n'ont pas systématique-
ment exterminé les ennemis leur tom-
bant entre les mains. De même serait-il
tout aussi stupide, tant les preuves du

contraire abondent, de négliger l'exis-
tence de « dérapages », voire d'atrocités,
et de crimes de guerre individuels et/
ou de masse³⁶. Outre la destruction des
Arméniens de l'Empire ottoman, de
nombreuses populations, de la Belgique
aux Balkans, des Balkans à l'Europe
orientale, ont connu massacres et atro-
cités³⁷. Mais cela constitue-t-il vraiment
une nouveauté³⁸ ? Une rupture ? Si l'on
se replace un instant dans le temps
long, ne serait-on pas plutôt, hélas,
enclin à reconnaître en ce domaine da-
vantage de continuités ? Dans le même
ordre d'idées, pourquoi passer sous
silence ou minimiser systématique-
ment les nombreuses stratégies d'évi-
tement ou de limitations de la violence
de guerre mises en œuvre par les com-
battants eux-mêmes durant la guerre.
Fraternisations³⁹, trêves tacites⁴⁰, re-
cueil de prisonniers, soins apportés aux
blessés ennemis, moins exceptionnels
que le soutiennent les promoteurs de la
vulgate, témoignent pourtant de la per-
sistance de pratiques humanistes et de
paix dans et durant la guerre. Ces pra-
tiques illustrent également le fait que les
combattants ne sauraient être unique-
ment pensés comme « coupables » ou
« victimes », mais doivent être reconnus

comme des acteurs doués de raison et
capables d'exploiter toutes les fractions
d'autonomie passant à leur portée et
leur donnant l'opportunité d'abaisser
le niveau de violence interpersonnelle
(trêves tacites, ententes locales et ponc-
tuelles, etc.). S'il y a franchissement de
seuil en matière de violence, il doit avant
tout être recherché du côté des tech-
niques de destruction de plus en plus
perfectionnées et puissantes ; jamais,
avant 14-18, le nombre d'hommes en-
gagés dans un conflit n'avait atteint de
tels sommets ; jamais la violence n'avait
été distribuée de façon aussi massive,
aussi industrielle. Et d'aussi loin.

Pourtant, en dépit des objections ef-
fectuées par de nombreux historiens⁴¹,
cette idée que la Grande Guerre aurait
introduit un franchissement de seuil en
matière de violence de guerre assure
les fondations de la figure matricielle
imposée. Or, une telle présentation oc-
culte ou escamote totalement les liens
que cette violence de guerre et dans la
guerre peut avoir avec les expériences
d'un passé relativement récent par
rapport à 1914. Car à plus d'un titre, la
Grande Guerre connaît effectivement
une transposition de nombres de pra-
tiques anciennes : les agressions contre

33. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1974, p. 38. Le retour des origines était d'ailleurs déjà perceptible chez François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978, p. 109. Voir Paul Ricoeur, *Temps et récit*, t. 1. *L'intrigue et le récit historique*, Paris, Points-Seuil, 1983, p. 394.

34. Pour une première critique de la notion de « culture de guerre », Nicolas Offenstadt, Philippe Olivera, Emmanuelle Picard, Frédéric Rousseau, « À propos d'une notion récente : "la culture de guerre" », in F. Rousseau (dir.), *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, Neuilly, Atlande, 2004, pp. 667-674.

35. Antoine Prost, « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 81, janvier-mars 2004, pp. 5-20. Frédéric Rousseau, « Abordages. Réflexions sur la cruauté et l'humanité au cœur de la bataille », in Nicolas Offenstadt (dir.), *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Paris, Stock, 2004, pp. 188-193.

36. Burghart Schmidt, Frédéric Rousseau (dir.), *Les Dérapages de la guerre du XVI^e siècle à nos jours*, Hambourg, Dobu Verlag, 2009 ; Bruna Bianchi (éd.), *La Violenza contro la popolazione civile nella Grande Guerra. Deportati, profughi, internati*, Milan, Edizioni Unicopli, 2006.

37. John Horne, Alan Kramer, 1914. *Les Atrocités allemandes*, traduit de l'anglais par Hervé-Marie Benoît, Paris, Tallandier, 2005 [2001].

38. Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 335.

39. Malcom Brown, Shirley Seaton, *Christmas Truce, The Western Front, December 1914*, Londres, Pan Books, 2001 [1984] ; Stanley Weintraub, *Silent Night. The Story of the World War I Christmas Truce*, Londres, Simon & Shuster, 2001 [1997] ; Marc Ferro, Malcolm Brown, Rémy Cazals, Olaf Mueller, *Frères de tranchées*, Paris, Perrin, 2006.

40. Tony Ashworth, *Trench Warfare. 1914-1918 The Live and Let Live System*, Londres, Pan Books, 2000 [1980].

41. Je renvoie ici à la bibliographie mise en ligne sur le site du CRID 14-18 [Collectif de recherche international et de débat sur la Guerre de 14-18] : www.crid1418.org

Louvain, Reims, ont à juste titre scandalisé les contemporains ; mais pour-quoi oublier qu'attaques et destructions systématiques de villes sans défense étaient loin d'être inédites ?

Ainsi, en 1866, les Espagnols bombardèrent Valparaíso ; en 1882, les Britanniques, Alexandrie... Peu soupçonnés d'avoir été « brutalisés » par la Première Guerre mondiale qu'ils regardèrent en spectateurs, les Espagnols ont déployé à bien des égards une orgie de violence durant leur guerre civile (1936-1939). Comment l'expliquer ? Déjà, le 17 décembre 1913, ces mêmes Espagnols utilisaient des bombes à fragmentation pour « punir » des villages « rebelles » marocains, une pratique bientôt reprise dans la répression de l'insurrection du Rif. Et puis, effectivement, l'usage de la mitrailleuse et de l'artillerie se généralise durant la Première Guerre mondiale : mais, avant cela, comme le 2 septembre 1898 à Omdurman, par exemple, sous les yeux du jeune reporter Winston Churchill, ces armes avaient déjà « fait merveille » dans nombre de batailles asymétriques de l'ère coloniale. Quant aux atrocités contre les populations civiles, celles perpétrées contre les populations belges et françaises lors de l'invasion de 1914, celles exercées contre les Serbes ou contre les Grecs et les Arméniens de l'Empire ottoman sont aujourd'hui bien connues. Mais là encore, où est la nouveauté ? La liste est pourtant longue ; avant la guerre, les

Arméniens avaient déjà subi des massacres de masse à plusieurs reprises. Il suffit aussi de rappeler les crimes perpétrés en Algérie par la France républicaine depuis 1830, au Congo de Leopold II entre 1880 et 1890... L'invention des camps de concentration⁴² ? Si l'on veut bien les entendre au sens du premier conflit mondial – fort différent de celui qu'il prendra après –, on peut là encore, et sans remonter aux guerres indiennes, renvoyer à de nombreux précédents dramatiques : espagnol à Cuba, britannique en Afrique du Sud.

Enfin, la Grande Guerre laboratoire des pratiques génocidaires ? On sait que le génocide des Arméniens est souvent labellisé comme le premier génocide du XX^e siècle⁴³. N'insistons pas sur le fait que l'enjeu du label si recherché a bien peu à voir avec l'histoire comme science... Comparer les deux génocides n'est pas interdit et peut même s'avérer instructif à condition de véritablement s'attacher à cette tâche d'élucidation : on risque alors d'y découvrir que la situation des Juifs d'Europe est sur nombre de points décisifs radicalement différente de celle des Arméniens de l'Empire ottoman ; que je sache, les Juifs d'Europe n'avaient pas le projet de bâtir leur État en Europe et ne menaçaient donc en rien la sécurité ni de l'Allemagne ni d'ailleurs des autres pays dans lesquels ils vivaient ; que je sache encore, contrairement au régime jeune turc qui a converti de force une fraction

de la population arménienne à l'Islam pour en quelque sorte la dissoudre, le régime nazi ne s'est jamais donné pour objectif de convertir au christianisme une partie notable des Juifs d'Europe, ni d'en laisser survivre des groupes affaiblis et éparés en dépit de l'existence de l'éphémère plan Madagascar⁴⁴. Rappelons encore que les pratiques génocidaires ne sont pas nouvelles en 1915 ; et ainsi qu'en témoigne le génocide des Hereros de Namibie (1904-1906)...⁴⁵ il n'est nul besoin de remonter au débarquement de Christophe Colomb aux Amériques pour le démontrer... Si l'on cherche un camp de concentration plus annonciateur du système nazi, c'est également vers la Namibie et son fameux camp de Shark Island qu'il faut se tourner...⁴⁶

À mon sens, s'il y a franchissement de seuil, il s'agit surtout d'un franchissement de seuil géographique. La Grande Guerre a été l'occasion d'un transfert ou, si l'on préfère, d'un rapatriement en Europe des pratiques violentes inhérentes aux entreprises coloniales et impérialistes ; pratiques déjà fort anciennes et fort riches en matière de franchissement de seuil qualitatif. À tout le moins, outre qu'elle permet aux spécialistes auto-proclamés de l'histoire culturelle de la Grande Guerre d'empocher un certain

capital symbolique – en apparaissant notamment comme les historiens détenteurs de l'explication de *toutes* les horreurs du siècle, ce dont raffolent justement les journalistes pressés –, cette idée d'un franchissement de seuil qualitatif en matière de violence peut apparaître comme une énième manifestation d'un européo-centrisme incurable. Mais il y a plus derrière cette figure, car faire de *la guerre* le seul et unique responsable de tous les malheurs du XX^e siècle, cela permet aussi de ne pas poser une question pourtant essentielle que se posaient pourtant les historiens de l'entre-deux-guerres : celle des responsabilités sinon celle des responsables du grand carnage. L'histoire culturelle porteuse de cette interprétation ne s'intéresse aucunement à la vie politique, ni au fonctionnement institutionnel, ni aux mises en guerre des États et des sociétés. Les sociétés belligérantes elles-mêmes sont présentées comme autant de corps homogènes, sans hiérarchie, sans distinction, sans diversité, sans classes ; ce que contredisent pourtant de nombreux travaux de socio-histoire⁴⁷. En définitive, la Grande Guerre est aujourd'hui décrite comme une catastrophe... naturelle, un peu à la façon dont le désastre nucléaire japonais de Fukushima est réduit aux effets malheureux d'un tsunami...

42. Joël Kotek, Pierre Rigoulot, *Le Siècle des camps*, op. cit. ; Annette Becker, « La genèse des camps de concentration : Cuba, la guerre des Boers, la grande guerre de 1896 aux années vingt », in *Revue d'histoire de la Shoah. Violences. Violences de guerre, violences coloniales, violences extrêmes avant la Shoah*, n° 189, juillet-décembre 2008, pp. 101-129.

43. Peter Geiss, Daniel Henri et Guillaume Le Quintrec (dir.), *Manuel d'histoire franco-allemand*, op. cit., p. 201.

44. Je renvoie notamment aux travaux du grand spécialiste du génocide arménien, Donald Bloxham, « The Armenian Genocide of 1915-1916 : Cumulative Radicalization and the Development of a Destruction Policy », in *Past and Present*, n° 181, novembre 2003, pp. 141-192.

45. Se reporter au livre essentiel d'Isabel V. Hull, *Absolute Destruction. Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2005.

46. David Olusoga et Casper W. Erichsen, *The Kaiser's Holocaust. Germany's Forgotten Genocide and the Colonial Roots of Nazism*, Londres, Faber & Faber, 2010.

47. André Loez, 14-18. *Les Refus de guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, « Folio histoire », 2010 ; Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013.

Accouchement des totalitarismes ? Cette affirmation est particulièrement séduisante en ce qu'elle semble, enfin, pouvoir tout expliquer ; elle vient d'être à nouveau consacrée dans l'entretien accordé au *Nouvel Observateur* par Stéphane Audoin-Rouzeau ; il a été fait allusion à ce dernier au commencement de ce papier ; à la question : « **Pourquoi ces forçats des tranchées** ont-ils tenu si longtemps, des deux côtés, malgré quelques trous d'air, par exemple en 1917 ? », l'historien répond :

« La contrainte de l'appareil militaire ne peut expliquer, à elle seule, que les poilus aient supporté si longtemps de telles souffrances. [...] **Les soldats comprennent et acceptent** les objectifs de guerre de leurs gouvernements. »

Stop ! Saluons comme il se doit ce cas unique dans l'histoire, où des « forçats » comprirent et acceptèrent les objectifs de ceux qui les asservissent ! Autant dire qu'avec de tels raisonnements l'histoire de la traite, celle de l'esclavage, de la colonisation, celle encore de la domination sociale, sexuelle comprise, voient s'ouvrir de belles perspectives de révision. Mais poursuivons :

« [...] l'expérience des tranchées, avec ses souffrances et ses violences, va en retour durcir les comportements politiques. On a décrit ce durcissement des comportements comme un processus

de "brutalisation", une forme de transposition dans la vie politique d'après-guerre des représentations et des pratiques acquises au combat : le culte du chef, de l'obéissance, de la force et de l'action violence, par exemple. **Le fascisme, le nazisme et d'une certaine manière aussi le bolchevisme, sont autant d'héritiers de la violence de guerre** »⁴⁸...

Le raisonnement semble implacable de rigueur : si la Grande Guerre a fait naître une « violence inouïe », celle-ci aurait accouché à son tour des « totalitarismes », autrement dit – selon la chronologie impeccable de Furet – de la révolution russe, du fascisme, du nazisme et... du génocide. Problème encore ; car relever une succession chronologique ne suffit pas à nouer un enchaînement causal et il est facile de sombrer dans les amalgames douteux, comme l'a illustré il y a quelques années la thèse de l'historien allemand Ernst Nolte, soutenant que la violence nazie n'était en définitive qu'une réponse par anticipation à la violence stalinienne redoutée⁴⁹ ; s'intéresser aux « victimes » et aux « bourreaux » est légitime ; mais l'historien ne doit-il pas aussi chercher – et peut-être est-elle là l'urgence – à expliquer pourquoi, précisément, certains deviennent victimes et d'autres bourreaux ? Il est sans doute plaisant d'écrire des phrases-choc du type de celle-ci : « Dachau et les Solovki sont

aussi des "enfants" des tranchées »⁵⁰, cela ne nous apprend hélas rien sur aucun des deux systèmes concentrationnaires, ni sur leurs ressemblances, ni sur leurs différences fondamentales. Par là, la vulgate est un exemple achevé de ce que les historiens appellent la lecture téléologique des faits historiques consistant à interpréter le passé en fonction de ce que nous savons qu'il est arrivé postérieurement à ces faits.

Mais restons un instant sur le cas de « la » révolution russe ; dans le manuel franco-allemand, la Grande Guerre est présentée, on l'a vu, comme le « creuset des deux révolutions russes de 1917 ». Bien sûr, il ne s'agit pas de minimiser l'impact de la guerre mondiale sur l'évolution politique et sociale russe ; cependant, ainsi (im)posée, la mobilisation de la figure matricielle déconnecte, de fait, les révolutions russes des réalités économiques, politiques et sociales de 1917, d'une part, et surtout, d'autre part, d'un long continuum de mouvements sociaux et politiques très actifs au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle ; ce faisant, et en rupture avec l'enseignement de l'histoire des *Annales*, ce récit ignore les longues durées, les rythmes lents de l'économie, du social et des mentalités. On ne peut qu'être étonné d'apprendre que « l'historiographie a trop souvent relié 1905 à 1917 en oubliant ce legs des années de guerre »⁵¹.

Ainsi appelle-t-on à évacuer, et la lutte séculaire contre l'autocratie – pour la démocratie, le partage des terres et des richesses –, et le caractère polymorphe et pluriel de ce que l'on appelle paresseusement « la révolution russe »⁵². La question éminemment complexe du surgissement d'un tel mouvement populaire est littéralement escamotée ; lui est opposée une réponse simple et, disons-le, simpliste, sous forme d'une nouvelle chaîne explicative conçue pour signifier que la guerre mondiale accouche de la révolution bolchevique et de la guerre civile⁵³... De ce point de vue, on peut d'ailleurs noter un durcissement, sinon une caricature de la position – somme toute plus riche – développée initialement par François Furet :

« Fils de la guerre, bolchevisme et fascisme tiennent d'elle ce qu'ils ont d'élémentaire. Ils transportent dans la politique l'apprentissage reçu dans les tranchées : l'habitude de la violence, la simplicité des passions extrêmes, la soumission de l'individu au collectif, enfin l'amertume des sacrifices inutiles ou trahis. Car c'est dans les pays vaincus sur le champ de bataille ou frustrés par les négociations de paix que ces sentiments trouvent par excellence leur terreau... »⁵⁴

Qu'importe le fait que les chefs bolcheviques n'aient pas connu les tranchées !

48. *Le Nouvel Observateur*, « La brutalisation du monde », art. cit., propos de Stéphane Audoin-Rouzeau recueillis par André Burguière, p. 134. C'est moi qui souligne.

49. Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne, 1917-1945*, traduit de l'allemand par Jean-Marie Argelès, préface de Stéphane Courtois, Paris, Éditions des Syrtes, 2000 (1997). Citons aussi la correspondance échangée entre Nolte et Furet qui avait d'ailleurs été initialement pressenti pour préfacier cet ouvrage : *Fascisme et communisme*, Paris, Commentaire/Plon, 1998.

50. Joël Kotek, Pierre Rigoulot, *Le Siècle des camps*, op.cit., pp. 31-33.

51. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, op. cit., p. 269.

52. Voir Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pannetier, Bernard Pudal, Serge Wolikow (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, L'Atelier, 2000.

53. Reprise de l'interprétation de François Furet présentée dans *Le Passé d'une illusion*, op.cit., p. 197.

54. François Furet, *Ibid.*, p. 197.

De la guerre à la révolution, et de la révolution à la guerre, la boucle est bien bouclée ; et la violence de la guerre est proposée comme la principale clé d'explication dans une présentation étonnamment et gravement réductrice des révolutions russes. Ultime mais sans doute pas le dernier avatar de la vulgate, ce récent article paru dans la *Jüdische Allgemeine*, qui est l'organe du Conseil central des Juifs en Allemagne ; sous le titre « La catastrophe originelle. Histoire », on peut lire ce bel exemple d'histoire contrefactuelle à rebours :

« Sans la Première Guerre mondiale, aucune des horreurs à venir n'aurait été possible – et certainement pas la Shoah. [...] La Première Guerre fut la catastrophe originelle, la condition sine qua non, sans laquelle rien de ce qui s'ensuivit n'aurait été possible. [...] Cette guerre ne fut pas aussi effroyable que celle qui suivit. Mais c'est dans ses tranchées que naquirent les nazis et les communistes. [...] Et il ne faudrait pas l'oublier : c'est à l'ombre de la Première Guerre que les Jeunes Turcs commirent le génocide des Arméniens.

Avant la Première Guerre, le marxisme était en bonne voie de s'embourgeoiser – grâce à quelques grands intellectuels comme Édouard Bernstein, qui plaidait pour une croissance lente du socialisme, sans effusion de sang, sans révolution, sans violence ni terreur... »⁵⁵

Ces différents raccourcis littéralement fascinants confirment l'emprise croissante de la vulgate dans le monde occidental. Deux mille ans d'antisémitisme et de persécutions, des siècles de luttes sociales sont ainsi balayés, évacués. Sur le nazisme prétendument né dans les tranchées, un ouvrage récent vient pourtant d'apporter un démenti cinglant. Chacun peut s'y rapporter⁵⁶. Et pour le fascisme, Giovanna Procacci a révélé à quel point l'État libéral italien avait, dans les années précédant la guerre et pendant la guerre elle-même, fait le lit du fascisme en Italie. Ici, l'état d'exception n'a pas attendu Mussolini pour être théorisé (plan de défense de 1904) et fut pratiqué à plusieurs reprises avant la guerre pour mâter le péril intérieur⁵⁷. Faire ces rappels ne fait pas oublier que bien des faisceaux italiens étaient effectivement constitués d'anciens combattants de 14-18 ; mais ni plus ni moins que les autres composantes de la société italienne d'après-guerre. Mais s'agissant du « communisme », cette lecture borgne de l'histoire témoigne aussi d'une régression cognitive préoccupante où se mêlent inculture historique et préceptes normatifs valant avertissement pour le présent et le futur. Quant à l'embourgeoisement du « marxisme », l'auteur a de bonnes raisons d'espérer ; malgré les horreurs du XX^e siècle, il est plutôt en bonne voie. Pour autant, la naissance de la Troisième Internationale n'a-t-elle donc vraiment rien à voir

avec l'incapacité patente des socialistes « bourgeois » européens, type Bernstein, d'empêcher l'éclatement de la guerre, précisément ? Lénine a certes profité de l'opportunité offerte par la guerre et les Allemands ; mais il a aussi tiré les conséquences de l'échec de la Deuxième Internationale. Et s'est souvenu du châtimement infligé aux communards parisiens⁵⁸.

Au total, on peut légitimement douter qu'un tel choix narratif sélectif nous aide à comprendre le XX^e siècle et ce qu'il a recelé de monstruosité. Et pour qui s'intéresse aux liens de causalité, il a été rappelé que cette interprétation fait son apparition et s'impose au moment où s'effondre l'Empire soviétique, prélude au triomphe du camp « démocratique » et « libéral »⁵⁹ ; prélude aussi à l'effondrement des partis communistes d'Europe occidentale et, plus largement, d'une alternative à gauche. Dans une certaine mesure, l'établissement d'un tel lien mécanique entre révolution et violence, entre révolution et guerre civile, entre révolution et totalitarisme, entraîne aussi, de facto, la délégitimation

implicite des mouvements politiques et sociaux pour hier, et de tout questionnement de « l'ordre » libéral et capitaliste pour aujourd'hui et demain. Pour le présent et le futur proche, cela revient à clore définitivement le champ des possibles. À cet égard, une autre observation peut d'ailleurs être faite : en règle générale, la violence stigmatisée par les historiens de Cour est toujours celle des classes dangereuses, des gens d'en bas, des dominés, des opprimés... Quelques-uns en sont même aujourd'hui à « criminaliser » la résistance au nazisme⁶⁰...

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, ce paradigme matriciel qui structure et corsète fermement le récit historique dominant sécrète une crise de l'intelligibilité, une crise du sens. Agissant comme un fixateur interprétatif, la vulgate 14-18/39-45 provoque ce que Tony Judt appelait le « rétrécissement idéologique de notre champ visuel »⁶¹. Nul doute que l'on aurait pu espérer autre chose du premier centenaire de la Grande Guerre.

55. Hannes Stein, *Jüdische Allgemeine*, 2 janvier 2014. Je remercie Jacques Aron pour m'avoir signalé et traduit ce document.

56. Thomas Weber, *La Première Guerre d'Hitler*, traduit de l'anglais par Michel Bessières, Paris, Perrin, 2012 [2010].

57. Giovanna Procacci, *Warfare-Welfare. Intervento dello Stato e diritti dei cittadini (1914-18)*, Rome, Carocci editore, 2013. Voir ma recension sur le site du CRID 14-18 : www.crid1418.org

58. Si l'on cherche véritablement à comprendre le déchaînement de la violence en Russie, ne faudrait-il pas, un peu, interroger la tradition de violence politique en terre russe ? Par ailleurs, peut-on nier que les dirigeants bolcheviques ont également tiré les enseignements de la Commune de Paris de 1871 ? Voir William Serman, *La Commune de Paris*, Paris, Fayard, 2003 ; Arno J. Mayer, *Les Furies, 1789-1917, Violence, vengeance, terreur aux temps de la Révolution française et de la Révolution russe*, trad. de l'anglais par Odile Demange, Paris, Fayard, 2002 [2000], pp. 318 et 344.

59. Les guillemets sont une invitation à questionner nos démocraties et leur libéralisme.

60. Je renvoie ici au premier numéro d'*En Jeu*. Voir aussi la petite entreprise de Claude Barbier concernant la Résistance en Haute-Savoie, notamment *Le Maquis de Glières. Mythe et réalité*, Paris, Perrin, 2014. Je remercie Charles Heimberg pour avoir attiré mon attention sur ce phénomène [voir également le compte rendu de deux ouvrages de Claude Barbier en p. 167 de ce numéro].

61. J'emprunte l'expression à Tony Judt, *Retour sur le XX^e siècle. Une histoire de la pensée contemporaine, pour en finir avec l'ère de l'oubli*, traduit de l'anglais par Emmanuel Dauzat et Sylvie Taussig, Paris, Héloïse d'Ormesson, 2010 [2008], p. 38.

EJ Penser les guerres dans l' « Autre Europe »¹ : la séquence 1914-1945 en République tchèque et en France

Helena TRNKOVA - Doctorante en histoire militaire à l'université Montpellier III (laboratoire CRISES).

Résumé : À l'approche des commémorations du centenaire, partout en Europe les discours mémoriels et historiographiques sur la Grande Guerre investissent l'espace public. Malgré la volonté de construire une *mémoire européenne partagée*, les interprétations mises en avant dans les différents États restent ancrées dans leurs traditions historiographiques et mémorielles respectives, variant sur un certains nombre d'aspects clés. En Occident, la Première Guerre mondiale est de plus en plus souvent isolée dans une séquence 1914-1945 courte et autonome. Selon le concept matriciel, les tranchées seraient le berceau des totalitarismes et de tous les horreurs du « court XX^e siècle ». L'historiographie tchèque, au contraire, pense la Grande Guerre comme l'aboutissement et l'apogée d'un long processus de modernisation et d'émancipation nationale. Tandis qu'en France on souligne son aspect tragique, incompréhensible, dans la tradition tchèque la Grande Guerre est encore aujourd'hui approchée avant tout par le prisme de son résultat – l'accès à l'indépendance – totalement positif et glorieux. Cette perspective laisse peu de place à la mémoire de la violence de guerre. Elle contredit aussi les interprétations matricielles.

Summary: As the Centenary commemorations of the World War I approach, related memorial and historiographical discourses expand in public space all over Europe. In spite of the desire to build a sort of a *shared European memory*, the interpretations choosed by different states vary a lot. They remain firmly anchored in their particular historiographical and memorial traditions and differ in several key aspects. In Western Europe, the Great War is still more often isolated in a short and autonomous sequence of 1914-1945 and interpreted as the seminal catastrophe of the short 20th century. In this perspective, the trenches are defined as the cradle for the totalitarian regimes and all the horrors of the forthcoming century. By contrast, the Czech historiography still consider the Great War as a climax of a long process of modernisation and national emancipation. While in France the tragical and incomprehensible character is emphasized, the Czech tradition, seeing the Great War still through the prism of its outcome – the national independence – insists on its thoroughly positiv and glorious aspect. In this interpretation, the memory of violence as well as all other aspects of the matrix theory find hardly their place.

Mots-clés : Grande Guerre, historiographie tchèque, séquence 1914-1945, violence de guerre, brutalisation.

1. Le terme est emprunté à Jacques Rupnik, *L'Autre Europe, crise et fin du communisme*, Paris, Odile Jacob, 1990.

Cette année, marquée par les commémorations du centenaire de son déclenchement, la Grande Guerre s'empare de la scène historiographique, mais aussi médiatique et politique : de par le monde, 74 pays organisent de vastes programmes accompagnant la commémoration, faisant interagir une multitude d'acteurs publics et privés dans l'espace public. La médiatisation abondante des discours mémoriels et historiques à l'occasion du centenaire incite à interroger les interprétations proposées. Celles qui sont les plus diffusées ne sont pas forcément les plus justes du point de vue historique ni les moins instrumentalisées du point de vue idéologique. En regardant de près, les choix d'interprétation constituent une série d'enjeux ; ils n'orientent pas seulement le rapport au passé, mais ils modèlent également la compréhension du présent et les attentes à l'égard du futur. En proposant un véritable programme destiné à surmonter la crise actuelle de l'Union européenne, qui peine à fédérer une Europe sociale derrière le projet européen, la Mission du centenaire en France s'efforce de favoriser la construction d'une mémoire partagée². Or, il suffit de faire le bilan des publications parues à cette occasion pour s'apercevoir que cette

directive est loin d'être assumée et accomplie. Sur 130 titres liés à la guerre de 1914-1918, tous genres confondus³, on trouve seulement six traductions d'ouvrages anglo-saxons⁴ ; très peu d'ouvrages proposent un panorama européen ou mondial. La conclusion est claire : en 2014, la France reste retranchée dans ses frontières, la commémoration de la Grande Guerre se joue avant tout au niveau national.

Dans le paysage historiographique français, l'un des acteurs principaux, le centre de recherche de l'Historial de Péronne, revendique une approche internationale du conflit. Celle-ci reste toutefois cantonnée essentiellement à l'Europe occidentale :

« Initié et conçu dès 1986 par d'éminents spécialistes internationaux, il [l'Historial] privilégie une approche qui met l'homme au centre de toutes les préoccupations, en comparant systématiquement les trois principales sociétés belligérantes – Allemagne, France, Royaume-Uni – dans des domaines touchant à la vie au front et à l'arrière. »⁵

Sous la plume d'Antoine Prost et de Jay Winter, la grande synthèse d'historiographie de la Grande Guerre parue en France laisse elle aussi « de côté, pour des raisons pratiques, l'historiographie russe

et soviétique. »⁶ Les historiographies centre-européennes ne sont même pas mentionnées. Or, ce choix peut induire des réductions substantielles : la focalisation sur les puissances occidentales et l'évacuation quasi complète de l'Europe centrale et orientale et des Balkans, sans parler du reste du globe, sont, nous semble-t-il, symptomatiques d'une certaine idée de l'Europe qui n'aurait pas tellement changé depuis la chute du Mur. Bref, faire l'ellipse de la guerre à l'Est et des problématiques impériales n'implique pas seulement une compression géographique, cela impacte la compréhension et l'interprétation du sens de la guerre. En se détournant des enjeux géopolitiques dans ces régions aux histoires troublées bien avant et bien après 14-18, en délaissant les transformations économiques et sociales profondes liées aux vagues d'industrialisation et aux mutations des systèmes productifs, en éludant le lent processus de transformation des structures politiques, la voie est libre pour une interprétation foncièrement « occidental-centrée » et appauvrie de la Grande Guerre.

Or, si on regarde justement du côté de ces historiographies délaissées, on s'aperçoit que l'interprétation de la Grande Guerre diverge à bien des égards de celle qui domine en Occident. Prenons comme exemple la République tchèque. Dans sa tradition historiographique, un certain nombre de concepts

actuellement en vogue en France ne s'appliquent tout simplement pas. Cette variété d'approches suscite des interrogations : comment bâtit-on le sens d'un événement historique tel que la Grande Guerre ? Quels sont les enjeux de cette construction ? Comment la diffusion des modèles interprétatifs proposés module-t-elle la perception des liens de causalité historique et, plus largement, la compréhension du passé ? Cette étude s'efforcera d'esquisser des éléments de réponse en analysant de façon comparée les mécanismes de la construction des discours mémoriels et historiographiques sur la Première Guerre mondiale dans l'espace tchèque, tout en soulignant les points de divergence avec l'interprétation dominante en France.

LA GRANDE GUERRE : MATRICE OU APOGÉE ?

Dans un entretien accordé à une radio allemande, l'historien de la Grande Guerre Christopher Clark affirme :

« Sans cette guerre, on ne peut que difficilement envisager l'avènement des fascismes, on ne peut pas imaginer la Révolution d'octobre. [...] Cette guerre a déformé le siècle entier. »⁷

En effet, depuis les années 1990, les historiographies occidentales semblent de plus en plus s'accommoder

2. Charte de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale 1914-2014.

3. Bilan des ouvrages parus entre mars 2012 et décembre 2013, établi par André Loez et Nicolat Mariot, présenté lors du séminaire « L'ordinaire de la guerre » à l'ENS de Lyon, le 3 décembre 2013.

4. Christopher Clark, *Les Somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Flammarion, Paris, 2013 ; R. G. Grant, *1914-1918 : l'encyclopédie de la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, 2013 ; Elizabeth Greenhalgh, *Foch, chef de guerre*, Paris, Tallandier, 2013 ; Paul Jankowski, *Verdun*, Paris, Gallimard, 2013 ; John Keegan, *Anatomie de la bataille*, Paris, Perrin, 2013 (réédition) ; Jay Winter, *La Première Guerre mondiale, t. 1, Combats*, Paris, Fayard, 2013.

5. Guillaume de Fonclare, « L'Historial de la Grande Guerre », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 235, 2009/3, pp. 21-32.

6. Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004, p. 13.

7. Christopher Clark, interviewé par Thilo Köbler « Dieser Krieg hat das ganze Jahrhundert entstellt. », *Radio Deutschlandfunk*, 20 janvier 2014, p. 2. En ligne, URL : http://www.deutschlandfunk.de/interview-mit-christopher-clark-dieser-krieg-hat-das-ganze.724.de.html?dram:article_id=275077#, consulté le 15 avril 2014, traduit de l'allemand par nous.

du concept présentant l'expérience de la Grande Guerre comme la cause principale, pour ne pas dire unique, de toutes les catastrophes survenues au XX^e siècle. Abondamment déclinées par les discours savants comme dans les médias, les expressions telles que « the great seminal catastrophe of the 20th century »⁸, « die Urkatastrophe »⁹ ou « la matrice des totalitarismes »¹⁰ sont devenues familières au point de former, si l'on peut dire, un environnement interprétatif naturel, un cadre théorique qui n'est pas à questionner.

De leur côté, les historiens tchèques, perméables et attentifs au travail de leurs collègues occidentaux, placent eux aussi la question du sens de la Grande Guerre au centre de leurs interrogations¹¹. Le prisme est cependant très différent. Dans l'historiographie tchèque, le modèle interprétatif occidental tranche en effet nettement avec la perception qui a été largement diffusée depuis la fin de la Grande Guerre. À l'inverse de la présentation qui prévaut en Occident, la Grande Guerre y est traditionnellement

pensée comme l'apogée du long processus d'émancipation nationale, précisément achevé à la fin de la guerre. Cette vision émane des représentants du mouvement indépendantiste qui, légitimés par leur victoire aux côtés des forces de l'Entente, jouèrent après-guerre un rôle crucial dans les constructions mémorielles nationales. La guerre fut alors représentée comme le dénouement final de la lutte d'émancipation culturelle, puis politique menée par les Tchèques contre les Allemands. L'historiographie tchèque romantique faisait remonter cette lutte, dont la Première Guerre mondiale marquerait l'issue, à la colonisation allemande des territoires tchèques au XIII^e siècle. Dans cette perspective, les guerres des hérétiques hussites contre le Saint Empire romain germanique, au XV^e siècle¹², étaient traitées comme les précurseurs directs des luttes contemporaines pour l'émancipation¹³. En 1914-1918, les unités de légionnaires tchécoslovaques, volontaires engagés, contre la tutelle autrichienne, du côté de la Triple Entente durant la Première

Guerre mondiale, portent d'ailleurs les noms des grands prêcheurs et commandants hussites ; après-guerre, une statue équestre du commandant Jan Žižka, tué au combat en 1424, est érigée dominant le mémorial de Vitkov, monument officiel érigé à Prague pour commémorer la Guerre de 1914-1918... Abondamment mobilisées dans les discours comme dans l'iconographie commémorative, ces représentations imprègnent aujourd'hui encore le paysage mémoriel et historiographique. Bien que cette interprétation soit déjà contestée par certains historiens dès le début du siècle, provoquant un véritable débat public sur le « sens de l'histoire tchèque »¹⁴, elle a conservé jusqu'à aujourd'hui un certain attrait. Un ouvrage paru en 2010 sur les légions tchécoslovaques renvoie à cette filiation en portant comme titre *Les Hussites modernes*¹⁵.

De façon plus implicite, cette conception des continuités en amont de la Grande Guerre détermine le choix des grandes séquences chronologiques de l'histoire tchèque. Dans la présentation officielle de sa mission, le département d'histoire moderne de l'université Charles, à Prague, résume ainsi la périodisation en vigueur dans les cours dispensés aux étudiants :

« Le cadre temporel est délimité par les années 1792-1945, il s'agit d'une séquence longue et dynamique, caractérisée avant tout par le processus de

modernisation et par le développement de la société civile. Hormis quelques reculs temporaires, c'est un développement social continu en dépit des modulations des structures étatiques ; le véritable point de rupture constitue le Protectorat [l'occupation nazie], laissant apparaître une violente destruction des valeurs existantes, des structures politiques et économiques construites pendant des décennies mais aussi de la cohabitation multiethnique. »¹⁶

Contrairement aux historiographies occidentales actuelles, dominées par la tendance à isoler les deux guerres mondiales en une séquence 1914-1945 courte et autonome, dans la perspective tchèque, la Grande Guerre est solidement ancrée dans la continuité du XIX^e siècle dont elle constitue le point culminant. Il y a dix ans, un vaste projet tchèque de recherche collective, ciblé sur la comparaison des deux guerres mondiales, avait ainsi mené à la conclusion suivante :

« Alors que la fin de la Première Guerre mondiale peut être comprise comme un tournant plus au moins univoque dans l'évolution de la société tchèque, notamment du point de vue politique – avec notamment l'achèvement de l'émancipation nationale et l'instauration d'un système démocratique –, les mutations [...] en relation avec la fin de

8. George F. Kennan, *The Decline of Bismarck's European Order : French-Russian relations 1875-1890*, New York, Princeton University Press, 1979, p. 3.

9. Aribert Reimann, « Der erste Weltkrieg - Urkatastrophe oder Katalysator ? », supplément de *Das Parlament, Politik und Zeitgeschichte*, B 29-30, 2004, pp. 30-38. [En ligne], URL : <http://www.bpb.de/apuz/28189/90-jahre-erster-weltkrieg>, consulté le 15 avril 2014.

10. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 269.

11. Voir par exemple le colloque « Climax or Beginning: Modernity, Culture, Central Europe and Great War », organisé conjointement par l'université Charles, l'institut Masaryk et les archives de l'Académie tchèque des sciences et l'université d'Innsbruck, octobre 2014. [En ligne], URL : <http://www.mua.cas.cz/images/akce/2013/Prague-1914-CfP.pdf>, consulté le 15 avril 2014.

12. Les guerres hussites (1419-1436), anciennement nommées « révolution hussite », désignent les affrontements armés entre les partisans du courant réformateur initié par Jan Hus, prêtre réformateur tchèque contestant l'Église catholique, et les armées croisées de l'empereur du SERG, déclenchés par l'exécution de son fondateur lors du concile de Bâle en 1514. Dans l'historiographie romantique du XIX^e siècle, le conflit religieux est supplanté par la division « nationale » entre les hussites tchèques et les croisés germaniques.

13. František Palacký, *Dějiny národu českého v Čechách a v Moravě* [L'Histoire de la nation tchèque en Bohême et en Moravie], Prague, J.G. Kaval a České Muzeum, 1848-1887, vol. III.

14. Miloš Havelka (éd.), *Spor o smysl českých dějin 1895 - 1938* [La Querelle sur le sens de l'histoire tchèque], Prague, Torst, 1997, pp. 20-33.

15. Boris Tatarov, *Novodobí husité: československé vojenské jednotky v Rusku (srpen 1914 - duben 1918)* [Les hussites modernes : les unités tchécoslovaques en Russie (août 1914 - avril 1918)], Prague, Naše vojsko, 2010.

16. Site officiel de l'Institut d'histoire tchèque de l'université Charles de Prague, <http://ucd.ff.cuni.cz/o-ustavu/seminare-ucd/seminar-modernich-dejin/>, consulté le 15 avril 2014, traduit du tchèque par nous.

la Seconde sont, sur le plan économique et politique, beaucoup plus profondes et essentielles et, sur le plan sociologique, davantage diversifiées et équivoques ; par exemple, elles ont marqué de façon incommensurablement plus vaste toute la structure sociale de la société tchèque, [...] le système politique et économique de l'État tout entier, les rapports de propriété, et même la hiérarchie des valeurs, etc. »¹⁷

Les causes, l'expérience et les conséquences de la Première Guerre mondiale sont donc pensées comme plus proches des dynamiques, idéaux et modèles réflexifs issus des Lumières et de la Révolution française, que comme une matrice idéologique des régimes totalitaires. L'expérience de la Grande Guerre est interprétée par le prisme de la recherche de l'identité nationale et de la lutte pour l'émancipation politique, enfin acquise en 1918 à la chute de l'Empire austro-hongrois. Pour la nation tchèque, la victoire du constitutionnalisme, du pluralisme parlementaire et du libéralisme économique dans un nouvel État signifie ainsi l'aboutissement des aspirations à devenir un État-nation moderne. Dans cette perspective positive, l'abolition du servage obtenue suite à la révolution

avortée de 1848 constitue le premier pas sur la route vers l'instauration du suffrage universel direct, femmes incluses, après la révolution réussie de 1918. La Grande Guerre ne constitue donc pas la matrice du « court XX^e siècle », mais l'apogée du « long XIX^e »¹⁸.

COMMÉMORER ET INTERPRÉTER LA VIOLENCE DE GUERRE

En République tchèque, cet ajustement diffère de la focale par rapport à l'Occident impacte aussi la manière d'interpréter la violence de guerre. Alors qu'en France, la Mission du centenaire met en avant l'aspect tragique, en insistant sur « l'histoire dramatique partagée »¹⁹ et en soulignant que, en 2014, « l'enjeu du premier temps de la commémoration est de **restituer aux Français le choc qu'a représenté la guerre** pour l'ensemble de la société française et pour le reste du monde »²⁰, en République tchèque, c'est l'aspect glorieux de sa finalité qui est évoqué :

« En 2014, nous allons commémorer un anniversaire important – cent ans depuis le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Cette dernière fut décisive pour notre pays, car la Tchécoslovaquie indépendante fut fondée à l'issue du conflit. »²¹

17. Jan Gebhart et Ivan Šedivý (éds), *Česká společnost za velkých válek 20. století: [pokus o komparaci]* [La Société tchèque durant les grandes guerres du XX^e siècle : essai de comparaison], Prague, Karolinum, 2003, p. 15, traduit du tchèque par nous.

18. Distinction opérée par Eric J. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe/Le Monde diplomatique, 1999.

19. Charte de la Mission française du centenaire de la Première Guerre mondiale.

20. Dossier de presse « Centenaire de la Première Guerre mondiale », p. 3, en ligne : http://centenaire.org/sites/default/files/references-files/dossier_de_presse_mission_centenaire_4_novembre_2.pdf, consulté le 15 avril 2014, souligné dans le texte original.

21. Site officiel de la programmation du centenaire en République tchèque, <http://velkavalka.cz/1914/>, consulté le 15 avril 2014, traduit du tchèque par nous.

La Grande Guerre est encore aujourd'hui appréciée par le prisme de son issue et garde dans les mémoires une valeur positive et porteuse d'espoirs. Contrairement à l'Occident, où la guerre est devenue « incompréhensible »²² – une guerre fratricide d'autant plus tragique qu'elle semble insensée –, pour la société tchèque, les sacrifices ont eu un sens concret et compréhensible : la naissance de l'État-nation [la première République tchécoslovaque est proclamée le 28 octobre 1918 et entérinée par le traité de Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, qui consacre le délitement de l'Empire austro-hongrois, ndlr]. Le « président libérateur »²³ Masaryk a joué un rôle clé dans l'élaboration et la fixation de ce sens donné aux expériences de guerre. Au début de son exil, il soulignait déjà : « Nous condamnons la violence, nous ne la voulons pas et nous n'allons pas l'exercer. Toutefois, contre la violence, nous nous défendrons, même avec des armes. »²⁴ Faisant coexister d'une façon paradoxale les valeurs humanistes et antimilitaristes avec la nécessité de combattre, cette position devient la ligne directrice de la justification des sacrifices. Masaryk revient à nouveau sur le sujet lors de son discours inaugural à l'Assemblée nationale tchécoslovaque :

« Moi-même, j'ai été antimilitariste et je n'aimais pas le soldat autrichien ; cependant, nous n'organisons pas cette armée – la nôtre – par velléité militariste, mais pour la construction et le maintien de la liberté et de la démocratie. Et pour en assurer la défense, nous devons avoir notre propre armée ; c'est une lourde responsabilité, pour ceux à qui sera confiée la tâche de former nos forces armées, que de construire une armée républicaine et démocratique. Et la démocratie dans l'armée, comme en général, ne pourra pas être obtenue par la seule éradication du caractère autrichien, mais par une véritable transformation spirituelle. »²⁵

En ajoutant : « Nous voulons tous, aussi bien les individus que les nations, devenir des êtres humains »²⁶, il élabore une interprétation de la guerre à la fois métaphysique et téléologique. Insérée dans le vaste cadre de la « révolution mondiale »²⁷, c'est-à-dire dans le cadre des aspirations « naturelles » à l'émancipation des nations soumises au joug impérial, la guerre ne représente plus qu'un pas inéluctable vers la modernité et l'humanité. Les souffrances et la violence vécues et pratiquées durant la guerre se voient ainsi attribuer

22. Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français, 1914-1918 : l'incompréhensible*, Paris, Perrin, 1994, titre de l'ouvrage.

23. Tomáš Masaryk (1850-1937), premier président tchécoslovaque, élu quatre fois entre 1918 et 1935. Le titre de « président libérateur » lui a été officiellement décerné par la loi 232/1935 du 21 décembre 1935.

24. Discours du 6 juillet 1915, l'occasion du 500^e anniversaire du supplice au feu du Jean Hus, célébré à Genève, retranscription affichée dans le Museum de T. G. M. de Lány, visité en octobre 2012, traduit du tchèque par nous.

25. Premier discours du président Masaryk à l'Assemblée nationale tchécoslovaque, le 22 décembre 1918, retranscription affichée dans le Museum de T. G. M. de Lány, visité en octobre 2012, traduit du tchèque par nous.

26. *Ibid.*

27. Tomáš Garrigue Masaryk, *Světová revoluce za války a ve válce 1914-1918* [La révolution mondiale pendant la guerre et dans la guerre 1914-1918], Prague, ČIN, 1925.

un sens quasi sacré. Ces citations sont fréquemment choisies pour expliquer la Grande Guerre dans les musées tchèques actuels²⁸, et c'est aussi le côté philosophique et humaniste de Masaryk qui est mis en avant dans les manuels scolaires²⁹. Le paysage mémoriel semble donc aujourd'hui encore largement tributaire de la conception masarykienne, qui minimise la dimension tragique de la guerre.

Une autre conséquence de ce moule interprétatif est l'hypermnésie traditionnelle des destins des légionnaires tchécoslovaques engagés du côté de la Triple Entente au détriment de la mémoire des combattants, bien plus nombreux, restés dans l'armée austro-hongroise. Par exemple, seule une vitrine est consacrée aux Tchèques au service de l'Empire au musée de l'Armée à Prague, et encore n'est-elle focalisée que sur la Marine³⁰.

Cependant, s'efforçant également d'inventer en République tchèque une *mémoire partagée*, le centenaire semble constituer l'occasion de dépasser l'exclusivité de l'interprétation habituelle. Mais la distinction entre la mémoire de la lutte pour l'indépendance et celle de la guerre en général n'est pas effacée pour autant. Deux projets commémoratifs concurrents sont ainsi prévus. Bien que certaines institutions centrales, tels le ministère de la

Défense, l'Institut d'histoire militaire ou le Musée technique national, soutiennent les deux projets³¹, leurs missions et leur programmation restent bien distinctes, l'un portant sur la Grande Guerre en général – Grande Guerre 100 –, l'autre sur la lutte pour l'indépendance – Legie 100. La position prise par le projet Legie 100, dont le protagoniste principal est l'Association tchécoslovaque des légionnaires, est claire :

« À l'occasion de la commémoration du centenaire de la fondation de la Tchécoslovaquie et en relation avec le rôle primordial joué par les légions tchécoslovaques dans sa création, nous nous efforçons, dans le cadre du projet Legie 100, de nous remémorer et de développer davantage les traditions dans l'esprit de l'héritage des légionnaires tchécoslovaques, d'améliorer la connaissance du grand public sur ces héros qui ont lutté pour notre indépendance et de rappeler le sens des mots tels que patriotisme, honneur et bravoure. »³²

Le portail Grande Guerre 100, présentant l'événement comme la « guerre de nos arrière-grands-pères »³³, insiste quant à lui, de la même façon que la Mission française, sur la dimension familiale de la mémoire du conflit,

28. Museum de T. G. M. de Lány et Armádní muzeum Žižkov, visités en octobre 2012.

29. Petr Čornej, *Dějepis 4 pro gymnázia a střední školy – Nejnovější dějiny* [L'Histoire pour les lycées et écoles secondaires - L'histoire contemporaine], Prague, SPN – Pedagogické nakl., 2010.

30. Armádní muzeum Žižkov, visité en octobre 2012.

31. Projets *Velká válka 100*, URL : <http://velkavalka.cz/1914/> et Legie 100, URL : <http://www.csol.cz/domains/csol.cz/index.php/projekty/legie-100>, consultés le 15 avril 2014.

32. Site officiel du ministère de la Défense tchèque : www.mocr.army.cz/informacni-servis/zpravodajstvi/projekt-legie-100-51736, consulté le 15 avril 2014, traduit du tchèque par nous.

33. Portail Grande Guerre 100 : <http://velkavalka.cz/1914/>, consulté le 15 avril 2014.

considérée désormais comme apaisée. Le clivage entre les arrière-grands-pères légionnaires ou combattants de François Joseph semble en effet recouvert par des scissions ultérieures plus profondes, celle des grands-parents collaborateurs des nazis et celle des parents prosoviétiques.

En République tchèque, la violence de guerre tient au bilan peu de place tant dans les discours mémoriels que dans l'historiographie. Elle a fait une apparition rapide après la Première Guerre mondiale : une grande synthèse sur l'expérience de guerre³⁴ soulignait la « bestialité » de la hiérarchie militaire impériale, mais ceci afin de mieux discréditer le régime déchu, explicitement identifié comme responsable de toutes les souffrances. Depuis, mises en contraste avec la criminalité nazie, les persécutions austro-hongroises sembleraient presque « clémentes », appartenant par leur forme et leurs moyens plus au « bon XIX^e siècle » qu'aux horreurs du XX^e. Pendant la guerre, en effet, les principaux dirigeants des partis d'opposition à l'Empire furent persécutés et certains condamnés à mort. Toutefois, ces verdicts ne furent pas mis à exécution³⁵. De même, la statistique officielle recense « seulement » une cinquantaine d'exécutions pour haute trahison de légionnaires capturés arme à la main par l'armée austro-hongroise. Rien à voir avec les déportations et exécutions

massives de résistants comme de civils, la destruction de deux villages entiers en représailles à l'attentat sur Heydrich du 27 mai 1942... Contrairement à une tendance forte dans l'historiographie dominante française, qui fait de 1914-1918 un moment décisif dans le dépassement des seuils de violence menant directement aux horreurs de 1939-1945, dans la tradition tchèque, les deux conflits restent, de ce point de vue, nettement et strictement dissociés.

LA SÉQUENCE 1914-1945 ET L'AVÈNEMENT DES TOTALITARISMES

Les différentes traditions historiographiques divergent aussi à propos des conséquences de la Première Guerre mondiale sur l'évolution historique du XX^e siècle. Depuis les années 1990 en Europe occidentale, la théorie de la « brutalisation », proposée initialement par George L. Mosse dans le cadre strict du champ politique allemand³⁶, se voit mobilisée et systématisée au point de devenir une véritable doxa d'histoire contemporaine : la guerre de 1914-1918 aurait rendu les anciens combattants brutaux. Un manuel destiné aux étudiants de licence d'histoire, *L'Âge des dictatures : fascismes et régimes autoritaires en Europe de l'Ouest, 1919-1945*³⁷, peut être cité en exemple révélateur de cette tendance. Dans le troisième chapitre « Paix ratée

34. Alois Žipek (éd.), *Domov za války [La patrie dans la guerre]*, 5 volumes, Prague, Pokrok, 1929-1931.

35. Les amnisties furent accordées par le nouvel empereur Charles à partir de 1916.

36. George L. Mosse, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, New York, Oxford University Press, 1990.

37. Johann Chapoutot, *L'Âge des dictatures : fascismes et régimes autoritaires en Europe de l'Ouest, 1919-1945*, Paris, PUF, 2008.

et "brutalisation" : y a-t-il eu un entre-deux-guerres ? »³⁸, divisé en sous-chapitres – « Gagner la paix ? », « La guerre continuée » et « La "brutalisation" des sociétés européennes » –, il trace un lien direct entre l'expérience de la violence de guerre en 14-18 et l'avènement des totalitarismes :

« Une fois que l'État a abandonné son monopole pour déléguer l'exercice de la violence physique légitime à chacun, une fois que les armes ont été sorties, il est difficile de les faire rentrer et taire. La sortie de guerre de l'Europe se révèle dès lors complexe, peu aisée, peu désirée aussi par les anciens combattants qui, insatisfaits du retour à la vie civile, déçus des fruits de leur sacrifice, conservent souvent, notamment dans les pays vaincus ou déçus, une nostalgie d'aventure et de solidarité du front. Dès lors, c'est la notion même d'entre-deux-guerres, courante pour désigner la période 1919-1939, qui mérite d'être interrogée. »³⁹

Revenant à plusieurs reprises sur le sujet, il conclut : « De fait, la guerre continue en Europe⁴⁰ » ; et cet état de guerre continu mènerait, inéluctablement, aux totalitarismes.

Comme nous l'avons déjà vu, l'historiographie tchèque défend une position diamétralement opposée. Ici, c'est

l'occupation nazie qui incarne la véritable rupture tant du point de vue de la violence que des modes de gouvernement. La théorie de la « brutalisation » est donc difficilement pensable, même si, là encore, des travaux récents tendent à répondre à l'évolution occidentale en se penchant sur la question. En 2001, les conclusions du vaste programme national de recherche conduit sur la comparaison des deux guerres⁴¹ affirmaient cependant leur différence de nature :

« Évaluer et déterminer les traits semblables et divergents de la vie de la société pendant les deux conflagrations peut sembler simple. Cependant, en réalité, ce que montre la série de contributions publiées, c'est qu'une forme similaire peut recouvrir des faits plus ou moins différents et au contraire que des processus qui pourraient sembler incommensurables étaient plus proches que ce que l'on aurait cru. Il apparaît que justement les expériences quotidiennes (les problèmes d'approvisionnement, le marché noir, etc.), malgré une multitude de traits concordants, n'étaient que très difficilement comparables. Les contemporains de la Seconde Guerre mondiale n'ont en majorité pas connu l'expérience du front ; contrairement à 1914-1918, la majorité a en revanche dû faire face

aux conséquences directes de la brutalité du régime nazi et de l'holocauste. »⁴²

D'autres tentatives de comparaison, venant de chercheurs non-tchèques, corroborent cette vision⁴³. Le cas spécifique de la Tchécoslovaquie est d'autant plus remarquable qu'il s'agit d'un État ayant réussi à préserver entre les deux guerres, en dépit de la crise économique, une véritable pluralité parlementaire et à éviter la dérive vers l'autoritarisme, et ce jusqu'à l'occupation par l'Allemagne nazie⁴⁴. La période 1918-1938, que les Tchèques préfèrent appeler « la première République » plutôt que « l'entre-deux-guerres », constituerait ainsi un « âge d'or » mérité après un siècle de luttes.

Si l'on suivait la théorie de la « brutalisation », faudrait-il en conclure que les Tchèques ont été moins exposés et moins confrontés à la violence durant la guerre ? Ont-ils été rendus moins brutaux que leurs voisins européens ? Certes, les Tchèques dans l'armée impériale n'ont pas combattu dans la

Somme ni à Verdun⁴⁵. Mais depuis les dures conditions des Carpates en hiver, en passant par la guerre moderne en Italie, jusqu'aux camps de prisonniers aux confins de l'Empire russe, en Roumanie, et « la marche de la mort » à travers l'Albanie, les combattants tchèques n'ont pas été épargnés par les souffrances et la mort. Aussi l'équation « expérience de violence extrême » qui équivaldrait à « radicalisation politique et avènement d'un régime totalitaire » s'avère-t-elle ici totalement fautive. Au contraire, les mutations économiques et sociales sur un temps long ayant permis la constitution d'une véritable société civile moderne⁴⁶ expliquent la pérennité de la jeune démocratie tchécoslovaque.

Contrairement à l'idée occidentale que les totalitarismes seraient directement issus des tranchées, dans la perspective tchèque, chérissant le souvenir de l'expérience de la première (1918-1938) mais également de la troisième République (1945-1948)⁴⁷ – deux périodes marquées par l'indépendance politique et l'application de la pluralité

38. Johann Chapoutot, *L'Âge des dictatures*, op. cit., pp. 57-71.

39. *Ibid.*, p. 57, aussi pp. 62, 64-66.

40. *Ibid.*, p. 62.

41. Mission de l'Agence nationale de recherche tchèque (*Grantová agentura České republiky*), n° 409/98/0401, clôturée en 2001 par le colloque « La société tchèque dans le temps des Première et Seconde Guerres mondiales. »

42. Jan Gebhart a Ivan Šedivý (éds), *Česká společnost za velkých válek 20. století [pokus o komparaci]* [La société tchèque durant les deux grandes guerres du XX^e siècle (essai de comparaison)], Prague, Karolinum, 2003, p. 10.

43. Sur les conditions dans les camps d'internement voir : R. B. Speed, *Prisoners, diplomats and the Great War a study in the diplomacy of captivity*, New York, Westport, Connecticut, London, 1990 ; Alon, Rachamimov, *POWs and the Great War : Captivity on the Eastern Front*, Oxford – New York, Berg, 2002 ; sur la genèse personnelle d'Adolf Hitler : Thomas, Weber, *La Première Guerre d'Hitler*, Paris, Perrin, 2010.

44. Victor S. Mamatey, Radomír Luža (éds), *La République tchécoslovaque 1918-1948, une expérience de démocratie*, Paris, Librairie du Regard, 1987.

45. Jean-Claude Laparra, *Le Prix d'une alliance : Les Austro-Hongrois sur le front ouest : 1914-1918*, Louviers, Ysec, 2002.

46. Voir Rudolf Kučera a kol., *Identity v českých zemích 19. a 20. století: hledání a proměny* [Les identités dans les pays tchèques, XIX^e et XX^e siècles : évolutions et mutations], Prague, Masarykův ústav a Archiv AV ČR, 2012 ; Jiří Kořálka, *Češi v habsburské říši a v Evropě 1815-1914: sociálněhistorické souvislosti vytváření novodobého národa a národnostní otázky v českých zemích*, [Les Tchèques dans l'empire des Habsbourg et en Europe 1815-1914 : le contexte historique et social de la formation de la question nationale dans les pays tchèques], Prague, Argo, 1996.

47. Terme désignant la brève période entre la chute du Protectorat à la fin de la Seconde Guerre mondiale et le basculement effectif dans la sphère soviétique 1948.

parlementaire –, les régimes totalitaires restent perçus et pensés comme quelque chose d'étranger. Ils sont interprétés comme une oppression extérieure, en rupture nette avec l'évolution domestique dont le but principal est, comme on l'a montré, l'accès à la démocratie ; on dessine plus spontanément un parallèle entre les deux régimes totalitaires – l'occupation nazie et la Tchécoslovaquie soviétisée d'après le « coup de Prague » du 25 février 1948 – qu'entre les deux guerres mondiales. Pour résumer, ici ce n'est pas Verdun qui préfigure Auschwitz, mais c'est l'occupation nazie qui rend possible l'occupation soviétique. Tandis que l'historien allemand Ernst Nolte bâtit sa théorie de l'avènement du système nazi sur le danger potentiel que présentait l'URSS⁴⁸, dans le contexte tchèque, ce sont les horreurs nazies de la Seconde Guerre mondiale qui auraient permis la popularité du libérateur soviétique, légitimant pour partie son expansion en Europe centrale.

Cette étude a proposé une comparaison rapide de deux traditions d'interprétation de la séquence 1914-1945, une appartenant à l'Occident européen, l'autre émanant d'un des pays

de l'ancien bloc soviétique. Ces deux cas ont été choisis délibérément pour leurs divergences sur plusieurs aspects clés. Cet « état des lieux » des discours mémoriels et de la production savante sur le sujet, réactualisés par la commémoration du centenaire, ne visait pas seulement à analyser les interprétations nationales respectives ; il s'agissait avant tout d'attirer l'attention sur la pluralité des perspectives possibles et, une fois le constat fait de cette hétérogénéité, de s'interroger sur ses origines et sa raison d'être. En se penchant sur les enjeux et les stratégies de la construction des différents modèles interprétatifs, sur les logiques et les mécanismes de leur diffusion, nous nous sommes efforcés de souligner à quel point les réflexions sur le passé sont ancrées dans des cadres de références spécifiques à chaque tradition historiographique. Il nous semble par conséquent plus fructueux de se rapporter aux contextes historiques précis, et de réfléchir aux conditions spécifiques de production des discours historiographiques et mémoriels, que d'élaborer des concepts a priori, censés transcender un réel par trop complexe et divers.

48. Ernst Nolte, *La Guerre civile européenne 1917-1945 : national-socialisme et bolchevisme*, Paris, Perrin, 2011.



La Première Guerre mondiale à la veille de la Seconde Novembre 1918 de Döblin, *Le Monde réel* d'Aragon¹ : leçon de contre-histoire par le roman engagé des années 1930

AURORE PEYROLES - Membre de l'équipe de recherche interdisciplinaire Elsa Triolet/Aragon (ERITA), elle a soutenu sa thèse consacrée au roman engagé des années 1930 en novembre 2013 (Paris Sorbonne).

Résumé : Cet article se propose d'examiner, à travers deux cycles romanesques français et allemand, la version livrée par la littérature engagée des années 1930 du passage d'une guerre à l'autre. Écrits à la veille ou au début de la Seconde Guerre mondiale, *Le Monde réel* d'Aragon et *Novembre 1918* de Döblin ont recours à la Première pour tenter de comprendre une situation à nouveau lourde de menaces. En remontant à ce qui fait encore figure de « dernière catastrophe », les romanciers font du premier conflit mondial moins une matrice qu'un modèle exemplaire permettant d'observer et de comprendre les funestes mécanismes tout prêts à se déployer à nouveau. Invitant à transposer les analyses menées du temps passé au temps présent, l'histoire telle qu'elle s'écrit dans ces romans, volontairement définie en opposition avec les historiographies officielles, se fait militante : comme le souhaitait Walter Benjamin, elle « brosse à contresens le poil trop luisant de l'histoire ». Le récit littéraire d'une guerre à l'autre ne peut-il dès lors faire figure de modèle historiographique, résolument critique ?

Summary: This article wishes to explore the version the committed literature from the 1930's gave from the passing from one World War to another. Written on the eve or at the beginning of World War II, Aragon's *Monde réel* and Döblin's *November 1918* invite their readers to go back to the origins of the First one, encouraging them to transpose their analysis from the past time to the present one. In these novels, World War I reveals itself not so much as a matrix as an exemplary model which allows to observe and to understand the dangerous mechanisms ready to play again. History in these novels is openly militant and defines itself by opposition with the official historiographies: according to Walter Benjamin's desire, it "brushes history against the grain". Couldn't therefore the literary account from the passing from one war to the other be considered as a eminently radical historiography model?

Mots-clés : Littérature engagée, roman historique, Aragon, Döblin, Benjamin.

1. *Novembre 1918* se compose de *Bourgeois et soldats* (B&S), *Peuple trahi* (PT), *Retour du front* (RF), *Karl et Rosa* (K&R) (traduction de Maryvonne Litaize et de Yasmin Hoffmann, Marseille, Agone, 2009). Pour des raisons chronologiques, nous limitons notre analyse du *Monde réel* à ses trois premiers volumes : *Les Cloches de Bâle* (LCB), *Les Beaux Quartiers* (LBQ), *Les Voyageurs de l'impériale* (LVI) (Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1997 et 2000). Toutes les citations des romans renvoient à ces éditions.

« Toujours la question : comment est-ce arrivé, qu'est-ce que ça veut dire ? » (RF 406) : si la question lancée par Döblin dans son immense fresque *Novembre 1918* se pose à tous avec insistance au cours de ces années 1930 qui voient s'affirmer les fascismes européens et grandir la menace d'une nouvelle guerre mondiale, la réponse qu'élabore le roman politiquement engagé de cette époque porte plus loin que les autres. L'enquête, nécessairement historique, dans laquelle se lance ce roman pour comprendre comment le monde se trouve à nouveau au bord du précipice vient buter contre ce qui constitue encore la « dernière catastrophe »² : la Première Guerre mondiale, qui s'impose dès les années 1930 comme l'origine des maux à venir, immense plaie encore béante, cause terrible aux effets plus terribles encore.

Mais le roman engagé de ces années ne s'en tient pas là. En ces temps de commémoration, il ne semble pas inutile de restituer sa voix dans le concert des célébrations. À travers deux fresques romanesques engagées, l'une française, l'autre allemande, écrites à la veille de la Seconde Guerre mondiale, nous voudrions analyser la leçon d'histoire que délivre ce type de roman. Complexifiant les explications causales contemporaines, *Novembre 1918* de Döblin et *Le Monde réel* d'Aragon font du premier conflit mondial un

objet de laboratoire, et non l'origine aussi inexplicable qu'indépassable de tous les maux présents – non une matrice, mais un modèle exemplaire permettant l'observation et la compréhension de mécanismes tout prêts à se déployer à nouveau. La démonstration n'est pas seulement historique : elle est résolument politique. Accomplissement de l'écriture historique rêvée par Walter Benjamin qui, « bross[ant] à contresens le poil trop luisant de l'histoire », en fait éclater le « continuum »³ pour la restituer aux vaincus des historiographies officielles ?

LEÇON D'HISTOIRE, LEÇON POLITIQUE

Tout droit vers l'abîme : concordance des temps et exercices de transposition

L'horizon des intrigues romanesques du *Monde réel* et de *Novembre 1918*, c'est la catastrophe passée ; l'horizon de la narration et de l'écriture romanesques, c'est la compréhension du présent – et, peut-être, la conjuration d'un très probable avenir⁴. Afin de comprendre comment et pourquoi le monde s'approche à si grands pas d'une nouvelle catastrophe, Aragon et Döblin retracent la marche de leurs pays, quelques années plus tôt, vers la guerre (*Le Monde réel*) ou vers l'anéantissement de tous les espoirs révolutionnaires (*Novembre 1918*) : quels sont les rouages qui expliquent cette incompréhensible répétition à quelque

vingt ans d'écart ? Multipliant les exercices de transposition, les deux fresques invitent leurs lecteurs à reconnaître dans les situations nationales décrites non seulement une image mais une explication des situations d'écriture.

Aragon revendique dans ses préfaces cette superposition des temporalités passée, présente et future, faisant de cette règle de concordance des temps une clé de lecture explicite du *Monde réel* : « Et que sonnent à Bâle les cloches, ce sont à la fois celles de la veille de 14, celles de 39 qui approche » (LCB 709), écrit-il en 1967. Quant au narrateur döblinien, c'est au cœur des narrations, et non plus seulement dans leurs marges péritextuelles, qu'il multiplie les allusions esquissant le portrait d'une Allemagne essentiellement guerrière et profondément antisémite : plus encore que celle de 1918, c'est de celle de 1937 dont il s'agit. L'avertissement est parfois explicite : « Le pays, avec dans les veines le poison qu'il n'avait pu éliminer au cours de la révolution, se remettait peu à peu de la guerre et se préparait à la suivante » (K&R 683). Le jeu de miroirs entre passé et présent est ici consubstantiel au projet romanesque ; la recherche des origines du mal est aussi constat de l'actualité de ce dernier : triste permanence.

Renvois ponctuels ou structurels, appels à la transposition ou constat de la

permanence des mécanismes décrits : *Le Monde réel* et *Novembre 1918* font du passé « la pré-histoire du présent », répondant à l'exhortation contemporaine de Lukacs « à donner une vie poétique à des forces historiques, sociales et humaines qui, au cours d'une longue évolution, ont fait de notre vie actuelle ce qu'elle est »⁵. L'histoire sert ici de terrain d'observation. La démonstration est d'ailleurs privilégiée aux dépens du suspens romanesque : on connaît la fin, reste à savoir comment elle s'est imposée et comment elle menace de triompher à nouveau. Aussi les fresques dessinent-elles des trajectoires linéaires, menant tout droit vers l'abîme. La Première Guerre mondiale est pourtant à peine présente dans *Le Monde réel* et dans *Novembre 1918* : les intrigues du premier s'arrêtent à son seuil ; celles des tomes de la tétralogie allemande commencent alors qu'elle s'achève. Elle n'en est pas moins omniprésente : horizon ou origine, elle décide absolument, tyranniquement, du cours des intrigues et du sort des personnages⁶. Ainsi obscurcit-elle le grand rassemblement socialiste de Bâle, « cette fête où s'élève un double parfum d'encens et de pourriture, [laissant] présager des terribles charniers du Masurenland et de Verdun » (LCB 997), de même que les débuts de la République de Weimar, sans cesse menacée par « la chenille

2. L'expression de l'historien allemand Hermann Heimpel a été analysée par Henri Rouso dans son dernier ouvrage, *La Dernière Catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain*, Paris, Gallimard, « Nrf essais », 2012.

3. Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », *Écrits français*, Paris, Gallimard, « Folio essais », 1991, p. 436.

4. Avenir déjà réalisé quand Döblin écrit les derniers volumes de sa tétralogie, à nouveau contraint à l'exil après son installation en France suite au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

5. Georg Lukacs, *Le Roman historique*, traduit de l'allemand par Robert Saille, Paris, Payot et Rivages, 2000 [1937], p. 56.

6. Aragon souligne lui-même l'importance capitale de la guerre dans l'économie du *Monde réel*, à la fois point d'orgue et point de départ de l'entreprise romanesque : « Tous les romans du *Monde réel* ont pour perspective ou pour fin l'apocalypse moderne, la guerre. La guerre y semble, dans le monde moderne, remplacer comme apothéose le mariage et la multiplicité des enfants à naître. » La bascule dans « l'apocalypse » parachève la figure de la boucle : « le roman se termine, est terminé je veux dire, précisément lorsque son commencement se trouve être une fin » (Aragon, *Je n'ai jamais appris à écrire ou les Incipit*, Paris, Flammarion, « Champs », 1969, pp. 66-91).

noir-blanc-rouge [qui] serpente à travers le pays » (PT 21), couleurs d'une armée impériale qui minera de l'intérieur le nouveau régime. « L'intervention du détective ou du policier est déclenchée par un événement dont la survenue vient déchirer le tissu, qui semblait jusque-là sans défaut, de la réalité »⁷, estime Luc Boltanski : c'est la guerre – à venir pour le temps narré comme pour celui de la narration – qui joue ce rôle dans nos deux fresques, faisant éclater les apparences lisses de sociétés apaisées. Rendue inévitable par cette faille devenue béance, l'investigation historique doit en rechercher les origines, et ainsi dévoiler ce principe de menace non aboli. Même quand il a recours au passé, c'est au présent que se conjugue le roman engagé.

Résultats de l'enquête préliminaire : la confusion des genres

Or la question « comment en est-on arrivé là ? » ne reste pas sans réponse dans les deux cycles romanesques, qui identifient les principaux responsables de la catastrophe et les mécanismes sur lesquels ils se sont appuyés. Le roman historique permet en effet d'observer les nations française et allemande dans une dynamique forclosée, dont les romans marquent les étapes, exposent les logiques et explorent les ressorts. Point de suspense ici, mais une interprétation cohérente et globale qui autorise la formulation d'une accusation résonnant au passé et au présent : ce qui a conduit ces nations au bord puis au

cœur de l'abîme, c'est la collusion des intérêts. Leurs conclusions peuvent différer, mais le constat politique des deux romanciers est le même : si les régimes politiques décrits sont radicalement incapables d'assurer la paix extérieure et intérieure – et semblent ne pas même le souhaiter –, s'ils sont intrinsèquement liés à la guerre, c'est parce qu'ils reposent sur la confusion des intérêts publics et intérêts privés (*Le Monde réel*), entre ceux de la nouvelle république et ceux de l'ancien régime qui refuse de s'avouer vaincu (*Novembre 1918*).

Ainsi, *Le Monde réel* dénonce inlassablement un gouvernement placé sous la tutelle du pouvoir financier : « La bataille parlementaire n'était que la façade derrière laquelle se poursuivaient les tractations véritables » (LCB 925). Non seulement les industriels et les hommes d'affaires mis en scène ont pour seul but la poursuite de leurs propres intérêts et l'extension de leur empire financier, mais en plus et surtout, ils corrompent le pouvoir politique dont ils ont besoin pour consolider leurs monopoles. Or, cette corruption devient dépendance, et la sphère politique se transforme en filiale des grandes entreprises privées : l'assemblée élue se contente d'entériner les décisions prises dans les conseils d'administration, les dotant au passage d'un semblant de légitimité mais aussi de la force bien réelle de l'État. Ainsi de « l'affaire du Maroc », dont il est beaucoup question dans *Les Cloches de Bâle*. Quand le personnage de Wisner déclare ne pas trop avoir de « toutes

[s]es disponibilités pour soutenir l'œuvre admirable que la France entreprend au Maroc » (779), on comprend que l'ingérence française menée par Lyautey (« en attendant, depuis qu'il est là-bas, les actions montent », 779) représente, en fait, la couverture et le bras armé de l'implantation financière de l'entreprise Wisner. Le capitalisme, en particulier dans ses extensions coloniales, est parvenu à faire défendre ses seuls intérêts par l'État lui-même, et si besoin est par l'armée nationale. Luc Boltanski décrit ce tour de passe-passe :

« À la différence de l'État, le capitalisme, même s'il s'adosse à des moyens qui sont loin d'être sans violence, ne possède pas le "monopole de la violence physique légitime". La violence qu'il exerce [...] ne peut, par là, se déployer sans le soutien des États, comme le montre à l'évidence l'exemple du colonialisme. »⁸

Quesnel, le personnage du grand industriel au cœur d'un immense réseau de relations et de dépendances, proclame la supériorité absolue des intérêts économiques sur tous les autres : « "L'heure est venue où l'industrie, pour vivre, doit être placée au-dessus de la loi" » (LBQ 212) ; euphémisme pour rappeler que c'est l'industrie qui dicte ses lois à la loi républicaine. Dans *Le Monde réel*, l'État national est si dominé par le capital qu'il n'est pas même assez souverain pour décider de la guerre ou de la paix. À l'échelle locale, nationale et internationale, « la vie économique du

pays, voilà où est la réalité » (LBQ 66), avec la guerre pour horizon.

Si la collusion dénoncée par Döblin met en scène des acteurs quelque peu différents, elle n'en est pas moins redoutablement néfaste. *L'Empereur partit, les généraux restèrent* : le titre du roman de Theodor Plievier, publié en 1932, résume d'un trait la situation politique de l'immédiate après-guerre en Allemagne, qui pousse Döblin à déplacer la cible par rapport au *Monde réel*. Il n'y est plus question de l'entrée en guerre, mais de sa sortie ; et la collusion d'intérêts contradictoires n'est plus celle de la corruption du pouvoir politique par le pouvoir économique mais celle, non moins insupportable, qui lie les représentants de la nouvelle Allemagne aux généraux du Reich pourtant révolu. La ligne téléphonique secrète qui relie la chancellerie berlinoise, siège du nouveau pouvoir républicain, et le quartier général de Kassel, place forte de l'état-major conservateur, est érigée au rang de symbole : « Le soir Ebert parla comme à son habitude avec Kassel [...] sur la ligne téléphonique secrète 998 qui, depuis la guerre, reliait la chancellerie au QG » (PT 33). Celui qui a proclamé la république s'entretient ainsi avec ceux qui la contestent de toutes leurs forces : l'ordre nouveau se soumet, volontairement, à l'ordre ancien. La trahison est entière : au lieu de se tourner vers l'avenir, le nouveau gouvernement se tourne vers le passé.

L'enquête menée par le roman engagé des années 1930 autour de la Première Guerre mondiale dépasse donc formidablement l'établissement

7. Luc Boltanski, *Énigmes et complots. Une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard, « Nrf essais », 2012, p. 158.

8. Luc Boltanski, *Énigmes et complots...*, op. cit., p. 167.

d'une chronologie. Elle ne met pas simplement au jour l'enchaînement d'une catastrophe à une autre. En s'interrogeant sur ce qui a rendu possible le désastre de la Première Guerre mondiale, ce sont les ordres établis dans leur ensemble qui sont remis en cause. L'entreprise généalogique fait en effet apercevoir que la catastrophe est intimement liée aux pouvoirs en place, reposant sur l'alliance illégitime d'intérêts contraires, signant le dévoiement des principes républicains et démocratiques. L'enquête du roman engagé est donc aussi politique qu'historique. Elle ne se contente pas de restituer une certaine intelligibilité de l'événement : elle établit les responsabilités et dresse la liste des coupables. Permettant l'observation de mécanismes sociaux et politiques tout prêts à se redéployer – typiquement capitalistes selon Aragon, typiquement allemands selon Döblin –, la plongée dans l'histoire récente n'est donc pas un détour : elle est accusation permanente.

En élargissant le cadre chronologique et en réinscrivant le premier conflit mondial dans son contexte (impérialisme et colonialisme figurent en bonne part), le roman engagé élargit aussi les termes de l'analyse, inévitablement historique mais surtout intrinsèquement politique. Loin de constituer l'apogée de l'union nationale, la Première Guerre mondiale y figure comme un outil de démonstration politique et,

à ce titre, de l'engagement littéraire. Si les mécanismes dévoilés par le romancier français et par le romancier allemand diffèrent, l'enjeu reste constant : il s'agit de dénoncer les coupables, passés et présents, et non de déplorer ; de comprendre et non de commémorer.

« FAIRE ÉCLATER LE CONTINUUM DE L'HISTOIRE » OU FAIRE SURGIR LES POSSIBLES

Dès lors, le roman engagé des années 1930 enrôle le geste historiographique dans « la lutte contre le fascisme »⁹ appelée de ses vœux par Walter Benjamin. « Avec l'histoire, on veut quelque chose »¹⁰, prévenait Döblin. Contestation de la prétention à l'objectivité, cette affirmation est aussi revendication de la dimension militante du recours à l'histoire, détachée de la description événementielle. S'il est vrai que « l'histoire [...] se charge de pas mal des idées des hommes »¹¹, selon les mots d'Aragon, le roman historique entend réinvestir ce pouvoir d'influence. Outil de compréhension et de dénonciation, le roman historique est aussi outil de mobilisation.

En livrant leur propre interprétation de la Première Guerre mondiale, qui est aussi celle de leur camp politique, Aragon et Döblin s'inscrivent ainsi dans la perspective exposée par Walter Benjamin dans son texte « Sur le concept d'histoire » : la démarche

historienne ou historiographique peut, doit, être un instrument efficace dans la lutte idéologique et politique contre le fascisme. Il est frappant de constater, dans cet article rédigé dans les premiers mois de 1940, le lien établi entre l'urgence présente et la nécessité du souvenir historique : faire de l'histoire et s'engager dans le temps présent ne font qu'un. L'adversaire l'a d'ailleurs compris, et le premier danger auquel répond la démarche historique, c'est celui de la confiscation du passé – et de ses morts – par la classe dominante. C'est au moment où retentit la menace de sa réduction au rang de justification du pouvoir en place que l'entreprise historique prend tout son sens, devient intrinsèquement résistance.

Aussi le roman engagé des années 1930 substitue-t-il au discours causal, énumérant dates importantes et grandes actions¹², l'évocation de silhouettes anonymes, surgissant brutalement dans les récits romanesques pour en disparaître aussitôt. C'est le jeune Badois dont le narrateur aragonien se souvient soudain dans les dernières pages des *Cloches de Bâle* :

« [...] C'était un Badois, ce gosse de la classe 19. [...] quand ce garçon de dix-neuf ans, perdu, aveuglé, arriva sur nous qui étions à l'abri du talus de la route, les mains lancées en avant, je vis qu'il avait quelque chose d'anormal au visage. Un instant il hésita, puis comme quelqu'un qui a très mal à la tête, il porta sa paume

gauche à son visage et le serra un peu dans ses doigts. Quand sa main redescendit, elle tenait une chose sanglante, innommable : son nez. Ce qu'il était advenu de sa figure, pensez-y un peu longuement... » (LCB 998)

Anonyme, celui que la propagande avait défini comme l'ennemi devient un simple soldat : plus d'allié ou d'ennemi, mais un corps en décomposition ; point d'héroïsme, mais les indescriptibles ravages de la guerre. Par instant, le roman engagé rend visibles ces anonymes que les grands hommes au pouvoir mis en scène préfèrent souvent ne pas voir. Ce souci de rendre chair aux anonymes de l'histoire, de les arracher au statut d'abstractions auquel les avaient confinés les puissants et l'histoire officielle telle que ceux-ci l'écrivent anime aussi Döblin. À nouveau, c'est dans l'évocation de la Première Guerre mondiale que cette préoccupation prend corps, dans le refus de circonscrire son récit à l'égrenage de batailles et de généraux. Entre les chapitres « Écrasante défaite » et « À terre » de *Bourgeois et soldats* alternent le récit historique tel qu'il pourrait figurer dans un mauvais manuel (exposé de la stratégie militaire du général Ludendorff et de la contre-offensive, énumération des divisions et des villes à défendre ou à conquérir), et un récit qui, à l'époque, n'a trouvé sa place que dans le roman : celui qui s'attache aux civils, aux flots de réfugiés dont la vie est anéantie par les protagonistes du chapitre précédent :

9. Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », *art. cit.*, p. 430.

10. Döblin, « Le roman historique et nous », *Aufsätze zur Literatur*, Fribourg, Olten, 1963, p. 173. Je traduis.

11. Aragon, « Le roman terrible », *Europe*, n° 192, décembre 1938, cité dans la biographie de Pierre Daix, *Aragon*, Paris, Tallandier, 2005, p. 373.

12. C'est ainsi que nos romanciers ont tendance à caricaturer le discours historien, pour mieux s'en distinguer : il s'agit là d'une stratégie, d'une vision elle-même engagée de l'entreprise historiographique, et non d'une description objective de cette dernière.

« Comment cependant rivaliser de vitesse avec les balles, les bombes et les grenades ? Comment éviter d'être pris et broyé entre les deux fronts ? On s'enfuit à pied, en charrette, les enfants aux bras, les lits sur le dos, pour tomber au milieu des nouvelles lignes allemandes. » (B&S 220)

Reconfigurer le partage du « sensible » historique, pour reprendre l'expression de Jacques Rancière, c'est à la fois se choisir les bons héros et inscrire dans la mémoire romanesque le sort d'anonymes voués à l'oubli : Döblin et Aragon élaborent dans leurs romans une « histoire justicière », maraudant dans ce qui constituait encore dans les années 1930 les marges et les silences de la grande Histoire¹³.

Le roman historique entretient donc un lien particulier avec l'engagement, dès lors qu'il partage une conception agissante du recours à l'histoire et entend participer à la mobilisation du passé dans le combat présent. L'objet historique n'est pas coupé du moment depuis lequel il est envisagé. Le détour par le passé permet de démontrer à la fois la permanence de certains (dys)fonctionnements et la possibilité de la lutte. C'est l'objet qu'assigne Döblin au roman historique de l'exil :

« Le combat infatigable de tous, surtout des pauvres et des dominés, pour obtenir la liberté, la paix, une véritable société, à l'unisson avec la nature,

donne assez d'exemples de vaillance, de force et d'héroïsme. »¹⁴

À défaut d'un ancrage dans l'espace, dont l'exilé est par définition privé, le roman historique offre un ancrage dans le temps plus ou moins long des luttes collectives. Le combat présent est ainsi doté d'une profondeur et d'une ampleur invisibles au premier abord : la solidarité de ceux qui luttent est non seulement internationale, mais elle est aussi « intertemporelle », tissant des liens qui ne sont pas circonscrits au présent. Du même coup, les lutteurs d'aujourd'hui sont moins seuls qu'ils ne le redoutent : leurs rangs sont gonflés de tous ceux qui ont lutté hier. À l'histoire donc de convaincre – et en premier lieu de la possibilité de la lutte. Elle se révèle plus riche de modèles que ne sauraient l'être les fictions romanesques : Jaurès, Clara Zetkin (*Le Monde réel*), Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg (*Novembre 1918*) y surgissent comme autant de phares dont la lumière – celle de leur courage mais aussi de leurs analyses et de leurs engagements – continue de briller.

L'histoire collective telle qu'elle est déclinée par *Le Monde réel* et *Novembre 1918* ne se résume pourtant pas à un réservoir d'exemples à suivre ou d'enseignements transhistoriques : en s'emparant du passé national récent, les deux cycles mettent en évidence la nécessité de continuer une lutte qu'aucun prétendu « progrès » ne saurait éteindre. C'est à cette condition que ces

romans peuvent être qualifiés à la fois d'historiques et d'engagés. Destinés à comprendre « comment en est-on arrivé là », les cycles envisagés frôlent en effet à chaque instant la tentation du déterminisme : exposant mécanismes et engrenages, élaborant des relations de causalité entre tel état de fait (dévoiement des principes démocratiques, suprématie du système capitaliste) et tel événement (le déclenchement de guerres mondiales, la confiscation d'un mouvement révolutionnaire), les fresques semblent démontrer le caractère inévitable de ce qu'ils décrivent et annoncent. Explorant les ressorts de « la machine infernale » (Aragon), elles en décrivent aussi la puissance redoutable. L'engagement ne fait guère bon ménage avec le fatalisme – que celui-ci soit d'un joyeux optimisme ou d'un accablant pessimisme : il requiert la conviction qu'il est possible d'influencer l'histoire, dans un sens contraire à celui qui est décidé par les pouvoirs en place ; le roman historique engagé requiert, quant à lui, la conviction qu'une autre histoire était possible.

Aussi, en même temps qu'ils dévoilent les impitoyables mécanismes de la catastrophe, Aragon et Döblin ménagent-ils la possibilité d'un espoir, plus ou moins ténu selon les cycles romanesques, maintenant l'hypothèse d'une action efficace : « [...] dans cette époque de fatalisme, nous avons à révéler au lecteur, en chaque cas concret, sa puissance de faire et de défaire, bref, d'agir »¹⁵, écrira Sartre quelques années plus tard. La marge est mince :

les démonstrations romanesques font si bien la preuve de la force infiniment supérieure des pouvoirs dominants, qu'elles n'accablent pas seulement ceux qu'elles accusent, mais aussi ceux qu'elles devraient encourager. Pourtant, la marge existe. D'abord, les romans « désacralisent » la machine infernale en lui donnant un visage, ou plutôt des visages, tout à fait humain : la fatalité qui semble s'abattre sur le temps des intrigues n'est pas une force aveugle, divine et arbitraire ; elle résulte de décisions tout humaines, de volontés individuelles. Le combat peut dès lors ne pas être tout à fait inégal : les puissances supérieures ne le sont pas par nature, elles peuvent donc être renversées. En témoigne la personnalisation accomplie par les romans, qui font de certains personnages l'incarnation en même temps que la quintessence des mécanismes décrits et décriés : Ebert dans *Novembre 1918* et le cercle qui gravite autour de Quesnel dans *Le Monde réel* sont désignés comme les responsables des situations envisagées, et donc comme des individus à abattre. Les cycles romanesques ne sont pas des appels au meurtre, mais ils sont appels au combat, rendu au champ des possibles. Aussi l'annonce du pire n'éclipse-t-elle pas la possibilité d'un autre avenir : c'est « la femme de demain » (LCB 1001), célébrée alors que résonne le tocsin de Bâle.

Plus encore : non seulement les catastrophes et les défaites ne viennent à bout ni des résistances ni des espoirs, mais elles n'étaient pas inévitables.

13. Il va sans dire que la démarche historique d'aujourd'hui n'a rien de commun avec cette vision réduite et réductrice qu'en donnent, dans les années 1930, Aragon et Döblin.

14. Döblin, « Le roman historique et nous », *art. cit.*, p. 186. Je traduis.

15. Jean-Paul Sartre, *Qu'est-ce que la littérature ?*, Paris, Gallimard, « Folio essais », 1985 [1947], p. 288.

Si les aboutissements historiques des intrigues romanesques illustrent la puissance du mécanisme de la domination, ils n'effacent pas tout à fait les possibles de l'histoire, à l'image de la conclusion définie par Paul Ricœur dans *Temps et récit* :

« Suivre une histoire, c'est avancer au milieu de contingences et de péripéties sous la conduite d'une attente qui trouve son accomplissement dans la conclusion. Cette conclusion n'est pas logiquement impliquée par quelques prémisses antérieures. Elle donne à l'histoire un "point final", lequel, à son tour, fournit le point de vue d'où l'histoire peut être aperçue comme formant un tout. Comprendre l'histoire, c'est comprendre comment et pourquoi les épisodes successifs ont conduit à cette conclusion, laquelle, loin d'être prévisible, doit être finalement acceptable, comme congruente avec les épisodes rassemblés. »¹⁶

Les romanciers font comprendre « comment et pourquoi les épisodes successifs ont conduit à cette conclusion » ; mais ils n'oublient pas qu'une autre « conclusion » aurait pu s'imposer : la cohérence de la démonstration n'exclut pas l'évocation d'autres possibles. Le roman historique engagé se permet d'envisager ce qui aurait pu se passer, infiniment plus libre et plus libérateur en

cela que le discours historique – tel, du moins, que le conçoivent nos romanciers pour mieux s'opposer à lui. Savourant la liberté que leur accorde le « mentir-vrai » romanesque, Aragon et Döblin utilisent la marge inhérente à l'écriture fictionnelle, affranchie des obligations méthodologiques de la science historique, pour « faire éclater le continuum de l'histoire »¹⁷, selon les mots de Benjamin, et rappeler la possibilité d'une histoire alternative.

Novembre 1918 et le premier *Monde réel* replongent ainsi dans ce que l'historien allemand Reinhart Koselleck nomme « le futur passé »¹⁸ ou « horizon d'attente » et que décrit ainsi Antoine Prost :

« L'horizon d'attente est la présence pour eux [les hommes du passé], du futur : un horizon qui ne se découvre jamais dans son ensemble, comme l'historien peut aujourd'hui le voir, mais qui se laisse concrètement appréhender par éléments successifs : les hommes du passé devront attendre pour le découvrir. Ce futur passé est fait d'anticipations, d'alternatives possibles, d'espoirs et de craintes. »¹⁹

Le tour pris par le cours de l'histoire n'était qu'une option, puissante et cohérente certes, mais une option parmi d'autres seulement : l'aboutissement est logique, il n'était pas inévitable.

Mêlant à leur connaissance de l'avenir historique la méconnaissance qui est celle des personnages, Aragon et Döblin représentent l'histoire telle qu'elle s'est déroulée tout en évoquant la façon dont elle aurait pu – et aurait dû – se dérouler : si les voix de Jaurès, de Liebknecht, de Clara Zetkin et de Rosa Luxemburg avaient été entendues, un autre dénouement serait advenu – infiniment préférable à la catastrophe qui s'est imposée.

En faisant résonner ces voix, les romans esquissent une sorte de « what if history », une discrète histoire contre-factuelle, qu'il revient au lecteur d'imaginer en se faisant « le détecteur des possibles enfouis dans le passé effectif »²⁰ évoqué par Paul Ricœur : arrachés à l'oubli, ces possibles non accomplis peuvent inspirer l'avenir. Or, en ouvrant l'espace du possible, le roman historique ouvre celui de l'engagement. Le détour par l'histoire nationale récente et le gouffre de la Première Guerre mondiale n'est donc pas seulement appel

à la transposition : il est aussi appel à l'imagination – politique – du lecteur. L'auteur de *Temps et récit* fait du passé une promesse de l'avenir :

« Il faut lutter contre la tendance à ne considérer le passé que sous l'angle de l'achevé, de l'inchangeable, du révolu. Il faut rouvrir le passé, raviver en lui des potentialités inaccomplies, empêchées, voire massacrées. Bref, à l'encontre de l'adage qui veut que l'avenir soit à tous égards ouvert et contingent, et le passé univoquement clos et nécessaire, il faut rendre nos attentes plus déterminées et notre expérience plus indéterminée. »²¹

Cette obligation de « rouvrir le passé », d'en rappeler la multiplicité des acteurs et des rêves, le roman historique engagé des années 1930 la remplit, transfigurant le passé national en champ des possibles alors même qu'il le décrit comme un champ de ruines : à n'en pas douter un enseignement véritablement transhistorique.

16. Paul Ricœur, *Temps et récit*, t. 1. *L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, « Points essais », 1991 [1983], p. 130.

17. Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », art. cit.

18. C'est le titre d'un de ses ouvrages : Reinhart Koselleck, *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, traduit de l'allemand par Jochen et Marie-Claire Hoock, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990.

19. Antoine Prost, *Douze Leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, « Points histoire », 1996, p. 181.

20. Paul Ricœur, *Temps et récit*, t. 3. *Le temps raconté*, Paris, Seuil, « Points essais », 1985, p. 347.

21. *Ibid.*, p. 390.

EJ La guerre de Corée, ou comment périodiser une guerre civile inter-étatique

Laurent QUISEFIT - Chercheur associé, centre de recherches sur la Corée (EHESS, UMR 8173, Chine, Corée, Japon).

Résumé : La guerre de Corée est traditionnellement limitée à la séquence 1950-1953. Pourtant, les racines du conflit tiennent à l'établissement, en 1948, de deux États coréens revendiquant une même légitimité sur la totalité de la péninsule. Si la guerre conventionnelle commence le 25 juin 1950, les tensions commencent réellement à partir de 1948 ou même, sous certains aspects, dès 1947. Insurrections régionales, conflits frontaliers, attentats politiques, grèves et apparition de maquis sont les éléments constitutifs d'une guerre civile coréenne quelque peu occultée par l'internationalisation du conflit à partir de juillet 1950. D'autre part, si l'armistice du 27 juillet 1953 a mis fin à ce que certains ont appelé « une guerre chaude », les tensions se sont succédé sous différentes phases le long du 38^e parallèle. Échanges de tirs et incidents de frontière ont plus récemment dessiné les contours plus flous d'une « seconde guerre de Corée » tandis que certains auteurs préférèrent parler de « guerre inachevée ».

Summary: The Korean War is traditionally included in the 1950-1953 sequence. Though this period is well suited to deal with the internationalization phase of the conflict, with UN forces and Chinese army interventions, it does not fit well with the Korean internal situation. Divided into two States dominated by opposed ideologies, capitalism and communism, the conflict flared since the official establishment and partial recognition of these two states by their tutelary powers, the USA and the USSR. Actually from the spring of 1948, in the context of the legislative elections to be held in May in the southern zone, political troubles, demonstrations and strikes, or even local insurgencies emerged. Then, in 1949, a border conflict burst out while guerillas groups raided local administrations. In fact, from 1948 to June 1950, an all-out civil war situation existed to some an extent in Korea, while most of the leftist political dissidents were imprisoned by the Seoul government. It is therefore important to consider anew this situation, in order to analyse deeper the chronology of the Korean conflict, which is too often considered only in its US and UNO implications, namely its phase of internationalization.

Mots-clés : Corée du Nord, Corée du Sud, guerre de Corée, guerre froide, guerre totale, guerre limitée, hostilité.

Toute guerre est à la fois un aboutissement et un commencement. Elle possède un début et une fin. C'est du moins l'usage historiographique et didactique qui consiste à en définir aussi étroitement les contours, pratique rassurante et commode, anciennement établie. Or, il est des cas qui résistent au séquençage simple, quand bien même l'historiographie a bien voulu définir une période claire pour l'observation du phénomène considéré.

La guerre de Corée est habituellement cantonnée à la période 1950-1953. Pourtant, les racines du conflit tiennent à l'établissement, en 1948, de deux États coréens revendiquant une même légitimité sur l'ensemble de la péninsule. Si la guerre généralisée commence effectivement le 25 juin 1950, les tensions débutent réellement à partir de 1948. Insurrections régionales, grèves et guérilla sont les éléments d'une guerre civile coréenne occultée par l'internationalisation du conflit à partir de juillet 1950.

D'autre part, l'armistice du 27 juillet 1953 n'a pas résolu la question coréenne. Échanges de tirs et incidents de frontière dessinent les contours flous d'une « seconde guerre de Corée » ou d'une « guerre inachevée ».

La question du séquençage revêt donc une importance aussi grande dans l'analyse de cette situation que celle des différents angles de perception du conflit. En effet, quelle fut la nature profonde de la guerre de Corée ? Une guerre civile ? Une guerre internationale ? Une guerre

limitée à l'âge atomique ? Une guerre totale ? L'historiographie occidentale a le plus souvent limité la perception du conflit à sa forme internationale, c'est-à-dire à ses aspects les plus vastes et les plus visibles.

DE 1945 À LA DIVISION

Le conflit coréen, « événement monstre »¹ aux ramifications multiples, possède trois natures profondes : il est le résultat malheureux du règlement d'un problème tactique de la guerre du Pacifique, touche à la liquidation malhabile de l'Empire japonais et participe d'une gestion maladroite de l'après-guerre. Il marque aussi une escalade dans ce que l'on a coutume d'appeler la Guerre froide, malgré l'inadéquation de cette expression, non seulement en Asie, mais partout ailleurs où la « guerre froide », conçue dans une perspective occidentale, fut singulièrement intense². Enfin, il débute par la tentative d'un des deux États coréens de réunifier la péninsule, injustement divisée après la Libération de 1945. Il s'agit alors non seulement de reconstituer la communauté nationale, mais aussi de retrouver la complémentarité économique entre un Nord industrialisé et un Sud majoritairement agricole.

La colonisation japonaise n'avait pas remis en cause l'unité territoriale de la péninsule, dont le principe était acquis depuis 668 de notre ère. Russes et Américains avaient fixé au 38° parallèle la limite de leurs zones de compétence mais, dans l'esprit des décideurs du

Pentagone, la démarcation avait été décidée dans l'urgence, à quelques jours de la capitulation japonaise, et devait être une mesure administrative temporaire.

En 1950, l'essentiel des conflits du Sud était lié au maintien en service de la police coloniale et à ses pratiques coercitives, à la situation économique, au besoin de réformes sociales, largement freinées par les propriétaires terriens, en dépit d'intenses transferts de biens coloniaux aux Coréens.

Pour la majorité des Coréens, la division était une aberration. Kim Kyu-sik (1881-1950) avait même déclaré devant la Commission temporaire des Nations unies (UNTCOK) :

« Historiquement, la Corée n'a jamais été divisée en Nord et Sud. [...] La ligne du 38° a été fabriquée par les Américains et les Soviétiques, ce ne sont pas les Coréens qui l'ont installée. C'est pourquoi cette frontière du 38° doit être supprimée, il faut que les responsables [de cette situation] réparent leurs erreurs. »³

Si les moyens mis en œuvre sont contestables, la décision de Kim Il-sŏng d'envahir le Sud pour réunifier la péninsule reste logique et s'inscrit dans une course de vitesse avec le Sud. Le président sudiste Rhee, natif de Haeju, ville du Nord, aspirait à cette réunification et multipliait les déclarations tonitruantes à propos d'une réunification armée, de sorte

que Washington, craignant une initiative dangereuse, ne lui avait pratiquement pas fourni d'armes lourdes ni de chars⁴.

Traditionnellement, la guerre de Corée commence le dimanche 25 juin 1950, avec l'invasion de la République de Corée (Sud) par la République populaire de Corée (Nord). Si aucun des deux États n'a de réelle légitimité, la Corée du Sud, qui abrite les deux tiers de la population du pays (env. 20 millions en 1949), a été reconnue par l'ONU en décembre 1948. L'agression de juin provoque ainsi la convocation du Conseil de sécurité, duquel l'URSS est absente pour protester contre l'occupation du siège de la Chine par Taiwan. Trois résolutions fondatrices sont votées sans opposition les 25 et 27 juin, puis le 7 juillet. Après avoir condamné l'agression et demandé à l'agresseur de se retirer le 25 juin (26 juin, heure de Séoul), le Conseil appelle les États membres à porter assistance à la République de Corée le 27 juin. Or, le même jour (28 juin, heure de Séoul), les Nord-Coréens ont pris Séoul. Le 7 juillet, une nouvelle résolution demande que le commandement de l'armée de l'ONU soit confié aux États-Unis.

La République de Corée combat seule jusqu'au 1^{er} juillet. Avec l'intervention militaire de l'ONU, le conflit s'internationalise : la stricte phase internationale du conflit correspond donc à une séquence allant du 1^{er} juillet 1950 au 27 juillet 1953⁵.

1. Pierre Nora, « L'événement monstre », *Communications*, n° 18, 1972, « L'événement », pp. 162-172.

2. Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans*, Paris, Fayard, 2001, p. 9.

3. Yi Myŏng-hwa, *Kim Kyu-sik ui saengae wa minjok undong*, Tongnip kinyŏm-gwan Han'guk tongnip undong -sa yŏn'gu-so, 1992, p. 178.

4. Cho Sŏng-hun, *Hanmi kunsu kwangye ūi hyŏngsŏng gwa paljŏn*, Séoul, Kukpangbu kunsu p'yŏch'an yŏn'guso, 2008.

5. *Korea 1950*, Department of the Army, Washington D.C., cité par Allen S. Whiting, *China Crosses the Yalu. The Decision to Enter the Korean War*, Stanford, Stanford University Press, 1960, p. 56.

En octobre 1950, lorsque l'offensive finale de MacArthur balaye les dernières troupes nord-coréennes dans l'extrême-nord du pays, Mao Zedong lance l'offensive de l'armée des « volontaires chinois », corps-expéditionnaire dont le nom masque l'entrée en guerre réelle de la Chine communiste. Sous la poussée des Chinois et l'effet du froid, les États-Uniens sont contraints à une piteuse retraite tandis que le général MacArthur dénonce l'entrée dans une guerre « entièrement nouvelle ». Pour la Chine populaire, la guerre de Corée commence donc en octobre.

L'analyse de l'historiographie relative au conflit coréen montre que chacun tend à analyser ce conflit en fonction de sa propre perception des faits : les historiographies restent de fait encore très nationales. Ainsi l'Américain David Rees, en 1964, parlait de guerre limitée⁶. Or, si la guerre de Corée fut bornée à la péninsule de Corée et si l'armée de l'ONU n'engagea pas toutes ses forces dans la bataille, le conflit coréen fut aussi une guerre totale, car les deux États coréens engagèrent chacun leur survie dans ce conflit.

La guerre de Corée est un conflit complexe, guerre civile et affrontement des blocs, guerre totale⁷ et guerre limitée, où plane aussi l'ombre des armes atomiques. En outre, le conflit coréen fut

l'occasion de revenir à une conception de la guerre qui ne visait plus l'anéantissement de l'adversaire : une forme de combat qui laissait aussi la place au dialogue des puissances tutélaires des deux Corée, et qui acceptait en dépit des sacrifices, le retour au statu quo ante bellum.

Pourtant, c'est ailleurs qu'il faut rechercher un commencement plus pertinent. La guerre de Corée n'a pas éclaté dans un ciel serein. Il faut revenir au lendemain de la Libération pour saisir les racines du conflit.

LE SUD, AVANT-GUERRE

La rigidité doctrinale, le manque de représentativité d'autorités incapables de comprendre les aspirations réelles de la population, les méthodes répressives de la police en zone Sud sont des facteurs aggravants du conflit social qui agite la Corée du Sud dès 1946. Le rôle des réfugiés de la zone Nord, arrivant par milliers au Sud après la fin de la guerre du Pacifique⁸, via un 38^e parallèle encore poreux, est prépondérant dans cette répression des aspirations réformistes en zone Sud. Anciens collaborateurs pro-japonais ou propriétaires terriens, ce groupe des « réfugiés du Nord »⁹ est très actif et mène une guerre acharnée contre tout ce qui ressemble à

un sympathisant communiste. Le cycle de l'action et de la répression induit une surenchère qui débouche sur des massacres croisés par les partisans des deux camps¹⁰.

L'enchaînement des incidents, la collusion idéologique et maffieuse entre la police et les conservateurs, la corruption, poussent des idéalistes et des victimes d'exactions à rejoindre les maquis communistes.

Le blocage du fonctionnement de la commission mixte destinée à harmoniser les relations entre les deux zones d'occupation, dès avril 1947, est l'occasion d'en appeler à l'ONU et de proposer la tenue d'élections générales afin d'élire une assemblée constituante. Le refus des autorités soviétiques de laisser la commission onusienne ad hoc opérer au Nord débouche sur l'organisation d'élections séparées, dans la seule zone Sud. Aussitôt, la branche méridionale du Parti du travail de Corée, Nam Chosŏn rodong-dang, entre en action pour saboter la consultation : en quatre mois, on dénombre 543 attaques contre des postes de police et des administrations, 505 manifestations, et 721 morts recensés¹¹.

Le gouvernement élu en 1948 est confronté à des violences sporadiques jusqu'en 1950. Le 12 mai 1950, le président

Syngman Rhee¹², dénonçant les tirs sporadiques sur le 38^e parallèle, fustige devant la presse l'attitude américaine envers la Corée du Sud en des termes aussi fermes que sarcastiques :

« Notre guerre actuelle n'est pas une guerre froide¹³ mais une guerre où l'on tire réellement. Nos troupes prendront toutes les contre-mesures possibles. Je pense que préparer de telles contre-mesures est le devoir de nos soldats, pour notre auto-défense. La Corée du Nord se concentre près du 38^e parallèle. Je ne pense pas que ces troupes se concentrent près du 38^e parallèle pour envahir le Japon ou la Chine... »¹⁴

Pour le président sud-coréen, la guerre a déjà commencé. D'ailleurs, le gouvernement sud-coréen, inquiet des mouvements de troupes du Nord, réclame en vain des armes lourdes et des avions à Washington.

PETITE GUERRE ET PARTISANS COMMUNISTES

L'analyse de l'activité des guérillas avant et après le conflit coréen, offre des perspectives de séquençage alternatif du conflit intra-coréen.

La guérilla¹⁵, au Sud comme au Nord du pays, est un élément précieux pour

6. David Rees, *Korea : The Limited War*, New York, Macmillan, 1964.

7. Nous entendons ici la « guerre totale » comme un conflit d'une forte intensité de violence n'épargnant pas les populations civiles.

8. Cette dénomination n'est pas adaptée à la guerre menée par le Japon en Chine (1937-1945) et aux combats contre l'URSS (1938 et surtout 1939).

9. Ceux-ci avaient des milices paramilitaires. Le *Korean National Youth Corps* comptait 300 adhérents en 1946, mais 300 000 hommes dès 1947. Im Chŏmyŏng, *Chosŏn Minjok ch'ŏngnyŏndan yŏn'gu* (Recherches sur les Organisations de jeunesse coréennes), cité par Park Myung-lim, « Interpreting State Formation in Korea, 1945-48 », *Korean Social Science Journal*, vol. XXIII, 1997, p. 123.

10. Kim Sam-ung, *Haebang-hu yangmin haksal-sa* (Histoire des massacres de civils après la Libération), Séoul, Garam Kihoek, 1996. Kang P'yŏng-wŏn, *Chiri-san k'illing p'ildŭ* (Chiri-san Killing Fields), Séoul, Sunyoung-ha, 2003.

11. Park Myung-lim, « Interpreting State Formation in Korea, 1945-1948 », *op. cit.*, p. 135.

12. En coréen, Yi Sŭng-man (le nom précède le prénom).

13. L'expression a été popularisée par le journaliste Walter Lippmann, reprenant Bernard Baruch.

14. *Foreign Relations of the United States*, 1950, vol. VII, p. 85.

15. On utilise en Corée les mots *gerilla*, *pparchisan jŏn* (guerre de partisans), et aussi le sino-coréen *yugyŏk-jŏn*.

affiner notre réflexion sur la périodisation. Si la drôle de guerre créée par la présence de maquis dans le Sud de la Corée (régions de Chŏlla et de Kyŏngsang), de 1948 à 1950, marque une phase moins sanglante que la guerre de Corée stricto sensu, le conflit, d'intensité encore faible, est déjà préoccupant. En effet, si le fonctionnement du jeune État sud-coréen reste assuré pendant la journée, la nuit appartient aux partisans communistes¹⁶.

Les premiers maquis apparaissent en 1948 à Chejudo, la grande île du sud-ouest. Le mécontentement social et les bavures policières successives entraînent l'insurrection du 3 avril 1948¹⁷, dans un contexte marqué par l'organisation des élections législatives générales prévues pour mai 1948 en zone Sud, seule ouverte aux membres de la Commission temporaire de l'ONU.

La crise de Chejudo est aussi l'élément déclencheur de la guérilla continentale. En octobre 1948, la mutinerie d'un régiment refusant d'embarquer pour Chejudo embrase la région de Yŏsu, nécessitant l'envoi de renforts de police. Les mutins assassinent des policiers et des notables conservateurs puis se replient sur les monts Chiri. D'autres maquis se forment dans le Sud de la péninsule, attaquant villes et symboles du pouvoir.

Les forces de police, renforcées par des milices paramilitaires fanatiques, gagnent lentement en efficacité. En 1948, les effectifs de la guérilla

sur le continent oscillent entre 1700 et 2000 hommes, mais l'activité des partisans et une répression peu habile laissent le mouvement s'étendre.

On peut déterminer trois phases dans l'activité des guérillas avant le 25 juin :

- d'octobre 1948 à mai 1949, les guérillas sont principalement regroupées dans les monts Chiri, Osadae, et T'aebaek,
- de juin 1949 à janvier 1950, les partisans sont soutenus par des unités spécialisées, venues du Nord,
- de février à juin 1950, les maquis restent actifs.

À l'été 1950, les maquis font leur jonction avec les troupes nord-coréennes, mais la débâcle de l'armée du Nord après le débarquement de MacArthur à Inch'ŏn (septembre) disloque l'armée populaire dont des éléments isolés rejoignent les maquis¹⁸. De 1951 à 1952, les partisans terrorisent les campagnes du sud et de l'est de la Corée. À la fin de 1952, profitant d'une stabilisation durable du front, deux divisions sud-coréennes sont affectées à la répression des maquis. L'opération est un succès. Le nombre des partisans décroît rapidement : 4 793 hommes estimés début 1952 contre 978 en septembre 1953.

GUÉRILLA ANTICOMMUNISTE

La guérilla anticommuniste en Corée du Nord est moins connue que celle des partisans au Sud. Dès 1950, la province de Hwanghaedo (mer Jaune) est

16. Voir *Han'guk hyŏndae-sa 1*, Séoul, Pulpit', 1994, p. 295 et ss.

17. Paek Sŏn-yŏp, *Sillok Chiri-san* (Chronique véritable des monts Chiri), Séoul, Koryŏwŏn, 1992.

18. Paek Sŏn-Yŏp, *op. cit.*

le refuge de paysans fuyant la collectivisation et de réfractaires à la conscription. Avec le reflux allié suivant l'offensive chinoise, l'ONU est contrainte d'évacuer Pyongyang en décembre 1951 puis Séoul en janvier. Le front se stabilise en juin. Dès mai, des officiers états-unien organisent des unités chargées de renseignement, de sabotage et de harcèlement en Corée du Nord. Les îles littorales de Kanghwado, Paengnyŏngdo et Cho-do abritent les bases arrière de l'UNPIK (United Nations Partisans Infantry in Korea), dont les effectifs atteignent 22 000 hommes en mai 1953¹⁹. Si l'armistice de 1953 met fin au soutien logistique états-unien, il n'arrête pas les combats résiduels. Pour les guérillas, la guerre ne prend pas fin le 27 juillet 1953. Au Nord, le conflit se poursuit jusqu'en 1954 au moins. Au Sud, il connaît une certaine intensité jusqu'en 1956.

La périodisation des événements doit aussi prendre en compte l'intensité de l'action, car les derniers partisans au Sud sont pris en 1960. Ici se pose un problème méthodologique : doit-on considérer que cinquante hommes constituent un maquis ? Faut-il considérer uniquement les effectifs des partisans ou plutôt leur capacité d'action ? Il est difficile de trancher. Où se situe le seuil ? Le séquençage est d'autant plus complexe que les partisans et leur action sont plus discrets.

LA « SECONDE GUERRE DE CORÉE »

Guerre sans fin, le conflit coréen connaît des tensions intermittentes. Hostilité continue mais contenue²⁰, cette agressivité persistante s'est développée sur le 38^e parallèle, sensible cordon détonnant révélateur d'une irréductible fracture coréenne. Ces tensions sont autant marquées par les craintes des deux États que par les idéologies opposées qui s'expriment avec véhémence. Ces phases de tension récurrente qui scandent cet entre-deux indéchiffrable qu'est la non-paix et la non-guerre²¹ furent la cause de victimes civiles et militaires.

De 1964 à 2007, 370 militaires et 181 civils sud-coréens, 82 militaires américains et 872 Nord-Coréens ont péri dans les incidents frontaliers. Si on ajoute les 46 victimes de la corvette Chŏnan (perdue en mars 2010) et les Sud-Coréens tués lors du bombardement par la Corée du Nord de l'île de Yŏnpyŏngdo en 2010, le total, étalé sur 46 ans, approche les 1 555 victimes²². Certes, ces pertes sont sans commune mesure avec un conflit généralisé.

Les années 1990 et 2000 ont offert un regain d'hostilité intercoréenne, fruit de facteurs complexes, qui tiennent à la fin de la Guerre froide (chute de l'URSS, normalisation sino-sud-coréenne) et à la rupture des équilibres régionaux, dans lesquels la Corée du Nord se

19. Ben S. Malcolm, *White Tigers*, Washington DC, Brassey's Inc., 1996.

20. Laurent Quisefit, « La péninsule de Corée, entre "paix armée" et "guerre endémique", réflexion sur les définitions de paix et de guerre appliquées au cas coréen, de 1948 à nos jours », in Isabelle Chave, *Faire la paix, faire la guerre : approches sémantiques et ambiguïtés terminologiques*, édition électronique, Paris, Éditions du CTHS (Comité des travaux historiques et scientifiques), 2012, pp. 111-124.

21. Laurent Quisefit, *op. cit.*, p. 114.

22. *Ibid.*, p. 114.

trouva isolée, politiquement et économiquement. La Corée du Nord se vit contrainte d'explorer de nouvelles voies sécuritaires et de trouver de nouveaux partenaires économiques. En outre, les maladroites de Washington durant la mandature de George W. Bush, contrastant avec les avancées encourageantes de l'époque Clinton, attisèrent aussi les tensions.

Des incidents récents sont survenus en mer Jaune, en raison du contentieux territorial portant sur la Northern Limit Line (NLL), frontière contestée par la Corée du Nord²³. En

effet, de nombreux navires de pêche nord-coréens franchissent cette ligne, provoquant parfois des combats navals aussi brefs qu'intenses (de 2 à 20 minutes²⁴), mais parfois meurtriers.

Pourtant, les tensions observables depuis une vingtaine d'années ne sont rien en regard des incidents graves survenus dans les années 1960-1970. En effet, si les lendemains de la guerre de Corée²⁵ furent relativement calmes, des incidents sporadiques éclatèrent, dans le contexte de la guerre du Vietnam, avec un pic notable dans les années 1967-1968.

Incidents intercoréens (1966-1971)

	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Incident grave dans la DMZ	37	445	486	87	66	37
Incident grave en Corée du Sud	13	121	143	24	46	10
Échange de tirs dans la DMZ	19	122	236	55	42	31
Échange de tirs en Corée du Sud	11	96	120	22	26	6
Nord-coréens tués en Corée du Sud	18	228	321	55	46	34

Ch'ông Daehwa, « 7-4 kongdong sôngmyông ôi t'aedong gwa yusan : 10 nyôn hu-e bon 7-4 sôngmyông ôi yôksajôk chaejomyông » *Sahoe kwahak nonch'ông*, 1982, p. 33 ; cité par Hwang Su-hyôn, *Han-mi dongmaeng kaldûng-sa*, Han'guk haksul chôngbo, Paju-si, 2011, p. 98.

23. Terence Roehrig, « North Korea and the Northern Limit Line », *North Korean Studies*, spring 2009, pp. 8-21. [La NLL a été tracée unilatéralement par l'ONU en mer, en 1953, comme prolongement maritime du 38° parallèle. Elle n'est pas reconnue par la Corée du Nord, ndr.]

24. Quotidien *Han'guk Ilbo*, Séoul, 17 mai 2010.

25. Les Coréens appellent volontiers ce conflit *yuk.i.o tongnan*, à savoir « conflit (généralisé) du 25 juin ».

Qu'il s'agisse d'essais balistiques ou nucléaires, l'une des réponses apportées par la Corée du Sud et les États-Unis aux « provocations » du Nord est d'organiser des exercices navals de grande ampleur qui ne font rien pour apaiser les tensions. En effet, l'étroitesse des eaux territoriales des deux États ne permet pas toujours de disposer des 12 milles nautiques conventionnels : chacun bute donc sur l'autre, à très faible distance. La NLL est ainsi calculée depuis cinq îles sud-coréennes, qui étaient aussi des bases de guérilla anticommuniste pendant la guerre.

PERSPECTIVES

Raymond Aron avait remarqué comment les guerres s'enchaînent, c'est-à-dire comment le règlement imparfait d'un conflit détermine les conditions présidant à de nouvelles guerres²⁶, aux ressorts très différents mais néanmoins liés.

En effet, le traitement maladroit de la fin de la guerre du Pacifique en Corée, dû à l'urgence occasionnée par l'offensive soviétique, à la lassitude de la guerre et à l'ignorance des réalités historiques et sociales coréennes, mena à de graves erreurs d'appréciation. En outre, l'opposition des Russes et des États-Unis conduisit au blocage de la commission mixte et cristallisa les oppositions idéologiques en Corée même. L'erreur initiale fut d'accepter que chaque occupant mette en place son propre système d'administration dans sa zone d'occupation, sans confier

la gestion des affaires aux Coréens eux-mêmes, sous la supervision générale des autorités d'occupation.

Ce processus post-colonial fut aggravé par la condescendance coupable des Alliés, assortie du refus de reconnaître aux Coréens une légitimité politique, alors même qu'un État indépendant avait été fondé par les Coréens eux-mêmes dès la Libération, avant l'arrivée des troupes étas-uniennes. La mise en place d'une tutelle bipolaire ne pouvait que déboucher sur de graves difficultés d'harmonisation en cas de réunion. Dès 1946, les entités administratives mises en place au Nord et au Sud divergeaient déjà grandement, tout comme leur politique, ce qui incite à parler d'un traitement transitoire et à court terme de la question coréenne.

C'est surtout la nécessité de satisfaire la demande sociale de terminaison de la Seconde Guerre mondiale en Occident et de retour à la normalité qui explique la résolution à courte vue des questions immédiates, sans en envisager les conséquences possibles ni l'intérêt premier du peuple coréen.

L'entrave faite à la libre circulation des biens et des personnes entre les deux zones hypothéquait déjà la santé d'une économie dominée depuis la colonisation par la complémentarité entre le Sud agricole et le Nord industrialisé qui disposait de la totalité des centrales hydro-électriques, de l'industrie lourde et de la majorité des mines en activité. L'absence de techniciens coréens, l'arrêt des circuits d'approvisionnement, la hausse du

26. Raymond Aron, *Les Guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, « Nrf », 1951.

chômage et le mécontentement contre les collaborateurs pro-japonais toujours en place²⁷ favorisèrent l'instabilité politique et sociale qui alimenta les maquis du sud à partir de 1948.

L'armistice de 1953 ouvrit une ère de paix imparfaite marquée par des regains sporadiques de tension. Il ne signifia pas la fin totale des combats car la guérilla continua dans le sud au moins jusqu'en 1956²⁸ et probablement jusqu'en 1954 en Corée du Nord.

Il est patent que l'impossibilité de la réunification, née de l'échec de la guerre, participe du processus de construction nationale des deux entités coréennes. La persistance de l'Autre crée en même temps les conditions d'une mobilisation des forces vives de la nation – c'est encore vrai au Nord aujourd'hui – face à la menace du frère ennemi.

La veille vigilante et l'étatisme²⁹ virulent des deux parties restent scandés par des phases d'hostilité « chaude » avec un pic à la jointure des années 1960 et 1970, qui contrastent avec une longue période de « paix » armée. Ces tensions récurrentes qui scandent cet entre-deux indéchiffrable qu'est la non-paix et la non-guerre³⁰ ont occasionné des victimes civiles et militaires, sans atteindre celles d'un conflit généralisé.

Ces héritages des années 1950 sont un facteur persistant de l'hostilité coréenne et le rôle matriciel de la guerre est indéniable dans les incidents observés. Outil indispensable, mais imparfait de l'historien³¹, la périodisation doit rendre compte de phénomènes cohérents dans la séquence retenue. L'analyse dans le long terme de ces épisodes congestifs montre une nette résorption du nombre des crises depuis les années 1970 avec des phases de tension mais aussi de détente (sommets intercoréens de 2000 et de 2007, création d'une zone économique mixte à Kaesŏng).

L'examen des crises dans la longue durée trace les contours d'une hostilité coréenne inter-étatique, née de l'absurdité de la partition d'un même peuple par des puissances ambitieuses, opposées et dédaigneuses. En privilégiant leur propre intérêt au détriment de l'avenir d'un pays et d'une nation jugés en soi comme insignifiants, les puissances se débarrassèrent du problème qu'elles avaient créé, sans prendre la précaution d'en considérer ni le futur, ni l'intérêt direct de ses populations. Or, la tension locale eut des conséquences graves, non seulement en 1950, mais encore en 1968³², 1998³³, 2006³⁴, etc.

27. 78,6 % de l'administration coréenne du Sud était issue des cadres coloniaux. Park Myung-lim, *op. cit.*

28. Han'guk yŏksa yŏn'guhoe hyŏndae-sa yŏn'gu-ban, *Han'guk hyŏndae-sa*, Séoul, P'ulpit', 1994, p. 300.

29. La nation coréenne étant séparée en deux États, on ne pourra parler de « nationalisme ».

30. Laurent Quisefit, « La péninsule de Corée, entre "paix armée" et "guerre endémique"... », *op. cit.*, p. 114.

31. Jacques Le Goff, *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches ?*, Paris, Seuil, 2014.

32. La capture du navire espion *USS Pueblo* dans les eaux internationales par les Nord-Coréens mena aux portes d'une nouvelle guerre en Corée.

33. La Corée du Nord testa un missile à longue distance qui survola le Japon.

34. Année du premier test nucléaire nord-coréen.

CONCLUSION

La mise en perspective dans la longue durée, à partir de 1948, de cette hostilité inter-étatique met en évidence une montée des tensions culminant dans une guerre générale et internationalisée (1950-1953), puis montrant des phases de tension sporadique. Cette analyse permet un regard désoccidentalisé du conflit intra-coréen et révèle les dix années qui en constituent l'épisode majeur et traumatique, fondateur de l'identité coréenne contemporaine³⁵.

En outre, l'ampleur du phénomène en termes économiques et humains explique l'importance des questions militaires dans les deux Corée, processus dans lequel la souveraineté ne peut être transigée.

Les épisodes congestifs des années 1960-1970 et 2000-2010, ainsi que les phases de déflation tensionnelle (2000, 2007), sont corrélés à tant de facteurs, internationaux ou locaux, qu'il reste aussi utile de les étudier séparément, tout en reconnaissant leur appartenance à un phénomène d'hostilité persistante ancré dans la continuité.

Considérer le conflit coréen depuis 1948 et la fondation de deux États coréens, sur fonds de troubles politiques et sociaux, permet d'observer une surenchère qui brise une à une les normes sociales, polarise les

rancœurs et essentialise l'adversaire. Dans ce contexte, le Même devient un Autre radical, un alter ego antagoniste qui, conservant apparemment l'apparence de l'Identique, doit être éradiqué et vaincu ou absorbé par le Même³⁶, c'est-à-dire par le Nous, qu'il soit du Nord ou du Sud.

Dans un cadre régional élargi, l'analyse des phases de « petite guerre »³⁷ doit aussi être rapprochée de mouvements aux ressorts similaires qui agitent l'Asie orientale à la même époque. Si l'affrontement est-ouest noie les situations locales dans une logique planétaire, chacun des protagonistes locaux se cherche un protecteur capable de soutenir ses ambitions et de réaliser ses propres objectifs, y compris en forçant la main de ses « bienfaiteurs »³⁸ ; si, en Corée, les protecteurs furent imposés par la victoire de 1945 et se seraient peut-être contentés d'un statu quo armé comme en Europe, le rôle des leaders nationaux³⁹ reste d'une importance majeure dans les tensions confinées au Sud, l'action concertée des guérillas ou l'escalade qui, ouvrant la guerre conventionnelle en 1950, permit la radicalisation des deux régimes coréens. Ceux-ci se débarrassèrent physiquement et par expulsion migratoire de leurs opposants, la guerre permettant d'intenses circulations de populations chassées par les combats et les répressions croisées.

35. La partition du pays et la guerre de Corée occupent en partie la même niche créatrice dans la peinture, la littérature et le cinéma coréens que les deux guerres mondiales en France.

36. De nombreux Sud-Coréens furent enrôlés de force par la Corée du Nord à l'été 1950.

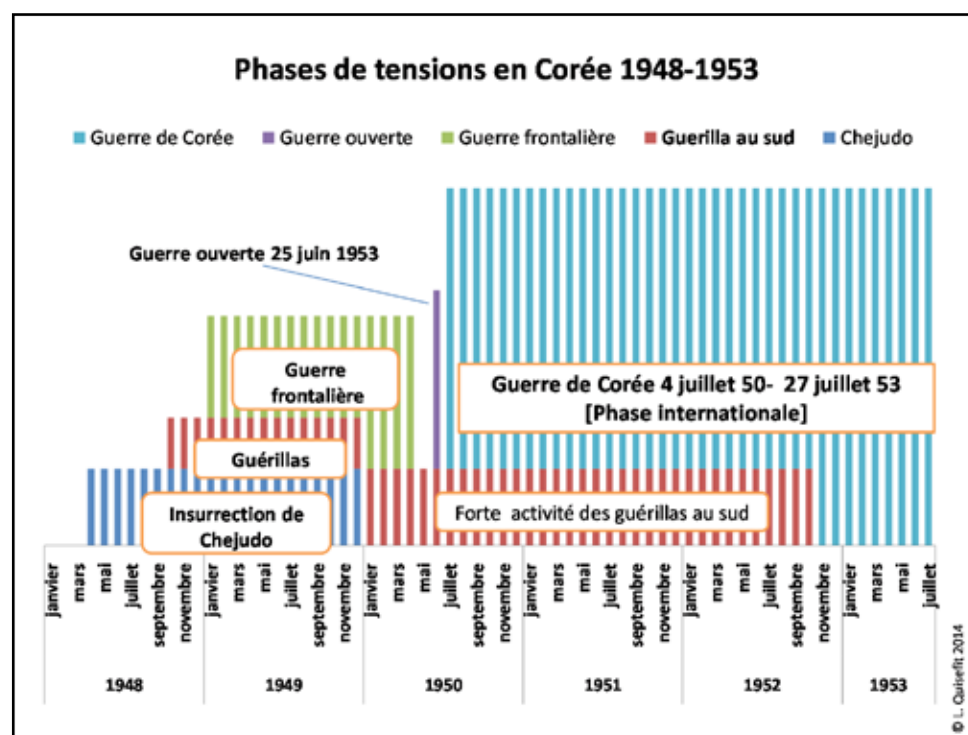
37. La petite guerre est menée par des unités mobiles, régulières ou irrégulières, selon le contexte.

38. En octobre 1950, Syngman Rhee envoie ses troupes au Nord sans attendre le vote de l'ONU.

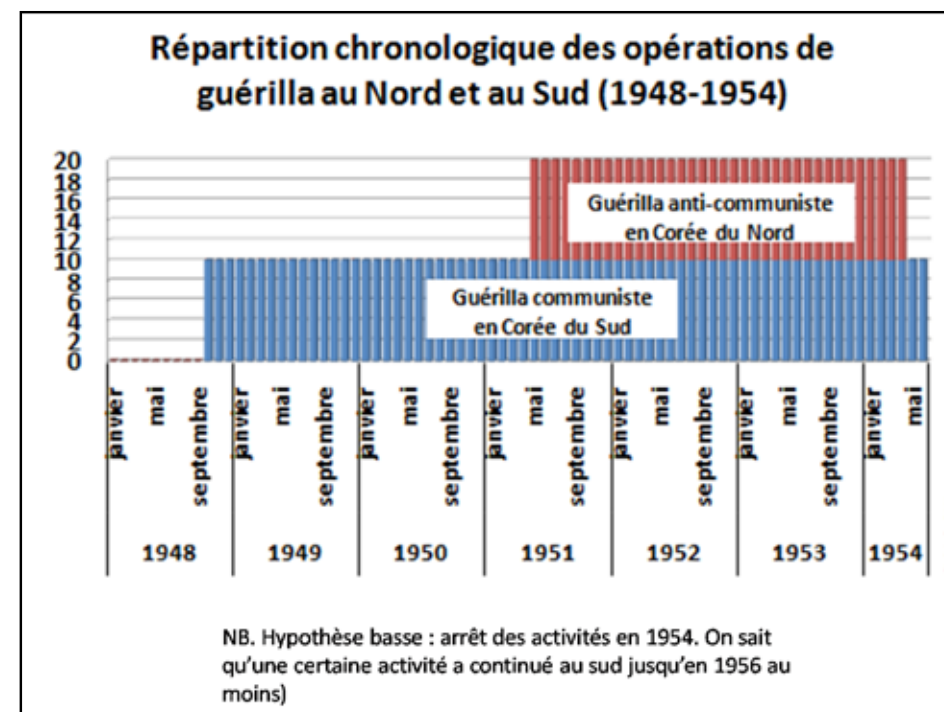
39. Les archives soviétiques prouvent le rôle central de Kim Il-sŏng dans la phase initiale du conflit.

Ainsi, la liquidation improvisée et maladroite de la colonisation, marquée par l'adoption de demi-mesures ponctuelles, souvent humiliantes pour les Coréens, tresse progressivement un nœud gordien que l'ordalie finale d'une guerre impliquant directement les deux blocs⁴⁰ ne parvint pas à délier. Élargir

le champ chronologique permet ainsi de rendre leur place aux acteurs locaux qui, épousant étroitement ou incidemment la cause de leurs soutiens, furent les acteurs privilégiés en même temps que les victimes de la deuxième grande tragédie coréenne du XX^e siècle, après la colonisation japonaise.



40. Les aviations soviétiques et états-uniennes se sont secrètement mais directement affrontées en Corée.



EJ Réfugiés, rébellions et enchaînement de conflits dans l'Afrique des Grands Lacs entre 1986 et 2000

Agathe PLAUCHUT - Doctorante contractuelle en histoire contemporaine en co-direction au CHERPA (Sciences-Po Aix, AMU) et au CNRS. Chargée d'enseignement à Sciences-Po Aix.

Résumé : Dans le cadre de ce numéro portant sur les liens entre les guerres et les séquences longues de conflictualité, nous proposons d'étudier les liens qui existent entre les guerres qui ont secoué l'Afrique des Grands Lacs depuis 1986, vingt ans presque jour pour jour après le déclenchement du génocide des Tutsi (avril-juillet 1994), qui reste pour les observateurs occidentaux l'événement majeur de la région. Ces guerres sont trop souvent étudiées séparément, nous proposerons donc dans cet article une étude holistique du phénomène guerrier dans les Grands Lacs entre 1986 et 2000.

Summary: As part of this issue dealing with the connections that can be established between wars and about the long-term conflictual trends, we highlight with this article the existing links between Great Lakes Africa's wars since 1986, twenty years after the beginning of the Tutsi genocide (april-july 1994), which lasts as one of the major event of the region for most of Western scholars studying that region. Those wars are too often studied separately, that is why we will adopt a holistic approach of the military phenomenon in the Great Lakes region between 1986 and 2000.

Mots-clés : Grands Lacs, génocide, Rwanda, Ouganda, RDC, guerres du Congo, FPR.

Contrairement aux royaumes du Buganda, du Rwanda ou du Burundi, la région du Kivu congolais actuel est très divisée dans les siècles précédant l'arrivée des colons. Elle est constituée de petits royaumes concurrents et relativement faibles. Le Rwanda et le Burundi jouent alors un rôle majeur, faisant et défaisant les alliances et les indépendances des royaumes qui bordent leurs frontières. Leur intérêt pour ces espaces s'explique par le fait qu'ils leur fournissent des débouchés en terres cultivables et un approvisionnement en ressources. Cette plasticité des royaumes permet ainsi dans les temps pré-coloniaux une grande mobilité spatiale des hommes et des marchandises dans l'ensemble de la région. Dans les années 1890 commence l'occupation coloniale. Les Britanniques colonisent les royaumes ougandais, le roi Leopold de Belgique le Congo, tandis que les Allemands s'emparent de l'espace situé entre le lac Victoria et le Tanganyika. À l'issue de la Première Guerre mondiale, en 1919, les Belges et les Anglais s'entendent pour que la partie ouest de l'ancienne Afrique occidentale allemande (appelée territoire du Ruanda-Urundi) revienne à la Belgique et la partie est (appelée Tanganyika) à la Grande-Bretagne. En Ouganda, les identifications ethniques sont renforcées par le régime colonial britannique, créant des revendications politiques centripètes allant jusqu'à des désirs

de sécession. Le clivage entre ethnies d'origine bantoue et ethnies d'origine nilotique est en effet mis en exergue par les colons, qui veulent par là organiser le pays de manière décentralisée et donc moins dispendieuse. Au Ruanda-Urundi, les régimes allemand puis belge décident de jouer la carte de la domination d'une ethnie sur l'autre, en s'appuyant sur une élite minoritaire d'origine tutsi. Les Belges orchestrent également des transferts de population du Ruanda-Urundi vers le Congo belge afin de désengorger les collines très peuplées du Ruanda-Urundi tout en assurant la mise en valeur des terres congolaises, ce qui entraîne la mise en place de « filières migratoires qui pèsent toujours sur les mémoires et les événements »¹.

Au Rwanda, l'indépendance a lieu en 1962, après des élections démocratiques en 1959. En 1961, lorsque Grégoire Kayibanda arrive au pouvoir à l'issue de la « révolution sociale » hutu, il développe des politiques discriminantes et une rhétorique ethniste². De larges migrations de Tutsi vers les pays voisins sont provoquées par les pogroms anti-Tutsi qui secouent sporadiquement le Rwanda. Entre 1959 et 1973, le nombre de réfugiés rwandais dans les pays frontaliers est évalué à 700 000³. Cela représente une importante population rwandophone en territoires ougandais et congolais et entraîne une crispation des autres populations, qui se revendiquent comme

autochtones. En 1973, suite à une augmentation des tensions au Rwanda, le président Kayibanda est renversé par un coup d'État militaire fomenté par le général major Juvénal Habyarimana, lui aussi hutu.

Suite aux différentes migrations que nous venons d'évoquer, l'est du Congo est partiellement peuplé de populations rwandophones, appelées Banyarwanda et Banyamulenge. Une partie d'entre elles est établie au Congo depuis plusieurs générations⁴, suite aux migrations organisées par les colons, tandis qu'une autre partie s'est récemment réfugiée en territoire congolais pour échapper aux lois discriminantes et aux pogroms anti-Tutsi au Rwanda. Or, Mobutu, arrivé au pouvoir au Congo-Zaïre en 1964, lance un grand mouvement de « zairianisation » au début des années 1970. Cela va renforcer le sentiment de rejet des « autochtones » congolais, c'est-à-dire les populations du Kivu qui ne sont pas issues des vagues d'immigration rwandaises, contre les « allochtones » rwandais. Le débat va se cristalliser autour de la question de la nationalité zairoise de ces populations. Du fait des politiques congolaises, de la persistance des flux de réfugiés et de l'instrumentalisation du concept d'autochtonie, le Kivu devient donc une poudrière qui s'enflamme et se pacifie sporadiquement.

Les réfugiés rwandais sont également une donnée importante de la vie politique ougandaise à partir des années

1960. Les flux de réfugiés tutsi sont importants et récurrents dès l'indépendance du Rwanda et sont étroitement liés aux attaques et restrictions dont les Tutsi font l'objet dans leur pays. Pour autant, ces populations sont mal acceptées par les Ougandais, y compris par ceux qui sont considérés comme leur étant ethniquement proches, les Bahima. Cette marginalisation conduit certains membres du groupe à participer à la prise de pouvoir d'Amin afin de s'opposer à Obote, puis plus tard à soutenir Museveni dans sa lutte contre Amin puis Obote. La présence massive de réfugiés rwandais s'ajoute alors, comme au Congo, aux problématiques internes pour attiser les tensions.

La vie politique agitée des pays de la région après les indépendances a donc été caractérisée par un ensemble de flux migratoires croisés qui ont préparé les conditions de développement de revendications portées par des groupes en exil, de rébellions et de logiques politico-militaires régionales. Comme l'écrit André Guichaoua, « la particularité de l'Afrique centrale et orientale tient au fait que des effectifs importants et quasiment incompressibles de réfugiés subsistent depuis le début des indépendances notamment au Rwanda [...], au Congo (ex-belge), au Burundi, en Ouganda pour l'Afrique des Grands Lacs »⁵. Cet article tendra à expliquer pourquoi et comment les conflits qui ont éclaté entre 1986 et 2000 dans la région des Grands Lacs d'Afrique ont

1. André Guichaoua, « Chronologie thématique », in André Guichaoua (dir.), *Exilés, réfugiés, déplacés en Afrique centrale et orientale*, Paris, Karthala, 2004, p. 66.

2. Claudine Vidal, *Sociologie des passions (Côte d'Ivoire, Rwanda)*, Paris, Karthala, 1991, p. 37.

3. Cette estimation est à retrouver dans Gérard Prunier, *The Rwanda Crisis*, New York, Columbia University Press, 1998, p. 63. Ce livre fournit de plus amples informations sur ces flux de réfugiés et leurs conséquences pour les pays d'accueil.

4. Jean-Claude Willame, « Banyarwanda et Banyamulenge, Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu », *Cahiers africains*, n° 25, 1997, p. 78.

5. André Guichaoua, *op. cit.*, p. 23.

entre eux des liens tangibles, constituant ce que René Lemarchand appelle des « poupées russes » de conflits⁶. Ils forment en effet un ensemble cohérent de causalités, liées principalement à l'émergence, la multiplication et la persistance de communautés de réfugiés de part et d'autre des frontières, ainsi qu'au soutien et à l'instrumentalisation des différentes rébellions par les pays de la région. Nous commencerons par étudier la guerre menée par la rébellion ougandaise de Museveni, qui prit le pouvoir en Ouganda en 1986 avec le soutien des réfugiés tutsi d'origine rwandaise. Nous verrons ensuite quel fut le soutien ougandais à la rébellion du Front patriotique rwandais, qui accéda également au pouvoir en mettant fin au génocide des Tutsi. Nous étudierons enfin les deux guerres du Congo, menées conjointement par le Rwanda et l'Ouganda sous couvert de rébellions locales créées et soutenues en fonction des agendas politiques de ces États. Les flux de réfugiés et les rébellions constituent donc le lien entre tous ces affrontements et sont la clef de compréhension du « véritable système régional de guerre »⁷ qui s'est mis en place dans les Grands Lacs à la fin du XX^e siècle et dont les cendres rougeoient encore dans les Kivu (nord-Kivu et sud-Kivu).

LA MISE EN PLACE DES LIGNES DE FRACTURE : 1986-1994

Après l'indépendance ougandaise, le président Milton Obote ne parvient pas à

établir une autorité stable dans le pays. Il est renversé en 1971 par Idi Amin, qui va devenir dramatiquement célèbre pour le régime de terreur qu'il impose au pays pendant huit années. C'est l'armée tanzanienne, soutenue par une rébellion ougandaise, qui chasse Idi Amin et progresse jusqu'à la prise de Kampala [capitale de l'Ouganda, ndlr] le 10 avril 1979. La vie politique ougandaise est très agitée dans les années suivantes, jusqu'à conduire au retour au pouvoir d'Obote. Ce dernier gouverne de manière extrêmement autoritaire, sur le modèle d'Idi Amin, et son manque de légitimité politique dans un pays si divisé entraîne une perpétuation de la violence et des conflits. Des groupes de résistance armée se développent dans le pays, parmi lesquels le National Resistance Movement (NRM) et sa branche armée la National Resistance Army (NRA) de Yoweri Museveni, qui s'illustrent dès 1981 par une forte guérilla. Lorsque le second gouvernement d'Obote est fragilisé par un nouveau coup d'État militaire en juillet 1985, la NRA de Museveni est un des seuls mouvements rebelles à refuser de participer aux négociations pour le partage du pouvoir. Le 26 janvier 1986, la NRA prend Kampala et s'autoproclame à la tête du gouvernement du pays.

Les relations entre la guérilla de Yoweri Museveni et les réfugiés tutsi d'origine rwandaise en Ouganda ont été précoces. En effet, on trouve parmi les 26 « originaux » qui ont pris le maquis en 1981 aux côtés de Museveni deux membres

de la communauté des réfugiés tutsi, Fred Rwigyema et Paul Kagamé, l'actuel président du Rwanda. Rapidement, les rangs de la NRA sont renforcés par d'autres jeunes Tutsi qui y voient un moyen de renverser un pouvoir ougandais qui les opprime et, qui sait, de pouvoir un jour poursuivre la lutte au Rwanda. De nombreux combattants d'origine rwandaise participent ainsi à la prise de pouvoir de Museveni en 1986 (20 à 25 % des effectifs de la NRA de Museveni sont tutsi⁸). Les Rwandais constituant l'élite de la rébellion, de par leurs qualités militaires et leur grande discipline, ils seront les piliers du nouveau régime. Fred Rwigyema est ainsi chef d'état-major adjoint de la nouvelle armée nationale de l'Ouganda, tandis que Paul Kagamé est directeur-adjoint des services de renseignement militaire, avant d'en assurer la présidence par intérim.

À la fin des années 1980, Museveni assure à son homologue rwandais Habyarimana qu'il n'a pas l'intention de soutenir les velléités de retour des Tutsi réfugiés en Ouganda. Il lui demande cependant de trouver une solution « rwandaise » à la situation des réfugiés, c'est-à-dire d'autoriser et d'organiser leur retour, ce qu'Habyarimana refuse en arguant de l'exiguïté du territoire rwandais et de la pauvreté du pays. Mais peu à peu, l'opinion publique ougandaise dénonce la présence d'« étrangers » à des postes jugés trop stratégiques. Yoweri Museveni évince alors Rwigyema de son poste, ce qui pousse les Rwandais à imaginer réellement un retour par la force

au Rwanda. Museveni adopte une attitude de neutralité bienveillante envers leur projet, qui lui laisse les mains libres en Ouganda et éloigne toute critique d'influence étrangère sur sa gestion du pays. C'est donc sous ses auspices que naît le Front patriotique Rwandais (FPR), une rébellion tutsi qui ambitionne de reprendre le pouvoir perdu par les Tutsi au Rwanda depuis 1959. Au nom de sa « relation personnelle proche »⁹ avec les cadres de la rébellion et du concours qu'ils ont apporté à son entreprise militaire, le président ougandais décide de renforcer logistiquement et humainement le Front. Le 1^{er} octobre 1990, c'est à partir de bases ougandaises que le FPR lance ses premières attaques contre le gouvernement rwandais. Pendant les quatre années de guerre civile au Rwanda, l'Ouganda soutiendra, passivement ou activement, les rebelles. Ultimement, le soutien ougandais conduit à la prise de pouvoir par le FPR à Kigali [capitale du Rwanda, ndlr] après la lente conquête du territoire, entre avril et juillet 1994, qui mettra fin au génocide rwandais, sur le déroulement duquel il s'agit ici de s'attarder.

LE CATALYSEUR : LE GÉNOCIDE RWANDAIS, 1994

Au Rwanda, le début des années 1990 est ainsi marqué par l'affrontement qui oppose le gouvernement hutu de Juvénal Habyarimana au FPR. La guérilla de 1990 se transforme en guerre civile en 1991 et ne cesse pas jusqu'en

6. René Lemarchand, « Reflections on the Crisis in Eastern Congo », in Stefaan Marysse, Filip Reyntjens (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2008-2009*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 105.

7. Roland Pourtier, « L'Afrique centrale dans la tourmente. Les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour », *Hérodote*, n° 111, 2003/4, p. 13.

8. Bernard Leloup, « Rwanda-Ouganda : Chronique d'une guerre annoncée ? », in Stefaan Marysse, Filip Reyntjens (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs*, op. cit.

9. Thomas P. Ofcansky, *Uganda, Tarnished Pearl of Africa*, Boulder, Westview Press, 1996, p. 149.

1994. L'extrémisme ethnique monte en puissance dans la société rwandaise, relayé par des médias à la solde du pouvoir, comme le journal *Kangura* ou la *Radio télévision libre des mille collines* (RTL) ¹⁰. Habyarimana négocie néanmoins un cessez-le-feu en avril 1992, qui se transforme en compromis militaire-politique et aboutit aux accords d'Arusha en août 1993. Selon les termes de ces accords, un partage du pouvoir est prévu entre les différentes forces politiques en présence et le RPF doit notamment obtenir cinq des vingt-et-un cabinets ministériels ¹¹.

Mais l'avion d'Habyarimana est abattu dans la nuit du 6 au 7 avril 1994, alors qu'il revient de Tanzanie. Cela va entraîner le début du génocide rwandais. La garde présidentielle, certaines factions de l'armée et surtout des milices populaires, les Interahamwe, commencent les massacres. Le génocide dure trois mois et n'est pas arrêté par une quelconque intervention internationale, la force de l'ONU présente sur place étant réduite à une poignée d'hommes dans les premières semaines du génocide. C'est le FPR, qui a repris la lutte armée dès le début des massacres, qui prend Kigali en juillet 1994. Le pouvoir échoit alors entre les mains de l'ancienne rébellion et en premier lieu celles du général Paul Kagamé.

À partir de ce moment, la grande porosité des frontières et la similarité

des problématiques dans les pays de la région contribuent à provoquer une réaction en chaîne qui produit l'étoilement des conflits. En juillet 1994, le fait que le génocide soit arrêté par la rébellion armée tutsi du FPR jette sur les routes des centaines de milliers de civils hutu qui craignent des représailles massives et aveugles. Certains font partie des organisateurs du génocide, d'autres y ont participé, mais il y a également dans les immenses colonnes de réfugiés des civils qui n'ont pas pris part aux massacres, hommes, femmes et enfants. On parle de deux millions de réfugiés qui ont fui le Rwanda à l'été 1994 vers les pays voisins et essentiellement vers le Zaïre. Ces nouveaux flux ont pour effet majeur de déplacer le conflit vers l'ouest, en territoire congolais. Les camps de réfugiés sont rapidement encadrés par les ex-forces armées rwandaises et les Interahamwe, qui représentent environ 100 000 combattants au Zaïre ¹². Ils mènent des attaques récurrentes contre le territoire rwandais, entraînant les hommes en âge de l'être, empêchant les réfugiés de retourner au Rwanda et recevant des armes et du soutien logistique de Kinshasa ¹³ [capitale de la République démocratique du Congo, ndlr]. La situation devient rapidement explosive.

L'afflux massif de réfugiés induit par le génocide des Tutsi ne peut en effet que rompre l'équilibre précaire qui régit

la cohabitation dans le Kivu congolais. Les centaines de milliers de réfugiés rwandais hutu qui affluent en juillet et août 1994 sont immédiatement rejetés par les populations autochtones. Ces réfugiés sont trop nombreux, trop pauvres et bien trop armés. Bien que les Banyarwanda et les Banyamulenge n'aient que peu à voir avec les réfugiés rwandais du génocide, les populations locales font un amalgame rapide ¹⁴. Or, une nouvelle échelle de conflit va se surexposer à ces tensions entre autochtones et allochtones au Congo. Par-delà la vision holistique des populations congolaises, qui amalgament Hutu et Tutsi dans la grande catégorie des Banyarwanda, au sein même de ces populations d'origine rwandaise, une rupture a lieu en 1994. Les Hutu et les Tutsi qui résident au Congo se méfient et s'attaquent les uns les autres, gagnés par la fracture que le génocide a introduit entre leurs deux communautés au Rwanda. Dès la fin de l'année 1994, des Banyarwanda font ainsi alliance avec les réfugiés hutu rwandais et s'en prennent de façon croissante aux Banyamulenge, essentiellement tutsi. Cela produit de nouveaux déplacements de populations, cette fois des Tutsi du Congo vers le Rwanda. Ces réfugiés, pour la plupart des jeunes hommes banyamulenge, passent au Rwanda pour être pris en charge par l'armée rwandaise, qui leur fournit un entraînement militaire dans le but de pouvoir un jour les utiliser au Kivu contre les camps de réfugiés hutu ¹⁵.

LES DEUX GUERRES DU CONGO, 1996-1999

C'est dans ce contexte de régionalisation des enjeux sécuritaires et de multiplication des flux de réfugiés que s'engage véritablement l'étoilement du conflit rwandais, qui va conduire à la première guerre du Congo en 1996. Le régime de Paul Kagamé a prévenu que le Rwanda ne tolérerait pas les attaques menées par les réfugiés hutu en territoire congolais sur ses frontières. Il va donc invoquer un « droit de poursuite » en 1996 et utiliser la menace que font peser les réfugiés sur le Rwanda pour justifier une intervention armée au Zaïre. Après s'être assuré du soutien ougandais, au nom de la proximité qui existe entre les deux régimes, le Rwanda fait engager l'affrontement par les Banyamulenge du Kivu préalablement formés. Des combattants de nationalité rwandaise sont également infiltrés et de petites attaques ont lieu dès la fin du mois d'août 1996 pour tester l'état des Forces armées zaïroises (FAZ). En réaction, les FAZ et des milices villageoises du Sud-Kivu s'en prennent aux Banyamulenge. Le Rwanda invoque alors un droit d'ingérence afin d'assurer leur protection. L'engagement dans les combats de l'armée rwandaise fin septembre 1996 marque le début de la véritable régionalisation du conflit. En décembre 1996, l'Ouganda engage ses troupes aux côtés du Rwanda. Les premiers moments de la campagne militaire sont consacrés non seulement

10. Pour plus d'informations sur les questions relatives aux médias dans le génocide, voir Jean-Pierre Chrétien, *Rwanda : les médias du génocide*, Paris, Karthala, 1995 et Alison Desforbes, *Leave None to Tell the Story*, Human Rights Watch, 1999, section « The Media ».

11. René Lemarchand, *The Dynamics of Violence in Central Africa*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2009, p. 84.

12. *Ibid.*, p. 223.

13. Gérard Prunier, *Africa's World War*, Oxford, Oxford University Press, 2009, pp. 53-54.

14. René Lemarchand, *The Dynamics of Violence in Central Africa*, op. cit., p. 208.

15. Colette Braeckman, « La campagne victorieuse de l'AFDL » in Colette Braeckman, Marie-France Cros et al., *Kabila prend le pouvoir*, Bruxelles, GRIP/Complexe, 1998, p. 68.

à la prise des villes du Kivu, mais surtout au démantèlement des camps de réfugiés hutu, qui sont systématiquement vidés par des bombardements qui ne laissent qu'une voie de sortie vers la frontière rwandaise, marquant ce qu'Arnaud Royer appelle « la naissance d'un nouveau type de rapatriement : le rapatriement militarisé »¹⁶. Les réfugiés franchissent la frontière qui sépare les villes jumelles de Goma (Zaire) et Gisenyi (Rwanda) par centaines de milliers, au rythme de 10 000 personnes par heure¹⁷.

Une coalition de plusieurs forces d'opposition congolaises à Mobutu relativement disparates est ensuite créée, dans le but de rendre cette guerre foncièrement « congolaise » et de masquer son caractère de guerre d'agression. Cette coalition, qui prend le nom d'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaire (AFDL), est officiellement créée le 18 octobre 1996 et dirigée par Laurent-Désiré Kabila. Les combats sont déjà engagés depuis le début du mois, mais l'AFDL doit donner aux affrontements le vernis de légitimité et de revendications démocratiques qui lui manque. Pour autant, l'essentiel des actions de l'AFDL continue de dépendre des armées rwandaise, ougandaise et plus tard angolaise¹⁸. La campagne qui va conduire Kabila à Kinshasa se solde par une entrée triomphale de l'AFDL dans la capitale le 17 mai 1997. À la lumière des détails de l'avancée des rebelles, on voit bien que l'accession

au pouvoir de Kabila n'est pas le fruit d'une campagne militaire exemplaire menée par les rebelles. Elle est davantage conditionnée par la quasi absence d'État et d'armée au Zaïre, par l'exacerbation des tensions ethniques au Kivu entre 1994 et 1995 et, essentiellement, par l'implication des pays voisins. Le rôle des ressources dans cette guerre est également visible de manière très claire. Les rebelles ont en effet pris les zones minières de Kisangani, puis Mbuji-Mayi, puis le Katanga et finalement Kinshasa, au lieu de marcher directement vers la capitale. Cela montre bien que le contrôle des ressources était un préalable essentiel à la prise de pouvoir effective. Par la suite, lorsque le conflit s'enlise à partir de 1998, les principaux affrontements basculent du front officiel aux fronts non-officiels qui entourent les sites diamantifères et aurifères.

Rapidement après son accession à la présidence congolaise, Laurent-Désiré Kabila prend ses distances avec Kigali et Kampala, trop encombrants vis-à-vis de l'opinion congolaise. La rupture intervient réellement le 27 juillet 1998, lorsqu'il exige le retrait des troupes rwandaises et ougandaises encore stationnées sur le territoire congolais, pour satisfaire une population qui réclame la fin des ingérences étrangères¹⁹. Le revirement d'alliance qui s'opère en 1998 et qui marginalise l'influence rwando-ougandaise au Congo ne peut être du goût de ceux qui l'ont placé au pouvoir.

16. Arnaud Royer, « L'instrumentalisation politique des réfugiés du Kivu entre 1994 et 1996 » in André Guichaoua (dir.), *op. cit.*, p. 519.

17. Ces chiffres sont rapportés par Colette Braeckman dans C. Braeckman, M.-F. Cros et al., *op. cit.*, p. 72.

18. Jean-Claude Willame, *art. cit.*, p. 42.

19. Gérard Prunier, *Africa's World War*, *op. cit.*, p. 178.

La richesse en minerais de l'est de la République démocratique du Congo (RDC) aiguise en effet les appétits de nombreux acteurs, étatiques ou non. Aussi le Rwanda et l'Ouganda vont-ils ourdir et lancer une nouvelle offensive contre Kinshasa, qui sera nommée deuxième guerre du Congo et que de nombreux commentateurs appelleront « première guerre mondiale africaine »²⁰ du fait de l'intervention directe de nombreux États africains et de l'implication d'un grand nombre d'acteurs internationaux (organisations internationales, gouvernements occidentaux, entreprises privées, mercenaires, etc.). Après le revirement de Laurent-Désiré Kabila, Paul Kagamé parvient rapidement à convaincre Yoweri Museveni de la nécessité d'une nouvelle campagne en terre congolaise pour renverser leur ancien poulain. Les deux pays invoquent alors des raisons sécuritaires pour justifier cette nouvelle guerre, en prenant pour prétexte déclencheur la rébellion banyamulenge du 2 août 1998, qui ouvre la brèche dans laquelle s'engouffrent le Rwanda et l'Ouganda, avant que l'ensemble de la région ne s'engage dans l'affrontement. Les troupes rwando-ougandaises renforcent leur présence en RDC, puis une « blitzkrieg » est lancée le 2 août 1998. Deux jours à peine après le début des combats, un second front est ouvert à l'ouest de la RDC, après une opération aéroportée de Goma vers Kitona (à environ 2 000 kilomètres), ce qui montre que cette guerre a été

préparée en amont. Des militaires des Forces armées congolaises (FAC) présents à Kitona se rallient à la rébellion, qui progresse rapidement dans le bas-Congo. Il faut attendre une dizaine de jours pour que la rébellion se dote d'un volet politique, baptisé Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et comprenant d'anciens mobutistes, des anciens de l'AFDL et des personnalités diverses. Le RCD joue alors un rôle de masque des intérêts étrangers, comme l'AFDL l'avait fait en son temps.

Mais l'avancée de la rébellion est arrêtée par une contre-offensive angolaise qui repousse les troupes coalisées, ce qui freine l'opération et en fait un échec cuisant. L'engagement dans le conflit aux côtés de la RDC du Zimbabwe, de la Namibie et finalement de l'Angola, est déterminant pour le président Kabila, qui leur devra finalement la victoire²¹. Ces pays, comme ceux qui attaquent la RDC, ne sont pas exempts d'appétits économiques. Eux aussi voient avec envie les immenses ressources du pays et espèrent être récompensés de leur soutien au président Kabila par des concessions minières et pétrolières. Le conflit s'enlise ensuite sur le front de l'est entre le RCD et les forces gouvernementales. Un deuxième mouvement rebelle soutenu par l'Ouganda émerge en novembre 1998 dans la province de l'Équateur, le Mouvement de libération du Congo (MLC), qui ouvre un second front, plus au nord que celui du RCD. Il prend rapidement le

20. Gérard Prunier, *Africa's World War*, *op. cit.* L'auteur reprend cette formulation et étudie en détail les deux guerres du Congo.

21. Bob Kabamba et Olivier Lanotte, « Guerres au Congo-Zaire (1996-1999) : Acteurs et scénarios », in Paul Mathieu et Jean-Claude Willame (dir.), *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des Grands Lacs, Entre tensions locales et escalade régionale, Cahiers africains*, n° 37-38, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 116.

contrôle de plusieurs villes de l'Équateur et ce nouveau front s'enlise également, dans une guerre de position larvée. L'Ouganda, échaudé par l'échec du plan rwandais d'un règlement global par une opération commando et en réaction aux nombreuses rodomontades diplomatico-militaires du Rwanda, qui défie la communauté internationale en rejetant toutes les accusations qui pèsent sur son implication à l'est du Congo, mise alors pour sa part sur des opérations régionales ciblées entre Beni et Bunia dans l'est du Congo, pour s'assurer le contrôle de la région. Cela est réalisé sans le concours des Rwandais et l'UPDF (l'armée ougandaise) progresse rapidement jusqu'à Kisangani, seule. Mais au-delà de cela, les visées rwandaises et ougandaises en RDC divergent à l'époque. L'Ouganda rêve d'une ouverture du marché congolais mais ne s'oppose pas à l'émergence d'un État fiable et allié. Le Rwanda, à l'inverse, se trouve pressé par ses densités démographiques très fortes et entend « satelliser » les Rwandophones congolais, utilisant les interactions ethniques dans une logique impérialiste. Les longues relations qu'ont entretenues les deux pays et leurs dirigeants n'apaisent en rien les tensions, qui atteignent leur paroxysme lorsque l'Ouganda tente de prendre l'ascendant sur le Rwanda dans le contrôle du RCD. À Kisangani, une bataille qui oppose les soldats de l'armée rwandaise à ceux de l'armée ougandaise en août 1999 marque l'éparpillement des luttes à l'est du Congo²².

L'accord de Lusaka, censé mettre fin au volet international de la guerre, est négocié à partir d'octobre 1998 et la diplomatie occidentale met de longs mois à emporter un cessez-le-feu. L'accord est finalement signé le 10 juillet 1999. La difficulté principale de l'accord de Lusaka réside dans son calendrier, beaucoup trop ambitieux dans ses délais et irréaliste dans ses principes. Celui-ci prévoit en effet que le retrait des troupes étrangères du territoire congolais ne doit intervenir qu'après le lancement d'un dialogue intercongolais et après le déploiement d'une force de maintien de la paix de l'ONU. L'accord est donc, dès le début, contraire au droit international qui établit l'intangibilité des frontières et l'obligation de respecter la souveraineté des États, en l'occurrence la RDC. Pendant ce temps, les troupes étrangères se trouvent donc toujours en territoire congolais. À l'époque, la situation est telle que la RDC voit son territoire morcelé et administré par différentes entités. Cette absence de gouvernance réelle se traduit par une chute dramatique de la croissance économique du pays. Celle-ci est de +0,7 % en 1998, de -10,3 % en 1999 et de -11,4 % en 2000²³.

CONCLUSION : À L'EST, RIEN DE NOUVEAU

Les mouvements rebelles ne se démobilisent donc pas suite à la signature de l'accord de Lusaka en 1999. Les pays voisins impliqués dans la guerre se retirent progressivement, mais les

affrontements perdurent. Au début des années 2000, l'est du Congo est donc fractionné, dans un état de partition de facto dans les territoires tenus par les mouvements rebelles. Dans les années qui suivent, les mêmes logiques centripètes produiront de nouvelles rébellions, toujours soutenues par Kigali et Kampala. Le CNDP est ainsi créé en 2006, suite à une mutinerie des ex-RCD au sein de l'armée congolaise, puis ses éléments sont réintégrés à l'armée en mars 2009. Mais en 2012, de nouvelles tensions entre les anciens rebelles et les autorités congolaises conduisent à la création d'un nouveau mouvement, le M23. Après des mois de violence armée, il cesse ses activités militaires en novembre 2013 mais, en l'absence d'un accord solide, son avenir et celui de ses troupes restent flous et laissent la porte ouverte à l'émergence de nouvelles revendications.

La situation dans les Grands Lacs d'Afrique reste donc très confuse, du fait de la persistance de rébellions rwandaises, ougandaises, burundaises et congolaises en territoire étranger et de l'implication des différents États dans le soutien militaire et financier qui assure

leur survie. En effet, « l'effondrement de l'État est contagieux. Bien que les origines de l'échec soient inséparables d'une mauvaise gouvernance, les risques de désintégration sont significativement plus hauts lorsqu'un État en déliquescence menace de contaminer son voisinage »²⁴. Lorsque les liens, notamment ethniques, entre les populations de part et d'autre de la frontière sont aussi étroits et lorsque les masses de réfugiés sont aussi importantes, le risque de contagion des tensions est encore plus élevé, ce qui explique pour partie l'enchaînement des conflits que nous venons de présenter.

C'est dans ce contexte que les différentes crises qui ont secoué les Grands Lacs depuis 1986 ont mutuellement produit leurs propres conditions d'existence. Un règlement des différents niveaux de conflits qui agitent l'est du Congo ne pourra donc passer que par une prise en compte de l'ensemble des tensions politiques nationales et transfrontalières de la région, puisque la situation actuelle est le produit d'un ensemble de facteurs qui dépassent chronologiquement et géographiquement le seul cadre du Kivu.

22. René Lemarchand, *The Dynamics of Violence in Central Africa*, op. cit., p. 234.

23. Chiffres avancés par Gérard Prunier, *Africa's World War*, op. cit., p. 237.

24. René Lemarchand, *The Dynamics of Violence in Central Africa*, op. cit., p. 221.

EJ L'expulsion des Allemands des Sudètes : quel défi pour les historiens tchèques de la Seconde Guerre mondiale à nos jours ?

*Françoise MAYER - Enseignante à l'université Montpellier III, département d'études slaves.
Membre de CRISES et associée au CERCEC (EHESS).*

Résumé : Intermède incertain entre le nazisme et le communisme, la Tchécoslovaquie de 1945 à 1948 est surtout le théâtre du transfert des Allemands sudètes. C'est une page très sensible du passé qui déchaîne beaucoup de passions contradictoires chez les Tchèques dans la mesure où elle remet en question des repères sur lesquels se fonde leur identité démocratique. Cela n'a pas empêché des historiens tchèques de s'engager dans l'écriture de cette histoire avant et après 1989. Certains l'ont fait dès les années 1960, dans le contexte des institutions historiennes, alors qu'ils voulaient en réformer le contenu. Ils ont poursuivi ce travail par la suite dans le contexte de la dissidence dans les années 1970 et 1980. Après 1989, une historiographie s'est développée plus librement, reprenant partiellement le travail accompli sous le communisme ou innovant à partir des archives désormais largement accessibles. L'article revient sur les façons dont ces historiens ont ainsi contribué à désenclaver cette période de l'histoire tchèque et à réinsérer une continuité entre la guerre, l'après-guerre et la période communiste.

Summary: Considered as an uncertain interlude between nazism and communism, Czechoslovakia from 1945 to 1948 was mainly the stage of the transfer of Sudeten Germans. This is a very sensitive page of the past provoking contradictory passions among Czechs, since it challenges the bases of their democratic identity. This has not prevented Czech historians to engage in writing on this part of history both before and after 1989. Some did it already since the early 1960s, in the frame of historical institutions under communist regime, trying to reform their contents. They continued this work later in the context of dissent in the 1970s and 1980s. The historiography has been developing more freely after 1989, extending the studies performed under communism and innovating thanks to the archives now widely available. The article discusses the ways in which these historians have contributed to opening up this period of the Czech history and reintegrate continuity between the war and the postwar communist periods.

Mots-clés : transfert, expulsion, épuration, Allemands, République tchèque, historiographie, décrets Beneš.

Certains périodes s'insèrent plus difficilement que d'autres dans les récits nationaux. La séquence 1945-1948 est de celles-là concernant la Tchécoslovaquie. En 1945, la République reconstituée a retrouvé à peu près ses frontières d'avant-guerre (à l'exception de la Russie subcarpathique qui revient à l'URSS). Tchèques et Slovaques ont renoué avec une démocratie parlementaire présidée par Eduard Beneš et gouvernée par les forces coalisées au sein du Front national. En février 1948, les ministres non communistes démissionnent, les milices sont à Prague, les communistes, déjà très présents dans les structures du régime, prennent le pouvoir. En juin, Gottwald remplace Beneš à la présidence. Ainsi s'achève la troisième République. Dans l'histoire des Tchèques et des Slovaques, elle constitue un espace incertain entre la guerre et le coup de Prague. Certains y voient un intermède démocratique, d'autres le prélude de la dictature socialiste. Elle est surtout le théâtre de l'expulsion des Allemands sudètes, ce qui complique beaucoup la tâche des historiens.

Outre une épuration qui compte parmi les plus sévères d'Europe¹, environ trois millions d'Allemands sont expulsés de leurs foyers hors des frontières tchécoslovaques entre 1945 et 1947. Ces expulsions, comme celles qui touchèrent la Pologne ou la Hongrie, furent exécutées sous l'autorité nationale, avec l'aide des Alliés dans le contexte de la reconstruction

européenne. Avant d'être déplacés, ces Allemands furent souvent internés dans d'anciens camps de concentration, selon des modalités qui furent fatales à beaucoup d'entre eux. D'autres périrent dans les transports. On estime ainsi à plusieurs centaines de milliers le nombre des « déplacés » d'Europe centrale qui n'atteignirent pas l'Allemagne. Quant à leur nombre total, il oscille selon les auteurs entre 12 et 14 millions de personnes, parmi lesquelles une majorité de femmes et d'enfants. Programmés dès 1943 par les Alliés, ces déplacements forcés furent alors, en Tchécoslovaquie comme ailleurs, présentés comme un mode de résolution des questions nationales et des conflits qui avaient mené à la guerre. Ce cadre d'interprétation, assez largement partagé au départ, a été de plus en plus contesté par la suite. Ces dernières années, certains auteurs, souvent anglo-saxons, n'ont pas hésité à relire l'expérience de ces déportations d'après-guerre à la lumière des épurations ethniques des années 1990 dans l'ex-Yougoslavie, suggérant de surcroît que leurs travaux levaient ainsi le voile sur une question restée longtemps taboue².

Le transfert des Allemands est la page de l'histoire récente qui déchaîne le plus de passions contradictoires parmi les Tchèques. Il en va de leur identité démocratique, ou plus exactement de la façon dont ils la conçoivent. Ce n'est pas simplement l'interprétation qui varie selon

les époques et les auteurs, mais la place même qu'on lui accorde dans l'analyse du passé. L'attention qu'on lui porte remet effectivement en question un grand nombre de repères selon lesquels est généralement pensée l'expérience tchécoslovaque après la guerre. Elle peut brouiller l'image de la victoire, celle des valeurs associées aux vainqueurs, des frontières entre les responsables de violences de masse et leurs victimes. Elle peut saper les fondements sur lesquels repose la plupart des histoires des Tchèques, qu'elles soient produites avant ou après la chute du communisme. Cela n'a pas empêché des historiens tchèques, à des époques très différentes de l'histoire de leur discipline, de s'engager dans l'écriture de cette page controversée du passé national, de façon plus ou moins critique, depuis la fin des années 1950. Ils ont ainsi contribué à désenclaver la séquence 1945-1948, réinsérant une continuité entre la guerre, l'après-guerre et la période communiste. L'objectif de cette contribution est de revenir sur la façon dont ils ont relevé ce défi historiographique en fonction des contextes de leur pratique.

L'HISTORIOGRAPHIE DE PARTI FACE À LA QUESTION DU TRANSFERT

Avant de voir comment les historiens ont pris en compte le transfert des Allemands dans leurs travaux, il n'est pas inutile de comprendre comment les

contemporains des événements en ont rendu compte. L'historien Pavel Zeman s'est posé cette question à partir des actualités cinématographiques et des documentaires de l'époque³. La production documentaire fut nationalisée et centralisée dès juin 1945 en vertu des décrets Beneš. Deux services d'actualité, un tchèque et un slovaque, furent créés. La question du transfert reste relativement absente de ces programmes d'information. Seulement six séquences sur 412, entre 1945 et novembre 1946. L'ensemble de la production (tchèque et slovaque), nous explique Zeman, témoigne de la priorité donnée à la reconstruction économique du pays. Lorsque le transfert est traité, l'accent est mis sur le calme et la sérénité dans lequel il se déroule. Le commentaire présente la politique de déportation comme « une juste réponse aux crimes des Allemands » et souligne la dangerosité des Allemands.

Cette vision bien lisse de l'expulsion contraste avec la violence des faits, mais elle est en parfaite harmonie avec la violence des discours politiques de l'époque, résolument antiallemands, et dont la presse écrite porte la trace. Lorsque Beneš, après six ans d'exil, revient en Tchécoslovaquie via Moscou et la Slovaquie et proclame, le 12 mai 1945, devant la foule venue l'écouter à l'hôtel de ville de Brno, « mon programme est de liquider le problème allemand », ses plus proches collaborateurs du parti socialiste national ne sont pas en reste⁴.

1. Benjamin Frommer, *National Cleansing. Retribution against Nazi Collaborators in Postwar Czechoslovakia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

2. Ray M. Douglas, *Les Expulsés*, Paris, Flammarion, 2012 ; Norman M. Naimark, *Fires of Hatred, Ethnic Cleansing in Twentieth Century*, Harvard, 2001, traduit en tchèque en 2006 ; Alfred Maurice de Zayas, *Die Deutschen Vertriebenen* « Keine Täter sonder Opfer », Graz, Aresverlag, 2006.

3. Pavel Zeman, « My se nemstíme... Československý zpravodajský a dokumentární film 1945-1947 a odsun Němců », in *Paměť a dějiny*, 2013/2, pp. 16-23.

4. Tomáš Staněk – Adrian von Arburg, « Organizované divoké odsuny? Úloha ústředních státních orgánů při provádění "evakuace" německého obyvatelstva (květen až září 1945) », *Soudobé dějiny*, 2005/3-4, Prague, pp. 433-465, p. 499.

L'expulsion, comme le note aujourd'hui la plupart des historiens (tchèques ou autres), a été soutenue par un spectre politique quasi unanime. Les rares voix qui s'élèvent contre le transfert après la guerre proviennent généralement des rangs du parti populaire (*Lidová strana*), mais même là, les critiques visent plus les modalités de ce transfert que le transfert lui-même. Les communistes se sont ralliés à cette politique depuis 1943, le programme du gouvernement de Košice a confirmé cette orientation. Ils s'engagent sans ambiguïté dans la réalisation du transfert, et aux postes clefs de l'information et de la propagande qu'ils occupent dès 1945, ils forment les cadres officiels d'interprétation de l'événement.

On sait que le contrôle de la mémoire a été une des préoccupations majeures des communistes dès les tout premiers temps de l'après-guerre. En atteste par exemple l'attention farouche qu'ils portent aux commémorations de la Libération, que ce soit à Prague ou dans tout autre ville de la République⁵. Gommer le rôle des Américains au profit de celui des Soviétiques, valoriser au maximum la part communiste de la résistance tchécoslovaque font partie de leurs priorités. Pour le reste, ils œuvrent à la promotion d'une histoire axée sur l'évolution du mouvement ouvrier. Une histoire qui sacrifie volontiers à l'exaltation d'un socialisme tchécoslovaque, les canons de l'internationalisme prolétarien. Une histoire qui, à l'instar des actualités cinématographiques, ne s'attarde pas sur

le transfert, et oublie les Allemands de Bohême. De ce point de vue, la mémoire que cherchent à imposer les communistes se trouve au diapason du discours d'édification nationale cultivé par leurs partenaires politiques du Front national depuis 1945. Lorsqu'à partir de 1948, ils fondent les bases institutionnelles d'une historiographie scientifique liée aux objectifs du parti, elle servira cette même vision nationale exclusive. C'est pourtant de là qu'émergera dix ans plus tard un courant réformiste qui contribuera, entre autres, à une réinsertion timide de la dimension allemande dans l'histoire tchécoslovaque.

Pour comprendre comment les artisans de cette historiographie de parti parviennent à renouveler le questionnement sur le passé et prendre de la distance par rapport aux dogmes initiaux, il faut cesser de considérer leur activité comme un pur exercice de propagande et essayer d'éclairer leur pratique au sein des institutions créées à cet effet. C'est ce qu'a tenté de faire Vítězslav Sommer⁶. En étudiant la façon dont s'est forgée l'historiographie de parti entre 1948 et 1960, il a mis à jour l'évolution complexe de ses modalités de fabrication. Au début, il s'est surtout agi d'organiser des expositions ou de créer des musées du mouvement ouvrier, afin d'imposer l'image d'une continuité révolutionnaire du peuple tchèque depuis le Moyen-Âge. Ensuite, l'objectif fut de constituer un corpus de textes codifiant l'histoire du socialisme révolutionnaire en Tchécoslovaquie autour de deux héros :

5. Michal Kšňan a kol. : *Communists and Uprisings. Ritualisation of Remembrance of the Anti-Nazi Uprisings in Central Europe (1945–1960)*, Kraków, Towarzystwo Słowaków w Polsce, 2012.

6. Vítězslav Sommer, *Angažované dějepisectví*, Prague, Lidové Noviny, 2011.

l'État et le peuple. Et puis, il fallut écrire l'histoire du parti, en vue de l'anniversaire de sa naissance en 1961 ; l'entreprise engagea des centaines d'historiens plusieurs années. Au sein de ces « institutions de recherche », la part des idéologues purs et durs, primordiale les premières années, a décliné avec le temps, au profit d'une relève (parfois à peine plus jeune), soucieuse d'une pratique historique respectueuse des méthodes propres à la discipline, notamment dans son rapport aux archives. De plus en plus, ces historiens vont travailler dans des comités thématiques et s'affranchir un peu de la tutelle doctrinaire du parti. Parmi eux, un groupe va jouer un rôle important dans cette évolution, le Comité pour l'histoire de la résistance antifasciste.

Ce comité regroupe des historiens de toute la République qui reviennent sur l'histoire de la résistance et celle de la collaboration. Les historiens comme Jan Křen, Václav Kural, Karel Bartošek ou Karel Kaplan, qui incarneront le réformisme historiographique quelques années plus tard, y jouent un rôle moteur. À cette époque, sur l'initiative de l'historien Henri Michel, un vaste programme de coopération internationale entre historiens de la Deuxième Guerre mondiale voit le jour. Dans ce contexte, les chercheurs tchèques reviennent sur certains mythes résistantialistes, communistes, nationalistes. Leur critique des dogmes initiaux ne fait pas d'eux des anticomunistes, ils cherchent toujours à édifier le socialisme sous la houlette du parti, mais en le débarrassant des oripeaux du bureaucratisme stalinien. Il leur importe de

montrer que le socialisme tchèque, né dans la guerre, conduit à une révolution spécifique, non violente, engendrée par un vaste front de gauche soudé par la lutte antifasciste. Dans ce processus de réinterprétation de la résistance, les composantes non communistes sont réinsérées dans le tableau, à condition toutefois d'en souligner l'identité socialiste. D'autres composantes, assimilées à un héritage nationaliste bourgeois, restent disqualifiées.

La réappropriation, même partielle, de l'héritage de Beneš, et du parti socialiste-national conduit à repenser la sortie de guerre, le rapport aux Allemands vis-à-vis du transfert. Des historiens tels que Milan Hübl, Václav Kural, Bedřich Loewenstein, Bohumil Černý, Jan Křen amorcent une réévaluation de ce passé. Leur critique du transfert reste dans les limites conceptuelles du réformisme historiographique des années 1960. Ces auteurs s'interrogent sur l'idée de transfert plutôt que son exécution. Reconnaissant le caractère cruel de la déportation, ils concluent à l'inévitabilité d'une telle politique. Contre une vision qui attribue une responsabilité exagérée aux Tchèques ou à leur président, Beneš, ils rappellent celle des Alliés dans l'élaboration des politiques de déplacements forcés et préconisent de prendre sur ces thèmes le recul (international) nécessaire.

Dans cette décennie, le rapport aux Allemands évolue. Le cinéma, la littérature, des revues témoignent de cette transformation. Le sens du transfert est discuté, dans les milieux de l'exil, mais en Tchécoslovaquie aussi. La référence aux thèses de Karl Jaspers sur

la responsabilité collective est présente dans les débats. La mémoire du transfert y est clairement désignée comme un enjeu majeur de l'identité des Tchèques. Le Printemps de Prague et son échec mettront un frein à cette évolution. Les historiens cités perdent alors leurs positions dans les structures de l'historiographie communiste. C'est de leur exil, ou en tant que déclassés, travailleurs manuels, pompeurs d'eau, laveurs de carreaux, chauffagistes, que dans les années 1970 ils reprennent certaines questions débattues avant l'instauration de la normalisation, dans les institutions académiques, culturelles ou politiques du régime.

LE TRANSFERT REVU PAR LES DISSIDENTS

Après l'échec du Printemps de Prague, le thème du transfert ne s'impose pas immédiatement dans les milieux dissidents. On doit à un historien slovaque, Jan Mlynárik, de relancer le débat dans la deuxième partie des années 1970 ; et à un exilé, Pavel Tigrid, de donner un écho international au débat que provoque la publication de ses thèses dans une des plus importantes revues de l'exil qu'il dirige à Paris : *Svědectví (Témoignage)*. L'engagement de Tigrid n'a rien de fortuit. Avant de quitter la Tchécoslovaquie, il avait été un des très rares politiques à protester contre le transfert.

Mlynárik porte sur le transfert un jugement sans appel. Il le rapproche des violences de masses des années 1940, engendrées par les systèmes dictatoriaux nazi et communiste (le génocide des Juifs, les déportations à l'Est), et dénonce

le principe de la culpabilité collective sur lequel elles s'appuient. Là où ses collègues ne voyaient qu'un « mal incontournable », Mlynárik voit la faillite de la démocratie, une perte des valeurs morales et matérielles. Les épreuves infligées par la normalisation aux historiens devraient selon lui les sensibiliser aux souffrances perpétrées et les amener à comprendre l'urgence d'un devoir de mémoire. Slovaque, Mlynárik est issu du même milieu que les historiens réformistes cités plus haut. Déclassé comme eux après 1969, membre de la Charte 77 comme eux, il s'attaque à des cadres d'interprétation que ces collègues n'avaient jamais songé à remettre en question. Ses thèses suscitent auprès d'eux des réactions négatives mais mitigées. Certains comme Hübl, Křen ou Kural, dénoncent ce qu'ils considèrent comme un amateurisme historien. Tous trois mettent en avant l'autorité de leur discipline et récusent toute réévaluation anachronique du passé à l'aune de critères moraux. Au sein de la Charte 77, leur autorité se frotte à celle d'un large spectre d'intellectuels (comme le juriste Petr Pithart, l'historien Milan Otáhal, le psychologue Petr Přejhoda) soucieux de s'exprimer sur ce qui, à leurs yeux, relèvent surtout de l'identité et peut par conséquent être remis en question. D'autres critiques vont se développer, en marge de la Charte, à partir d'autres foyers culturels.

Dans les années 1980, on constate par exemple en Tchécoslovaquie, comme en Hongrie ou en Pologne, un regain d'intérêt pour l'idée d'Europe centrale. En 1984 sort à Prague le premier numéro de *Střední Evropa*, une revue samizdat. Elle rassemble, autour de l'historien

Rudolf Kučera, des auteurs qui partagent la même curiosité intellectuelle pour ce qu'ils perçoivent comme un espace d'expériences communes. Les déportations des années 1940 sont l'une d'entre elles, ils s'y intéressent, comme ils s'intéressent à la Shoah, aux minorités, et à tout ce qui constitue l'identité d'une Europe centrale, la religion, le baroque, les nobles, tous ces thèmes tabous ou négligés par l'historiographie officielle selon eux. Leur engagement pour une révision de l'histoire a des racines très différentes de celui des historiens réformistes. Ce sont des conservateurs, pour qui l'ancienne Autriche-Hongrie reste une référence, au plan politique comme au plan culturel, un antidote en tous les cas aux nationalismes de tout poil, dont les communistes ont su si bien tirer parti à partir de 1945. Ils représentent une alternative nouvelle, qui rentre en concurrence avec celle que les historiens marxistes proposent depuis les années 1960. Ces clivages idéologiques s'avèrent plus significatifs que celui qui distinguerait une histoire « institutionnelle » d'une « histoire dissidente » ou « alternative » et qui, dans les années 1980, ne correspond plus que très imparfaitement à la réalité académique.

Le débat provoqué par les thèses de Mlynárik a profité à la recherche sur les relations tchéco-allemandes. Certaines études significatives naissent à cette période : celles de Křen (qui se consacre entièrement à l'histoire de ces rapports depuis le XIX^e siècle) et de Kural (qui étudie ces rapports sous la première République, puis le Protectorat). Tous deux cherchent à reconstituer

une chaîne de causalités pour expliquer comment Allemands et Tchèques sont passés d'une coexistence pacifique au conflit ouvert, avec pour conséquence la guerre et l'expulsion. À la même époque, le discours national est en profonde mutation en RFA, en quête d'une « normalité » historique. Le récit qu'ils élaborent va dans le sens d'une « normalisation » des liens avec l'Allemagne, que les dirigeants communistes appellent alors de plus en plus nettement de leurs vœux. Bien que signataires de la Charte 77, ces deux auteurs sont alors autorisés à accepter l'invitation de l'université de Brême en 1983-1984. Mlynárik ne jouit pas des mêmes faveurs. Lorsqu'il se rend en Allemagne fédérale, en 1982, c'est au terme d'une garde à vue de treize mois, accusé de diffuser de la littérature interdite. À l'issue de son procès, les autorités du régime de Husák lui donnèrent le choix de rester en prison ou de s'exiler.

S'il est vrai que les années 1980 ont constitué une étape décisive dans la prise de conscience de la nécessité d'écrire l'histoire du transfert et que l'esprit dissident a joué ici un rôle primordial, la dynamique née à cette époque va dans des sens différents, selon des traditions et des projets politiques différents. L'après 1989 apporta des conditions nouvelles qui transformeront radicalement ce champ de recherche.

APRÈS 1989, LE TRANSFERT ENTRE POLITIQUE ET HISTOIRE

En novembre 1989, Václav Havel, à titre personnel en tant que dissident et avant même la chute du Mur, exprime des

excuses aux Allemands des Sudètes pour les expulsions d'après-guerre. Dans un entretien accordé au journal *Stern*, lors de sa première visite en Allemagne de l'Ouest en tant que président, au début de l'année 1990, il condamne de nouveau l'expulsion des Allemands, et le principe de la culpabilité collective⁷. Si son geste était emblématique de l'ouverture des dissidents à cette question, la réaction de l'opinion tchèque montra à quel point elle était peu préparée à une réévaluation du passé. Quelques années plus tard, l'affaire Dreithaler, un entrepreneur allemand qui réclamait que lui soient restituées des propriétés confisquées en vertu des décrets Beneš, témoigna de la peur qu'inspirait auprès d'une partie de l'opinion tchèque toute tentative de reconnaissance des droits des expulsés⁸. À la même époque, la voix de ceux qui critiquent le transfert, et veulent œuvrer à sa mémoire se fait plus entendre. En 1997, une déclaration de réconciliation germano-tchèque, qui exprime les excuses des Allemands envers les Tchèques et des Tchèques envers les Allemands, est signée entre les deux gouvernements et ratifiée par les parlements. Pour autant, quelles que soient les avancées de la politique de réconciliation, la question allemande n'en finit pas de faire débat, clivant l'opinion tchèque entre ceux qui

trouvent le transfert légitime et ceux qui le déplorent ou le condamnent. Dans ce débat, certains historiens s'efforcent de jouer un rôle modérateur, sans avoir forcément voix au chapitre. D'autres poursuivent leur travail sur le transfert, en marge du débat. Parmi les premiers, on retrouve souvent ceux qui avaient investi cette thématique avant 1989. Dans la première moitié des années 1990, ce sont eux qui dominent ce champ historiographique.

En 1994, V. Kural estime que l'historiographie tchèque a produit depuis 1989 plus qu'au cours des quarante dernières années. Les années 1990 représentent assurément un tournant sur le plan éditorial, mais les publications de cette époque rendent surtout compte du travail accompli avant 1989. À côté des ouvrages qui rappellent les débats provoqués par les thèses de Mlynárik, les Tchèques disposent dorénavant, grâce aux livres de Kural et Křen, d'une imposante fresque de la coexistence des Tchèques et des Allemands depuis l'empire des Habsbourg. Des travaux sur l'après-guerre complètent ces œuvres. Kural se félicite : les historiens tchèques ne sont plus en reste par rapport aux historiens allemands dans ce domaine⁹. Ce que ne dit pas Kural, c'est que les titres concernant l'après-guerre, donc le transfert lui-même, sont d'un auteur qui appartient à une toute autre expérience que celle de V. Kural.

7. Voir Anne Bazin, « Excuses et gestes symboliques dans le rapprochement de l'Allemagne avec ses voisins à l'est », *Raison publique*, n° 10, mai 2009. [En ligne], URL : <http://www.raison-publique.fr/article563.html>

8. Voir Dastakian Anne, « Tchécoslovaquie : pas d'abolition du décret de 1945 sur les Tchèques d'origine allemande », *Libération*, 10 mars 1995. [En ligne], URL : http://www.liberation.fr/monde/1995/03/10/tchecoslovaquie-pas-d-abolition-du-decret-de-1945-sur-les-tcheques-d-origine-allemande_127591

9. Václav Kural, *Místo společenství, konflikt. Češi a Němci ve velkoněmecké říši a cesta k odsunu (1938-1945)*, Prague, Ústav mezinárodních vztahů, 1994, pp. 3-4.

Né à Ostrava en 1952, Tomáš Staněk reconnaît avoir été influencé par les débats dissidents sur la question allemande dans les années 1970, mais c'est dans les structures académiques de la Tchécoslovaquie des années 1980, à l'instar d'autres historiens comme Jaroslav Kučera, qu'il commence à travailler sur les Allemands expulsés de Bohême. Dans un entretien donné récemment à un journal historien, il rappelle comment, enfant, il avait été confronté au spectacle de ces espaces frontaliers où avaient vécu les Allemands avant d'avoir été expulsés, et combien l'atmosphère étrange de ces lieux l'avait alors interpellé. Devenu jeune historien, il avait cherché des réponses à ces questions dans la littérature disponible. En poste à Opava (dans le nord de la Moravie), il avait eu accès à ce que les Allemands écrivaient sur la question. Des travaux d'ethnographes locaux, malgré certaines formulations idéologiques, lui avaient fourni d'autres pistes. L'accès aux archives régionales l'avait rapproché de la réalité de la politique menée à l'égard des Allemands après la guerre. Il avait alors rédigé ses premières études sur le transfert, qui ne pourront être publiées qu'après 1989¹⁰. Dans les années 1990, il est un des premiers à profiter de l'accès élargi aux fonds du ministère de l'intérieur sur l'expulsion. Il peut ainsi documenter plus systématiquement ce qu'il avait perçu par bribes dans les archives d'Opava. Il apporte notamment une vision nouvelle des responsabilités

politiques et administratives tchèques dans l'exécution de la première phase du transfert. Les premiers mois du transfert, en 1945, constituent ce qu'on appelle la phase "sauvage" du transfert, celle à laquelle sont associés les pires excès. Staněk, contrairement à beaucoup d'auteurs avant et après lui, montre qu'on ne peut imputer la responsabilité de cette étape du transfert à une prétendue pulsion de la population. Staněk, tout comme son homologue J. Kučera, deviennent des spécialistes incontournables du transfert. Leur expérience de recherche est différente de celle qu'ont connue les historiens-réformistes-dissidents. De ces deux expériences découlent deux manières d'envisager l'historiographie du transfert après 1989.

Ceux qui, hors institution, ont pendant plus de vingt ans œuvré à la transformation de la mémoire du transfert des Allemands veulent poursuivre leur œuvre après 1989. Ils se sentent investis du devoir de combler les pages blanches de l'histoire tchèque. Une partie d'entre eux pense pouvoir mettre le savoir-faire historien au service d'une politique de réconciliation germano-tchèque. Ils sont à l'origine d'une institution qui deviendra le foyer de cette orientation : la commission mixte d'historiens, dirigée jusqu'en 2000 par J. Křen. Au sein de cette commission, des historiens tchèques, slovaques et allemands s'efforcent de s'entendre sur les cadres d'une histoire partagée. Dans la continuité des visions forgées hors institution avant

10. Petr Blažek, Pavel Zeman, « Nechat mluvit fakta », *Pamět' a dějiny*, 2013/2, pp. 63-74.

1989, ils élaborent les bases d'un récit acceptable pour chacune des parties impliquées [allemande, tchèque et slovaque] et nourrissent l'espoir de produire une histoire « réparatrice » appuyée sur le rapprochement des narrations nationales des uns et des autres. Un ouvrage collectif intitulé *Pour comprendre l'histoire. Les relations tchéco-allemandes entre 1848 et 1948* rend compte de ce travail¹¹. L'objectif des auteurs est d'expliquer l'échec d'une cohabitation de plus de huit siècles et son dénouement, de montrer les « raisons historiques » de la politique de déportation (qui occupe un tiers de l'ouvrage). Tout est fait dans le récit pour présenter le transfert comme une conséquence inéluctable de l'expérience nazie, et comme la seule solution envisageable après la guerre. Sur les quatre chapitres consacrés au transfert (pp. 190-292), une vingtaine de pages seulement (pp. 208-228) concernent sa réalisation. Le dernier chapitre consacré à l'interprétation des décrets Beneš aujourd'hui achève d'inscrire l'ouvrage dans l'actualité du débat public.

De l'avis général, la commission constitue une plate-forme intéressante qui contribue à une certaine valorisation de la recherche, encourage le dialogue entre historiens tchèques, slovaques et allemands. Elle n'est cependant que très partiellement représentative des avancées de l'historiographie tchèque sur la question du transfert.

Une autre école, développée après 1989 dans le sillage d'auteurs tels que T. Staněk ou J. Kučera, délaisse la question des « racines historiques du transfert » au profit d'une analyse minutieuse des opérations concrètes de déplacements forcés.

À partir des années 2000, le nombre des auteurs travaillant sur la question des Allemands de Bohême en tirant profit des fonds d'archives augmente. Ils privilégient souvent les perspectives locales, comme autant de sondes qui permettent de complexifier la façon d'interroger les politiques migratoires pendant et après la guerre, leur conception, leur réalisation, leur impact. Les recherches de ces auteurs, très proches des territoires, des faits et des acteurs, s'insèrent dans des thématiques plus larges que le transfert des Allemands vers l'Allemagne ou l'Autriche. Elles concernent par exemple le repeuplement des espaces vidés par les expulsions, le déplacement d'Allemands vers le centre de la Bohême, le retour de certaines catégories d'expulsés, les déplacements d'autres minorités¹². Soucieux d'éclairer les phénomènes migratoires, ces chercheurs sont amenés à relier ce que les traditions historiographiques précédentes avaient artificiellement séparé. Le transfert des Allemands des Sudètes est en effet inextricablement lié à d'autres migrations plus ou moins contraintes. Selon Adrian von Arburg, entre 1945 et 1950, un quart

de Tchèques tente de commencer une vie nouvelle dans les régions frontalières habitées jusqu'à l'expulsion par les Allemands¹³. La politique de repeuplement des régions désertées coïncide avec l'instauration d'un nouveau modèle social (soviétisé et « sans classes ») et la programmation de cette politique de repeuplement commence dès 1945. Les chercheurs questionnent le lien entre ces différentes politiques. Comprendre ce lien implique de sonder le terrain non seulement d'un point de vue politique et social, mais aussi économique (en observant notamment les mutations de l'industrie et de l'artisanat), juridique, démographique et ethnologique. Dans ces domaines, un travail considérable a été accompli, mais c'est une historiographie qui a les défauts de ses qualités : innovante, très fouillée, elle reste pour le moment assez éclatée, on peut lui reprocher de ne pas proposer de synthèse ou de rester encore trop en retrait d'un débat public sur le transfert des Allemands sudètes qui n'en finit pas d'agiter l'opinion tchèque.

L'époque où le transfert s'effaçait des actualités et disparaissait de l'histoire nationale des Tchèques et des Slovaques est aujourd'hui bien révoquée, pour autant, les passions autour de son interprétation montrent qu'on a toujours affaire à un passé qui ne passe pas. En 2010, un documentaire de David Vondráček diffusé par la télévision

tchèque créa ainsi la polémique. Sous le titre provocateur de *Tuerie à la tchèque* (« Zabíjení po česku »), le cinéaste revenait sur un épisode de l'expulsion des Allemands sudètes à l'aide, entre autres, d'images tournées à l'époque par un amateur. Son tableau ne ménageait pas la mémoire des autorités locales et nationales impliquées dans l'opération évoquée. Dans la même veine, des journalistes reviennent régulièrement sur les violences à l'égard des expulsés sudètes, au grand dam des historiens. Contre ces rappels intempestifs du passé, qu'ils considèrent comme des ingérences dans leur domaine, certains d'entre eux cherchent à défendre bon an mal an les frontières de leur discipline¹⁴. D'autres, nous l'avons vu, acceptent de facto le débat dans lequel ils s'engagent en tant qu'experts. Ce sont souvent les mêmes qui, avant 1989, ont œuvré à sortir le transfert du silence où l'avait relégué la propagande d'après-guerre. La vision du transfert qu'ils défendent doit aussi constituer une alternative à la littérature plus ou moins savante qui interprète les déportations d'Allemands après-guerre dans les grilles de l'épuration ethnique (Voir note 2). C'est en marge de ces deux modes d'engagements historiens que se cultive actuellement la recherche la plus féconde et la plus prometteuse concernant le transfert des Allemands

11. Beneš et al., *Rozumět dějinám Vývoj česko-německých vztahů na našem území v letech 1848-1948*, Prague, Gallery, 2002. La version allemande originale : www.collegium-carolinum.de/doku/vdok/hiko-benes.htm

12. Parmi ces auteurs, citons Adrian von Arburg, Tomáš Dvořák, Matěj Spurný.

13. Adrian von Arburg, « Tak či onak. Nucené přesídlení v komplexním pojetí poválečné sídelní politiky v českých zemích », *Soudobé dějiny*, 2003/3, pp. 253-292. A. v. Arburg est suisse, mais a fait son doctorat à l'université Charles de Prague. Il publie abondamment en tchèque dans des revues tchèques, et a coopéré avec T. Staněk depuis la fin des années 1990.

14. En 2002, un collectif d'historiens signe une déclaration contre la politisation de l'histoire (« Les historiens contre le viol de l'histoire »).

sudètes. En partant des sources, plutôt que de schémas préétablis, cette nouvelle historiographie tchèque bat en brèche un certain nombre de stéréotypes durables, comme celui concernant la phase dite « sauvage » du transfert, celle où l'on compte le plus d'excès et que la littérature antérieure attribuait à une « vindicte populaire incontrôlée ». Ce faisant, elle dresse un bilan très sévère sur les responsabilités individuelles et collectives

(politiques, sociales, militaires) des Tchèques dans la politique de déportation, bilan qui va parfois bien au-delà des condamnations que véhiculent certains médias avides de sensationnel. Cette recherche, encore un peu isolée au sein de l'historiographie de l'après-guerre et du communisme, remet de plus en plus en cause les cadres nationaux et temporels dans lesquels est traditionnellement pensée et écrite l'expérience tchèque après 1945.

CHRONIQUE DES ENJEUX D'HISTOIRE SCOLAIRE

Laurence de Cock et Charles Heimberg

EJ La confusion des guerres mondiales comme obstacle à l'intelligibilité du XX^e siècle

Laurence DE COCK - Professeur agrégée au lycée Joliot Curie de Nanterre, chargée de cours à l'université Paris VII, associée au laboratoire ECP, université Lyon II.

Charles HEIMBERG - Professeur de didactique de l'histoire et citoyenneté, université de Genève.

« Il n'échappe à personne combien ces recherches par les enfants des documents du passé, ce commerce répété avec l'âme d'un terroir est autrement propre à en éclairer l'histoire que les leçons les plus éloquentes d'un maître ou les exposés des manuels. Recueillir les témoignages oraux des vieilles personnes, les légendes et les récits des veillées, les anecdotes et les fables de la région, interroger les pierres usées ou les papiers vénérables, c'est pour l'enfant acquérir ces deux notions qui sont la clef de l'esprit historique : la notion d'évolution qui montre que les choses et les institutions se transforment incessamment, et la notion de durée qui révèle que parmi tout ce qui change quelque chose du passé demeure toujours et continue à vivre. Et constater cela, par une expérience personnelle et renouvelée, c'est bien mieux qu'apprendre l'histoire puisque c'est découvrir les matériaux qui servent à la construire, c'est déjà un peu édifier l'Histoire, avec de petites histoires. »

Jean Baucomont, dans « Le rôle du folklore dans l'éducation »,
Pour l'Ère nouvelle, n° 76, 11^e année, Paris, mars 1932, p. 70.

QUELQUES JALONS DANS UN PAYSAGE HISTORIOGRAPHIQUE ET POLITIQUE

Évolution et durée, rupture et continuité, récits et tableaux : la sélection, l'organisation et la construction des savoirs historiens à enseigner et faire apprendre dans le cadre scolaire ne vont pas de soi. Sur le plan des échelles temporelles et sur celui des périodisations, les regards croisés des historiens et la variation de leurs focales d'observation enrichissent les interprétations et multiplient les questionnements possibles. De l'histoire locale à l'histoire

globale, les objets d'investigation sont désormais construits, scrutés, tordus dans toutes les directions susceptibles de multiplier les angles d'intelligibilité. Les guerres mondiales n'ont pas échappé à ces renouvellements historiographiques.

En sus de cette élasticité des échelles, l'historiographie des guerres s'est aussi transformée au contact de la vague d'histoire culturelle qui, institutionnellement soutenue, a subsumé toutes les autres histoires, souvent reléguées dans les ressacs des écritures surannées de l'histoire, comme l'histoire sociale ou

l'histoire dite « bataille ». Cette lame de fond culturelle charrie le pire comme le meilleur. Héritière d'une histoire des mentalités ou des représentations, elle a certes permis de quitter la tradition narrative purement événementielle et quasiment désincarnée, mais elle peut donner lieu à des modélisations rapides de comportements que l'on estime uniquement dictés par la matrice culturelle du temps. En dégagant des nouveaux thèmes d'exploration (les croyances, les représentations combattantes, etc.), cette histoire culturelle permet en outre des mises en correspondance avec d'autres conflits dans une perspective comparatiste. Le défi est fécond s'il est bien mené, c'est-à-dire avec un outillage théorique solide validant la pertinence de la comparaison¹, mais il porte en lui le risque majeur d'une déshistoricisation en déconnectant l'objet historique de son substrat, donc en postulant, en creux, soit un universel des comportements comme « l'expérience combattante », soit une analyse « hors-sol » dont la conceptualisation (guerre « totale », guerre d'« anéantissement », « brutalisation », etc.) camoufle mal les raccourcis épistémologiques.

D'autres développements récents de l'historiographie ont proposé des interprétations nouvelles de la corrélation entre les deux guerres désormais

inscrites dans la temporalité d'une longue guerre de trente ans en insistant notamment sur ce que la Grande Guerre annonçait de la Seconde Guerre mondiale. Comme il en va de tous ces raisonnements expérimentaux, ils portent sans doute leur part de pertinence et ils séduisent par leur potentiel, ou leur apparence, de renouvellement des questionnements et des savoirs. Mais ils s'affrontent en même temps à des interrogations critiques et à des objections de fond qui nourrissent sans cesse le débat scientifique².

Enfin, l'actuelle commémoration publique de la Première Guerre n'est pas dénuée d'ambiguïté quant aux liens qu'elle choisit d'opérer avec la Seconde Guerre mondiale. Nous verrons plus loin que les prises de positions de présidents français, en faisant le choix de nouer les deux conflits mondiaux, se livrent à un usage public de l'histoire des guerres qui les surchargent d'une fonction civique de communion nationale.

L'histoire scolaire n'est pas, loin s'en faut, la chambre d'enregistrement systématique des variations historiographiques ou des discours mémoriels, mais, au cas par cas³, elle s'ouvre à certaines d'entre eux. L'attrait du nouveau associé à des effets de diffusion et de mode semble avoir, sur certains objets, notamment les guerres, pour effet,

1. Marcel Détéienne, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil, 2000 ; Nicole Loraux, « Éloge de l'anachronisme en histoire », *Le Genre humain*, n° 27, 1993, pp. 23-39.

2. Pour une présentation générale d'un examen critique de la question, nous renvoyons à la contribution dans ce volume de Frédéric Rousseau : « 1914-1945 : la Grande Guerre est-elle la matrice du XX^e siècle monstrueux ? Arrêt sur une vulgate du troisième millénaire », p. 47.

3. Et selon des modalités beaucoup plus subtiles qu'on ne le croit trop souvent et encore très peu travaillées scientifiquement. À titre d'exemple, voir Laurence de Cock, « Un siècle d'enseignement du "fait colonial" dans le secondaire entre 1902 et aujourd'hui », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 18, septembre-décembre 2012. [En ligne], URL : <http://www.histoire-politique.fr>, consulté le 30 avril 2014.

depuis quelques temps, de faire passer plus rapidement que d'habitude de nouveaux concepts ou de nouvelles analyses dans les contenus et les pratiques scolaires. Depuis les années 1970, loin de s'en tenir à un récit lisse, rendu prétendument cohérent par la succession de relations causales ultérieurement établies – ce qui la rendrait tendanciellement téléologique –, l'histoire scolaire se trouve toujours davantage devant la nécessité d'affronter la complexité du passé pour le rendre intelligible. Elle affronte en même temps dans l'espace public la pression d'une doxa qui prétend lui dicter des raccourcis présentés comme des évidences⁴. Ainsi, par exemple, Pierre Laborie déplore cette « doxa de la France glauque » qui classe les Français du temps de l'Occupation en trois catégories : « dans un pays divisé, les deux fractions ennemies des résistants et des collaborateurs, minoritaires, marginales », qui s'affrontent et occupent des positions extrêmes entre lesquelles « une masse amorphe » et attentiste s'accommodait et choisit son camp « en fonction de l'issue présagée de la guerre »⁵.

C'est dans ce contexte que se pose la question complexe du rapport entre les deux guerres mondiales du XX^e siècle, de la manière dont elles sont distinguées ou non dans les programmes et les classes, du poids relatif des dimensions d'association ou d'assimilation dans les interactions qui les relient, etc. Au cœur du processus de transposition

didactique qui transforme des savoirs scientifiques en des savoirs à enseigner, une série de mécanismes de réification et de rigidification se font jour qui modifient profondément ces savoirs dès lors qu'ils se donnent à voir dans l'espace scolaire. Ainsi, d'un contexte à l'autre, des lieux de la recherche à ceux de l'enseignement, certains débats prennent-ils une tournure nouvelle. C'est ce que nous tentons d'examiner.

Cette contribution s'efforce à la fois de mettre en évidence les manières dont les savoirs scolaires subissent l'influence de ces nouvelles visions du rapport entre les deux guerres mondiales du XX^e siècle, d'en montrer les conséquences possibles et d'évoquer quelques pistes didactiques par lesquelles l'étude en classe de ces deux guerres, et leur comparaison, pourrait contribuer à forger une intelligibilité du XX^e siècle et du contexte contemporain. Elle s'interroge également sur les enjeux réels que recouvre la manière de concevoir les liens, les interactions ou les distinctions entre les deux guerres mondiales.

LE CARACTÈRE MATRICIEL DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE : UNE POSITION TRÈS PRÉSENTE DANS LES ESPACES DE LA DIVULGATION DE L'HISTOIRE

« Nous avons la conviction que la Première Guerre mondiale est une tragédie dont est sortie le XX^e siècle tout entier », déclare par exemple l'historienne

4. Voir Charles Heimberg et al., « L'intelligibilité du passé face à la tyrannie de la doxa : un problème majeur pour l'histoire à l'école », in Jean-Luc Dorier et al. (éds), *Didactique en construction, construction des didactiques*, Bruxelles, De Boeck, « Raisons éducatives », 2013, pp. 147-162.

5. Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard, 2011, pp. 51-57.

Annette Becker dans l'enregistrement vidéo qui introduit un cours sur la Grande Guerre récemment diffusé sur internet⁶. Cette affirmation pourrait paraître de bon sens. Elle a sans doute sa part de vérité. Ainsi quand Carlo Ginzburg analyse l'affiche de Lord Kitchener pointant du doigt les jeunes Britanniques pour les inciter à s'enrôler et à entrer dans la guerre, nous avons bien là, avec cette affiche de propagande de masse dont le motif a été reproduit dans toutes sortes de circonstances tout au long du XX^e siècle, la naissance d'un mode de faire que l'historien met en relation avec le Big Brother de 1984, dont l'auteur avait été un destinataire de l'affiche⁷. Ainsi, ce doigt pointé figure en quelque sorte une entrée dans une modernité inédite, une modernité de masse, mais aussi une forme insidieuse de persuasion qui génère du contrôle social et tout le contraire de la liberté.

« Il est probable que Big Brother n'existe pas : c'est une image, un visage, un slogan – comme une affiche faisant la réclame d'un produit. 1984 fut publié pour la première fois en 1949 ; il fut alors lu comme un roman de la guerre froide. Ses références à l'erreur stalinienne semblaient tout à fait évidentes. Un demi-siècle plus tard, la description d'une dictature fondée sur des moyens électroniques et un contrôle psychologique peut facilement être adaptée à une tout autre réalité, qui n'est pas entièrement impossible. »⁸

Pointer des continuités dans une certaine durée et tisser des liens d'un contexte à l'autre, ces deux activités ont bien sûr toute légitimité en histoire. Mais il faut alors aussi se demander jusqu'à quel point. Et là, ce n'est plus une affaire de conviction profonde, mais bien plutôt de connaissance historique.

Dans un entretien portant prioritairement sur l'enseignement scolaire de l'histoire, et consacré à l'usage du concept de totalitarisme, Bernard Bruneteau a récemment évoqué comme étant la meilleure définition de cette notion « une approche en terme "historico-génétique", qui veut comprendre le développement des deux grands totalitarismes à partir de leur interaction consécutivement à la révolution bolchevique, comme le fait Ernst Nolte, ou à partir de leur matrice commune qu'est la Grande Guerre, thème suivi par François Furet ». Il précise plus loin, à propos des grandes évolutions de l'historiographie française depuis 1990, que « c'est le moment où s'amorce la relecture culturelle de la Grande Guerre, imposant l'idée du moment matriciel du XX^e siècle et donc de ses tragédies totalitaires. » En outre, à propos des programmes scolaires, il ajoute que :

« Dans les programmes de 1995 et 2002, deux choses sont frappantes : la centralité de la guerre de 1914 comme événement matriciel (guerre totale, brutalisation) indiquant un transfert assez

6. Cours MOOC, *La Première Guerre mondiale expliquée à travers ses archives*, Université de Nanterre et BDIC, mars-avril 2014, <https://mega.co.nz/#F!2A5jxK7D!U15LFaTeHzSVzigSgRPtTg>, consulté le 24 avril 2014.

7. Carlo Ginzburg, « "Your country needs you". Une étude de cas en iconographie politique », in *Peur révérence terreur. Quatre essais d'iconographie politique*, Dijon, Les Presses du réel, 2013, pp. 67-108.

8. *Ibid.*, p. 107.

rapide histoire savante-histoire enseignée ; une grande prudence sur la notion même de totalitarisme : on ne constate pas d'effet "1989". Au contraire, les programmes rappellent la guerre froide (en oubliant complètement de dire que le concept est massivement utilisé dans l'entre-deux-guerres), affirment le caractère différent ou opposé des régimes (sans mettre en évidence les effets similaires sur les populations), schématisent le concept (qui n'a jamais postulé l'identité des régimes) en n'évoquant pas les notions d'homologie et de convergence, réduisent son utilisation à la description de "pratiques" (en ignorant les travaux sur la religion politique). »⁹

Il est difficile de trouver plus belle illustration de la logique réelle et des implications potentielles du fait de considérer la Grande Guerre comme une matrice de l'histoire des deux conflits mondiaux et du XX^e siècle. Cet auteur défend en effet une conception du totalitarisme particulièrement indéfendable¹⁰, précisément celle que Jürgen Habermas fustigeait lorsqu'il a forgé le concept d'usage public de l'histoire, concept repris quelques années plus tard par

l'historien italien Nicola Gallerano¹¹. Certes, la comparaison des régimes de dictature de masse du XX^e siècle a une certaine légitimité, mais pas au prix de tout mettre sur le même plan en jetant un voile noir sur toute possibilité de comprendre les grandes articulations du siècle. Les affirmations de Bruneteau se réfèrent en outre à l'historiographie dominante de la Grande Guerre, à forte prédominance culturelle, avec d'autres concepts très discutables comme la « brutalisation » des soldats, qui est directement associée à la perspective matricielle¹². Il est par ailleurs intéressant de voir ici de quelle manière la notion de Grande Guerre comme matrice du siècle conduit presque naturellement à cette version relativiste du totalitarisme. Or, on sait à quel point le déploiement de cette notion discutable de totalitarisme dans le champ scolaire produit des effets problématiques¹³.

Il arrive aussi que cette logique matricielle aille encore plus loin. Dans une publication récente de la collection « Regard d'expert » de La Documentation française, Stéphane Audoin-Rouzeau prend certes toutes les précautions d'usage pour souligner que, dans l'histoire des guerres, l'inventaire des différences s'allonge à

9. Bernard Bruneteau, « Les vicissitudes scolaires d'une notion controversée : le(s) totalitarisme(s) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*. [En ligne], URL : <http://chrhc.revues.org/3409>, 122 | 2014, mis en ligne le 14 février 2014, consulté le 24 avril 2014.

10. Et il est étonnant de lire une telle réhabilitation d'Ernst Nolte et François Furet dans une revue progressiste comme les *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, comme si tout devenait possible dès lors que l'on parle de l'histoire scolaire...

11. Nicola Gallerano, « Histoire et usage public de l'histoire », *Diogenes. Revue internationale des sciences humaines*, « La responsabilité sociale de l'historien », n° 168, octobre-décembre 1994, pp. 87-106.

12. Pour une critique de ce point de vue, voir « L'ordinaire de la guerre », *Agone. Histoire, politique & sociologie*, n° 53, 2014, en particulier l'article de Philippe Olivera, « Histoire de violences et violence (sociale) de l'histoire. À propos de la "nouvelle histoire" de la Grande Guerre », pp. 11-36 ; ainsi que Michaël Christofferson, *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Agone, « Contre-feux », 2014 [2009].

13. Voir Charles Heimberg, « Totalitarisme et culture démocratique : à propos de leurs usages publics et scolaires », in Stéfanie Prezioso et al. (dir.), *Le Totalitarisme en question*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 175-187.

l'infini. Mais il n'en reste pas moins « que ces précautions liminaires n'invalident pas le titre donné à ce texte ni la problématique qu'il souhaiterait proposer. Un tel titre [*L'expérience combattante*] postule en effet qu'au-delà de l'extrême variété des situations, ou plutôt qu'en deçà de tant de différences repérables, un fil caché relie ces expériences variées, au point de donner à l'expérience combattante du XX^e siècle une unicité profonde susceptible de transcender son apparente diversité ». Plus significatif encore, l'anthropologie historique revendiquée par cet auteur le mène à emprunter la notion d'« invariant » aux travaux de Françoise Héritier. « Que le jeu de tels invariants surdétermine en bien des points l'activité guerrière du XX^e siècle, c'est ce que nous aimerions suggérer [...] »¹⁴, précise-t-il, non sans une certaine confusion de temporalités¹⁵.

LES EFFETS D'UN CONTEXTE COMMÉMORATIF

Le discours commémoratif de François Hollande à Oyonnax le 11 novembre 2013, jour des 70 ans d'un défilé patriotique de maquisards en pleine occupation allemande, a été emblématique des risques induits par cette confusion des deux guerres mondiales. Ce jour-là, il

a en effet déclaré : « 70 ans plus tard, nous sommes réunis aujourd'hui, dans la fidélité du souvenir, pour évoquer deux guerres, deux guerres terribles : la Grande Guerre et celle de 1940-1945. Nous ne les confondons pas. Mais ici, à Oyonnax, elles se répondent l'une, l'autre. » Et, plus loin, après s'être demandé pourquoi et comment ces hommes s'étaient engagés et avaient tenu, il a encore ajouté que le « 11 novembre est dédié à la République. En 1914, la République s'est révélée plus forte que les régimes autoritaires qui croyaient que, parce qu'elle était un État de droit, la République serait un État de faiblesse. Non, la République sait montrer sa force et sa fermeté. »¹⁶ Ainsi, au-delà de l'hommage dû à tous les combattants en de telles circonstances, l'image de la République est ici convoquée dans le but d'effacer cette différence décisive qui devrait permettre de ne pas confondre une guerre seulement patriotique et une guerre qui fut aussi une lutte pour la liberté et contre les fascismes. Dans une tradition somme toute assez banale d'instrumentalisation présidentielle de l'histoire¹⁷, François Hollande part en quête de consensus. La singularité de chacune des séquences guerrières est reléguée aux mains des historiens, sans doute trop pointilleux quand on puise

14. Stéphane Audoin-Rouzeau, « L'expérience combattante », in [coll.], *La guerre au XX^e siècle*, Paris, La Documentation française, Doc'en poche, Regard d'expert, 2014, pp. 13-52, pp. 17-19 pour les citations. Ce texte est une réédition du « Point sur » du n° 8041 de la *Documentation photographique* paru en 2004.

15. L'ouvrage reproduit en p. 18 une citation de Françoise Héritier, tirée de l'ouvrage *De la violence II*, Paris, Odile Jacob, 1999, définissant la notion d'invariant dans une évidemment beaucoup plus longue durée que celle du XX^e siècle.

16. Voir le texte complet du discours sur : <http://discours.vie-publique.fr/notices/137002603.html>, consulté le 24 avril 2014.

17. Laurence de Cock et al., *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France*, Marseille, Agone, 2008.

dans la victoire patriotique le prétexte à une réconciliation nationale. En 1983, François Mitterrand déjà avait « voulu nouer dans le souvenir de la patrie ces deux événements à distance d'une guerre et d'une génération mais dont le symbole et l'action sont les mêmes »¹⁸. Or, comment concevoir de mettre ainsi sur un même plan l'engagement des maquis pour défendre des principes de liberté avec cette tuerie tragique et insensée qu'a été la Grande Guerre ? C'est encore une fois la possibilité de comprendre le XX^e siècle dans toute sa complexité qui est ici en jeu.

CE QU'IL EN EST DANS LES PRESCRIPTIONS ET LES PRATIQUES SCOLAIRES

Les deux guerres mondiales sont chacune entrées très tôt dans les programmes. Dans la tradition de l'histoire scolaire, le programme s'étend jusqu'aux événements les plus récents de l'actualité. Ainsi, dès 1919, la réédition des manuels de Lavisie intègre la Première Guerre qui entre officiellement dans les prescriptions en 1923. Quant à la Seconde, elle pénètre naturellement les programmes dès les années 1950¹⁹. À grands traits, on peut retracer quelques inflexions majeures dans la manière d'enseigner les guerres. Au début des années 1980, la question de la Shoah reconfigure l'enseignement de la Seconde Guerre, désormais étudiée sous l'angle de la barbarie nazie.

Il faut attendre la décennie suivante pour que la Première Guerre soit à son tour touchée par une évolution importante : la pénétration quasi immédiate de l'approche culturelle impulsée par les travaux de l'équipe de l'Historial de Péronne rencontrant, à ce moment, l'inflexion patrimoniale de l'écriture de l'histoire. Ce succès très rapide s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs : le poids institutionnel de ses acteurs (champ académique et monde de l'édition), un renouveau épistémologique séduisant de prime abord dans un contexte de culturalisation du politique (poids de l'historiographie issue des historiens de Sciences-Po, Serge Berstein étant par exemple le maître d'œuvre des programmes de 1995), l'opportunité d'un gain de temps par la concentration de la chronologie au bénéfice de la conceptualisation modélisante sous-tendue par la « culture de guerre », enfin, la facilité d'exposition pédagogique qui en découle puisque cette approche, n'admettant que peu de variations locales, sociales ou temporelles, s'inscrit très favorablement dans une démarche purement magistrale.

Cette approche culturelle de la guerre n'a pas cessé de dominer jusqu'à aujourd'hui, ne faisant d'ailleurs l'objet d'aucun débat au sein des commissions d'experts chargées de l'écriture des programmes. L'étude des régimes totalitaires apparaît quant à lui explicitement dans les programmes

18. François Mitterrand, discours d'Oyonnax, 11 novembre 1983. <http://discours.vie-publique.fr/notices/837196100.html>, consulté le 24 avril 2014.

19. Pour une présentation très détaillée de l'histoire des programmes d'histoire, voir <http://crheh.hypotheses.org/337>, consulté le 1^{er} mai 2014.

en 1995 pour la classe de troisième. Le concept, issu en effet d'une historiographie furétienne portée par les mêmes réseaux institutionnels que cités précédemment, permet d'opérer une jonction conceptuelle entre la Première et la Deuxième Guerre mondiale. La transitivity se renforce avec l'équation suivante : la « brutalisation » lors de la Première Guerre a été suivie de la mise en place d'un régime totalitaire poursuivant idéologiquement la violence et préparant ainsi un terreau favorable à la barbarie de la guerre suivante. Ce faisant, les périodes de la République de Weimar²⁰, de la crise économique mondiale, de la guerre civile en Russie, puis en URSS, disparaissaient dans les limbes. Le totalitarisme permettait non pas de comparer, mais de confondre les régimes nazis et stalinien. Outre la dimension politique portée par cette historiographie, on a bien là un contexte favorable à la déshistoricisation de chacun des deux conflits mondiaux, le premier préparant le second via la matrice de la culture de guerre relayée par le totalitarisme. Il n'est donc pas étonnant que le seul débat ayant fortement animé les différents acteurs du circuit d'écriture de l'histoire scolaire ait tenu non pas aux orientations historiographiques mais à la place assignée à l'étude de la Seconde Guerre dans la scolarité. En effet, depuis les années 1990, se pose régulièrement la question de savoir où, dans

le montage, doit s'étudier la Seconde Guerre mondiale. La fin de première permet de garder la linéarité entre la Première et la Seconde Guerre, mais comporte le risque de ne pas traiter la guerre 1939-1945, qui arrive en fin de trop longs programmes ; le début de la terminale assure d'un traitement de cette guerre, mais rompt la précieuse linéarité. En 2002, la poire est coupée en deux : la Seconde Guerre restera en première, tandis qu'en terminale, on étudiera la mémoire de cette guerre. En regardant de près les arguments des uns et des autres, on voit bien que se joue ici la possibilité ou pas d'entrer dans une logique de filiation et de comparaison.

La rupture réelle a lieu avec les programmes de première de 2010. Issus d'une réforme structurelle du lycée supprimant l'enseignement de l'histoire-géographie en terminale scientifique, ils devaient concentrer deux années en une. Les concepteurs de programme décident donc de procéder à une hyperconcentration dans un chapitre entièrement consacré aux guerres : « La guerre²¹ au XX^e siècle ». Dans ce chapitre, une typologie est assignée à chacune des guerres étudiées : guerre « totale » (la Première), guerre d'« anéantissement » qui n'est qu'une accentuation, ou un aboutissement, du caractère « total » de la précédente (la Seconde), Guerre froide et « nouvelles conflictualités » (post Guerre

20. Bien que la plupart des manuels de troisième et de première évoquent brièvement la République de Weimar comme cadre d'ascension du nazisme.

21. Le titre est bien au singulier.

froide). L'étude des totalitarismes intervient ultérieurement. La levée de boucliers est immédiate et tourne essentiellement autour de la dénonciation de la rupture de la chronologie. Les arguments prennent ensuite un ton plus didactique : comment les élèves pourraient-ils comprendre la succession des guerres s'ils n'ont pas d'abord étudié les totalitarismes ?

L'argument est cependant assez pernicieux. Sous couvert de risque de confusion, il faudrait donc en revenir à l'ancienne linéarité qui pourtant, nous l'avons vu, amplifie le caractère matriciel de la Première Guerre mondiale et la vision téléologique de l'irruption de la Seconde.

La difficulté ne nous semble pas vraiment être dans la désynchronisation. Elle réside davantage dans la catégorisation des guerres. Cette manie de la typologie propre à l'histoire scolaire présuppose, pour ses défenseurs, que l'« idéal-type » favoriserait les apprentissages. En l'état, et compte tenu de la cadence imposée aux enseignants, elle entraîne surtout une disparition des historicités propres à chacun des conflits, rendant impossible l'étude des temporalités des guerres, de leurs variations régionales ou même sociales ; la catégorisation encapsule chacun des conflits et les prive d'histoire²². La fiche-ressource de l'Inspection générale qui accompagne les programmes

est d'ailleurs claire là-dessus : parmi les pièges à éviter, elle demande de « ne pas traiter les deux conflits mondiaux pour eux-mêmes, de manière distincte, sans établir entre eux de lien dans le cadre de la problématisation de la guerre totale »²³. Il y a donc un appel explicite à la filiation et à la comparaison. Dans l'état actuel des recherches, nous n'avons que très peu de données sur les pratiques de classes effectives d'enseignement de ce thème au lycée. Il n'est donc pas possible d'évaluer le degré de confusion entre les deux conflits. En revanche, une enquête limitée au lycée de Nanterre sur les récits de la Première Guerre par des élèves, concernant près de 200 d'entre eux²⁴, n'indique pas de confusion entre les deux conflits (comme c'était à craindre), mais montre bien une certaine incapacité à historiciser cette guerre fossilisée dans sa dimension « totale » et focalisée sur la vie des tranchées. Il y a donc bien un brouillage de l'intelligibilité historique dû à l'hypertrophie de la catégorisation et de la filiation.

LES CONSÉQUENCES DE CES BROUILLAGES

Le manque de distinction entre les deux guerres mondiales que nous avons pointé ne les rend vraiment pas compréhensibles. Ce constat est d'autant plus inquiétant que la pression sur les programmes et sur le

22. Voir le dossier « Enseigner les guerres », par Laurence de Cock, Charles Heimberg, Sébastien Ledoux, <http://aggiornamento.hypotheses.org/1634>, consulté le 1^{er} mai 2014.

23. Fiches ressources de première ES, L, http://cache.media.eduscol.education.fr/file/lycee/58/2/LyceesGT_RESSOURCE_Hist1_04a_GuerresPaix_205582.pdf, consulté le 1^{er} mai 2014.

24. Laurence de Cock, « À propos de récits d'élèves sur la Grande Guerre », intervention aux Journées d'études de didactique de l'histoire, « Enseigner les guerres : la Grande Guerre », Genève, 14 mai 2014, à paraître.

temps réservé à des cours d'histoire au sein de l'école a pour conséquence de réduire tendanciellement le temps consacré à ces deux conflits. Toutes les conditions sont ainsi réunies pour une réification des savoirs et la présentation de données explicatives réductrices, notamment à partir d'une Grande Guerre qui constituerait la matrice de la guerre suivante, si ce n'est de l'ensemble du siècle.

L'un des risques de cette tendance à la simplification consiste encore à renoncer à un examen de la complexité des faits qui passerait à la fois par le point de vue des victimes, par celui des exécuteurs et des décideurs qui les font agir, ainsi que par celui des témoins, actifs ou passifs, conformément à l'œuvre de Raul Hilberg sur la destruction des juifs d'Europe²⁵. L'une des conséquences possibles de cette tendance pour la Seconde Guerre mondiale mène alors à négliger les acteurs de la Résistance, aussi bien la Résistance-organisation, avec ses actions militaires, que la Résistance-mouvement sociale, beaucoup plus diffuse dans la société, telles qu'elles ont été décrites par François Marcot²⁶. Mais si l'on réfléchit à l'enseignement de la

Grande Guerre, pour lequel l'étude de lettres de poilus a par exemple pris une grande importance, le risque est aussi grand de s'en tenir à la seule présentation d'un tableau des innombrables victimes de cette tragédie, sans interroger pour autant les responsabilités du commandement, et surtout de l'État.

La présence dans les prescriptions, les programmes, les plans d'études ou les manuels scolaires, et forcément aussi dans les classes, de ces guerres encapsulées et privées d'histoire est d'autant plus inquiétante qu'à terme, cela laisse potentiellement le champ libre à des formes de relativisme qui enfument toujours davantage nos regards sur ces événements et la possibilité d'en tirer de l'intelligibilité. Ce n'est pas seulement un premier XX^e siècle tragique, mais c'est aussi un premier XX^e siècle complexe, contrasté, tiraillé entre tradition rurale et modernité émergente, et dont la conflictualité n'a pas seulement opposé des nations, mais aussi des catégories politiques et sociales, qui est en train de perdre ses derniers témoins. Et qu'il s'agit de ne pas laisser plonger et demeurer dans le brouillard toxique de ce que nous croyons être nos lieux communs.

POINT DE VUE

25. Raul Hilberg, *Exécuteurs, victimes, témoins: La catastrophe juive (1933-1945)*, Paris, « Folio histoire », 2004 [1992]. Le terme de destruction des juifs d'Europe est emprunté au titre d'une autre étude majeure de l'auteur.

26. François Marcot, « Comment écrire l'histoire de la Résistance ? », *Le Débat*, n° 177, 2013/5, pp. 173-185.

EJ Les carences de l'histoire cléricale de l'Église romaine : l'exemple de la Deuxième Guerre mondiale

[Recension de l'ouvrage en deux volumes *Religion under Siege (1939-1950)*] ¹

Annie LACROIX-RIZ - Professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris VII.

L'article de Muriel Guittat-Naudin « De l'erreur historiographique au théâtre. Le Vicaire et la question du silence de Pie XII. 1963-2013 » que nous avons publié dans le numéro 2 d'En Jeu, paru en décembre 2013 (dossier « Des erreurs historiographiques ») a suscité des interrogations au sein de notre rédaction et une vive réaction de la part d'Annie Lacroix-Riz, qui a consacré de nombreux travaux sur la question du Vatican et le III^e Reich². Nous lui avons proposé par conséquent d'exposer dans nos colonnes ses positions sur ce qu'elle nomme « l'histoire cléricale » et dont l'article de Muriel Guittat-Naudin en serait un exemple. C'est à ce titre et pour ne pas personnaliser outre mesure la controverse que nous publions ici les réflexions d'Annie Lacroix-Riz sous la forme de sa recension d'un ouvrage en deux volumes qui porte sur ces questions : *Religion under Siege (1939-1950)*, Lieve Gevers et Jan Bank (dir.), Peeters, Louvain, 2007. Elle a été publiée dans la Revue belge de philologie et d'histoire³. En cela, fidèle à sa plateforme éditoriale et à ses objectifs majeurs, la revue En Jeu fait vivre le débat scientifique sans hésiter à soumettre à la critique les contributions et les analyses qu'elle publie.

La Rédaction

1. Recension écrite pour la *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. 87, n° 2, 2009, pp. 440-447. Depuis, a paru la réédition approfondie de l'ouvrage d'Annie Lacroix-Riz *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, dont la pagination est modifiée par rapport aux références citées dans ces pages [voir note 5, p. 142].

2. Voir Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, édition complétée et révisée, 2010.

Et les articles :

« Le Vatican et les juifs de l'entre-deux-guerres au sauvetage-recyclage des criminels de guerre », Marie-Danielle Demélas (éd.), *Militantisme et histoire, Mélanges en l'honneur de Rolande Trempe*, Presses universitaires du Mirail, Paris, 2000, pp. 293-320.

« Le pape et Hitler », *La Pensée*, n° 322, avril-juin 2000, pp. 137-152.

« Le Vatican et le fascisme : l'exemple allemand », colloque de l'IRELP (Institut de recherches et d'études sur l'histoire de la libre pensée), 27-28 mars 2001, *Actes*, Paris, IRELP, 2002, pp. 184-208.

« Le Vatican et le nazisme, 1920-1939 », communication au colloque organisé par les universités de Gand et de Bruxelles, à l'Academia Belgica de Rome, 15-18 septembre 2010, *Actes* à paraître, 2014.

3. Nous remercions vivement la *Revue belge de philologie et d'histoire* de nous avoir autorisé la republication de cette recension dans nos colonnes.

L'ouvrage¹ est d'emblée défini par le titre « La religion assiégée » accolé à la période concernée, la Deuxième Guerre mondiale et ses lendemains : le premier volume, consacré à l'Église catholique et romaine, et le second, aux « communautés protestantes, orthodoxes et musulmanes », soutiennent la thèse d'une continuité entre les occupations allemande et soviétique de l'Europe. Ce choix politico-idéologique motive l'attention prioritaire portée à l'Europe centrale et orientale, champ allégué de « deux régimes d'occupation » – formule de Vilma Narkuthé, « chercheuse scientifique », et « docteur en théologie de la faculté de théologie de Louvain », dans l'article « The Catholic Church in Lithuania under two occupying regimes », tiré d'une thèse (inédite) soutenue en 2005². La sphère d'influence soviétique occupe donc respectivement 204 pages sur 344 et 170 pages sur 281 des premier et second volumes, dont le contexte idéologico-politique de publication et les non-dits sont plus dignes d'attention que l'apport scientifique.

L'entreprise est en effet hautement significative de la production des historiens cléricaux ou théologiens catholiques,

rédacteurs exclusifs du premier tome et majoritaires du second : regroupant maints thèmes visant à légitimer la politique du Vatican pendant la Seconde Guerre mondiale, elle emprunte la voie tracée par les quatre jésuites historiens officiels de la Curie chargés de préparer les *Actes et documents du Saint-Siège (ADSS)*, en vue de rétablir la réputation de Pie XII ébranlée par la pièce de théâtre *Le Vicaire* de Rolf Hochhuth (1963) puis par les ouvrages critiques (historiens catholiques compris) simultanés ou consécutifs au scandale³. Les *ADSS* constituent donc la référence clé des « bibliographies sélectives » présentées à la fin des communications, avec au premier rang le survivant du quatuor de leurs rédacteurs, Pierre Blet, également cité pour son hagiographie de 1997 : *Pie XII et la Seconde Guerre mondiale d'après les archives du Vatican*⁴. Ce résumé des *ADSS* visait à redorer le blason de Pie XII terni depuis 1992 par une nouvelle salve d'études historiques⁵.

Cette convergence scientifique aussi marquée que celle des années 1960 était d'autant plus préoccupante que Jean-Paul II avait à cœur de canoniser celui

qui lui avait mis le pied à l'étrier pontifical. Le pape Pacelli avait fait de ce jeune clerc (né en 1920), collaborateur du cardinal-archevêque de Cracovie (le prince Sapieha) constamment promu depuis 1946, une pièce majeure de sa stratégie d'affrontement clandestin ou ouvert du style « Inquisition, Croisades »⁶ contre l'URSS et sa sphère d'influence. L'objectif en fut affiché avec l'annonce, vers la mi-août 1958, de la nomination de « Charles Woytyla [sic], de Cracovie, [comme] titulaire d'Antigone et auxiliaire de Baraniak, administrateur apostolique de Cracovie et archevêque latin de Lwow »⁷. Ainsi le jeune Wojtyla était-il posé en héritier potentiel d'un poste symbolisant entre tous, depuis le règne de Pie X, la politique anti-slave (pas seulement antibolchevique) de la Curie : l'évêque uniaste de Lemberg-Lwow-Lvov, André Szeptycky, instrument antirusse et artisan du *Drang nach Osten* de Vienne puis de Berlin de 1910 à sa mort (1944)⁸. La publication de la présente hagiographie s'inspire du même double but, l'Allemand Ratzinger, pape officieux avant d'en porter le titre, étant aussi attaché que son prédécesseur polonais à canoniser leur idole commune, Pacelli, surnommé « l'Allemand » en Italie et en Pologne après-guerre⁹.

La production cléricale se partage, vis-à-vis de l'historiographie critique, si mesurée soit celle-ci, entre attaque et enterrement : de cette double tactique témoigne la mission « historique » confiée par le Vatican à Pierre Blet, spécialiste du renseignement naguère chargé (1948) du « microfilmage des archives [romaines] les plus sensibles » à mettre « en lieu sûr » sous couvert de « parer à une invasion soviétique ! [sic] »¹⁰. Il a lui-même orchestré la réplique aux historiens critiques, soit, le plus souvent, en les ensevelissant dans le silence, soit en optant pour l'assaut : ainsi frappa-t-il en 1999 son confrère John Cornwell qui, hostile à la campagne de canonisation lancée par Jean-Paul II, avait eu l'audace d'ériger Pacelli-Pie XII en « pape d'Hitler » (*Hitler's Pope*), titre censuré par l'éditeur français qui lui préféra « le pape et Hitler ». Sélective et timide – ignorant entre autres la politique orientale du Vatican et opposant l'excellent Pie XI à son successeur –, cette biographie valut au malheureux jésuite britannique une croisade débridée. S'y illustra Pierre Blet, rédacteur, dans le *Figaro* du 17 septembre 1999, au sein d'un parterre de critiques ulcérés, d'un article intitulé « Une machination contre l'Église » : présenté par tous les ennemis de Cornwell comme l'auteur du seul

1. *Religion under Siege (1939-1950)*, Lieve Gevers et Jan Bank (dir.), Peeters, Louvain, 2007. Ouvrage en deux volumes.

2. *Religion under Siege*, op. cit., vol. 1, pp. 173-204. Thèse inédite : « Catholicism versus Communism : the confrontation between the Roman Catholic Church and the Soviet regime in the case of Lithuania ».

3. Gordon Zahn (catholique), *German Catholics and Hitler's Wars*, New York, Sheed and Ward, 1962, qui précéda la sortie de la pièce ; Saul Friedlander, *Pie XII et le III^e Reich*, Paris, Seuil, 1964 ; Jacques Nobécourt (catholique), « Le Vicaire » et l'histoire, Paris, Seuil, 1964 ; Gunther Lewy, *The Catholic Church and Nazi Germany*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1964 ; Werner Brockdorff décrit ensuite la « voie romaine » du sauvetage-recyclage des criminels de guerre *Flucht vor Nürnberg. Pläne und Organisation der Fluchtwege der N-S Prominenz im « Römischen Weg »*, Munich-Wels, Verlag Welsermühl, 1969 ; sur le catholique Carlo Falconi, voir infra.

4. Perrin, 1997. Version italienne de 1999 citée (p. 342) par Johan Ickx [article sur Hudal cité infra].

5. Au moins trois sont susceptibles d'avoir déclenché la contre-offensive : Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis au Vatican*, Paris, O. Orban, 1992 ; Henri Fabre, *L'Église catholique face au fascisme et au nazisme. Les ouvrages à la vérité*, Bruxelles, EPO, 1995 ; Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 2007 [1996].

6. Dépêche 200 du chargé d'affaires Debroise, Varsovie, 29 avril 1958, Pologne 1944-1960, vol. 229, Questions religieuses, juillet 1957-décembre 1960, archives du ministère des Affaires étrangères [MAE].

7. Dépêche 215 de Roland de Margerie, Rome-Saint-Siège, 19 août 1958, nomination confirmée par la Secrétairerie d'État mais pas encore publiée par l'*Osservatore Romano*, *ibid*.

8. Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican...*, op. cit., index Szeptycky ; « Le sens "polonais" du pontificat de Karol Wojtyla », *Golias*, n° 50, septembre-octobre 1996, pp. 61-75 ; « Le Vatican et la Pologne de 1945 à 1958 : Église persécutée ou vieil instrument contre les frontières ? », in Marie-Louise Pelus-Kaplan et Daniel Tollet (dir.), *La Pologne et l'Europe occidentale du Moyen-Âge à nos jours*, Poznan-Paris, Instytut Historii UAM, 2004, pp. 141-171.

9. Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican...*, op. cit., chapitre 12, dont p. 187.

10. Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Éminences grises*, Paris, Fayard, 1992, p. 79 : [sic] et ponctuation dans le texte. Il s'agissait en fait de soustraire à tout œil indiscret des archives accablantes pour la Curie, souci permanent, Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican...*, op. cit., *passim*.

ouvrage qui valût sur « Pie XII dans la Seconde Guerre mondiale », l'hagiographe de Pacelli éreinta une littérature médiocre fidèle à « la légende noire sur Pie XII [...] téléguidée de l'Est par les Soviétiques », bien que, « pour le prouver, il n'y [eût] pas de documents, du moins pour l'instant »¹¹. Les « documents » internationaux s'entassaient alors depuis plus de trente ans.

C'est la seconde tactique, celle de l'enterrement, qui a triomphé ici, les bibliographies ultra-sélectives ne mentionnant aucun ouvrage d'historien indépendant de l'Église romaine. L'exception apparente est trompeuse. Idesbald Goddeeris, « docteur en histoire de la faculté de théologie de Louvain », auteur de l'article sur l'« Église catholique en Pologne », cite l'ouvrage de l'Américain Jan T. Gross, *Neighbors : the Destruction of the Jewish Community in Jedwabne, Poland*, paru en 2001¹², qui a bénéficié, y compris en Pologne, d'un énorme écho médiatique : son descriptif du « massacre collectif » des 1 500 juifs du village de Jedwabne, le 10 juillet 1941, par la population polonaise non juive, exécutante unique de la tuerie devant les Allemands qui, bras croisés ce jour-là, s'étaient contentés de l'observer et de la photographier, a indigné la Pologne officielle, Église catholique en tête.

Mais Gross le scandaleux est à tous égards assimilable à la problématique de *Religion under Siege* : il postule l'identité des « totalitarismes » allemand et soviétique¹³ ; il innocente l'Église romaine, imputant à « un prêtre local » la tentative de stopper le massacre, avec un succès « malheureusement [...] seulement provisoire » ; il tait l'encouragement donné par l'évêque de Kielce, Kaczmarek, chef de file des évêques ouvertement « collaborateurs » sous l'occupation allemande, au pogrom perpétré par ses ouailles le 4 juillet 1946, pogrom « couvert » ensuite par tout l'épiscopat polonais ; il a débusqué la participation « des miliciens et des soldats en uniforme » démentie par les archives contemporaines des faits¹⁴. Bref, Gross cautionne la mission de protection des juifs que revendique la hiérarchie catholique et associe les autorités polonaises (communistes ou assimilées) à la tuerie de Kielce.

Le reste de la bibliographie se borne à la publication officielle susmentionnée, additionnée d'ouvrages de seconde main, tous d'origine cléricale dans le premier volume, ceux des auteurs compris. Quant à la base archivistique, Lieve Geverts et Jan Bank, les deux animateurs de la publication, l'annoncent

somptueuse dans leur « introduction » générale, grâce à la chute du communisme européen : « en fait, ce ne fut qu'après le communisme autour de 1990 que les archives pertinentes devinrent accessibles à la recherche historique ». Malheureusement, cette affirmation est fautive, concernant tant les deux « régimes d'occupation » que l'avant-guerre car des archives furent « accessibles » bien avant la chute du mur de Berlin puis de l'URSS, pour des raisons directement liées à la conjoncture vaticane. Les gouvernements de la sphère d'influence soviétique se heurtèrent dès leur installation à la ligne de subversion antinationale de l'Église romaine latine et surtout uniate, fer de lance de l'expansion germanique en terre slave depuis les Habsbourg. Cette vieille politique vaticane avait aussi caractérisé l'ère du « cordon sanitaire », celle des remparts antibolcheviques érigés par l'Entente victorieuse en Europe orientale après l'échec de l'intervention directe en Russie : « États successeurs » (Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie), Pologne, détentrice de la Galicie orientale devenue soviétique de septembre 1939 à juin 1941 et à nouveau depuis juillet 1944 – et Pays baltes arrachés à l'Empire russe et récupérés par l'URSS de juin 1940 à juin 1941 et libérés de la Wehrmacht à partir de septembre 1944. Mais dans ces États apparemment ou réellement féaux de l'Entente depuis 1918, le Vatican et son clergé « révisionniste » s'étaient mis depuis l'agonie des Habsbourg au service du *Drang nach Osten* des Hohenzollern puis de tous leurs successeurs politiques, Reich hitlérien inclus. C'est pour

contrebattre la croisade conduite contre leurs frontières territoriales de 1945, désormais ouvertement menée en accord avec Washington, comme après 1918 avec le Reich vaincu, et, plus discrètement, avec l'Allemagne occidentale héritière de ce dernier, que les États de la zone concernée, devenus communistes à partir de 1947 ou 1948, se résolurent à ouvrir les archives. L'URSS avait pour sa part agi précocement (fin 1944) dans ses territoires reconquis, ukrainien, bessarabien et balte, peu après la libération de son territoire.

Précisément soucieux d'éviter tout conflit religieux stricto sensu, ces gouvernements (le yougoslave inclus) de pays à majorité ou à forte minorité catholique hésitèrent longtemps à agir en la matière. Mais, confrontés à une agitation cléricale permanente contre le *statut territorial* de 1945, organisée avec l'appui direct de Washington, ils se décidèrent depuis le tournant des années 1940 à tenter des procès publics à l'épiscopat et aux responsables des ordres. C'est alors qu'ils produisirent une masse d'archives d'État (Croatie d'Ante Pavelitch, Slovaquie de Tiso, etc.), incontestables – les diplomates français le certifièrent, confirmés par les représentants des États antérieurs et la Curie même : ils attestaient que le haut clergé exécutait depuis des décennies les consignes d'origine germanique (et désormais américaine) du Vatican. Ces fonds éclairent l'entre-deux-guerres, la Deuxième Guerre mondiale et l'immédiat après-guerre, accusant à la fois les épiscopats « nationaux », germaniques stricto sensu ou intimement liés au Reich comme avant 1918 à l'Empire austro-hongrois, et le Vatican lui-même.

11. Art. cit. Sur la tactique de dépréciation de la littérature critique, voir Annie Lacroix-Riz, « Le pape et Hitler, John Cornwell », *La Pensée*, n° 322, avril-juin 2000, pp. 137-152, et « De la dissidence en histoire contemporaine », 2^e partie, « Les manœuvres des cagots », *Regards sociologiques*, numéro spécial « Production, diffusion et réception des sciences sociales », n° 36, novembre 2008, pp. 109-119.

12. Traduction française, *Les Voisins. 10 juillet 1941, un massacre de Juifs en Pologne*, Paris, Fayard, 2002.

13. La lie de la population polonaise la plus antisémite aurait été aussi collaborationniste avec les occupants de juin-juillet 1941 qu'avec ceux de septembre 1939-juin 1941 puis de 1945.

14. Comparer, d'une part, Jan T. Gross, *Les Voisins...*, op. cit., p. 255, et, d'autre part, Marc Hillel, *Le Massacre des survivants en Pologne, 1945-1947*, Paris, Plon, 1985, p. 287 et passim, et Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican...*, op. cit., p. 484 (sur la base de la correspondance diplomatique de juillet 1946 sur le pogrom de Kielce, Pologne 1944-1960, vol. 52, avril 1945-décembre 1946, relations avec le Saint-Siège, question juive, archives du MAE : « miliciens et soldats » arrachèrent au contraire les juifs aux ouailles déchainées) et index Kaczmarek.

Les auteurs de *Religion under Siege* n'ont utilisé aucune pièce de cette énorme documentation originale révélant le véritable cœur du contentieux entre ces États orientaux et le catholicisme institutionnel – et pas plus ceux du second volume, parfois plus soucieux des sources, tel Mikhail Shkrarovskij, un des rares contributeurs non explicitement rattachés au monde cléricale¹⁵, que du premier. C'est une méthode irrecevable, quoique compréhensible : ce préalable scientifique leur aurait interdit d'imputer à la « persécution » religieuse de « l'ennemi idéologique » soviétique l'obsession de « liquidation de l'Église uniate », maîtres mots de l'article de Katrin Boeckh¹⁶ : la « persécution » alléguée ne visait pas « la religion », mais seulement des délits ou crimes d'intelligence avec l'ennemi (avant et après guerre) ou de collaboration (pendant la guerre) et la mise en cause des frontières nées de la défaite du Reich. Le catholique Carlo Falconi avait montré la réalité de ce contentieux territorial dès 1965 dans un ouvrage aussi modéré de ton qu'accablant pour Pie XII (et refusé par des éditeurs italiens) : *Le Silence de Pie XII 1939-1945, essai fondé sur des documents d'archives recueillis par l'auteur en Pologne et en Yougoslavie*¹⁷. Les deux premières communications du premier volume, consacrées aux cas polonais et croate, ignorent à la fois cet ouvrage de référence et les sources étatiques qui l'ont étayé.

Par ailleurs, l'affirmation de Lieve Geverts et Jan Bank – antienne des publications « occidentales » depuis les années 1990 – ne s'applique pas non plus à l'ouvrage qu'ils dirigent : ses auteurs n'ont pas consulté les fonds originaux que la chute providentielle du communisme est supposée avoir libérés. « Libérés » de l'hypothèque des archives, les contributeurs peuvent donc sans entraves postuler qu'entre 1939 et 1950 (ou 1953), sous occupation allemande ou soviétique, il y a continuité du statut de victime du catholicisme (ou de la religion en général), avec tendance à l'aggravation de la lutte antireligieuse, idéologique et politique dans la seconde phase.

Certes, parfois, les populations catholiques, animées par un « nationalisme » ou un « patriotisme » excusable – né de leur longue persécution, avant-guerre, par leurs ennemis intérieurs –, auraient soutenu l'occupant allemand et peu et mal aimé ou défendu les juifs et (pour les Croates) les Serbes. Les évêchés, modèles de patriotisme certes, mais innocents de tout « nationalisme », auraient pour leur part vaillamment résisté au nazisme : partout – cas polonais universel, tant pour l'évêché (« sauf un [...] peut-être ») que pour le bas clergé –, « la collaboration fut rare et l'accommodation minimale. » « L'évêché polonais ne collabora pas beaucoup avec l'occupant allemand » (il collabora

donc ?), etc. Aussi vague en général que ce portrait flatteur apparaît le rôle des clercs dans « le sauvetage des juifs » qui fait l'objet d'un chiffrage en note (de seconde main) : « 769 prêtres [polonais...] sauvèrent des juifs », chiffre dérisoire comparé aux effectifs globaux respectifs¹⁸.

Le bilan de « l'attitude de l'Église catholique belge envers la persécution des juifs » est aussi positif et le présumé « sauvetage » assorti de chiffres aussi précis que modestes, fondés aussi sur des enquêtes épiscopales d'*après-guerre* : Lieve Saerens postule notamment le grand souci pour les juifs – souci resté obstinément silencieux – du cardinal Van Roey, sur la base du portrait hagiographique que dressa de ce dernier en 1945 son secrétaire particulier, le chanoine Leclef¹⁹. Le lecteur ignorera donc que le successeur, depuis 1926, du cardinal-archevêque de Malines Mercier – pro-Entente pendant la guerre et haï de la Curie, lui, pour ce motif – symbolisait depuis sa nomination le « flamingantisme anti-français » et germanophile et, pendant la guerre, la haine et la vindicte contre les Alliés²⁰.

Jure Kristo, « docteur en théologie systématique de l'université américaine de Notre-Dame » et en histoire moderne de l'université de Zagreb, et chargé, entre autres fonctions exercées à Zagreb, de la direction « du projet "Idéologies politiques, partis, fois et institutions croates

des 19^e et 20^e siècles" », appuyé sur une bibliographie cléricale de seconde main, la sienne en tête, consent à citer en note infra-paginale quelques voix discordantes, tel Cornwell (cible licite, on l'a vu), mais pas le dangereux Falconi. Avec ce commentaire, suivi de la liste des contre-lectures recommandées : « je ne signale qu'en passant quelques-uns des travaux les plus récents qui reflètent [l']influence négative de la politique yougoslave sur l'historiographie ». Sa communication bat des records de contre-vérité historique sur le clergé croate, et ne montre d'indignation que contre les féroces « libérateurs douteux » de 1945 : les seuls effectifs de victimes de la Croatie cléricale qui l'intéressent sont ceux des criminels de guerre condamnés par les autorités yougoslaves après mai 1945 ; pour les autres, il fournit des estimations ridicules, à commencer par Jasenovac : moins de 50 000 morts. Les estimations hautes sont imputées à l'intoxication des « agences gouvernementales yougoslaves ».

Notons pour mémoire qu'Anthony Drexel Biddle, ministre des États-Unis auprès du gouvernement yougoslave en exil, évalua à la fin de l'été 1942 au chiffre « confirmé » de « 600 000 hommes, femmes et enfants » les seuls « atroces massacres de Serbes » ; ils se poursuivaient alors « avec frénésie », parallèlement à « la destruction de tout ce qui était serbe en Bosnie »²¹.

15. Son utilisation des sources, surtout allemandes, obère sérieusement sa thèse de la continuité des « dictatures totalitaires » nazie et soviétique, « Eine vergleichende Analyse der Kirchenpolitik der nationalsozialistische und der stalinischen Diktatur in den Jahren 1941 bis 1953 », vol. II, pp. 1-53.

16. « "Liberalisierung" und Repression. Zur Praxis der Religionspolitik in der Ukraine während NS-Besatzung und stalinistischer Herrschaft 1941-1953 », vol. II, pp. 119-174, particulièrement « IV. Methoden und Instrumenten der religiösen Repression in der Sowjetukraine 1944-1953 », vol. II, pp. 150-159 (141-174).

17. Monaco, Éditions du Rocher, 1965.

18. Idesbald Goddeeris, « The Catholic Church in Poland under Nazi Occupation (1939-1945) and in the first years of Communism (1944-1948) », vol. 1, pp. 1-38, p. 28.

19. Art. cit. (en anglais), pp. 243-281 ; Edmond Leclef, *Le Cardinal Van Roey et l'occupation allemande en Belgique*, Bruxelles, A. Goemaere, 1945.

20. Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican...*, op. cit., index des deux noms.

21. Anthony D. Biddle, 9 septembre 1942, *FRUS* 1942, vol. III, pp. 812-813.

Nouvel instrument de la béatification de l'archevêque de Zagreb Aloïs Stepinac, J. Kristo l'érige en héros résistant, antinazi, sauveur de juifs, courageux opposant aux oustachis – certes parfois excessifs dans leur nationalisme, mais par légitime « patriotisme » croate de réaction aux Serbes qui les avaient martyrisés depuis 1918, etc.²².

Il faut donc s'informer ailleurs sur Stepinac, ancien espion germanique de la Première Guerre mondiale considéré dès 1937 par la diplomatie française comme le principal garant de « l'influence hitlérienne » hégémonique en Croatie, avant de devenir le second personnage politique de l'État satellite du Reich dirigé par Ante Pavelitch et l'exécutant en chef du décret de conversion forcée des Serbes. J. Kristo eût pu utiliser ici des sources rendues publiques par l'État yougoslave dès août 1952 – après plus de sept ans de patience face à la guérilla vaticane conduite contre Belgrade –, dans un Livre blanc sur les relations entre le Vatican et son très cher « État indépendant de Croatie » : « l'acte de conversion » ne fut pas seulement un ordre d'Ante Pavelitch, mais aussi un texte du Vatican ressuscitant l'Inquisition – les victimes serbes ayant le choix entre la conversion et la mort. Il fut contresigné par le cardinal français Tisserant, secrétaire de la Congrégation de l'Orientale, qui l'avoua à un diplomate français en poste à Rome-Saint-

Siège, accouru auprès de lui, alarmé de l'énormité de ces révélations²³.

La négligence des sources et l'inclination hagiographique atteignent également des sommets avec Johan Ickx, titulaire d'un « doctorat d'histoire ecclésiastique à l'université grégorienne pontificale de Rome, archiviste du tribunal pénitentiaire », « archiviste de l'institut austro-allemand et du collège pontifical de Santa Maria dell'Anima », « collègue teutonique » dont Pacelli fut le « protecteur », succédant le 31 mars 1930 à Merry del Val (en charge depuis le 8 novembre 1907). En poste dans ce haut lieu non seulement du *Drang nach Osten* mais aussi du *Drang nach Westen*, tant avant qu'après la Première Guerre mondiale, J. Ickx a traité du cas du célèbre recteur de cet établissement, le prélat autrichien Hudal. Champion de l'Anschluss – comme Innitzer, Allemand des Sudètes formé à Santa Maria dell'Anima puis placé à la tête de l'Église d'Autriche –, symbole de l'alliance de l'Église romaine avec le Reich hitlérien, antisémite frénétique, grand protégé d'Innitzer et de Pacelli, lequel fit toute sa carrière – et l'eût souhaitée plus brillante encore –, est ici transmué en héraut du combat idéologique « contre le national-socialisme ». La transmutation est opérée à coup de citations fort sélectives ou curieusement interprétées des célèbres œuvres idéologiques d'Hudal. C'est ainsi, notamment, que

l'intéressé aurait en somme pour le bien des juifs eux-mêmes critiqué la place excessive qu'ils occupaient dans nombre d'activités : il visait à leur épargner le risque d'inciter « de nombreux jeunes gens à embrasser un radicalisme dangereux ». Les négociations avec le général allemand Stahel, commandant général de Rome, que lui confia Pie XII en octobre 1943 en vue d'organiser dans les meilleurs délais la déportation des juifs de Rome – « question délicate [et] désagréable pour les relations germano-vaticanes », mais qui fut « liquidée » en moins de deux semaines, à la grande satisfaction de l'ambassadeur du Reich auprès du Saint-Siège Ernst von Weizsäcker – sont ici transformées en sincère tentative d'Hudal d'empêcher le forfait. Quant à « l'aide qu'[Hudal] offrit à des criminels nazis après la guerre » – indéniable puisque le prélat s'en glorifia –, l'historien vatican la mue en symbole entre tous de « la complexité d'un humanitaire ».

Il faudra là encore que le lecteur aille se renseigner ailleurs sur la mission que Pacelli, protecteur suprême d'Hudal, remit à ce dernier – ainsi qu'à Montini, Riberi et Siri, cardinal-archevêque de Gênes (grand port de fuite) – dans l'organisation du sauvetage-recyclage des criminels de guerre, les fameuses *Ratlines* où « l'humanitaire » Hudal fit merveille²⁴. Ce n'est pas là non plus qu'on apprendra

que Hochhuth, celui dont était venu tout le mal, tenait les révélations du *Vicaire* sur le rôle de Pie XII dans la Deuxième Guerre mondiale, que Pierre Blet attribue à la propagande soviétique, non point de Moscou, mais... d'Hudal : le prélat autrichien nazi fut en 1952 contraint de démissionner de son poste de recteur de Santa Maria dell'Anima parce que la Curie craignait que ce bavard « n'évent[ât] le secret de ses activités en faveur des fuyards », dévoilant du même coup « ses propres activités en faveur des nazis en fuite » ; ulcéré de ce « lâchage », Hudal raconta donc tout à l'écrivain, lui servant de source majeure sur ce « pontife dénué de cœur et avide d'argent »²⁵.

Bref, si le lecteur veut bénéficier des apports d'une histoire scientifique, il accordera aussi peu de crédit aux historiens cléricaux ou aux théologiens catholiques qu'il n'en concéderait à un rapport rédigé par les délégués de l'Église catholique irlandaise sur la façon dont cette dernière gère la partie de la jeunesse nationale remise à ses soins de l'entre-deux-guerres aux années 1990 ; il jugera légitime que s'appliquent à l'histoire de l'Église romaine les mêmes règles méthodologiques et laïques que celles qui prévalent pour l'ensemble de la discipline ; il gagnera à s'enquérir des travaux des historiens auxquels l'hagiographie *Religion under Siege* a refusé droit de cité.

22. « The Catholic Church in Croatia and Bosnia-Herzegovina in the face of Totalitarian ideologies and regimes », vol. I, pp. 39-92.

23. Dépêche n° 543 de De Margerie, Rome, 27 août 1952, *Yougoslavie 1944-1969*, vol. 105, questions religieuses, relations avec le Saint-Siège, septembre 1951-septembre 1952, archives du MAE ; voir aussi Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican...*, op. cit., index Stepinac ; « Le Vatican et la question "yougoslave" depuis la fin du XIX^e siècle : haine contre la Serbie et recours au bras séculier », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 59, 3^e trimestre 2000, pp. 79-101 ; Marco Aurelio Rivelli, *Le Génocide occulté*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1998, riche en documents.

24. Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican...*, op. cit., index Hudal.

25. Michael Phayer, *L'Église et les nazis, 1930-1965*, Paris, Liana Levi, 2001, p. 246, qui se veut hagiographique, mais compromet gravement l'Église allemande et le Vatican, anges gardiens manifestes des criminels de guerre allemands ; voir aussi Gitta Sereny, *Into that Darkness. From mercy killing to mass murder*, Londres, Deutsch, 1974, p. 315.

COMPTES RENDUS

UNE HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE EN MINUSCULE

Olivier Wieviorka, *Histoire de la résistance. 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013, 574 p.

Tout historien s'intéressant aux sociétés en guerre à l'époque contemporaine ne peut que se sentir interpellé par le livre qu'Olivier Wieviorka a consacré à la Résistance. Des questions complexes et profondes y sont en effet abordées : pourquoi, dans une situation donnée, des hommes et des femmes se mobilisent-ils et passent-ils à l'action, pourquoi d'autres, au contraire, ne franchissent-ils pas ce seuil de l'engagement, ou pourquoi le font-ils à des degrés fort divers ? Quels sont les ressorts de l'obéissance et/ou de la soumission, ceux de la désobéissance et de la rébellion ? Avant d'y venir au travers de la lecture de *Histoire de la résistance. 1940-1945* d'O. Wieviorka (OW), je commencerai par saluer une performance.

« Sans que la plume ne tremble »...

À coup sûr, l'écriture d'une synthèse sur un sujet aussi travaillé que l'est depuis soixante-dix ans la résistance au nazisme et au pétainisme constitue un redoutable défi pour tout historien. De ce strict point de vue, ce livre relève

donc assurément de la performance. Son artisan a embrassé, en solitaire, une masse considérable de travaux scientifiques de toute nature pour livrer au grand public son *Histoire de la résistance* en près de six cents pages. D'ailleurs, les grands médias ne s'y sont pas trompés et quasi unanimement, ont salué cette « magistrale synthèse » ; l'ouvrage serait même appelé à devenir un « classique »¹. C'est donc tout à fait sérieusement que cette recension aborde et discute cette « nouvelle » histoire de la Résistance, en minuscule² ; et pour paraphraser l'auteur, sans que la plume ne tremble³ !

Procédé rhétorique, posture et rupture

Le fond est souvent inséparable de la forme, la composition de ce livre en apporte une éclatante démonstration. La thèse est construite autour d'un artifice rhétorique consistant à faire mine de *devoir* rectifier des affirmations qu'aucun historien sérieux ne formule ; cela peut expliquer le recours fréquent au pronom personnel indéfini permettant de désigner, pêle-mêle, tout le monde et personne : ainsi, peut-on lire des formules du type : « on prétend... », « on croit communément... »⁴, etc. Qui est ce fameux « On » ? Mystère ! Depuis un tel surplomb embrumé, il est effectivement

1. Conclusion de la recension de Jean-François Muracciole, « Quand l'historien "écorne les légendes" : la Résistance selon Olivier Wieviorka », *Critique*, novembre 2013, p. 914.

2. Olivier Wieviorka a le souci du détail, et prend soin de se démarquer jusque dans l'écriture du mot désignant son objet : il écrit « résistance » avec un r minuscule. C'est son droit. Toutefois, ce n'est qu'en entrant dans l'ouvrage que cette révolution orthographique se découvre ; la quatrième de couverture sacrifie quant à elle à la tradition historiographique et laisse apparaître la « Résistance » avec son R majuscule coutumier. Si cela ne participe pas de la volonté de dénigrement, on se demande pourquoi l'auteur a laissé le mot « Libération » et l'expression « Révolution nationale » en majesté ; sans doute un oubli...

3. Olivier Wieviorka, *Histoire de la résistance 1940-1945*, op. cit., p. 18. [Les notes suivantes indiqueront OW pour la référence de cet ouvrage.]

4. OW, respectivement, pp. 16 et 482.

aisé de prétendre que tous ses prédécesseurs et collègues ont jusqu'ici failli à leur tâche d'« historicisation ». Banal. Le procédé d'exposition de la thèse s'accompagne ensuite d'une mise en scène de l'auteur, par lui-même, en tant que redresseur de vérités, « d'écorneur de légendes », démolisseur de « mythes » et de tabous, briseur « d'images convenues » et « d'allégorie »⁵, bref, en tant que vrai et premier professionnel ayant enfin osé défier une prétendue vulgate qui est, dans une très large mesure, redisons-le, une invention de l'auteur lui-même et de quelques autres⁶. Avec une touchante modestie, l'auteur enfile d'ailleurs la panoplie du glorieux révolutionnaire de juillet 1789 :

« Ces Bastilles mémorielles, écrit-il, furent d'autant plus difficiles à prendre que l'histoire de la résistance fut, de longues décennies durant, écrite par des hommes qui en avaient été, de près ou de loin, des acteurs. Ils se flattaient d'ailleurs de respecter la parole des témoins sans en contester les dires »⁷.

La Bastille ! À ce jeu rhétorique, l'acteur auto-mis en scène est toujours gagnant : d'un côté, il est assuré d'être congratulé par tous ceux qui, à l'instar des principaux médias avides de

nouveautés et de sensationnel, ont de plus ou moins bonnes raisons de saluer la (fausse) « révélation » sans prendre le temps d'en évaluer le bien-fondé ; de l'autre, s'il advient qu'il soit quelque peu discuté, voire objecté, alors il se drape dans sa dignité outragée et prend la posture du chercheur d'avant-garde victime d'historiens forcément aigris et dépassés. Bien sûr, les rares propositions de débat avec des pairs potentiellement objecteurs sont aussi consciencieusement esquivées ou écartées sur le registre du « je ne m'abaisse pas à débattre avec des historiens qui ne comprennent rien, etc. »⁸ Le procédé est aujourd'hui bien rodé ; il est efficace ; il évite aux historiens preneurs de Bastilles imaginaires d'avoir à répondre sur le fond⁹. Je vais donc y venir en abordant pour commencer le problème soulevé par la définition de la Résistance retenue par OW.

Question de définition. Un besoin d'« estrangement » non satisfait

« L'estrangement me semble susceptible de constituer un antidote efficace à un risque qui nous guette tous : celui de tenir la réalité (nous compris) pour sûre »¹⁰, Carlo Ginzburg.

5. OW, p. 16.

6. À ce titre, l'ouvrage d'Olivier Wieviorka apporte une nouvelle illustration de la dérive parfaitement décrite par Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard, 2011.

7. OW, p. 17.

8. Pour un exemple récent, la réaction argumentée de François Marcot à ce livre est parue dans la revue *Le Débat* ; mais le « débat » n'en est pas pour autant ouvert : François Marcot, « Comment écrire l'histoire de la Résistance ? », *Le Débat*, 2013/5, n° 177, pp. 173-185.

9. Aux spécialistes de la l'histoire de la Grande Guerre cette (im)posture en rappelle d'ailleurs une autre présentant des caractéristiques en tout point similaires. Rémy Cazals, « 1914-1918 : oser penser, oser écrire », *Genèses*, n° 46, mars 2002, pp. 26-43. Voir aussi le dernier numéro de la revue *Agone*, « L'ordinaire de la guerre », n° 53, 2014.

10. Carlo Ginzburg, « L'estrangement » in *À distance. Neuf essais sur le point de vue en histoire*, Paris, Gallimard, 2001 [1996], p. 36.

Afin de bien situer les termes de la discussion, rappelons qu'il y a quelques années l'historien François Marcot¹¹, entre autres¹², avait proposé de distinguer une « Résistance-organisation » qui, précisait-il, « ne comprend de toute évidence qu'une toute petite minorité », et une Résistance-mouvement »¹³, phénomène social beaucoup plus vaste... ; on notera que cette citation colle bien mal avec l'histoire prétendument « mythifiée » qu'il s'agirait de redresser. Mais passons. Ceci posé, Marcot suggérerait également, pour une bonne appréhension des différentes dimensions du phénomène (temporelles, spatiales, sociales et culturelles), de ne pas dénouer les deux résistances : « la Résistance-mouvement n'est nullement en marge de la Résistance-organisation : elle conditionne son existence », soulignait-il encore¹⁴.

Avant d'aller plus avant, il est également nécessaire de bien s'entendre sur les termes utilisés par les uns et par les autres : la « Résistance-organisation » désigne les réseaux, les mouvements, les maquis, c'est-à-dire les groupes plus ou moins structurés, organisés et constitués pour agir en tant que tels contre l'occupant et Vichy. La « Résistance-mouvement » désigne quant à

elle un mouvement social beaucoup plus large constitué de tous ceux, anonymes pour la plupart, qui par des actes individuels – souvent mais pas seulement –, ponctuels – fréquemment mais pas toujours –, ont tissé en dépit de tous les risques encourus un environnement de solidarité et d'entraide, de protection et de sauvetage sans lequel non seulement la Résistance-organisation elle-même mais des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants traqués n'auraient pu survivre.

D'entrée de jeu, à cette définition gigogne, finement ciselée par des années de recherches et de réflexions, et aujourd'hui assez communément admise par tous les historiens soucieux de restituer la complexité et l'étrangeté (selon « l'estrangement » de Carlo Ginzburg cité ci-dessus) d'un tel phénomène – pour nous aujourd'hui, certes, mais aussi pour la société de l'époque considérée –, est opposée cette virile sentence :

« Distinguer ne signifie pas pour autant confondre. C'est bien de la résistance-organisation que traite cet ouvrage, non de la résistance-mouvement. »¹⁵

Bien sûr... mais, à ceci près que la « confusion » dénoncée est pure invention, cas typique parmi d'autres, où

11. François Marcot, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », *Le Mouvement social*, n° 180, juillet-septembre 1997 ; « Résistance et autres comportements des Français sous l'Occupation », in François Marcot et Didier Musiedlak (dir.), *Les Résistances, miroir des régimes d'oppression (Allemagne, Italie, France)*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006 ; « Les résistants dans leur temps », in François Marcot, avec la coll. de Bruno Leroux et Christine Lévisse-Touzé (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance. Résistance intérieure et France libre*, Paris, Robert Laffont, 2006.

12. Pour une conceptualisation du phénomène : Pierre Laborie, *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Seuil, « Points histoire », 2003 [2001].

13. C'est moi qui souligne.

14. Pour une exposition plus précise de sa définition de la Résistance, voir la réaction de François Marcot à ce livre, François Marcot, « Comment écrire l'histoire de la Résistance ? », in *Le Débat*, n° 177, art. cit.

15. OW, p. 16.

la posture historique peut dérapier en imposture historiographique. Dès lors, ainsi arrimée à cette fausse affirmation, la justification du choix de ne traiter que de la Résistance-organisation s'en trouve considérablement affaiblie et peine à convaincre. D'autant que l'histoire proposée est à la fois suspicieuse et culpabilisatrice.

Questions et problèmes

1. Une histoire du soupçon et de la culpabilité

Cela fait déjà un petit moment que les socio-historiens ont admis que d'un milieu social à l'autre, d'un groupe à l'autre, d'un individu à l'autre, la palette des choix (ce qu'ils appellent dans leur jargon *le champ* ou *l'horizon des possibles*) offerts aux acteurs varie énormément. OW le sait. Il cite même Charles Tilly¹⁶ dont il semble vouloir retenir le concept, utile en effet, de *répertoire d'action*, ce dernier exprimant l'idée selon laquelle, confrontée à une situation – ordinaire ou non – toute personne dispose de savoirs, de capacités, et donc de modes d'action et de réaction qui lui sont propres ; formulé plus simplement, cela signifie qu'un chef d'entreprise, un diplomate, un officier, un fonctionnaire, une femme célibataire, n'ont pas exactement les mêmes cartes en main pour affronter cette période qu'un ouvrier, un soldat du rang, un paysan, une femme chargée d'enfants ayant en outre son mari prisonnier. Dans

le cadre de l'Occupation, et si l'on suit toujours OW, chaque individu disposerait ainsi « d'un répertoire de contestation » qui définirait « l'ensemble des moyens de revendication dont il dispose » et « l'entrée en résistance plaçait donc les individus dans une situation d'inégalité »¹⁷. Ce point de vue est largement partagé. Hélas, cette citation n'est qu'un leurre, car chapitre après chapitre, le propos structurant l'ouvrage s'en écarte inéluctablement. En somme, pendant la Seconde Guerre mondiale, le choix posé à tout un chacun entre mai-juin 1940 et le 8 mai 1945 se serait réduit à un choix on ne peut plus simple : « entrer en résistance » ou... pas ; tout individu aurait été libre d'accepter ou de refuser de participer à la lutte¹⁸. Énième avatar de la thèse culturaliste et controversée du « consentement », cette affirmation très discutable repose à la fois la question de l'autonomie de l'individu et celle de l'engagement, deux beaux objets pour les sciences sociales¹⁹.

Contrairement à ce qui est encore avancé, personne aujourd'hui ne conteste le fait que de nombreux Français aient fait preuve « d'attentisme ». Comprendre et dire ce que put recouvrer cet « attentisme » est assurément compliqué. Autant que faire se peut, cela nécessite de pouvoir se représenter ce que furent pour des millions d'hommes et de femmes, et d'enfants (voir l'extrait

du témoignage reproduit ci-dessous), le choc tellurique provoqué par la défaite militaire et l'effondrement de l'État en quelques semaines seulement, la débâcle et la faillite d'une grande partie des élites²⁰, sans compter la trahison d'une partie des cadres du pays ; de prendre en compte l'ampleur des bouleversements existentiels générés par la perte durable de repères institutionnels, l'absence de près de deux millions d'hommes retenus prisonniers par l'ennemi, la division du pays, la présence de plus en plus pesante sinon menaçante

de l'occupant et d'un régime aux abois ; d'entendre, enfin, les détresses occasionnées par les difficultés croissantes de la vie quotidienne, l'angoisse d'un lendemain durablement indéchiffrable...

Qui en effet pouvait prévoir ce qui est arrivé en 1940 ? Qui aurait pu prévoir qu'Hitler se retournerait quelques mois plus tard contre l'URSS, qu'il faudrait attendre décembre 1941 pour que le Japon projette les États-Unis (attentistes ?) dans la guerre, que les forces antinazies scelleraient enfin avec Staline l'alliance qu'ils lui marchandèrent si âprement en août 1939 ? Qui, franchement, avait été préparé à faire face à une telle situation absolument inédite dans sa soudaineté, son ampleur, sa durée, ses retournements ? Tant pour le chercheur que pour l'enseignant, la difficulté réside précisément dans l'appréhension différentielle des *horizons d'attente* (les capacités de se projeter vers le futur), des *champs d'expérience* (par exemple, s'agissant de la guerre, le champ d'expérience diffère très sensiblement entre le front et l'arrière) et des *champs des possibles* offerts aux contemporains. Toutefois, pour OW, les choses sont assez simples :

« La débâcle et ses principales conséquences – l'occupation de la zone nord et la naissance de l'État français – appelaient de toute évidence une réponse militaire que les pionniers n'imaginaient cependant pas formuler »²².

Témoignage d'un enfant de l'exode

« Il fallut passer la nuit aux Andelys, les hôtels étaient pris d'assaut. [...] Il n'y avait même pas de place pour mon frère et moi. Nous dormîmes dans la voiture, ce qui n'était pas plus mal. Fatigué, énervé, quand nous pûmes manger quelque chose, je me mis à fondre en larmes. À mes parents surpris, je ne pus que dire que je pleurais sur la France, sur les malheurs de la France... ou quelque chose comme cela. Il faut dire que, même pour les enfants, c'était un choc incroyable de voir leur pays dans cette situation inimaginable... »²¹

16. Charles Tilly, *La France contestée, de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986. Depuis la réflexion s'est affinée : voir Mark Traugott (éd.), *Repertoires & Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press, 1995 ; Lilian Mathieu, *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, Textuel, 2004 ; Éric Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2005.

17. OW, pp. 120-121.

18. OW, p. 111.

19. André Loez, Nicolas Mariot (dir.), *Obéir-désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte-CR14-18, 2008.

20. Marc Bloch, *L'Étrange Défaite*, Témoignage écrit en juillet-septembre 1940, préface de Stanley Hoffmann, Paris, Gallimard, Folio, 1990. Pour un point de vue différent voir Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009, p. 107.

21. Jean-Jacques Becker, *Un soir de l'été 1942... Souvenirs d'un historien*, Paris, Larousse, 2009, p. 47.

22. OW, p. 68. C'est moi qui souligne.

On peine à discerner cette « évidence ». Cette pratique consistant pour l'historien à chauffer les lunettes de 2013 pour apprécier les comportements de 1940-1945 porte un nom : *l'histoire téléologique*. Elle écrit faux avec du vrai.

En l'occurrence, tenter d'approcher au plus près la réalité de l'expérience des hommes et des femmes de cette période non-ordinaire, cela nécessite en premier lieu de considérer les engagements appelés « entrées en résistance » dans ce qu'ils ont d'absolument spécifique : dans la guerre de partisans, en effet, il n'y a pas de front et souvent pas d'échappatoire : c'est la victoire, ou la mort, ou la déportation et la mort lente... C'est donc tout d'abord à cette aune que ce type d'engagement doit être apprécié. Autant dire que, du point de vue des risques encourus, l'assimilation qui est parfois faite entre résistants de l'intérieur et soldats de la France libre est assez spécieuse²³, même s'il est vrai que de nombreux jeunes souhaitant rejoindre les FFL sont tombés dans les mailles de la Gestapo en voulant passer la frontière espagnole dans les Pyrénées et ont été déportés. Ensuite, cela nécessite encore d'essayer de restituer aussi finement que possible l'extrême variété des situations individuelles et collectives, familiales et professionnelles, matérielles et sociales. Enfin, de tenter de restituer ces engagements

comme des processus inscrits dans des temporalités variables et qui, d'ailleurs, ne sont pas toujours linéaires, ni même toujours définitifs. À cet égard, mobiliser le concept du *penser double* si finement analysé par Pierre Laborie²⁴ et auquel il faudrait sans doute, dans certains cas, adjoindre un *agir double*, n'est pas inutile. Germaine Tillon, ethnologue, résistante, rescapée de Ravensbrück et inlassable chercheuse, ne disait d'ailleurs pas autre chose quand elle invitait les historiens à considérer, aussi, ceux qui ne disent mot mais n'en pensent pas moins²⁵. Pour ne citer qu'un exemple, une telle attention aurait épargné à OW de s'étonner du fait que les premières réquisitions de travailleurs forcés « ne provoqu[erent] pas instantanément de révolte »²⁶...

Hélas, au lieu de s'astreindre à une opération aussi délicate et, sans doute aussi, beaucoup plus incertaine en termes de dividendes médiatiques, OW a préféré emprunter au registre moral – et non éthique – pour mieux dénoncer du haut de sa chaire le « péché d'attentisme »²⁷ dont se serait montré coupable, selon lui, l'écrasante majorité des Français. Coupables qui s'ignoraient, les Français auraient aussi eu besoin « d'un commode alibi »²⁸... Pourtant, aucune classe, aucun groupe, aucune communauté, y compris la plus menacée d'entre elles par les nazis et

leurs zélés serviteurs, n'a totalement échappé à cette disposition d'esprit ici dénoncée comme un « péché d'attentisme »²⁹ ? Or, OW lui-même rappelle ailleurs que :

« loin de constater que l'État français menait une politique antisémite autonome, beaucoup de juifs crurent au départ qu'ils subissaient la pression de l'occupant »³⁰.

Ce n'est pas faux. Mais alors, si les juifs eux-mêmes crurent cela, comment les autres catégories de la population ne l'auraient-elles pas cru ? Une nouvelle fois l'historien prête un peu hâtivement aux hommes et aux femmes de l'Occupation son propre savoir sur Vichy, sur l'antisémitisme de l'État français et sur l'ampleur des crimes nazis. Pense-t-il sérieusement que les Français des « années sombres », une expression dont il raffole³¹, avaient lu Raul Hilberg³² ? Carlo Ginzburg, nous l'avons déjà souligné, appelle à penser « l'étrangement ». Tout cela suppose d'inscrire les prises de décisions des acteurs dans leur contemporanéité, pas dans la nôtre. À cet égard, et parmi de nombreux autres cas, le cheminement tragique d'une famille comme celle d'Hélène Berr est tout à fait symptomatique. Au-delà de

l'émotion légitime qu'il suscite chez tout lecteur, le magnifique témoignage de cette jeune femme donne accès à un certain nombre de clés de compréhension des comportements de l'époque qu'OW, tout à son entreprise de dénigrement systématique, se refuse à exploiter³³.

Cette culpabilisation rétrospective et globale des Français de l'Occupation n'est certes pas nouvelle et a connu plusieurs formes successives depuis l'expression utilisée par l'historien états-unien Robert Paxton qualifiant au début des années 1970 les Français qui « ne mettent pas en doute la légitimité du régime [de Vichy] et ne font pas d'opposition active » de « collaborateurs fonctionnels »³⁴, jusqu'à la notion « d'accommodation » proposée par Philippe Burrin quelques vingt années plus tard mais parvenant, au final, à la même conclusion couleur de gris :

« il ne s'agit pas de noyer dans la catégorie générale de l'accommodation la notion de collaboration, qui en fut la manifestation la plus marquée – c'est en quelque sorte l'accommodation élevée en politique –, mais d'embrasser toutes les formes de l'adaptation pour distinguer leur gradation et cerner les spécificités, pour ressaisir

23. Ce que confirme l'étude nuancée de Jean-François Muracciole, *Les Français libres*, op. cit., p. 267.

24. Pierre Laborie, *Les Français des années troubles*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001, pp. 34-37.

25. Germaine Tillon faisait en effet remarquer que l'employé ou l'ouvrier devant faire vivre sa famille avec sa paie « était ligoté sur place mais n'en pensait pas moins », *Le Nouvel Observateur*, 31 mai-6 juin 2007, cité in Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin*, op. cit., p. 261.

26. OW, p. 210.

27. OW, p. 104.

28. OW, p. 46. L'armée aussi, OW, p. 198.

29. Nicolas Mariot, Claire Zalc, *Face à la persécution. 991 juifs dans la guerre*, Paris, Odile Jacob-Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 2010. O. Wiewiorka connaît l'existence de cet ouvrage mais n'en tire aucun profit.

30. OW, p. 425.

31. J'ai relevé 53 occurrences de l'expression « l'armée des ombres ». Heureusement qu'il s'agit de démythifier !

32. Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra, André Charpentier et Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Gallimard, Folio, 2006 [1985].

33. Hélène Berr, *Journal*, préface de Patrick Modiano, Paris, Tallandier, 2008.

34. Robert Paxton, *Vichy France. Old Guard and New Order 1940-1944*, New York, Columbia University Press, 1972, p. 235 ; traduction française : *La France de Vichy*, Paris, Seuil, « Points histoire », 1999 [1997 et 1972], pp. 287-288 ; passage commenté par Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin*, op. cit., p. 76, note 21.

la diversité des comportements et la complexité des motifs, pour restituer la vaste zone grise qui est, en fait, la tache de couleur dominante sur le tableau des années noires »³⁵.

Sans doute, l'analyse de Paxton, comme celle de Burrin plus récente, ont-elles souffert d'avoir été précoces et de n'avoir pu bénéficier de la lecture des nombreux travaux produits ces dernières années et notamment des éclairages des sciences sociales³⁶. OW n'a quant à lui pas cette excuse. Comme ses deux prédécesseurs, il homogénéise sensiblement l'ensemble de la société française à partir d'une *catégorie* générale, celle de « l'attentisme », qui n'exclut en définitive qu'une infime frange de la population, celle des résistants actifs et/ou armés d'un côté, celles des collaborationnistes et des collaborateurs de l'autre. Outrancièrement simplificatrice, cette catégorie n'éclaire pas notre appréhension du monde social en guerre. Revenons à cette remarque de bon sens émise par Pierre Laborie :

« Si tout ce qui n'est pas obéissance et soumission à l'occupant n'est pas résistance, ce qui n'est pas refus exprimé par une action de lutte n'est pas pour autant consentement, compromission ou complicité »³⁷.

On ne saurait mieux dire. D'ailleurs, et ce n'est pas le moins préoccupant, cette

remarque vaut aussi – et ô combien ! – pour l'histoire de la Première Guerre mondiale. En fait, la charge dénonciatrice d'OW s'inscrit dans un mouvement beaucoup plus large et aussi beaucoup plus profond de suspicion récurrente consistant à rejeter sur les citoyens ordinaires la responsabilité collective des horreurs et des crimes du XX^e siècle³⁸ et, pour ce siècle-ci, celle du taux de chômage, de la désaffection à l'égard du projet de construction européenne sans oublier le vote Front national... Mais restons un instant sur la question des *catégories* mobilisées dans ce livre car le problème est récurrent.

2. Des catégories sommaires pour une sociologie timorée

L'un des chapitres du livre est intitulé « Sociologies » ; cela part d'un bon réflexe, car trop d'études historiques se montrent, effectivement, peu soucieuses de situer socialement les acteurs sociaux qu'ils convoquent ; mais, hélas, que valent des catégories aussi englobantes, aussi homogénéisantes, aussi grossières, que : *les communistes, les socialistes, les ouvriers, les paysans, les catholiques, les protestants, les juifs, les militaires, les femmes ?* Autant de catégories molles et floues... D'ailleurs, dans ce tableau manquent encore *les athées, les oisifs, les rêveurs, les rentiers, les homosexuels* et sans doute

quelques autres que j'oublie. *Les indifférents*, par exemple...

Un anticommunisme daté

S'agissant plus particulièrement des communistes, vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin et l'implosion du système soviétique, il est non moins frappant de voir à quel point ce livre exhale encore un petit fumet de Guerre froide. Sans surprise, on retrouve évidemment la figure désormais imposée de l'énigme dénonciation décontextualisée de la signature du pacte germano-soviétique. Pêle-mêle est ensuite reproché *aux* communistes d'avoir tardé à entrer en résistance et d'avoir dans un premier temps privilégié la lutte syndicale et anti-pétainiste : la grève massive déclenchée par les mineurs du Nord en mai 1941 n'est tout d'abord pas mise au crédit de l'esprit de résistance des militants et militantes communistes – cette concession n'intervient que plus tard dans le livre, p. 103 – ; dans un second temps, leur est aussi reproché (après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne) d'avoir mal choisi leurs modes d'action, les attentats individuels étant particulièrement décriés, j'y reviendrai. Les sinuosités, voire les contradictions du propos, donnent tout simplement le tournis : tantôt l'ampleur des arrestations des militants et des cadres est mise en exergue, tantôt l'atonie du Parti suscite l'étonnement réprobateur ; en même temps qu'est soulignée la rigidité des directives du Parti, on apprend qu'une « partie des cadres n'adhère pas

à la ligne suivie »³⁹ ; parmi eux, sont cités Hafez à Nantes, Tillon à Bordeaux ; ces deux communistes lancèrent en effet des appels très précoces à la lutte contre l'occupant (17-18 juin 40, contemporains donc de celui du général de Gaulle) ; mais, toujours selon OW, Tillon ne se serait finalement pas démarqué des directives du Parti... Quel dédale ! On s'y perd. L'auteur précise encore que des milliers de militants quittèrent le Parti et attribue implicitement ces départs à un rejet du pacte germano-soviétique, pure spéculation ; bien d'autres raisons et motivations ont pu entraîner de tels départs, ne serait-ce que la chasse aux communistes déclenchée par Daladier et amplifiée par Pétain ; mais, aussitôt cette précision donnée, elle est aussitôt relativisée par l'insinuation que ces militants en rupture de parti n'auraient, en vérité, pas totalement coupé le « cordon » avec la direction du Parti⁴⁰. Sans apporter encore la moindre preuve, leur loyauté aux mouvements et réseaux rejoins est ainsi mise en doute. Suspicion toujours.

Une nouvelle fois, comme s'il était impossible d'être communiste en dehors du Parti, ou d'être communiste tout en contrevenant aux consignes de sa direction, la catégorie mobilisée homogénéise le groupe décrit et s'avère impuissante à rendre compte de la variété des façons « d'être communiste ». S'il en était besoin, le cas emblématique du libérateur de Limoges, illustre pourtant suffisamment cette réalité : le communiste Georges Guingouin appelle en effet

35. Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1997 [1995], pp. 8-9.

36. On note toutefois que dans les différentes rééditions de son ouvrage, Paxton n'est jamais revenu sur ce point.

37. Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin*, op. cit., p. 261.

38. On retrouve ici le procès intenté aux sociétés de 1914-1918 désignées coupables d'avoir « consenti » à la guerre, à sa violence et à sa durée, la guerre étant vécue comme un gigantesque laboratoire d'où serait advenu Auschwitz et ses cheminées. Voir le dossier de ce numéro d'*En Jeu*.

39. OW, p. 52.

40. OW, p. 48.

à la lutte dès août 40 et prend le maquis dès avril 41... Mais cela ne suffit pas ; le fait qu'il aurait conservé la confiance de ses supérieurs lui ôterait tout vrai mérite⁴¹. Le PCF ainsi décrit est un parti parfaitement homogène, monolithique, et les positionnements comme les choix de ses membres sont réduits à ceux de sa direction. Une telle assignation à une ligne de conduite univoque de milliers d'hommes et de femmes communistes ayant eu des trajectoires variées est également problématique. Elle empêche la prise en compte, d'une part, des contraintes spécifiques pesant alors sur les militants et sympathisants pourchassés depuis septembre 1939, et, d'autre part, des contraintes « ordinaires » pesant sur tout un chacun en cette période non ordinaire structurée par la défaite, l'effondrement des institutions républicaines, l'Occupation, les restrictions, sans oublier la peur. Contrairement à ce que croit OW les conflits de loyauté ne se réduisent pas au (faux) débat entre obéissance ou désobéissance aux directives du Parti. Aussi étonnant que cela puisse paraître, les communistes, eux aussi, sont alors des enfants, des parents, des époux, des travailleurs...

Dénigrement encore et toujours :

« Au début de 1941, la presse communiste, jusqu'alors d'une discrétion de violette, assortit ses attaques contre Vichy de piques contre l'Allemagne nazie »⁴²...

« Discrétion de violette » ! Quelle adorable expression. Mais s'agissant de la presse communiste, on est tenté de la retourner : pourquoi ne pas évoquer, par exemple, la brochure attribuée à Georges Politzer, philosophe, d'origine juive hongroise, proche de la direction du PCF ? Intitulée *Révolution et contre-révolution au XX^e siècle*, il s'agit pourtant d'une verte réponse au discours de Rosenberg prononcé devant l'Assemblée nationale. Rédigée en décembre 1940-janvier 1941, et tout en étant une ode à Staline et à l'URSS, cette critique en règle du nazisme, et particulièrement de son racisme a circulé à partir de mars 1941⁴³... C'est vrai que le rappeler obligerait à dénoircir le tableau !

Les mots pour dire les attentats individuels (communistes) : un cas de relativisme rampant

Selon OW qui, page après page, ne cesse de stigmatiser l'attentisme des Français et l'entrée tardive des communistes en résistance :

« plusieurs formes d'actions se révélaient problématiques, à commencer par l'exécution de soldats isolés. Préconisée par la mouvance communiste à partir du mois d'août 1941, cette méthode choqua profondément une frange du monde catholique... »⁴⁴

Que la pratique de ces attentats ait été problématique, cela ne fait guère de doute. Mais dans ce cas précis, le choix des mots ne mérite-t-il pas une attention redoublée ? Or, comme le montre

41. OW, p. 53.

42. OW, p. 54.

43. Je remercie Jacques Aron pour avoir attiré mon attention sur ce point.

44. OW, p. 123. C'est moi qui souligne.

la citation ci-dessous, différents termes sont tour à tour utilisés pour (dis)qualifier les attentats :

« le 21 août 1941, un jeune communiste, Pierre Georges (Fabien), assassina ainsi un aspirant de la Kriegsmarine pris au hasard, Alfons Moser, à la station Barbès-Rochecouart. Le 20 octobre suivant, un commando envoyé à Nantes, composé notamment de Gilbert Brustlein et de Spartaco Guisco, exécuta le chef de la Feldkommandantur de Loire-Inférieure, le lieutenant-colonel Karl Hotz. Le lendemain, Pierre Ribières abattit à Bordeaux le conseiller juridique de l'Administration militaire, Hans Gottfried Reimers »⁴⁵.

Les mots ont un sens et sont porteurs à la fois d'un contexte et d'un point de vue. Chacun d'entre eux postule un univers⁴⁶. Et sauf à considérer que les mots sont interchangeables, que tout se vaut, « assassiner », « exécuter », « abattre », ce n'est certainement pas la même chose. Alors, pourquoi ce brouillage des images et des sens ? On se souvient que l'occupant et Vichy désignaient systématiquement les patriotes résistants sous le vocable stigmatisant de « terroristes », ou encore que le général SS Stroop ne voyait dans les jeunes insurgés juifs du ghetto de Varsovie que des « bandits » qu'il convenait d'exterminer. Employer le verbe « assassiner » pour qualifier l'acte de Pierre Georges, cela revient à criminaliser cet attentat, à le

mettre sur le même plan que les crimes de la Milice, de la Gestapo ou de la SS. Ne pouvant imaginer qu'un historien que l'on a vu si attentif à son vocabulaire ne fasse pas la différence, il faut donc supposer que le choix de ce terme lui paraît pertinent et participe de son entreprise de dénigrement systématique de la Résistance en général, de la Résistance communiste en particulier. Toutefois, et en définitive, le fait que le verbe « assassiner » n'ait pas été conservé pour dis(qualifier) les deux autres cas cités témoigne aussi d'un relativisme rampant mal assumé.

3. Le faux atout maître. D'une historiographie à l'autre, les fausses « querelles de chiffres »⁴⁷

Comme d'autres historiens avant lui, OW abaisse au terme de son réquisitoire ce qu'il considère sans doute, et à tort, comme étant l'atout maître censé emporter définitivement l'adhésion. Il croit pouvoir clore le débat en avançant le chiffrage de l'engagement résistant. Il a d'ailleurs raison puisque ce procédé fascine les médias⁴⁸. S'agissant de la Grande Guerre, on se souvient que les taux effectivement très faibles de désertion et d'insoumission sont depuis plus de vingt ans avancés comme autant de preuves définitives du « consentement » des sociétés européennes à la guerre, à sa durée, à ses formes, à sa violence. C'est la thèse défendue par

45. OW, p. 143. C'est moi qui souligne.

46. Jorge Luis Borges, *Le Rapport de Brodie*, nouvelles traduites de l'espagnol par Françoise-Marie Rosset, Paris, Gallimard, 1972 [1970], « Préface », p. 8.

47. OW, p. 436.

48. OW n'a pas toujours ce souci du dénombrement ; ainsi, évoquant les juifs ayant rejoint la résistance ou la France libre, il se montre plutôt vague : « nombre de juifs qui par ailleurs luttèrent... ». Cela fait combien ? OW, p. 237.

les historiens culturalistes de la Grande Guerre emmenés par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker⁴⁹.

Tout à son entreprise de minimisation, OW estime quant à lui que « l'armée des ombres a au total rassemblé de 300 000 à 500 000 hommes et femmes ». Il semble que les historiens soient à peu près d'accord sur cette estimation chiffrée de la « Résistance-organisation » même si, on l'a vu, François Marcot et d'autres contestent cette approche profondément réductrice. Mais en tout état de cause, de quoi témoigne in fine le chiffre retenu par OW ?

Quantifier l'opposition, la rébellion, la dissidence, la mutinerie, la révolution, est toujours un exercice délicat pour un historien. Il ne s'agit donc pas de critiquer l'imprécision du chiffrage proposé ; en soi, il fournit un ordre de grandeur et c'est déjà beaucoup. Pour autant, même en acceptant de limiter le peuple résistant à 400 000 comme nous y invite OW – ce qui représente un engagement pour cent, un pour quarante si l'on considère la population âgée de 18 à 60 ans, sensiblement plus si l'on soustrait encore les 1,8 million de prisonniers de guerre composés d'hommes en âge et en capacité de se battre –, cette proportion effectivement minoritaire ne doit pas être

faussement interprétée. Car la question de savoir s'il s'agit d'un phénomène minoritaire ne se pose même pas. En réalité, ainsi que l'a souligné l'historien André Loez dans ses travaux récents consacrés aux mutins de 1917, toute mobilisation, toujours et partout, relève de l'exception numérique⁵⁰. La Résistance ne pouvait être qu'un phénomène minoritaire. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, encore moins de s'en offusquer ou de s'en moquer. Une remarque similaire peut être formulée concernant le réfractariat au STO, une majorité estimée à trois quarts ayant esquivé le départ forcé en Allemagne sans pour autant rejoindre un maquis⁵¹. Cela fait tout de même un réfractaire-maquisard sur quatre⁵²... Précisément, les historiens qui comme Loez sont particulièrement bien au fait des acquis des sciences sociales⁵³ situent « le niveau ordinaire des mobilisations sociales à l'époque contemporaine, y compris lorsqu'il est moins coûteux de protester et d'agir » entre un pour quinze ou un pour vingt. Dans ces conditions, la lecture qui est faite de ce phénomène minoritaire que fut la Résistance est assez dépassée. Durant l'occupation nazie, la mobilisation des Français, y compris dans le format le plus réducteur retenu par OW, fut en réalité assez similaire à

celles observées en France depuis 1789. En revanche, si l'on y ajoute la frange la plus active de la Résistance-mouvement, la Résistance fut effectivement un des plus grands moments de mobilisation sociale et citoyenne qu'ait connu la France contemporaine. Ajoutons encore que le caractère minoritaire de la Résistance n'en fait pas pour autant un phénomène minime. Loin de là. À l'inverse, l'ampleur de cette auto-mobilisation ne signifie pas que la Résistance, seule, aurait été capable d'inverser le cours de la guerre et de libérer la France.

Un mot encore concernant « l'antisémitisme » de la Résistance. S'agissant d'une question aussi sensible, OW rappelle que la Résistance étant l'émanation de la société, elle en partage ses préjugés à l'égard des juifs ; c'est incontestable. Il rappelle ensuite que :

« De nombreux résistants, enfin, ne percevaient ni la singularité ni la gravité de la menace. Fidèles à la conception égalitaire de la République, ils refusaient d'établir une distinction, et a fortiori une hiérarchie entre les victimes, à l'heure où la France entière subissait le joug de l'occupant. »⁵⁴

Nous sommes également d'accord sur ces deux points complémentaires. Cependant, ces considérations ne font pas dévier l'auteur de sa trajectoire de dénigrement. Et c'est archibouté sur les travaux peu nuancés de l'historienne Renée Poznanski qu'il fustige cette conception républicaine de la société :

« Du coup, en optant pour la prudence, "les mouvements de Résistance renonçaient à exercer un rôle de direction idéologique ou spirituelle sur la question de l'antisémitisme, préférant se plier aux tendances qu'ils soupçonnaient d'être fortement ancrées dans l'opinion". »⁵⁵

Le plus curieux en cette affaire, si l'on peut dire, c'est qu'OW admet un peu plus loin que les juifs ayant rejoint mouvements, réseaux et les formations de la France libre n'auraient pour leur part « jamais tenté d'infléchir la politique de leurs mouvements dans le sens d'une action visant à sauver les juifs ». ⁵⁶

Cela peut signifier deux choses : tout d'abord, qu'un certain nombre de juifs de cette époque partageaient la conception républicaine et universaliste de la société et que cette conception structurait en grande partie la Résistance ; ensuite, que les juifs ayant rejoint les rangs de la Résistance ne se reconnaissaient aucunement dans l'assignation identitaire strictement communautaire que voudrait leur imposer, à une distance de soixante-dix ans, l'historien de 2013. OW poursuit :

« Le gros de la communauté juive, en revanche, échappa à la mort en se cachant, grâce à l'aide apportée par des milliers de Français »⁵⁷ ; « [...] la majorité des juifs furent secourus par des gens ordinaires que révoltait le sort réservé à ces hommes, à ces femmes et à ces enfants. Pour la France, le mémorial israélien de Yad Vashem a distingué

49. Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, 14-18, *retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

50. André Loez, 14-18. *Les Refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, « Folio », 2010, pp. 200-201.

51. Sur la question des maquis en général et celui des Glières en particulier, je renvoie à la recension des ouvrages de Claude Barbier par Charles Heimberg dans ce volume (p. 167) et à la mise au point précieuse de Jean-Marie Guillon, « De l'histoire de la Résistance à l'histoire des Glières, un enjeu scientifique et symbolique », postface de la réédition du livre publié par l'association des Glières, *Vivre Libre ou Mourir. Plateau des Glières, Haute-Savoie 1944*, 2014 [1946].

52. OW, p. 214.

53. Mancur Olson, *The Logic of Collective Action. Public Goods and Theory of Groups*, Cambridge (États-Unis), Harvard University Press, 1965 ; Mark Lichbach, *The Rebel's Dilemma*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995 ; Daniel Cefai, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007.

54. OW, p. 230.

55. OW, p. 233.

56. OW, p. 237.

57. OW, p. 234.

environ 2 000 Justes des nations, mais ce titre n'honore qu'une minorité des milliers d'anonymes qui aidèrent les proscrits à se dissimuler ou à franchir la frontière franco-suisse. **Ne forçons cependant pas le trait en assimilant les juifs à des mineurs incapables de prendre leur destin en main. Beaucoup se sauvèrent eux-mêmes, en mobilisant leurs relations familiales, professionnelles ou amicales pour se mettre à l'abri**, en zone libre souvent, dans la zone d'occupation italienne à partir de novembre 1942, voire en Suisse... »⁵⁸

Force est de constater que, même sur cette question, l'habituel procédé rhétorique est toujours à l'œuvre. OW ne précise évidemment pas *qui* aurait assimilé « les juifs à des mineurs incapables de se prendre en main ». Il évoque ensuite l'étude effectivement très éclairante que Nicolas Mariot et Claire Zalc ont récemment consacrée aux juifs lensois et en retient ceci :

« Plusieurs juifs lensois payèrent par exemple des passeurs pour s'enfuir au pays de Calvin sans que des organisations ne les épaulent. »

C'est exact, mais très insuffisant. Quel dommage que cet exemple ne soit pas davantage commenté. C'était une bonne occasion d'illustrer une réalité sociale contrastée que la catégorie englobante et homogénéisante – « les juifs » – occulte totalement. C'est un fait observable et en l'occurrence fréquemment observé que, face aux difficultés et aux menaces,

le *champ des possibles* est un peu plus ouvert pour certains que pour d'autres. Ce n'est faire injure à personne que de dire que tout le monde n'a évidemment pas la capacité de payer un passeur ou des faux-papiers. Les réponses apportées à la menace nazie ne relèvent pas seulement et simplement d'un choix entre fuir et ne pas fuir. Elles ne relèvent pas davantage de je ne sais quel « atavisme » particulier aux juifs comme cela a pu être hélas également formulé par le passé⁵⁹. Non, ce que montre l'étude de cas micro-sociologique de Mariot et Zalc, c'est bien la capacité différentielle des juifs lensois à prendre conscience du danger et à s'enfuir⁶⁰. En cela, ils ne diffèrent aucunement des autres citoyens. Les plus fortunés d'entre eux, ou encore les personnes seules et non chargées de famille, disposaient de moyens matériels et d'une autonomie supérieurs. Cela ne signifie pas pour autant que les moins fortunés aient forcément été les moins capables d'apprécier la menace à sa juste mesure ni de tenter quelque chose pour se mettre à l'abri. La réalité complexe est effectivement complexe à appréhender...

En définitive, ce que montre avant tout cette histoire de la Résistance en minuscule, c'est qu'un historien disposant d'une documentation considérable et souvent impeccable peut fort bien écrire un livre faux. À dire vrai, ce n'est pas une consolation, on le savait déjà.

Frédéric Rousseau

58. OW, p. 237.

59. Henri Michel, *Le Monde juif*, janvier 1968, p. 6.

60. Nicolas Mariot, Claire Zalc, *Face à la persécution. 991 juifs lensois dans la guerre*, Paris, Odile Jacob-Fondation pour la mémoire de la Shoah, 2010 ; Claire Zalc, Tal Brittmann, Ivan Ermakoff et Nicolas Mariot (dir.), *Pour une microhistoire de la Shoah*, Paris, Seuil, 2012.

RÉSISTANCE ET LIBÉRATION EN HAUTE-SAVOIE, UN RELATIVISME ET UN BROUILLAGE MÉMORIEL À GÉOMÉTRIE VARIABLE¹

Claude Barbier, *Le Maquis de Glières. Mythe et réalité*, Paris, Perrin, 2014, 480 p.

Claude Barbier, *Crimes de guerre à Habère-Lullin*, Saint-Julien-en-Genevois, La Saléviennne, 2013, 450 p.

Les interventions publiques de Claude Barbier dans le contexte haut-savoyard constituent un très bon exemple de la dérive relativiste qui s'observe autour de l'histoire et des mémoires des années de l'Occupation, de la Résistance et de la Libération. Qui plus est, des différences significatives s'observent entre le titre de son travail doctoral sur le maquis des Glières², celui du livre qu'il en a tiré en ajoutant à son propos dans le titre les notions de mythe et de réalité, un autre ouvrage encore plus problématique qui met sur le même plan des événements qui sont fondamentalement différents et une série de conférences tapageuses qu'il a données dans la région.

Beaucoup de dégâts dans l'espace public

Les propos de Claude Barbier dans la presse laissaient entrevoir de fracassantes révélations. Un « mythe » allait véritablement s'écrouler. On allait enfin apprendre la vérité vraie sur

les faits survenus sur le plateau des Glières. Par exemple que les hommes qui s'y trouvaient entre février et mars 1944 n'y étaient d'abord montés que pour se cacher (sic), comme il l'a affirmé en septembre 2012 dans le quotidien suisse *Le Temps* : « On a dit que c'était pour recevoir des parachutages d'armes par les Alliés que le maquis s'est formé, c'est faux, la raison première pour laquelle on a rejoint Glières, c'est pour échapper au STO et se cacher. »³

Ainsi, depuis novembre 2011 et la soutenance de sa thèse, Claude Barbier s'est fait l'auteur de déclarations à l'emporte-pièce de part et d'autre de la frontière franco-suisse. Citons par exemple le cas de *La Voix des Allobroges* du 2 janvier 2012⁴ dans laquelle un rédacteur annonce que « le combat sans merci des Glières est une pure invention, qui a été bien utile pour alimenter le mythe de la résistance française en fabriquant une mémoire qui n'a que peu à voir avec l'histoire. Ce que lâche notre invité du jour, Claude Barbier, relève ainsi de la bombe mémorielle. Une déflagration qui remettrait l'histoire à sa place ». Un peu plus loin, c'est Barbier lui-même qui s'en explique en ces termes : ayant été « contredit sur des choses pour lesquelles j'étais plus compétent que les gens qui me critiquaient, j'ai voulu sortir de là par le haut, d'où l'idée de faire une thèse, en cherchant à avoir le meilleur

1. Cette recension reprend tout ou partie de deux billets publiés en janvier et mars 2014 sur <http://blogs.mediapart.fr/blog/charles-heimberg>, consulté le 24 mai 2014.

2. Claude Barbier, *Des « événements de Haute-Savoie » à Glières, mars 1943-mai 1944 : action et répression du maquis savoyard*, thèse de doctorat soutenue à la Sorbonne le 16 novembre 2011.

3. *Le Temps*, 14 septembre 2012. Cet article faisait suite à une conférence donnée par Claude Barbier à la Société militaire de Genève le 4 septembre précédent.

4. <http://www.lavoixdesallobroges.org/histoire/461-itw-claude-barbier-sur-le-mythe-de-glieres>, consulté le 14 mars 2014.

directeur qui soit. Le plus loin possible de la Haute-Savoie. » Il précise encore, par une drôle de formule, avoir trouvé ce directeur de thèse, en l'occurrence « un prof de Normal Sup qui fait partie de la belle aristocratie intellectuelle française »⁵.

Aujourd'hui, avec la sortie du livre *Le Maquis de Glières. Mythe et réalité*, qui a obtenu un label du ministère de la Défense (sic), Claude Barbier est plus présent que jamais dans l'espace public et médiatique en revendiquant une méthode historique et de l'objectivité : « J'établis les faits », s'exclame-t-il ; tout en admettant aussi qu'un « certain discours mémoriel des événements des Glières ne peut être qu'affecté » ; mais il ne pense pas remettre « en cause le caractère valeureux » des maquisards. Ainsi, comme le précise l'auteur de cet article de *L'Essor savoyard* du 20 février 2014, « [Claude Barbier étaye son travail] par des archives (françaises bien sûr, mais aussi britanniques, américaines, suisses et allemandes) et des recherches dont il vante la minutie et la rigueur. S'il ne veut pas tomber dans le jeu de la polémique, [il] se défend. Et plaide pour une démarche visant à s'éloigner de "la trame légendaire" de Glières et à favoriser la stricte objectivité au détriment "d'une lecture plus encline

à privilégier la mémoire que l'histoire". En bref, résume-t-il, il s'est borné à décortiquer des faits, en les dépouillant du mythe qui les entoure. »⁶

Prudence et minimisation dans l'ouvrage

Examinons maintenant ce livre sur les Glières. Il contient de nombreuses informations et reconstructions, appuyées comme il se doit par de non moins nombreuses références. C'est un travail de recherche. Mais il apparaît très vite qu'aussi bien son ton que ses contenus se situent en retrait des déclarations publiques antérieures de son auteur. Par ailleurs, en termes de mise à jour factuelle de certaines exagérations narratives, le lecteur averti n'y découvrira pas vraiment grand-chose qui n'ait pas été déjà établi par d'autres chercheurs que l'auteur ne prend pas tous en compte⁷.

Une lecture plus attentive est alors nécessaire pour aboutir à un autre constat : un recours aux archives, mais aussi parfois à des témoignages, permet à ce livre de fournir une série d'informations sur l'histoire de l'organisation et de la vie quotidienne des hommes du maquis sur le Plateau et de restituer effectivement de nombreuses données factuelles. Toutefois, leur présentation

5. Il s'agit d'Olivier Wieviorka, un chercheur qui a lui-même écrit, dans son dernier livre (*Histoire de la Résistance 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013), en référence explicite à la thèse de Claude Barbier, que les maquisards des Glières y étaient montés pour se « réfugier » (p. 347) et qu'il n'y avait pas eu de « bataille » aux Glières (p. 351).

6. http://www.lessonsavoyard.fr/Actualite/Annecy/2014/02/26/article_glieres_le_retour_de_la_polemique.shtml, consulté le 14 mars 2014.

7. Voir notamment Alain Dalotel, *Le Maquis des Glières*, Paris, Plon, 1992 ; Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La Bataille des Glières et la guerre psychologique. Glières - février-mars 1944*, Annecy, Association des Glières, 2004 (réédition d'un article paru en 1975 dans la *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, avec une préface et une postface de Jacques Golliet) ; Gil Emprin, « Les associations d'anciens résistants et l'écriture de l'Histoire : Glières, une historiographie sous tutelle ? », in Laurent Douzou (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, pp. 187-199 ; Marina Guichard-Croset, *La Construction d'une mémoire collective de la Résistance en Haute-Savoie : les Glières*, thèse de doctorat, Saint-Étienne, Université de Saint-Étienne, 2011.

paraît parfois biaisée ou discutable. C'est le cas par exemple à propos des motivations des maquisards montés sur le Plateau (pp. 140-147), l'auteur affirmant sans vraiment convaincre qu'une fonction de refuge aurait d'abord prévalu. Il minimise également l'engagement et la prise de risque des résistants dans les semaines précédant le 26 mars 1944 en invoquant le manque d'équipement et de motivation de leurs adversaires (pp. 360-361) ; il parle de « répressions », au pluriel, intégrant potentiellement les faits de l'épuration pour induire des propos relativistes n'ayant aucune pertinence. Ainsi évoque-t-il (pp. 302-310) la répression des « réprimants » avant même d'avoir établi un bilan des victimes du maquis des Glières. Il reste cependant relativement prudent. Ainsi, sur les raisons qui ont poussé les maquisards à rejoindre le Plateau, il se montre quand même moins catégorique que dans la presse suisse, mentionnant à la fois le fait de se cacher et celui de recevoir des armes (p. 363). Cela dit, dès qu'il le peut, il s'efforce de réduire la valeur de l'action des maquisards : « Cette affaire de Glières ne prépara pas – ô combien non ! – la libération du département » (p. 316) ; elle n'a pas fait comprendre aux Alliés qu'il fallait armer la Résistance (p. 332) ; etc. Il y a donc bien une dimension de parti pris dans cet ouvrage au-delà de tout ce dont il nous informe.

Mythe et réalité : une question peu traitée

Ce qu'il nous faut souligner, par ailleurs, c'est que cette étude ne tient pas les promesses de son sous-titre, les notions de

« mythe » et de « réalité » ne pouvant se traiter au seul prisme de données factuelles, sans une réflexion sérieuse sur la dynamique et les fonctions dudit mythe, sans en établir une description critique à partir de sources orales qui donnent accès à ceux qui l'ont produit ; et en passant trop rapidement sur une évolution des mémoires qui ne saurait par ailleurs se résumer à cette « gangue mémorielle » (sic) dont il est question dans l'introduction, l'auteur prétendant en avoir dépouillé « ce drame [...] en privilégiant toujours la rigueur des faits » (p. 19).

L'ouvrage évoque en tout cas de manière bien rapide la construction immédiate et dans la durée des souvenirs et des mémoires, seules quelques pages portant sur les dernières décennies. « Les faits, seulement les faits », et loin de la « gangue mémorielle », nous dit en substance Claude Barbier, ce dernier terme étant particulièrement malvenu et révélateur de l'état d'esprit de son auteur. Mais alors, comment est-il possible d'examiner sérieusement les notions de « mythe et réalité » si ces récits d'épopée de l'histoire-mémoire ne sont pas finement restitués, sans les stigmatiser a priori, en les situant dans la pleine complexité de leurs fonctions symboliques et de reconnaissance ? Comment déconstruire un prétendu mythe sans le donner sérieusement à voir dans toutes ses composantes et dans toute sa complexité ? Et comment le mettre à distance, l'interroger avec rigueur, en considérant en même temps l'impérieuse nécessité pour les acteurs qui sont censés s'y référer de préserver le souvenir de ce qui a été accompli et celui de leurs camarades disparus, en

particulier dans le contexte inquiet de la disparition annoncée des témoins ?

En outre, suffit-il vraiment en histoire d'en appeler à la « rigueur des faits » ? Ce n'est pas si simple et ce n'est pas suffisant. Lucien Febvre avait rejeté en son temps l'idée qu'il ne puisse y avoir d'histoire que basée sur des documents ou des événements. Il défendait le point de vue qu'il y avait d'autres moyens pour la connaître : « Tous ceux qui s'en occupent le savent, tous ceux qui s'ingénient non pas à transcrire du document mais à reconstituer du passé avec tout un jeu de disciplines convergentes s'appuyant, s'étayant, se suppléant l'une l'autre ; et votre devoir d'historien, c'est précisément de soutenir leur effort, de le décrire, de le promouvoir le plus possible. »⁸ Ainsi, l'histoire de la Résistance, dans sa singularité, requiert une pluralité d'outils et de niveaux de lecture, notamment pour l'analyse de ce que les survivants ont dit ou écrit de leur expérience afin de rendre justice aux sacrifiés et de se faire comprendre.

Claude Barbier parvient sans doute à rendre compte de ses recherches en archives, mais il ne réussit guère à les mettre en perspective ni à leur donner du sens, pris lui-même dans le déploiement idéologique d'une contre-mémoire qui brouille notre rapport critique au passé. Cela l'empêche de prendre suffisamment en compte la parole des acteurs résistants. Et ce n'est pas une référence brève et assez superficielle aux réflexions de Paul Veyne sur les

mythes en toute fin de volume (p. 363) qui peut lui suffire pour traiter sérieusement cette problématique. En outre, l'auteur ne rend pas complètement justice à la dimension de réalité du récit-épopée de la première époque, soit le fait, en amont de l'échec du 26 mars 1944, d'avoir effectivement investi le plateau des Glières et de l'avoir défendu pendant quelques semaines dans l'attente d'autres parachutages. Quant à la forte valeur symbolique de ce qui a été accompli aux Glières et à sa signification au-delà des faits et après eux, il passe forcément à côté.

L'histoire et la mémoire des Glières se réaffirment

Ce livre de Claude Barbier sur le maquis des Glières⁹ est contestable à un autre niveau encore. En effet, ceux-là mêmes qu'il nous présente comme les « gardiens » d'une prétendue mystification ne sont pas aussi mal placés qu'il le laisse entendre en matière de développement d'une histoire-mémoire rigoureuse. En effet, les récits épiques de l'immédiat après-guerre, nourris qu'ils ont été, dès le moment des faits, par l'expression de la guerre psychologique et radiophonique, ont été désormais mis à distance, sans les dépouiller pour autant de leurs fonctions symbolique et civique, par les milieux qui défendent cette mémoire. Nous en voulons pour preuve la récente réédition, en cette année commémorative, du bel ouvrage des rescapés de 1944 :

« Dans le cadre de ce 70^e anniversaire, l'Association des Glières, qui œuvre avec ferveur et fidélité pour la mémoire et la transmission du patrimoine des Glières, réédite le livre écrit dès 1946 par les rescapés des Glières alors sous le titre : "Glières Haute-Savoie 31 janvier-26 mars 1944" et sous-titré "Première bataille de la Résistance" »¹⁰. Pour cette réédition qui comprend une préface du grand témoin et historien Jean-Louis Crémieux-Brilhac ainsi qu'une postface de l'historien Jean-Marie Guillon, un autre titre a été choisi dont l'énoncé est significatif : *Vivre libre ou mourir. Plateau des Glières Haute-Savoie 1944*¹¹. L'ouvrage comprend des parties en papier blanc rédigées dans le contexte de ce 70^e anniversaire et une partie en papier ivoire qui reproduit le texte original. Son appareil critique rend également compte de l'évolution de la manière dont l'Association des Glières présente les faits et leur signification, en tenant compte des travaux des historiens. Quant à la stimulante postface de Jean-Marie Guillon, elle exprime fort bien ce qu'est le travail de l'histoire en termes de critique des sources, d'interaction entre histoire et mémoires, et surtout de construction d'une intelligibilité du passé dans toute sa profondeur et dans toute sa complexité :

« La tâche de l'historien est de restituer les événements passés, dans toutes leurs dimensions, de compléter grâce à des sources nouvelles des versions

antérieures ou de les rectifier si erreurs il y a eu, mais elle est surtout de comprendre et faire comprendre. Il est nécessaire de rétablir, par exemple, la réalité des chiffres, en général erronés, souvent excessifs, qui ont été diffusés pour soulever la colère ou l'enthousiasme, pour des raisons de propagande, et qui ont été rarement rectifiés par la suite. Il est normal de restituer les événements et de les ramener à des dimensions plus modestes quand il y a lieu. Mais faire de l'histoire n'est pas collecter les "faits", sans se demander ce qu'est un fait, sans s'interroger sur les niveaux de perception, sur les motivations et les grilles de lecture des divers acteurs ou commentateurs, sans questionner toutes les sources, y compris celles qui paraissent les plus "objectives" (notamment lorsqu'elles sont fabriquées sur le champ avec des intentions qu'il faut percer, des rédacteurs et des destinataires dont il faut connaître les calculs ou les responsabilités).

On en revient toujours à Marc Bloch qui relevait que, "longtemps, l'historien a passé pour une manière de juge des Enfers, chargé de distribuer aux héros morts éloge ou blâme", or, "à force de juger, on finit presque fatalement par perdre jusqu'au goût d'expliquer". Marc Bloch a été l'un des premiers à s'intéresser aux rumeurs de guerre dont il était le témoin alors qu'il se trouvait sur le front entre 1914 et 1918. Il en a repéré les ressorts et en a cherché le sens. La réalité de la guerre, des combats, les motivations des poilus, leurs attitudes

8. Lucien Febvre, « Combats pour l'histoire », in *Vivre l'histoire*, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 2009 [1953], pp. 64-65.

9. L'auteur écrit « de Glières », mais cela ne change rien au fond du problème contrairement à ce qu'il prétend sur un ton sentencieux.

10. Citation tirée du dossier de presse *Glières, un patrimoine pour la Haute-Savoie et pour la France* présentant en février 2014 cette réédition de l'ouvrage de 1946.

11. Diffusion : Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2014.

ne sont pas pour autant disqualifiées par ces "légendes de guerre". En repérant et "déconstruisant", Marc Bloch cherchait avant tout à éclairer la psychologie, les sentiments, les croyances des combattants. À sa suite, le travail historique considère les récits, légendaires ou non, comme un matériel, une source dont il doit faire, comme pour toutes les sources, l'analyse critique. »¹²

Volonté d'expliquer, tentative de comprendre, mais sans manquer non plus de rester à l'écoute des acteurs ; capacité aussi de s'en tenir simultanément à différents niveaux de lecture : ce sont bien là, en effet, quelques-unes des conditions qui permettent de faire véritablement de l'histoire.

L'oubli de la complexité

Mais revenons au livre de Claude Barbier. Ce travail passe à côté d'une analyse critique un tant soit peu argumentée de la notion de mythe, de ses usages et de ses fonctions. Et il nous en dit finalement très peu sur cette mémoire qu'il voue par principe aux gémonies. Par ailleurs, les limites de cet ouvrage sur les Glières s'inscrivent sans doute aussi dans deux postures historiographiques qu'il y aurait lieu de discuter.

La première se caractérise par le fait de considérer l'histoire de la Résistance dans une acception restreinte, limitée à la seule dimension strictement organisationnelle. François Marcot, dans un article récent, montre pourtant l'intérêt

d'une approche qui soit davantage attentive à la complexité des faits et des engagements. Il a « proposé une conception globale de la Résistance formée de deux cercles concentriques, aux limites floues : une Résistance-organisation, qui ne comprend de toute évidence qu'une toute petite minorité, et une Résistance-mouvement sociale qui l'englobe »¹³. Cette conception permet de prendre en compte le rôle de tous les acteurs dans la complexité de leurs postures ; et surtout de traiter plus finement la question des liens « multiples et complexes » entre « la Résistance et la population ».

La seconde consiste à négliger par principe l'apport des témoignages au profit des seuls documents d'archives, même si ces derniers comprennent aussi des dépositions de témoins dont il faudrait interroger les conditions de production. L'idée n'est pas ici de se référer seulement aux témoignages ; mais l'étude d'un mouvement clandestin et de ses liens avec la population ne saurait se passer de la complémentarité et du croisement de ces deux types de sources. Certes, l'usage critique des témoignages, leur analyse et les critères de choix des acteurs à inclure dans l'enquête posent a priori des problèmes complexes. Mais il n'en reste pas moins, souligne Laurent Douzou, « qu'une histoire de la Résistance a été écrite et tissée à partir d'une trame établie par les efforts conjugués (sinon toujours convergents) des acteurs et des historiens.

12. Jean-Marie Guillon, « De l'histoire de la Résistance à l'histoire des Glières. La Résistance dans la mémoire collective », in *Vivre libre ou mourir...*, op. cit., pp. 209-237, pp. 219-220 pour la citation. L'auteur tire les propos de Marc Bloch de son ouvrage *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, Cahiers des Annales, 4^e édition de ce texte publié à titre posthume, 1960, p. 70.

13. François Marcot, « Comment écrire l'histoire de la Résistance ? », *Le Débat*, n° 177, 2013/5, pp. 173-185, p. 174.

Nul ne pourra à l'avenir écrire sans faire fond, d'une manière ou d'une autre, sur ce legs et sans réfléchir à ses multiples implications ». Certes, ajoute-t-il, une « conscience critique aigüe » s'est imposée aux historiens et est sans doute « salutaire. Non point tant en raison de la défiance dont elle est porteuse à l'endroit d'une dimension légendaire [...] indissociable de la nature même de cette histoire singulière. Mais bien plutôt en ce qu'elle permet justement de faire toute leur place à de fortes représentations qui expliquent, pour une bonne part, que des femmes et des hommes aient pu mettre leur vie dans la balance sans autre espoir que de la faire pencher du côté de fortes valeurs éthiques. »¹⁴

L'opération de dénigrement de la Résistance et de brouillage relativiste des mémoires de Claude Barbier s'était toutefois déjà manifestée d'une manière bien plus problématique encore quelques semaines avant la parution du livre tiré de sa thèse avec la sortie d'un autre livre consacré au village d'Habère-Lullin.

Brouillage mémoriel sur la Haute-Savoie

11 janvier 2014, Habère-Lullin, Haute-Savoie : ce jour-là, un livre a été présenté à la population par son auteur, Claude Barbier. Il évoque, en les plaçant sur un même plan, deux « crimes de guerre » survenus dans ce village, d'abord un massacre nazi contre un bal de jeunes gens et, ensuite, une exécution de policiers et militaires nazis par la Résistance. Il contribue ainsi à obscurcir l'intelligibilité de cette période dramatique.

Crimes de guerre à Habère-Lullin mentionne sur sa couverture les dates du 26 décembre 1943 et du 2 septembre 1944. La première concerne un massacre nazi perpétré dans le château du village où se déroulait un bal : 24 jeunes sont exécutés, de même que le fruitier local ; d'autres jeunes seront déportés, dont 6 ne reviendront pas, ce qui fait 31 victimes. La seconde date, mise sur le même plan, est celle de l'exécution, au même endroit, de 40 policiers ou militaires allemands et nazis, dans le contexte immédiat de la libération de la région (Lyon n'était alors pas encore libérée). Ce titre-choc et cette couverture relèvent d'un certain sensationnalisme et ne donnent pas belle allure à cet ouvrage paru avec le soutien de la municipalité d'Habère-Lullin. Son auteur, Claude Barbier, ne manque pourtant pas de faire savoir qu'il a soutenu une thèse de doctorat à l'université Paris I, Panthéon-Sorbonne. Mais cet ouvrage-ci, bien documenté et qui propose même quelques témoignages qui interpellent, mais sans qu'ils soient vraiment analysés, se présente comme un réquisitoire contre la Résistance, sans guère de nuance et sans les points d'interrogation qui auraient été nécessaires.

Soulignons d'emblée qu'en histoire, il n'y a pas de questions taboues et que celles qui sont posées ici sont tout à fait légitimes ; comme le sont celles qui portent sur l'épuration ou la tonte de femmes à la Libération. Ce sont là toutefois des questions délicates qui

14. Laurent Douzou, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Seuil, « Points histoire », 2005, pp. 284 et 286. Voir aussi Pierre Laborie, « Acteurs et témoins dans l'écriture de l'histoire de la Résistance », in Laurent Douzou (dir), *Faire l'histoire...*, op. cit., pp. 81-94.

nécessitent une véritable posture historique consistant à établir les faits et leurs aspects contrastés en les questionnant avec nuance, sans céder au relativisme ni au jugement à l'emporte-pièce. Le contexte de cette sortie de guerre, entre soulagement pour sa propre survie et réactions diverses à la perte de tous les disparus, dont beaucoup étaient encore déportés, ne justifie pas tous les comportements, et moins encore toutes les vengeances. Toutefois, ce questionnement critique ne doit pas non plus se développer sans tenir compte sérieusement des conditions dramatiques de l'époque, de l'incertitude de ce temps, et surtout de l'ampleur des crimes commis par le régime nazi et ceux qui l'ont servi.

Relativiste et peu éclairant

Avec ces deux dates mises sur le même plan, la couverture du livre de Claude Barbier est relativiste. Mais quand on le lit, quand on l'entend, c'est plus discutable encore. Son attention se porte en effet bien davantage sur la dénonciation de ce qu'il considère comme des fautes de la Résistance, qu'il met systématiquement en exergue, que sur les crimes de masse du national-socialisme et des collaborateurs français.

Son évocation du massacre de décembre 1943 vise ainsi surtout à établir l'innocence d'un couple qui se trouvait dans les parages d'Habère-Lullin, la Marseillaise et son époux, couple qui a été exécuté par la Résistance quelques jours plus tard, parce que suspecté d'avoir dénoncé le bal. Ce fait mène Claude Barbier à évoquer non pas 31, mais 33 victimes de la tragédie de

Noël 1943. Or, sa démonstration établit la probable culpabilité d'autres individus, outre celle évidente, mentionnée dans tous les récits, de Guy Cazeaux, jugé, condamné et exécuté quelques années plus tard. Mais, tout compte fait, elle ne permet pas d'innocenter complètement et sans doute possible les deux personnes en question.

Quant à l'exécution du 2 septembre 1944, Claude Barbier en reconstruit partiellement la dynamique, en relation notamment avec le rôle qu'a joué, et surtout que n'a pas pu jouer dans cette affaire, le Comité international de la Croix-Rouge. Là aussi, son récit apporte de nombreux éléments documentaires rendant compte de la complexité d'une situation qui pose au fond la question de l'insuffisance des conventions internationales qui ne concernaient à cette époque que les militaires reconnus comme tels, à l'exclusion de la Résistance et des populations civiles. Cette absence de protection pour les combattants du maquis était au cœur des négociations en cours dans le contexte immédiat de la Libération, aussi bien pour tenter de sauver des otages que pour protéger d'éventuels prisonniers à venir. Ce problème ne pouvait sans doute pas être réglé à court terme. En outre, les modes de communication de ces années de guerre laissent ouvertes bien des questions. En effet, un ordre d'exécuter des prisonniers avait émané des nouvelles autorités de la Libération, mais c'était dans le but de faire libérer des otages du fort de Montluc à Lyon, qui l'ont été avant le 2 septembre. Dès lors, cette exécution aurait-elle pu être évitée ? La question n'est pas illégitime.

Mais la réponse que Barbier lui apporte, sous la forme d'une condamnation sans nuance de la Résistance, porte un jugement qui, encore une fois, ne tient aucun compte du contexte, de la réalité de l'époque, de sa complexité et de son caractère encore incertain. Elle néglige aussi une autre incertitude, celle qui caractérise les recherches qui sont encore possibles.

Cet ouvrage est donc non seulement relativiste, mais il est peu éclairant. Il s'en tient à des réponses tranchées ne laissant guère de place au doute. Ainsi, il n'aide pas à comprendre cette période tragique, au cœur d'un XX^e siècle non moins tragique. Il affirme pourtant son caractère scientifique en rejetant toute dimension mémorielle. Mais c'est précisément sur cet aspect qu'il ne convainc pas, car il se présente bien davantage comme un livre de contre-mémoire que comme un livre d'histoire critique.

Ni novateur, ni pertinent

L'ouvrage de Claude Barbier se veut pourtant novateur. Il entend mettre à jour la violence que connut la Haute-Savoie durant cette période. Et il précise même que « c'est plus précisément la violence endogène, celle dont les habitants de la Haute-Savoie étaient les auteurs qui nous interpelle. Très largement occultée, si ce n'est niée dans la littérature, elle est pourtant une réalité sur laquelle il convenait de se pencher. »¹⁵

L'auteur n'est toutefois pas le premier à s'être posé ces questions. Au début

des années 1990, un documentaire en deux parties d'Olivier Doat et de Denis Chegaray, *Haute-Savoie 1944*¹⁶, interrogeait d'anciens résistants et montrait combien le souvenir de cette violence continuait de les préoccuper. Il leur posait la question de la violence, et celle de savoir si elle avait toujours été justifiée. Leurs réponses étaient plutôt nuancées, insistant sur le contexte exceptionnel de l'époque, ou sur la nécessité de canaliser en urgence le désir de vengeance au moment de la Libération. Ainsi précisait à un moment donné le commentateur : « Il faut cependant souligner une différence essentielle entre les témoignages des résistants et ceux des miliciens que nous avons rencontrés, y compris hors caméra. Beaucoup de résistants qui s'expriment ici portent sur leur passé un regard critique et s'efforcent d'en parler avec lucidité. Mais jamais aucun milicien n'a exprimé de doutes ou de regrets sur l'engagement armé de la Milice dans la collaboration avec les nazis. Jamais aucun d'entre eux n'a quitté un seul instant devant nous le statut de victime acquis au moment de l'épuration, un peu comme si ça les autorisait à gommer tout ce qui avait précédé. »

L'ouvrage de Barbier parle beaucoup de violence, en pointant de manière privilégiée celle des résistants, et en tenant parfois d'étranges propos sur celle des collaborateurs. Ainsi, par exemple, il écrit non sans un peu de complaisance que « dans un autre contexte que celui de la guerre, Guy Cazeaux aurait fait un

15. Claude Barbier, *Crimes de guerre...*, op. cit., p. 14.

16. La Sept, 1992. Première partie : *La fureur de la guerre civile*, <http://www.youtube.com/watch?v=Gvky2Y0k9j4> ; seconde partie : *Les circonstances d'une Justice*, <http://www.youtube.com/watch?v=UwcQfmR82ug>, consulté le 14 janvier 2014.

honnête homme, sans histoire, fondant une famille. Il aurait vécu de son travail et la police n'en aurait jamais entendu parler. Les circonstances en ont voulu autrement. »¹⁷ Ce serait donc un Monsieur-tout-le-monde, une victime des circonstances, qui aurait été mené à collaborer, à dénoncer, à provoquer la mort d'autrui. Peut-être même serions-nous finalement tous porteurs de cette capacité de faire du mal. C'est donc bien une doxa de la France glauque qui nous est proposée dans ce livre, cette vulgate qui a été dénoncée avec une grande pertinence par l'historien Pierre Laborie¹⁸.

Plus problématique encore, pour comprendre comment l'exécution du 2 septembre 1944 a été possible, l'auteur se réfère aux travaux de Christopher Browning sur les hommes du 101^e bataillon de réserve de la police allemande, acteurs directs des premières exécutions de masse à l'égard des populations juives de l'Est¹⁹. Une telle comparaison entre ces tueurs et les résistants de la Haute-Savoie, fort malvenue, assurément blessante pour les survivants de la Résistance et leurs familles, n'a aucun sens, ni aucune justification.

Un livre présenté quand une exposition rendait hommage aux victimes du bal tragique

La présentation du livre de Claude Barbier s'est déroulée le 11 janvier dernier alors qu'était encore accrochée

dans la mairie du village une belle exposition historique et mémorielle réalisée à l'initiative de l'Association des amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation. L'un des fils conducteurs de la dizaine de panneaux qui étaient présentés reprenait quelques extraits d'un manuscrit, *Les cicatrices du passé*, rédigé en 1994 par Joachim Cottet, déporté et rescapé des camps qui avait été arrêté au soir du bal tragique.

Au moment même où cette exposition était visible à la mairie, chacun peut imaginer l'impression que la présentation du livre de Claude Barbier a pu susciter chez celles et ceux qui l'avaient préparée. Ce sont surtout son titre et sa couverture qui ont frappé les esprits. Fallait-il donc vraiment en arriver là alors même que, pour la première fois, des photos de la plupart des victimes du massacre nazi de décembre 1943 étaient rassemblées, après tout un travail de récolte documentaire effectué soixante-dix ans plus tard ?

Un extrait du récit de Joachim Cottet, établi un demi-siècle après les faits, peut être rapporté ici pour rappeler de quoi il est question avec le crime nazi du 26 décembre 1943. Il concerne des scènes de déshonneur après le massacre d'Habère-Lullin. En effet, les cadavres des suppliciés avaient brûlé dans l'incendie du château ; ils étaient méconnaissables. Personne ne savait donc qui se trouvait, survivant, au Pax d'Annemasse, le

siège local de la Gestapo. «...Les familles prirent contact avec le Maire d'Annemasse, M. Jean DEFFAUGT, lui-même en contact de par ses responsabilités avec la Gestapo. M. DEFFAUGT invita les familles à se rendre chez lui avec, pour chacune d'elles, une valise de linge qu'il nous remettrait à la prison, ce qui fut fait. » Dès lors, « les survivants en prirent possession et pour tous les autres, M. DEFFAUGT partit rejoindre les familles en rapportant celles non remises, ce qui signifiait, hélas, que le jeune avait été tué. Ce fut, on le devine, des heures d'angoisse indescriptibles, une scène épouvantable ! Toutes ces familles éplorées, pleurant un être cher et repartant avec leur valise non remise. »

Une tendance qui s'inscrit dans un cadre plus large

L'ouvrage de Claude Barbier procède d'une logique analogue à celui de Paul Abrahams dont une traduction française a été coéditée par la société d'histoire régionale dont Barbier est le vice-président²⁰. L'ouvrage se présente comme une enquête documentée, mais davantage marquée dans ses finalités par un jugement discutable que par un questionnement raisonné. Une idée y est fortement affirmée dans l'introduction, puis répétée dans la conclusion. La couverture de l'ouvrage d'Abrahams prend certes soin de préciser dans son sous-titre qu'il ne se fonde que sur les sources de l'administration de Vichy. Mais sa thèse, qui se réfère au concept de « métarécit » de Jean-François Lyotard, fustige dès son

introduction comme n'étant pas sérieuses les narrations historiques disponibles sur la période de l'occupation italienne, puis allemande, en Haute-Savoie, fortement articulées sur des témoignages. Elle est répétée dans le dernier paragraphe de la conclusion, avec une phrase imprimée en gras qui stipule que « le métarécit convenu de la Résistance française n'est manifestement pas satisfaisant »²¹. Toutefois, entre ces deux occurrences, le lecteur ne trouvera ni témoignages, ni analyses de ce métarécit, mais seulement des sources de l'administration de Vichy. Malgré quelques avertissements prudents et quelques nuances, Abrahams dresse ainsi un portrait passablement négatif de la Résistance en prenant tout ou partie de ces documents pour argent comptant.

Les ouvrages d'Abrahams et de Barbier se situent l'un et l'autre dans un courant qui dénigre la Résistance, ses valeurs, ses actes et son rôle dans la guerre. Celui de Claude Barbier sur Habère-Lullin banalise les crimes du national-socialisme et de ses alliés par un relativisme sans nuance. Ces propos, encore peu audibles il y a quelque temps, s'inscrivent désormais dans un air du temps qui est inquiétant, observable dans plusieurs pays européens. Ils ont notamment pour logique de susciter notre compassion pour toutes les victimes de la guerre, cet événement sanglant dont tout le monde a souffert, mais en négligeant l'analyse critique des mécanismes qui ont en réalité

17. Claude Barbier, *Crimes de guerre...*, op. cit., p. 177.

18. Pierre Laborie, *Le Chagrin et le venin. La France sous l'Occupation, mémoire et idées reçues*, Paris, Bayard, 2011. Voir aussi un entretien dans *Libération* : http://www.liberation.fr/societe/2011/01/29/on-se-sert-de-la-resistance-tout-en-la-denigrant_710839, consulté le 14 janvier 2014.

19. Claude Barbier, *Crimes de guerre...*, op. cit., p. 348. La référence utilisée est Christopher R. Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2002.

20. Paul Abrahams, *La Haute-Savoie contre elle-même, 1939-1945. Les Hauts-Savoyards vus par l'administration de Vichy*, Saint-Julien-en-Genevois et Thonon-les-Bains, La Salévienne et Académie chablaisienne, 2006.

21. *Ibid.*, pp. 12-13 et 346.

produit différentes catégories de vic-
times, en fonction des conditions his-
toriques propres à chaque situation. En
procédant de la sorte, ils contribuent à
effacer la dimension antifasciste dans
l'analyse historique de la Seconde
Guerre mondiale.

Comment aborder l'histoire d'un opprobre ?

En introduisant l'une de ses fameuses
émissions télévisées en plan fixe diffu-
sées en Suisse romande, celle qui intro-
duisait une histoire de la Commune de
Paris le 17 avril 1971 dans le contexte
d'un autre centenaire, Henri Guillemin a
bien exprimé cette difficulté de se situer
entre quête de vérité et transmission
d'un passé traumatique. Il a souligné
que l'honnêteté de l'historien importait
davantage que sa prétendue objectivité.
« Je voudrais tout d'abord vous appor-
ter quelques citations, s'est-il exclamé.
Il y en a une de Chateaubriand, dans
les *Mémoires d'outre-tombe*, et qui m'a
toujours frappé, il dit : Faites attention
à l'histoire que l'imposture se charge
d'écrire ! Simone Weil, d'autre part, qui
a dit : Croire à l'histoire officielle, c'est
croire des criminels sur parole ; et en-
fin, il y a Victor Hugo, dans un texte très
peu connu, c'est dans *Toute la lyre*, ça
s'appelle « Aux historiens », et il dit deux
choses aux historiens, il leur dit : Dites
le vrai ! Cela veut dire : Ne mentez pas !
Dites le vrai ! Mais d'autre part, il ajoute :
Ne nous racontez pas un opprobre no-
toire comme on raconterait n'importe
quelle histoire ! Cela veut dire quoi ça ?

Cela veut dire que l'objectivité, dont on
parle toujours en histoire, ce n'est pas
possible. Pourquoi ? L'objectivité, cela
veut dire considérer les faits comme des
objets. Comment voulez-vous que l'on
considère comme des objets une his-
toire humaine, une aventure humaine,
des choses qui nous concernent tous.
Alors, je dirais que l'impassibilité est
impossible devant une histoire comme
celle de la Commune, qui est une histoire
affreuse, vous savez, une histoire atroce.
Mais si l'impassibilité est impossible, la
loyauté est le premier devoir. Alors, c'est
ce que je vais essayer de faire, une his-
toire véridique, de ne pas vous cacher ce
qui peut me gêner dans cette histoire-là,
qui n'est certes pas toujours belle, mais
enfin, en m'appliquant à être avant tout
honnête. »²²

Dans son texte des années de guerre
publié à titre posthume, *Apologie pour
l'histoire ou métier d'historien*, Marc
Bloch, grand historien résistant, assas-
siné par les Allemands, invitait de son
côté à ne pas confondre les rôles res-
pectifs, bien différents, du savant et du
juge. Aussi écrivait-il : « Il existe deux
façons d'être impartial : celle du savant
et celle du juge. Elles ont une racine
commune, qui est l'honnête soumis-
sion à la vérité. Le savant enregistre,
bien mieux, il provoque l'expérience qui,
peut-être, renversera ses plus chères
théories. Quel que soit le vœu secret de
son cœur, le bon juge interroge les té-
moins sans autre souci que de connaître
les faits, tels qu'ils furent. Cela est, des
deux côtés, une obligation de conscience

22. Voir <http://www.rts.ch/archives/tv/culture/dossiers-de-l-histoire/3448487-la-revolution-francaise.html>, consulté le 14 janvier 2014. C'est à tort qu'il est question dans le titre de la Révolution française. Il s'agit bien d'une introduction à l'histoire de la Commune de Paris (avec un propos qui, certes, part de la Révolution française).

qui ne se discute point ». Mais « un mo-
ment vient, cependant, où les chemins
se séparent. Quand le savant a observé
et expliqué, sa tâche est finie. Au juge, il
reste encore à rendre sa sentence. »²³

Dès lors, qu'est-ce que l'opprobre dans
les faits du passé, comment le raconter
et comment éviter, face aux situations les
plus atroces, d'entrer dans des logiques
de sentence et de jugement ? Com-
ment s'en tenir autant que possible à la
posture d'auxiliaire d'intelligibilité que
l'historien Nicolas Offenstadt situe dans
un espace intermédiaire entre les deux
écueils de la position d'expert et de l'op-
tion militante²⁴ ? Ou alors, pour le dire un
peu autrement, en reprenant une for-
mule de Pierre Laborie, comment l'his-
torien peut-il « être à la fois un sauve-
mémoire et un trouble-mémoire »²⁵ ?
Vastes questions. Très vaste débat. Éta-
blir les faits qui peuvent l'être, croiser
des sources, y compris entre documents
d'archives et témoignages, laisser ouvert
l'éventail des possibles dans l'analyse de
la complexité du passé, questionner des
documents et des témoignages sans
occulter leurs éventuels aspects contra-
dictoires ou dérangeants, tenir compte
de l'ambivalence et des contradictions
parfois inconscientes des acteurs, mais
aussi, dans ce cas, s'en tenir à un mini-
mum d'empathie à l'égard de celles et
ceux qui ont combattu le nazisme et qui
en ont été victimes, tels sont quelques
principes parmi d'autres qui pourraient
y contribuer.

Les questions posées par Claude
Barbier mériteraient sans doute d'autres
développements pour enrichir l'intelligi-
bilité de ce passé tragique. Malheureu-
sement, il a préféré s'ériger en juge et
contribuer ainsi à une sorte de brouillage
mémoriel. Il fait mine d'être un trouble-
mémoire, mais il nous impose le trouble
sans la mémoire, et loin de l'histoire.
Cette posture est peut-être dans l'air du
temps, raison pour laquelle l'auteur a
trouvé des encouragements politiques et
financiers au plan local. Mais il y a vrai-
ment lieu de mettre à distance une telle
manière de traiter du passé. Il s'agit par
là de préserver l'histoire et les mémoires
de cette époque tragique, mais aussi
celles de ces acteurs et de ces actrices
qui ont contribué il y a soixante-dix ans à
la faire déboucher sur d'autres perspec-
tives que cette Europe brune et bottée
que d'aucuns ont servie avec tellement
de zèle.

Un enjeu pour l'enseignement de l'histoire

Reste alors un enjeu de taille, celui de
la transmission. En laissant de tels mé-
sages de l'histoire se répandre dans
l'espace public, c'est en réalité toute la
transmission de ce passé traumatique
qui se trouve menacée. En effet, com-
prendre et faire comprendre les tragé-
dies du XX^e siècle et leur complexité aux
nouvelles générations ne serait plus
guère possible si nous nous en tenions
à ces mises à plat, à ce relativisme, à

23. Marc Bloch, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, Paris, Quarto Gallimard, 2006, p. 947 (texte rédigé en 1942).

24. Nicolas Offenstadt, « Histoire et historiens dans l'espace public », in Christophe Granger (dir.), *À quoi pensent les historiens ? Faire de l'histoire au XXI^e siècle*, Paris, Autrement, 2013, pp. 94-95.

25. Entretien avec Pierre Laborie, recueilli par Sylvain Gland et Cécile Vast, *La lettre de la Fondation de la Résistance*, N° 74, septembre 2013, p. 32.

ces simplifications caricaturales qui ignorent aussi bien l'ambivalence que la pluralité des postures et des parcours, à cette stigmatisation de la Résistance négligeant sciemment ce qu'elle a réalisé pour mieux l'inscrire dans le sombre tableau d'une société glauque, avec comme premier effet de banaliser les actes criminels de tous les fascismes.

Cette problématique de l'histoire de la Résistance en Haute-Savoie et la critique sans concession de son dénigrement, et surtout du dénigrement de sa mémoire, constituent ainsi des enjeux majeurs pour la transmission de cette mémoire, de son histoire et de son intelligibilité auprès des jeunes générations à venir qui n'auront pas l'occasion d'entendre directement la parole des témoins et des acteurs. Comme pour tous les faits traumatiques du passé, cet enseignement autour de la Résistance se doit d'éviter deux écueils majeurs, soit aussi bien la sacralisation des faits et de leur signification que leur banalisation, dont le dénigrement est un avatar. Qu'en est-il donc finalement, à propos des Glières, de ces deux

ouvrages qui viennent d'être publiés dans un contexte de 70^e anniversaire ? Celui de l'Association des Glières, qui rend un juste hommage à l'action des hommes qui ont risqué ou perdu leur vie pour la liberté, évite la sacralisation en mettant en perspective, par un appareil critique de qualité, un beau texte des rescapés publié en 1946 ; en revanche, celui de Claude Barbier, davantage par omission que de manière frontale, et quels que soient par ailleurs ses apports, n'évite pas l'écueil d'une forme de dénigrement de la mémoire des acteurs en négligeant de faire ce pas de côté qui devrait permettre à l'historien de porter un regard dense sur le passé et d'exercer pleinement sa fonction critique. Mais le travail de Barbier doit aussi être considéré dans un ensemble qui inclut le grand tapage de ses conférences publiques et l'invraisemblable brouillage relativiste qu'il a imposé au village d'Habère-Lullin : c'est ainsi un travail qui doit être fermement démenti par la rigueur, l'honnêteté et la quête d'intelligibilité du travail d'histoire.

Charles Heimberg

VIE ASSOCIATIVE

Nouvelles du monde associatif de la déportation

La fin de l'année 2013 et le début de l'année 2014 correspondent à la période des assemblées générales et congrès dans l'ensemble du monde associatif, dont celui lié à la déportation. La presse associative s'en fait l'écho depuis octobre 2013 et il convenait que la revue *En jeu, Histoire et mémoires vivantes* de la Fondation aborde également cette question, dans la mesure du possible.

Fondation pour la mémoire de la déportation

Dans son rapport moral et d'activité 2013, la Fondation mentionne l'entrée en fonction des instances officialisées par ses nouveaux statuts : **Conseil représentatif du monde de la déportation** (CRMD), qui se veut un forum d'échanges interassociatifs et une force de proposition en matière de politique mémorielle et de commémorations, et le **conseil scientifique**, véritable laboratoire d'idées et d'expertises sur le travail accompli, en cours ou à venir, où se confrontent les différentes disciplines des sciences humaines : histoire, sociologie, philosophie, anthropologie, médecine et psychiatrie, psychologie.

Le thème principal débattu au sein du CRMD concernait les perspectives et projets commémoratifs du 70^e anniversaire de la libération des camps en 2015. Il en est ressorti une volonté générale de donner, partout en France comme sur les sites concentrationnaires, toute son importance à la symbolique de la libération des camps et de la fin du système concentrationnaire et génocidaire nazi, avec un souci d'équilibre mémoriel et historique, notamment dans les médias. Au-delà

des initiatives propres à chacune des associations participantes s'est exprimé également le souhait qu'un hommage solennel de la République soit rendu à l'action des déportés dans la société française depuis 1945.

Au conseil scientifique de la Fondation ont été examinées les perspectives éditoriales de la revue *En Jeu* pour les deux ans à venir, le projet d'ouvrage consécutif au colloque « témoins et témoignages » de décembre 2012 et la remise en chantier du projet interrompu d'élaboration d'un dictionnaire de la déportation, estimé nécessaire par la plupart des intervenants. Par ailleurs, les travaux de recherche poursuivis au sein du groupe de travail de Caen ont fait l'objet d'une communication actualisant les données chiffrées connues jusqu'ici et que nous reproduisons ci-après.

Au stade actuel des recherches, les différentes politiques répressives ont entraîné, pour la France, 90 636 déportations (hors déportation des Juifs de France, traitée par les travaux de Serge Klarsfeld) réparties comme suit :

- 68 290 personnes arrêtées dans les diverses zones d'occupation (nord, Nord-Pas-de-Calais, sud et zone italienne),
- 6 590 arrêtées dans les zones annexées d'Alsace-Moselle, mais dont l'examen au cas par cas s'impose en raison de la complexité des situations,
- 8 194 arrêtées sur le territoire du Reich, et envoyées dans un camp de concentration,
- 6 381 républicains espagnols extraits de différents camps de prisonniers de guerre et envoyés au camp de Mauthausen,

- 1 150 personnes identifiées mais dont les circonstances de déportation restent encore inconnues,

- 31 enfants nés dans les camps ou prisons du Reich.

À ces chiffres s'ajoutent 818 hommes déportés dans l'île d'Aurigny, en tant que juifs, soustraits aux processus d'extermination parce que conjoints d'une non-juive, ou que tsiganes « indésirables ».

Ce rapport moral 2013 conclut qu'à la veille du 70^e anniversaire de la libération des camps de concentration, la Fondation précise et affirme ses lignes d'action. Elle a créé des instances scientifiques et associatives importantes et s'efforce de grouper dans une réflexion commune les forces vives de la mémoire qui le souhaitent, en leur apportant, lorsque c'est nécessaire, son aide. Elle poursuit par ailleurs inlassablement son effort d'approfondissement historique sur la transmission de la mémoire, et s'efforce d'accroître son rayonnement dans un paysage mémoriel complexe, difficilement lisible de l'extérieur. Enfin elle souhaite, à travers les compétences réunies autour d'elle, enrichir la réflexion pluridisciplinaire autour de la mémoire de la déportation, de son contenu et de sa transmission.

30, bd des Invalides

75007 PARIS.

www.fmd.asso.fr

Tél. : 01 47 05 81 50 ou 01 47 05 81 27

Association des Amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation

À l'occasion du congrès annuel de l'Association qui a eu lieu à Paris les

31 mai et 1^{er} juin 2014, le rapport d'activité présenté par la secrétaire générale, Michèle Gabert, a fait le point des activités des différentes délégations départementales, d'où ressortait une grande diversité dans les actions, mais aussi un taux d'activité inégal entre les délégations.

On constate, de manière générale, une implication croissante des membres de l'AFMD autour du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD), que ce soit au sein des jurys académiques et départementaux, au moment de l'élaboration des sujets et de la correction des travaux, ou par le concours actif apporté aux enseignants dans les établissements scolaires, mais aussi à l'occasion de la remise des prix départementaux et des voyages offerts aux jeunes lauréats.

Pour le reste, le travail des délégations s'articule autour de trois grands domaines :

- le domaine pédagogique par la production de documents, médias, brochures et une coopération croissante avec le monde de l'éducation, dont plusieurs responsables sont d'ailleurs issus,
- le domaine culturel par l'organisation de conférences ou de journées d'étude (parfois de colloques), de projections de films ou création de spectacles,
- le domaine événementiel et commémoratif, par l'implication dans des salons régionaux de mémoire et d'histoire, la création de mémoriaux départementaux, l'aménagement de sites ou de parcours de mémoire et la participation aux cérémonies.

Le champ des coopérations et synergies se diversifie et s'enrichit, soit entre délégations voisines, soit par une coopération forte avec certaines municipalités, soit par une combinaison de partenariats avec d'autres associations et les exécutifs communaux ou départementaux. Plusieurs délégations se trouvent par ailleurs renforcées par l'arrivée d'adhérents de la FNDIRP.

31, bd Saint-Germain
75005 Paris
www.afmd.asso.fr
Tél. : 01 43 25 84 98

I FNDIRP

La FNDIRP a tenu ses assemblées générales ordinaire et extraordinaire à Orléans les 15 et 16 mai derniers et a procédé à une refonte de ses statuts et de son règlement intérieur. Il est longuement rendu compte des prises de parole auxquelles ces journées ont donné lieu dans *Le Patriote Résistant*, n° 887, de juin 2014.

Parmi elles, il convient de relever les propos tenus par le président Walter Bassan que cite *Le Patriote Résistant*. « Rappelant que cette dernière [la FNDIRP] est à l'origine de la création de la Fondation pour la mémoire de la déportation et des Amis de la Fondation, il estime que ces deux organismes ne doivent être que complémentaires au travail de la FNDIRP et non pas se comporter en concurrents ». De tels propos, s'ils n'émanaient pas du président de la nouvelle équipe de la Fédération, prêteraient à sourire. Mais provenant d'une telle personnalité, ils appellent une réponse et une mise au point.

Nul ne conteste que la création de la Fondation ait résulté d'une volonté des dirigeants historiques de la Fédération, dont la plupart se sont investis corps et âme pour la faire aboutir et vivre et lui donner toute sa place dans le champ mémoriel de la période de la Seconde Guerre mondiale : de Charles Joineau à Marie-Claude Vaillant-Couturier, de Claude Meyroune à André Travaillé en passant par Jacques Sergent et Maurice Voutey, et aujourd'hui de François Amoudruz, Maurice Cling et Marie José Chombart de Lauwe, qui en furent aussi les artisans.

Nul ne peut ignorer non plus que ces mêmes dirigeants ont créé la Fondation pour pérenniser la mémoire de la déportation et de l'Internement au-delà de l'ère des témoins, conscients qu'ils étaient de n'être pas éternels et excluant l'idée que la Fédération puisse perdurer au-delà de leur génération pour devenir une association de descendants et de sympathisants.

En créant la Fondation, ils lui ont conféré une totale indépendance et obtenu une reconnaissance nationale, avec le Haut Patronage du président de la République.

L'une des premières initiatives de sa première présidente a été de rassembler autour d'elle les autres fédérations et associations de déportés, qui ont toutes contribué à la montée en puissance de la Fondation et des Amis de la Fondation. Est-il besoin de rappeler à ceux qui l'ignorent le vibrant discours de Marie-Claude Vaillant-Couturier au Conseil économique et social à l'occasion d'une réunion organisée en 1990 par le président Jean Mattéoli, discours dont l'intelligence

politique emporta la décision et balaya les réticences les plus marquées à l'égard de la nouvelle fondation, assorti de dispositions d'ouverture concrètes du conseil d'administration. Depuis, la Fondation vit sur cette lancée, trace sa route conformément à ses statuts et aux décisions de son conseil d'administration, après parfois des débats intenses. Elle a, à ses côtés, créé à l'initiative de ses dirigeants (et non de ceux la FNDIRP) l'association des Amis de la Fondation qui anime la vie associative et mémorielle départementale et constitue son relais naturel, notamment au sein des jurys du CNRD.

La Fondation n'est nullement une annexe de quelque fédération que ce soit, ni a fortiori « un complément ». Elle apporte son aide à ceux qui la sollicitent quand elle le peut et vient, avec le CRMD qui regroupe toutes les forces de mémoire liées à la déportation, de créer une structure de concertation et de proposition qui s'imposait sur le plan national et peut désormais s'exprimer en toute indépendance. La Fondation appartient à tout le monde et à personne en particulier : elle fixe ses objectifs et sa politique mémorielle sans recevoir d'instructions, ni d'injonctions de quelque extérieur, tout en restant attentive aux attentes des uns et des autres. Elle entend alimenter la réflexion sur la déportation par l'encouragement de la recherche et par un ancrage scientifique renforcé qui lui permette de s'imposer, comme interlocuteur crédible dans le monde universitaire et scolaire et auprès des pouvoirs publics, dans une approche historico-mémorielle élargie et décloisonnée.

Enfin, en écho à certains propos lus sous la plume de la secrétaire générale, précisons que la Fondation s'était également portée partie civile dans l'affaire Bourdouleix, ce qui semblait ignoré, et que par ailleurs, il est clair aux yeux de la Fondation, autant qu'à ceux de la secrétaire générale de la FNDIRP, que des liens entre acteurs locaux de mémoire (dans les départements) sont utiles, souhaitables et nécessaires, et plus encore des projets communs, tout comme au plan national, partout où c'est possible.

Encore faut-il en créer les conditions au-delà des grands discours de circonstance.

Le Patriote Résistant, n° 887, juin 2014
10, rue Leroux
75116 Paris
www.fndirp.asso.fr
Tél. : 01 44 17 37 38

I UNADIF-FNDIR

Le congrès de l'UNADIF et de la FNDIR se tenant du 12 au 15 juin 2014, à Caen, ne pourra être évoqué que dans le prochain numéro de la revue *En Jeu*.

Dans sa publication d'avril 2014, la revue *Le Déporté* livre le témoignage d'Odile Benoist-Lucy, arrêtée jeune étudiante alors qu'elle distribuait des tracts avec sa sœur dans le 17^e arrondissement de Paris le 30 novembre 1942. Passée en jugement devant un tribunal militaire à Saint-Cloud, elle est déportée. Elle évoque particulièrement bien ses souffrances, notamment la faim, et raconte les conditions difficiles de sa libération, intervenue tardivement puisque seulement le 21 mai 1945, dans

la région de Hambourg. Son rapatriement par camion militaire, parmi de nombreux prisonniers de guerre, a quelque chose de surréaliste.

Le *Déporté* livre ensuite une chronique de Jean-Luc Fournier sur les documentaires et fictions en vogue, abordant tour à tour, sans réel regard critique, le film *Nuit et Brouillard* d'Alain Resnais, les séries télévisées *Apocalypse*, qualifiées de remarquables, et dont le succès auprès des téléspectateurs serait une preuve « que l'époque est moins futile que d'aucun le prétendent » et enfin la série *Un village français*. Sur la série *Apocalypse 1*, il serait sans doute éclairant pour les lecteurs du *Déporté* de se reporter aux analyses et commentaires sans concession qu'en fait l'historien Lionel Richard, qui démonte la présentation faite au public, au regard de ce qui ne lui est ni montré, ni expliqué.

Suit une évocation sommaire du débarquement de Normandie de 1944 et du commando Kieffer.

Pour finir, *Le Déporté* annonce curieusement et sur le même plan l'élection de Jean-Marie Muller à la présidence du comité international de Natzweiler-Struthof et le choix de trois personnalités de la Résistance, Germaine Tillon, Geneviève de Gaulle et Pierre Brossolette, qui entrèrent au Panthéon, le nom du quatrième « élu », Jean Zay, n'apparaissant presque qu'en filigrane. *Le Déporté*, n° 579, avril 2014.

49, rue du Faubourg du Temple
75010 Paris
Tél. : 01 53 70 47 00
www.unadif.fr

■ Union des Déportés d'Auschwitz (UDA)

Pour les anciens déportés d'Auschwitz et leur président, Raphaël Esrail, les nouvelles manifestations ou démonstrations d'antisémitisme sont un signal d'alarme inquiétant « dans le contexte plus large, d'un racisme multiforme qui se développe ». Ils lancent un appel en faveur d'une action éducative renforcée mettant en garde la jeunesse et la société contre le retour des discours du rejet et de l'exclusion de l'Autre, que l'on pouvait penser à jamais éradiqués de la pensée contemporaine, après la Deuxième Guerre mondiale et le génocide.

Le rapport moral expose les activités que l'UDA poursuit et développe :

- en direction de l'institution scolaire, par l'organisation de voyages d'études à Auschwitz,

- au musée d'Auschwitz en vue de la mise à disposition des visiteurs d'un média de témoignages de déportés, enregistrés sur les lieux mêmes des crimes dont ils furent témoins,

- avec d'autres amicales de camps en vue de la création commune et de la mise en ligne d'un multimédia de ressource de témoignages sur tous les camps,

- enfin, l'UDA réfléchit aux manifestations du 70^e anniversaire de la libération d'Auschwitz.

La présidente du Cercle d'études de la déportation et de la Shoah (créé il y a vingt ans par Raphaël Esrail), Marie-Paule Hervieu, rend compte à son tour des activités de l'année écoulée, au nombre desquelles une série de conférences et projections de films à l'Hôtel de ville de Paris (rafles de

1941, camps d'internement etc.) puis au Lycée Buffon (Jean Zay). Le Cercle édite également des *Petits Cahiers*, dont l'un des derniers numéros, traite de la « Persécution des Tsiganes en Europe occupée. Histoire et mémoire d'un génocide ». D'autres projets sont en cours, sur Drancy, sur les marches de la mort et les évacuations, sur la vie après la Shoah.

Enfin, on lira avec intérêt le très beau récit de Maryvonne Braunschweig, professeure d'histoire retraitée, membre du Cercle et par ailleurs présidente de la délégation des Amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation de Seine-et-Marne, consacré aux événements de janvier 1944 à Avon, et à l'hommage rendu récemment au père Jacques, directeur du collège des Carmes d'Avon, résistant au sein du réseau Vélites Thermopyles, qui, avec la complicité du secrétaire de mairie, Paul Mathéry, sauva des enfants juifs, avant d'être arrêté et déporté, avec ce dernier, à Mauthausen en 1944.

Après Auschwitz, n° 329, avril 2014

39, bd Beaumarchais
75003 Paris
Tél. : 01 49 96 48 48
www.cercleshoad.org

■ Association française Buchenwald Dora et Kommandos

La parution en version bilingue d'une *Anthologie des poèmes de Buchenwald* recueillis par André Verdet (Buchenwald, matricule 186524) a donné lieu, en octobre 2013, à une importante manifestation à l'ambassade d'Allemagne à Paris,

à laquelle était associée l'association française, au cours de laquelle des lectures de poèmes furent faites par l'académicien Pierre Mertens.

Floréal Barrier et Bertrand Herz, anciens déportés de Buchenwald, ont tenu ensuite à rappeler l'importance de la pratique d'une activité intellectuelle et culturelle clandestine en camp.

Le bulletin de l'Association française Buchenwald-Dora et Kommandos du premier trimestre 2014 rend compte du 33^e congrès de l'association, à Paris, le 19 octobre 2013. Le rapport d'activité présenté par Alain Rivet et Agnès Triebel, outre les différents événements qui ont marqué la vie de l'association, fait part de l'indignation qu'a soulevée, dans tous les milieux liés à la déportation, la profanation du cimetière de Gardelegen.

Par ailleurs, on apprend que la direction du Mémorial de Buchenwald vient de déposer un dossier en vue du classement au patrimoine de l'UNESCO du site de Buchenwald. Cette démarche, qualifiée « d'essentielle pour assurer la pérennité du site », montre, s'il en était besoin, la menace bien réelle de désengagement des autorités politiques allemandes (Länder et autorités fédérales) dans l'octroi des financements nécessaires à l'entretien de la mémoire sur les anciens sites de la période nazie.

Il est annoncé la réalisation d'un *Dictionnaire de Buchenwald*, entrepris en 2012 et mené à terme par Dominique Orlowski, Jeanne Ozbolt, Michèle Abraham, Hélène Houssemaine-Florent et Franka Gunther, à paraître en septembre 2014. Une obstination et un travail important qu'il faut saluer.

Pour le 70^e anniversaire de la libération du camp, en 2015, l'association prévoit et encourage une forte participation au voyage de mémoire, mais ne donne pas encore de précisions sur le calendrier ni sur le programme.

Enfin, la question de l'avenir de l'association est posée au regard de sa situation financière, et la perspective d'un hébergement, envisageable sans urgence, par la Fondation pour la mémoire de la déportation n'est pas encore à l'ordre du jour. L'association comptait 1168 adhérents dont 238 déportés et 293 veuves en septembre 2013.

À la suite du rapport d'activité figurant, dans le bulletin, quelques rappels historiques sur les convois de 1943 partis de Compiègne vers Buchenwald dont le thème a fait l'objet d'une journée d'étude au mémorial de Royallieu, le 7 octobre 2013, et sur l'histoire de Mittelbau-Dora à partir de 1943, sous la signature de Jens Wagner, actuel directeur du Gedenkstätte.

Le Serment, n° 351, 1^{er} trimestre 2014
16, rue Demarquay
75010 Paris
www.buchenwald-dora.fr

Nota : *Le Serment*, n° 352 (deuxième trimestre 2014), vient de paraître et comporte un très bel hommage de Bertrand Herz (président du Comité international) à Emile Torner, décédé le 10 mars 2014, déporté à Auschwitz et Buchenwald, membre de l'Association française Buchenwald Dora et de la FNDIRP.

Ce numéro de la revue *Le Serment* sera évoqué plus en détail dans la prochaine revue *En Jeu*.

Amicale de Flossenbürg et Kommandos

Question cruciale pour l'Amicale de Flossenbürg, le réaménagement de la partie du site restituée par la Société française Alcatel au Land de Bavière, pour y entretenir la mémoire, après la fermeture d'une unité de production métallurgique dont elle s'était retrouvée propriétaire, n'est pas résolu, tant s'en faut. Les autorités locales et un comité scientifique de complaisance ont en effet opposé un refus catégorique au retour à leur emplacement d'origine des piliers d'origine du portail d'entrée du KL, déplacés dans les années 1947-1948, semble-t-il à l'initiative des déportés polonais, pour des raisons qui à l'époque pouvaient se comprendre parfaitement. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et il est surprenant de constater l'opposition au retour des seuls vestiges d'origine pouvant évoquer l'existence en ces lieux d'un ancien KL.

Le différend est profond et pas du tout anodin, contrairement à ce que les adversaires du projet tente de faire accroire et, par conséquent, toutes les voies de recours sont explorées avec le concours sans réserve de la Fondation pour la mémoire de la déportation pour tenter d'infléchir le cours des choses.

30, bd des Invalides
75007 PARIS

Amicale de Mauthausen

Dans un éditorial au style fulgurant comme à son habitude, le président de l'amicale de Mauthausen, recentre autour de la préparation du 70^e anniversaire de

la libération des déportés survivants l'essentiel des préoccupations des acteurs concernés du monde associatif, exprimant ses inquiétudes devant « l'accumulation des journées dévolues aux nobles causes, jusqu'à saturation du calendrier, [...] l'embrouillamini qui menace, la concurrence et la surcharge ». Le temps de la mémoire des camps nazis est rythmé, écrit-il, par celui de l'avancée des armées alliées qui, par l'est et par l'ouest, de janvier à mai 1945, ont ouvert les portes. « Cette marche de l'histoire nous ramène chaque année, de janvier à mai, sur chacun de ces territoires libérés, et... à l'Arc de Triomphe de l'Étoile [...]. Elle nous rassemble, le dernier dimanche d'avril, depuis la loi qui, sur proposition du Réseau du Souvenir, instaure en avril 1954 [...] "la journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la déportation" ».

Qui pourrait trouver à redire à ces propos fort bien formulés ?

Faisant suite à cet éditorial, on trouvera l'hommage de Marc Nobilet à son père déporté, Jean-Baptiste Nobilet, décédé en février 2014, et seul rescapé d'une famille décimée à Mauthausen. Marc Nobilet termine cet hommage par ces mots d'une terrible force de synthèse : « Il rentrait. Encore enfant. Homme malgré lui. Dévasté, brisé, décalé à jamais, perdu ou réfugié dans l'indicible. Coupable d'avoir survécu ? »

On trouvera, dans les pages qui suivent, une évocation de la cérémonie d'Avon en hommage au père Jacques, déjà mentionnée plus haut dans la rubrique de l'UDA, un compte rendu des cérémonies commémoratives des rafles

de Nancy de mars 1943, une évocation du village de Miellin dans les Vosges, où de septembre 1939 à décembre 1940 furent internés des réfugiés espagnols de la Retirada, 600 femmes, enfants, vieillards, dans une usine de tissage abandonnée. « Des enfants de Miellin se sont souvenus, une association a été créée et un mémorial a été inauguré à proximité de l'usine aujourd'hui détruite », écrit Chantal Lafaurie.

Caroline Ulmann signe un compte rendu de visite de la prison de Montluc à Lyon, effectuée par l'amicale le samedi 29 mars et suivie de la visite du CHRD (Centre d'histoire de la résistance et de la déportation), dont elle ajoute, à propos de la présentation des contenus historiques, « que des enjeux mémoriels ne sont nullement apaisés ». On aurait souhaité en savoir davantage...

Daniel Simon évoque ensuite la figure disparue de Jean Resnais et, par le biais de son film culte *Nuit et Brouillard*, traverse les controverses de l'époque en passant par l'incontournable question des chambres à gaz de l'ouest qui opposa Olga Wormser-Migot à l'amicale de Mauthausen, pour évoquer rapidement les autres œuvres de Resnais, *Toute la mémoire du monde*, *Guernica*, *Hiroshima mon amour*, *Muriel*.

Pour finir, le bulletin consacre ses dernières pages au travail remarquable que vient de publier de Peter Kuon, professeur à l'institut d'études romanes de l'université de Salzbourg [également membre du conseil scientifique de la Fondation], sous le titre *L'Écriture des revenants. Lectures de témoignages de la déportation politique* (Éditions Kimé), qualifié de « livre novateur » à plusieurs

titres. Une recension de ce livre paraîtra sous peu dans la revue *En Jeu*.

Mauthausen, n° 336, avril 2014

31, bd Saint-Germain

75005 Paris

mauthausen@orange.fr

www.campmauthausen.org

■ Amicale de Neuengamme

Bel hommage de Janine Grassin, présidente de l'Amicale de Neuengamme, dans son éditorial de janvier, aux résistants-déportés :

« Quel avenir pouvaient-ils espérer dans un pays occupé, dans les maquis où ils étaient traqués, dans les camps où ils furent envoyés ? Et pourtant, en relisant leurs témoignages, nous ne pouvons qu'être frappés par l'optimisme qui se dégage de tous ces récits. Auraient-ils couru tant de risques, évalués et assumés, s'ils n'avaient cru à la victoire ?

[...] À leur retour, pour les plus chanceux, ils ont voulu rendre publique toute la souffrance des camps pour s'acquitter d'un devoir envers les "copains" qui n'étaient pas revenus, et dans le but d'éviter que pareille chose ne puisse de nouveau survenir. »

À la suite de cet éditorial, le bulletin passe en revue les différents événements passés et futurs qui concernent l'amicale ou le camp de Neuengamme :

– réunion du Beirat de Neuengamme 18 octobre 2013,

– congrès de l'Association internationale de Neuengamme (AIN) et activités du Gedenstätte, 19 et 20 octobre 2013,

– inauguration prochaine d'une nouvelle structure d'accueil à l'entrée du camp de Neuengamme,

– mise en vente des bâtiments de l'arsenal de Wilhelmshaven (23 décembre 2013) où de nombreux déportés français travaillèrent pour le compte de la Kriegsmarine,

– conférence sur David Rousset au Gedenstätte de Wöbelin, en mai 2013,

– projet de construction d'un monument par des élèves d'un centre d'apprentissage au *Kommando* de Salzgitter-Drütte,

– 75^e anniversaire de la « Nuit de Cristal » à Wilhelmshaven,

– réalisation d'un documentaire de 45 minutes consacré au camp de Neuengamme, diffusé par la télévision de Hambourg le 9 novembre 2013,

– annonce de la journée « rencontre des associations » à Compiègne-Royallieu, le dimanche 29 juin 2014.

N'oublions jamais, n° 221, janvier 2014

6, place Myron-Herrick

51100 Reims

www.campneuengamme.org

■ Amicale de Ravensbrück

Dans son bulletin du premier semestre 2014, l'Amicale de Ravensbrück, sous la plume de Thomas Fontaine, retrace le paysage historique de l'année 1944 dans une France tiraillée entre l'espoir qui renaît et la terrible répression qui sévit partout, faisant de l'année 1944 une année de massacres autant que de déportations massives. « Avec ses presque 7 000 déportés, le mois d'août [1944] montre à lui seul le prix de la Libération », écrit l'auteur.

Dans les pages qui suivent, sous le titre « Infatigable Marie-Jo », il est rendu compte des multiples interventions

de Marie-José Chombart de Lauwe, présidente de la Fondation pour la mémoire de la déportation et co-présidente de l'amicale :

– en décembre 2012 à l'occasion du colloque « Témoins et témoignages, figures et objets du XX^e siècle », où elle a livré une communication capitale sur « le témoin chercheur participant »,

– puis le 12 décembre 2013, à l'occasion d'une rencontre avec une quarantaine de jeunes engagés du service civique, organisée à l'invitation de la ministre des Droits des femmes, Mme Najat Vallaud-Belkacem, où elle a lancé en s'adressant ainsi aux jeunes engagés du service civique : « quelle que soit l'époque, il ne tient qu'à vous d'être des citoyens éclairés et vigilants pour préserver les droits de l'homme. Nous pouvons tous agir collectivement pour lutter contre les discriminations et choisir de construire un monde plus humain »,

– enfin en janvier 2014, à l'université de Lille III, dans le cadre du travail d'un groupe d'universitaires sur « la déportation en héritage ».

Ravensbrück, n° 185, 1^{er} semestre 2014

10, rue Leroux

75116 Paris

■ Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen

Le bulletin de l'amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen de décembre 2013 (n° 208) publie une lettre de la présidente, Lucienne Gouffault, épinglant, entre autres, les propos du maire de Cholet, sans le nommer, sur les Sinti et les Roms, et livrant à

la réflexion cette citation de Claude Lelouch : « le monde du partage devra remplacer le partage du monde », avant de finir sur une note d'espoir en l'avenir par l'évocation de la grande figure du président Nelson Mandela.

On trouvera ensuite le témoignage de Maurice Pellan, ancien président de l'amicale, dont le récit, « 27 mois à Sachsenhausen », évoque la déportation et donne un éclairage particulier sur la marche de la mort à laquelle il a participé et sur les circonstances qui ont provoqué son retour à la liberté : la simple disparition des gardiens, illustrant la décomposition et la déroute finale d'un régime nazi vaincu.

On trouvera également dans ce bulletin un compte rendu de la cérémonie de remise de la Croix de la Légion d'honneur au Pr Günter Morsch, directeur de la Fondation des mémoriaux du Land de Brandebourg, par l'ambassadeur de France à Berlin.

Dans le bulletin suivant de mars 2014 (n° 209), l'amicale annonce son prochain congrès qui aura lieu à Bordeaux les 19, 20 et 21 septembre 2014. Un article relate le bombardement allié des usines Heinkel où travaillaient des détenus du camp, le 18 avril 1944, l'un des événements dramatiques qu'ont vécu les déportés à cette période.

Bulletin de l'amicale Oranienburg-Sachsenhausen, n° 208 (décembre 2013) et n° 209 (mars 2014)

77, av. Jean Jaurès

75019 Paris

Tél. : 01 42 45 74 88

www.campsachsenhausen.org

I Association Eysses-Dachau

Le bulletin trimestriel d'information et de liaison de l'Association nationale pour la mémoire des résistants et patriotes emprisonnés à Eysses, *Unis comme à Eysses*, dans ses éditions de janvier et avril 2014, évoque le 70^e anniversaire de l'insurrection d'Eysses des 22 et 23 février 1944. Chacune des livraisons explique, par des approches différentes, les circonstances qui ont conduit ces résistants, arrêtés dans diverses régions de France et regroupés à la centrale d'Eysses, à s'organiser en unité combattante et à se soulever collectivement contre leur gardiens pour retrouver la liberté, rejoindre le maquis et reprendre le combat pour la libération de la France. Mais, après 13 heures de combat, ils furent maîtrisés par des forces supérieures en nombre (GMR et Milice) et mieux armées, appuyées par l'artillerie allemande. Jugés par une cour martiale présidée par Darnand, certains furent fusillés (12), les autres (1 200) déportés à Dachau. 400 n'en sont pas rentrés.

Unis comme à Eysses, n° 267 (janvier 2014) et n° 268 (avril 2014)

10, rue Leroux
75116 Paris
Tél. : 01 44 17 38 27
www.eysses.fr

I Amicale du camp de Gurs

Dans son bulletin trimestriel de mars 2014, l'amicale du camp de Gurs retrace sous l'intitulé « rubrique juridique », la bataille que vient de

remporter un interné, Henri Pérez, 81 ans, qui s'était retrouvé à Gurs à l'âge de 8 ans, alors que, résidant en Tunisie et de nationalité française, il se trouvait par hasard chez ses grands-parents en Allemagne pour des raisons de santé. À la fin du mois d'octobre 1940, avec sa grand-mère et sa tante, il fut expulsé du Palatinat, touché par les rafles antisémites et envoyé dans un camp français, où il demeura interné d'octobre 1940 à février 1941.

Jusqu'à cette année, le statut juridique d'internés politiques lui avait été refusé, au motif que le camp de Gurs était considéré comme un camp d'hébergement jusqu'au 11 novembre 1942, date de l'entrée de l'armée allemande en zone Sud.

Le 27 janvier 2014, le tribunal administratif de Melun lui a donné gain de cause contre l'Administration en reconnaissant son statut d'interné. Une belle revanche sur l'histoire.

Ce bulletin présente ensuite, sous les rubriques « mémoire vive » et « témoignage », l'histoire singulière d'une jeune femme réfugiée en France classée « étrangère ennemie », du fait de ses origines allemandes, arrêtée en tant que telle et finalement internée à Gurs le 10 mai 1940 d'où elle réussit pourtant à être libérée. Récit par ses enfants et témoignages écrits tirés de ses carnets secrets alternent, donnant une couleur et une vie particulière à cette page d'histoire très instructive.

Gurs souvenez-vous, n° 134, mars 2014
www.campgurs.com
email : contact@campgurs.com

I Mémoire vive des convois des « 45000 » et des « 31000 »

Vigilance toujours : dans son éditorial l'association Mémoire vive des convois des « 45000 » et des « 31000 » d'Auschwitz-Birkenau dénonce la honteuse manipulation à laquelle s'est livré un leader d'extrême droite, Alain Soral, à partir d'une photo d'un des 45000, Jean Huon, lui substituant son propre visage et opérant une permutation de certains chiffres du matricule, pour utiliser cette photo-montage dans un appel à dons en soutien à son action !

Autre cas dénoncé : une association créée par le lycée Victor Lépine de Caen, qui a travaillé sur la mémoire des soldats canadiens ayant participé au débarquement de 1944, a été attaquée par l'extrême droite qui n'a pas hésité à parler « d'embrigadement de jeunes » et à qualifier les soldats ayant participé au débarquement de « libérateurs ». Ces exemples sont à méditer...

Le bulletin évoque enfin plusieurs événements commémoratifs initiés par l'association ou dans lesquels elle s'implique activement aux côtés des mairies :

- Le 24 janvier 2014, la mairie de Paris et Mémoire Vive ont présenté le film *Les 31000, un convoi de femmes solidaires*, réalisé par Gilbert Lazaroo et Dannick Florentin, suivi d'un débat auquel participaient Thomas Fontaine, Fernand Devaux (ancien 45000), Roger Hommet et Yves Jéouzo.

Le 25 janvier 2014, au fort de Romainville, les communes de Romainville et des Lilas ont organisé une cérémonie à la mémoire des femmes du convoi des 31000, parties du fort de Romainville pour Auschwitz-Birkenau.

Le 23 février à Seurre, en Côte-d'Or, était inaugurée une rue Roger Josselin, l'un des

quatorze 45000 de la Côte-d'Or, dont l'histoire était quelque peu méconnue.

L'exposition sur les convois du 6 juillet 1942 des 45000 et du 24 janvier 1943 des 31000 a été présentée à Tergnier, dans l'Aisne, en coopération avec le musée de la Résistance et de la Déportation de Picardie et l'Institut d'Histoire sociale de la CGT.

Mémoire Vive, n° 55, mai 2014

Chez Josette Marti
10, square Etienne Martin
77680 Roissy-en-Brie

I Amicale des déportés à Neu-Stassfurt

Sans doute le président de l'Amicale de Neu-Stassfurt s'est-il senti piqué au vif par le compte rendu sommaire qui a été fait après lecture du bulletin dans la première revue *En Jeu*, éditée par la Fondation. La lettre adressée à la présidente de la Fondation qu'il publie dans le bulletin de février 2014 en atteste.

Nous comprenons la réaction du président Pierre Bur, qui doit toutefois bien comprendre que la rubrique « Vie associative » se nourrit à partir des contributions qui lui parviennent ou à partir du contenu des bulletins. Et de ce point de vue, il était aisé de constater que le bulletin de février 2013 reçu était, par son contenu, une feuille de liaison entre membres adhérents. En soi, cela n'a rien de choquant, ni de méprisant, mais n'intéresse qu'un petit cercle d'adhérents et ne peut alimenter une rubrique d'intérêt général.

C'est pourquoi nous avons mis en ligne la lettre du président Pierre Bur sur le blog de la Fondation, afin que les lecteurs qui le souhaitent y trouvent les informations que nous n'avions pas.

Le bulletin de septembre 2013 (n° 91) rend compte du congrès qui s'est déroulé à Plérin, dans les Côtes-d'Armor, le 18 mai 2013. Ce compte rendu est enrichi par le rappel historique des conditions dans lesquelles des aviateurs de la RAF et de l'US Air Force, abattus au-dessus de la France, étaient récupérés à Plouha depuis une maison dite « d'Alphonse », détruite par les Allemands en juillet 1944, et de là exfiltrés vers la Grande-Bretagne. Un monument, fleuri par les congressistes venus s'y recueillir, rappelle aujourd'hui ces événements sur les lieux de la maison détruite.

Le bulletin n° 92 (février 2014) consacre une grande partie de ses pages à l'évocation de ce que fut la marche de la mort du kommando de Stassfurt, mêlant témoignages de survivants et de témoins allemands de l'époque. On y lit en particulier le récit de la douloureuse fin de Noël Rabut, déporté du 17 août 1944 par Compiègne, racontée par un de ses camarades de marche, témoin de son assassinat le 19 avril 1945.

Un pas, encore un pas pour survivre, n° 91 (septembre 2013) et n° 92 (février 2014)

4, rue Turgot

26500 Bourg-lès-Valence

Site google : [kommandodeneustassfurt](http://kommandodeneustassfurt.com)

Société des familles et amis de l'ADIR (SFAADIR)

Lors de son assemblée générale du 14 septembre 2013, la SFAADIR avait décidé les projets suivants :

– visite, le 31 janvier 2014, à la BDIC où furent déposés les archives de l'ADIR dans la perspective de leur présentation à prochain colloque,

– organisation d'un colloque au Sénat sur l'action de Geneviève de Gaulle-Anthonioz à l'ADIR et sur l'œuvre et la carrière de sociologue de Germaine Tillion, le 24 janvier 2015,

– voyage à Ravensbrück à l'occasion du 70^e anniversaire de sa libération avec participation d'une trentaine d'élèves (16-19 avril 2015),

– restauration d'une baraque (Beutegutbarack) de Ravensbrück. Des contacts ont été pris dans cette perspective avec le Comité international de Ravensbrück, le ministère des Anciens Combattants et de la Mémoire, la ministre de la Culture du gouvernement fédéral allemand, la direction de la Fondation des mémoriaux du Land de Brandebourg, la directrice du musée de Ravensbrück, enfin différentes associations féminines et mémorielles françaises.

Participation ou présence de la SFAADIR en différentes occasions :

– le 21 février 2014 au mont Valérien, lors de l'annonce du président de la République de l'entrée au Panthéon de Geneviève de Gaulle-Anthonioz et de Germaine Tillion,

– le 17 avril 2014 : lors d'une réunion de travail avec le ministère de l'Éducation nationale en vue de mettre en ligne des informations sur la Résistance des Femmes,

– 26-27 avril 2014 : cérémonie pour la journée nationale du souvenir de la Déportation,

– 27 mai 2014 : colloque du Sénat sur les « Femmes Résistantes ».

Contact : Claude du Granrut

Présidente

28, rue de Montpensier

75001 Paris

Comment se procurer la revue

ABONNEMENT ANNUEL - 2 NUMÉROS

Prix (frais de port inclus) : **30 €**

Règlement :

- **par virement direct** en indiquant l'objet : « ABONNEMENT REVUE EN JEU »

Compte La Banque Postale

Code IBAN : FR82 2004 1000 0119 5002 3W02 060

Code BIC : PSSTFRPPPAR

ou

- **par chèque**, à l'ordre de la Fondation pour la mémoire de la déportation.

ACHAT À L'UNITÉ

Prix au numéro : **17 €**

+ 2 € de port pour la France

Pour l'étranger, nous contacter.

En vente à la Fondation.

Fondation pour la mémoire de la déportation

30, bd des Invalides - 75007 Paris

email : revue.en.jeu@gmail.com - tél. : 01 47 05 81 50.

Contribuer à la revue

Articles

La revue prendra en compte et pourra publier des articles sur des sujets autres que ceux des dossiers thématiques, à condition qu'ils s'inscrivent dans le champ d'étude des grands conflits contemporains (de la répression et de massacres de masse, notamment) et de leurs enjeux interprétatifs sur le plan historiographique et des sciences sociales.

Pour plus de précisions, vous pouvez vous rapporter à la plateforme éditoriale de la revue publiée dans le premier numéro, paru en juin 2013. La plateforme est consultable sur internet, à l'adresse suivante : *<http://fondationdeportation.wordpress.com>*

Comptes rendus de lecture

Vous pouvez également nous faire parvenir le compte rendu critique d'un ouvrage (15 000 à 20 000 signes) dont la thématique est en lien avec la plateforme éditoriale. Après expertise, il pourra être intégré dans la rubrique « Comptes rendus » de la revue.

La charte rédactionnelle est également consultable sur internet.